

Digitized by the Internet Archive
in 2025

LES THÉORIES ÉCONOMIQUES

AUX XIII^e ET XIV^e SIÈCLES

L'Économie politique au Moyen-Age

—
ESQUISSE

DES

THÉORIES ÉCONOMIQUES

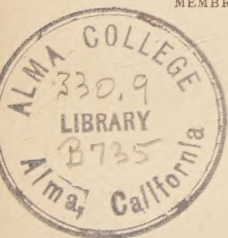
PROFESSÉES PAR LES ÉCRIVAINS

DES XIII^e ET XIV^e SIÈCLES

PAR

VICTOR BRANTS

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN
SECRÉTAIRE PERPÉTUEL DE LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE SOCIALE
MEMBRE DU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL



—
LOUVAIN

CHARLES PEETERS, ÉDITEUR-LIBRAIRE
20, RUE DE NAMUR, 20

PARIS
VICTOR LECOFFRE
RUE BONAPARTE

BRUXELLES
OSCAR SCHEPENS
Dir. de la Société Belge de librairie



—
1895

29806

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
AVANT-PROPOS.	VII
CHAPITRE I. — <i>Caractère de la science économique au moyen-âge</i>	1
CHAP. II. — <i>Les sources.</i>	
§ 1. Les sources anciennes	10
§ 2. Les principales sources modernes	22
CHAP. III. — <i>Le principe moral et la vraie nature de la richesse. — L'acquisition des biens matériels.</i>	28
CHAP. IV. — <i>La propriété privée et l'inégalité sociale.</i>	49
CHAP. V. — <i>La théorie de la valeur et des échanges</i>	68
CHAP. VI. — <i>Le travail et l'organisation industrielle.</i>	
§ 1. La loi du travail	75
§ 2. Les divers ordres de la production et des travaux.	81
§ 3. La condition sociale du travail. Esclavage. Ser- vage. Liberté civile	87
§ 4. L'entreprise industrielle et la rémunération du travail	103
I. Les profits de l'entrepreneur artisan.	107
II. Le salaire de l'ouvrier	116
III. Les professions libérales	129
CHAP. VII. — <i>Le capital, son rôle et sa mise en valeur.</i>	
§ 1. La doctrine de l'usura.	
I. Les principes et leur interprétation	131
II. Les titres d'intresse et l'application des prin- cipes	145
III. De la tolérance de l'usure et des institutions de prêts. Monts de piété	157
§ 2. Les rentes	164
§ 3. Le contrat de société.	167
I. La société	168
II. La comende	171

CHAP. VIII. — <i>Les échanges et la circulation des biens</i>	174
§ 1. Les échanges et la monnaie	177
§ 2. La loi des contrats. Le juste prix	193
§ 3. Le commerce	206
§ 4. Le contrat et la lettre de change	214
§ 5. La banque	225
CHAP. IX. — <i>La population</i>	235
CHAP. X. — <i>La consommation et l'usage de la richesse</i>	242
Epilogue.	255
APPENDICE. — I. Les Juifs	257
II. Les hérésies sociales	265

AVANT-PROPOS.

L'intérêt du public s'attache avec persistance à l'étude de l'état social dans le passé. L'actualité grave fait rechercher l'exemple des ancêtres. D'autres ont exposé, exposent chaque jour à frais nouveaux, *la vie, les mœurs*. Nous offrons un modeste et court volume résumant et groupant les *pensées*, les *théories économiques* exprimées chez les auteurs de la grande époque médiévale. Nous ne parlons que de pure économie politique au sens strict du mot ; à ce terrain spécial nous nous sommes limités. Ce petit volume est tout historique, tout objectif ; il n'a d'autre prétention ni système que d'esquisser les théories d'alors, dans un ordre méthodique, c'est un simple *manuel d'économie politique du moyen-âge*.

Malaisées sont les recherches de cette nature. Nous serons reconnaissants à tous ceux qui voudront bien nous aider à compléter ce tableau.

Louvain, le 2 février 1895.

CHAPITRE PREMIER.

CARACTÈRE DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE AU MOYEN-ÂGE.

On se plaît de nos jours à écrire l'histoire de toutes les sciences. L'Économie politique, la plus vivante, la plus discutée des sciences modernes, parce qu'elle touche à toutes les passions, à tous les intérêts, ne pouvait y échapper. Longtemps on a fait remonter son origine à la fin du siècle dernier, lui assignant pour premiers auteurs connus Adam Smith et Turgot. On lui a découvert depuis, une généalogie plus lointaine. Plus d'une fois déjà on s'est occupé des théories économiques de l'antiquité; il nous a paru intéressant et instructif de prolonger ces recherches dans les sources du moyen-âge. C'est au ^{xiii}^e et au ^{xiv}^e siècle que nous sommes remontés. Nous tâcherons d'établir l'opinion des vieux auteurs d'alors, sur quelques points de la science des richesses. Comme de coutume, nous demeurons *objectifs*. On verra ce qu'ils ont écrit et pensé en leur temps. Nous ne songeons pas ici à en tirer des conclusions. On se dira certes que leur temps n'est pas le nôtre, on le verra au cours même de l'exposé. On se dira aussi que si tout n'est pas applicable à notre temps, peut-être y a-t-il

des principes qu'il serait sage d'y reprendre *mutatis mutandis*, suivant la devise : *crescamus vetera renovando* ; mais nous nous abstenons de procéder à ce triage. Il ne s'agit pas ici de faire des dissertations comparatives. Nous ne voulons que rappeler la grande règle de sagesse dans toute étude historique : ne juger les hommes et les idées que dans le milieu où ils se sont développés. D'ailleurs nous essaierons de fixer le sens des idées anciennes et de constater quelles étaient les règles de l'économie d'alors.

Nous n'exposons que les doctrines, ce qu'on appelle en Allemagne *Dogmengeschichte*. Faut-il dire que la pratique en diffère parfois ; mais la pratique, le fait, est l'objet d'une autre science : celle de la vie sociale *Wirtschaftsgeschichte*. Nous n'y emprunterons que ce qu'il faudra pour déterminer la signification des doctrines.

Où trouver ces doctrines ? Il n'y a pas d'économistes en titre au moyen-âge et notre premier devoir sera d'indiquer nos sources, de les justifier, puis nous exposerons la théorie elle-même.

Nous énoncerons les théories économiques d'alors, sans essayer de faire dire aux anciens des choses auxquelles ils ne pensaient point. Sans doute, on pourra retrouver souvent en germe dans leurs idées les théories modernes ; sans doute l'économie politique était pratiquée dans les faits avant d'être étudiée en théorie ; à ce titre l'économie politique est de tous les temps ; on pourrait ainsi édifier la théorie commerciale du moyen-âge bien qu'on en

trouve à peine trace dans les auteurs. Là n'est pas notre but. Ce n'est que pour certains points particulièrement importants que nous avons puisé dans les faits la pensée que les livres n'exprimaient point. En général, nous ne cherchons qu'à analyser, et seulement à commenter par les faits, les pensées *exprimées*, les théories *professées*, et non celles qu'ils n'ont été que *pratiquées* ; nous désirons savoir et exposer ce que les auteurs *ont dit* et non ce qu'ils *auraient pu dire s'ils y avaient pensé* ! C'est bien là l'histoire objective des idées, des idées conscientes, c'est-à-dire de la science.

Mais à quoi bon, dira-t-on, cette étude historique ? A quoi bon exhumer et exposer les erreurs et les utopies des siècles passés, quand il en coûte tant déjà de réfuter celles des contemporains ? S'il ne s'agissait que d'aligner des erreurs et des utopies, on pourrait avoir raison, si jamais encore il était inutile d'étudier les vicissitudes de l'esprit humain et d'en suspendre le secret. Mais ici il y a plus et mieux : il y a une philosophie historique ; il y a une civilisation à juger, à apprécier. Le moyen-âge a été l'époque de la théologie. Les principes de la théologie chrétienne ont été appliqués par les docteurs à la vie économique de leur époque, et de cette application ils ont tiré une série de solutions que critiquent souvent des économistes modernes. Il importe de les mettre en lumière, d'en apprécier la nature, les leçons, les effets.

Parmi ces solutions figure la doctrine canonique

sur l'intérêt de l'argent. L'importance de ce point, son influence sur toute la vie industrielle et juridique l'a fait considérer comme le résumé et l'essence de la loi. Elle n'en était qu'une application, vu l'état social du temps. La réaction contre la doctrine de l'usure a fait envelopper la loi entière dans la même hostilité. Il importe de détruire ce préjugé, de placer à son vrai rang la doctrine de l'usure, d'en montrer la signification.

Il y a aussi, et c'est le plus remarquable, de grands principes sociaux à analyser.

Quelle fut donc l'œuvre des docteurs du moyen-âge ? Ont-ils en matière économique un système défini ; y a-t-il une science économique réelle et oubliée ? Plusieurs questions modernes ont été agitées au ^{xiii}^e et au ^{xiv}^e siècle ; plusieurs problèmes, et des principaux, y ont reçu des solutions souvent ingénieuses et étonnantes, souvent aussi erronées ; l'esprit était éveillé, l'attention portée sur la valeur, le travail, la monnaie, le commerce, le capital et l'intérêt ; la science contemporaine sera souvent frappée de la justesse et de la précision de ces aperçus. Voilà qui est acquis ; c'est précieux, mais ce serait insuffisant. Il y a des principes qui ont inspiré ces solutions ; ces principes sont ceux de la morale chrétienne appliqués à une situation sociale différente de la nôtre. Il y a donc, en groupant les jugements portés par les docteurs sur les faits économiques, il y a la matière de toute une morale de l'économie politique, constituant un système très net, et une parfaite unité.

L'œuvre doctrinale du moyen-âge c'est donc l'enseignement de la morale économique, en conformité avec les principes de la justice et de la charité chrétiennes, et en application aux faits sociaux de cette époque.

Cette morale économique, voilà la loi permanente qui, indépendante des variations sociales, se dégage de l'étude dogmatique du moyen-âge et constitue la grande leçon qu'en peut tirer la science contemporaine (1).

Nous ne prétendons pas, on le remarquera et nous y insistons beaucoup, donner comme théologiques toutes les doctrines de l'époque, fussent-elles même professées par des théologiens. Il y en a qui sont telles, d'autres ne sont que sociales, politiques, philosophiques, et nous les exposons ici au point de vue de l'histoire profane de la science économique, sans avoir la moindre prétention à trancher des controverses doctrinales. Nous relatons ce qui s'est dit au moyen-âge, quelle y fut l'opinion exprimée par des savants distingués. Plusieurs, le grand nombre, furent scolastiques et religieux ; il y en eut d'hétérodoxes et de dissidents, il y eut aussi les légistes

(1) J. Funk, *Ueber die ökonomischen Anschauungen der mittelalterlichen Theologen. Beiträge zur Geschichte der Nationalökonomie* ; im : *Zeitschrift für die gesammte Staatswissenschaften*. Tübingen 1869, p. 125, sq. — J. Kautz, *Die geschichtliche Entwicklung der National Ökonomik und ihrer Litteratur*. Wien 1860. T. II, p. 200. — J. Funk, *Zins und Wucher*. Tübingen, 1868, p. 47 et sq., 91 et sq. et passim.

avec leurs principes bien connus, mais qui se présentent à nous comme auteurs profanes d'une matière spéciale. Il n'entre donc pas dans notre pensée, d'attribuer à l'Église toutes les opinions de cette époque; certes l'esprit de l'Église dominait la science, chez la plupart des écrivains, mais de cette tendance on ne peut conclure à l'exactitude de toutes leurs conclusions, à un enseignement doctrinal de toutes les matières de cette nature. Nous parlons donc ici en historiens, en économistes, sans nous prononcer sur l'autorité des idées elles-mêmes...

En dessous de la loi morale suprême, il y a les lois de l'ordre économique proprement dit. Si réelle que soit leur existence scientifique, on sait combien leur application dépend des circonstances, combien variable est leur intensité.

Il est d'un réel intérêt scientifique de mettre en rapport les idées régnantes avec les faits qui leur sont contemporains. Sans pousser la méthode historique à l'abus qui n'admettrait en économie que des vérités *évolutives* et fugitives, on ne songe point à nier la profonde *différenciation* qui subissent les facteurs économiques. Cette analyse est essentielle pour expliquer les solutions que donnent à plusieurs problèmes les docteurs du moyen-âge. C'est la différence des conditions économiques qui justifie souvent celle des décisions scientifiques. Faire abstraction de ces circonstances, c'est fausser volontairement l'appréciation des faits et des lois.

Longtemps au moyen-âge le marché fut très res-

treint. Les relations inter-seigneuriales étaient entravées au point de créer au commerce des risques qu'il n'affrontait guère. Le morcellement politique, la fiscalité douanière des seigneurs féodaux, la difficulté et l'insécurité des communications, l'insuffisance des garanties judiciaires et légales contre les étrangers, enfin le peu de développement de l'initiative et de l'éducation industrielles, toutes ces causes créaient forcément une économie presque locale. En de pareilles conditions les échanges sont peu nombreux, la valeur de crédit inconnue ; ce qui importait c'était l'applicabilité directe aux besoins de l'homme. Dans le cercle restreint du marché féodal, la concurrence n'existait guère.

On sait qu'on distingue plusieurs périodes dans l'histoire économique. Cette division est un peu factice, mais nous ne pouvons avoir l'air de l'omettre ; si elles ne se distinguent point par une date certaine, elles n'en expriment pas moins le résultat des études de l'école historique sur les conditions très diverses où s'exercent les lois économiques (1). On distingue notamment : Le *Naturalwirtschaft* où les producteurs sont isolés et où chacun travaille un peu pour soi ; le *Tauchwirthschaft* où les échanges se multiplient, les villes se créent, la monnaie se définit, les affaires s'étendent. Sans examiner ici la nature intime de ces transformations, on sait que le progrès de la popu-

(1) Voir notamment Schoenberg. *Handbuch der Politischen Oekonomie*. Tubingen, 1890, t. I, p. 44, etc.

lation, l'ouverture des voies de communication, le perfectionnement des procédés industriels, les découvertes de tout genre, en sont les causes. Les rapports économiques se différencient, les facteurs économiques n'ont pas le même rôle. Parmi les notions qui s'altèrent le plus profondément sont celle de la valeur et des échanges, celle du capital, mais toutes en éprouvent l'influence. Or c'est au moyen-âge que peuvent se saisir quelques-unes de ces lentes transformations. Nous verrons sur plus d'un point les idées subir l'influence des faits nouveaux, non pas que la loi se transforme, mais que son application varie avec la situation elle-même (1).

On nous dira, et avec raison, que la situation n'est pas la même pendant tout le moyen-âge. Le développement économique avait pris de l'essor. L'histoire de la Hanse et des Républiques commerçantes défile devant nous. Les règles qui s'adaptaient à la situation primitive ont dû disparaître ou se modifier avec elle.

Sans doute, il devait en être, et il en a été ainsi. Étudiant chacune des lois, nous les verrons modifier, suivant le mouvement social, leur portée et leur application.

La loi demeure identique et inébranlée : justice et charité ; personne ne peut moralement s'enrichir aux dépens de son prochain ou de la nation, mais

(1) Toniolo, *L'economia capitalistica moderna*. Riv. intern. di scienze sociali, Roma, Aprile 1893, p. 604.

Cf. V. Inama Sternegg, *Deutsche Wirtschaftsgeschichte*, Leipzig 1879, t. I, p. 196 sq.

les raisons de gain se multiplient à mesure que la richesse se développe. Rendons grâce, au nom de notre richesse publique, à une législation morale forte et sévère, à son maintien énergique, à ses applications sages et progressives. Que serait devenue la jeune civilisation occidentale, si une tutelle religieuse puissante n'avait protégé ses débuts, et imposé aux consciences la loi de la justice et de la charité.

La loi morale dominant les consciences reste la même ; la législation au contraire suit le mouvement des faits contingents. Elle traduit en texte la situation présente, se réglant d'après les applications de la loi morale. La loi civile ne se règle que d'après la situation générale ; son principe même n'étant qu'une application de la loi suprême, est variable. La loi morale au contraire destinée aux cas particuliers et intimes comme aux faits généraux et patents, est immuable.

La morale économique, voilà donc la grande leçon de l'étude économique du moyen-âge. Justifier la synthèse que nous venons d'esquisser par le détail des théories et des faits pertinents, tel serait l'objet d'une histoire complète des doctrines économiques du moyen-âge. On peut, au sein d'une civilisation homogène, y suivre dans les livres et les événements, la marche progressive de la richesse et de ses lois. Ce terrain si vaste nous ne voulons ici qu'y tracer les grandes voies, et y planter les jalons. Nous ne voulons que jeter un coup d'œil d'ensemble sur l'état de la science économique aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles.

CHAPITRE II.

LES SOURCES.

§ 1. *Les Sources anciennes.*

Les sources de l'économie politique du moyen-âge son multiples, Il n'en est point alors comme aujourd'hui, où l'économie constitue une science distincte. Il faut rechercher les idées qui s'y rapportent dans une foule de documents divers et hétérogènes. Les théologiens forment la partie la plus importante de nos sources. Dépositaires de la doctrine morale, ils en déduisent les applications sociales. La théologie, première science par la dignité, se trouvait aussi alors la première par l'importance de ses travaux. Il n'y eut pas, inutile de le dire, de chaire de science sociale dans les universités du temps; on ne songeait pas, dans les multiples écoles urbaines et rurales, à enseigner les éléments de l'économie politique. Mais les lois destinées à régler l'activité humaine dans l'ordre des intérêts matériels, occupaient cependant une place dans l'enseignement des docteurs, et les livres qui le vulgarisaient. Ces règles n'y figurent pas sous une rubrique d'ensemble; elles y sont éparses non au hasard, mais à leur place naturelle,

comme corollaires des principes moraux dont elles découlent, aux traités des *contrats*, des *vertus*, des *rites*, de la *pénitence*, dans les *summæ* destinées à guider la *praxis* du tribunal de la pénitence sacramentelle. Mais si la théologie est la première source, où se trouve le fond de la doctrine, elle n'est point la source unique. Il faut y joindre les philosophes qui examinent plusieurs grandes questions économiques. La science juridique aussi, depuis la *Glose*, acquiert de plus en plus d'importance. Les commentaires du droit romain touchent à certaines questions sociales. On ne peut négliger non plus une foule d'écrits étrangers à ces sciences, ou qui du moins n'en traitent point *ex professo*, mais où les questions sociales sont cependant abordées. Les historiens, les hommes politiques, les poètes même se livrent à ce genre de considérations. Or les opinions qu'on rencontre dans ces sources sont bien plus gênantes pour l'explorateur. Les opinions individuelles s'y multiplient.

Il n'est pas possible de faire de ces écrits une classification générale. C'est dans le cours de l'exposé que nous devons fixer la portée des opinions qu'il faut signaler. Bornons nous ici à indiquer les sources principales que nous rencontrons dans chacun des siècles qui nous occupent.

Dans l'ensemble, la doctrine du moyen-âge fut la même dans toute la chrétienté, sous l'influence des mêmes enseignements de la théologie et des deux droits. Certes il y eut des divergences sur certains

points ; des esprits parfois téméraires émirent des idées originales ou inexactes, mais en général la science économique a de l'unité.

Le xiii^e siècle nous fournit déjà une assez riche moisson. Au premier rang figure S. Thomas d'Aquin dont les écrits foisonnent de textes précieux.

L'illustre docteur domine la philosophie du moyen-âge, sans qu'on puisse cependant se borner au point de vue historique. à la seule analyse de ses œuvres. L'importance et l'influence de S. Thomas d'Aquin nous permettra de recourir à ses écrits comme premier critère et à signaler en sous œuvre les divergences et les concordances avec ses contemporains.

Citons donc d'abord S. Thomas d'Aquin, puis, l'austère Raymond de Pennafort, le premier codificateur du droit canon, et dont la *Summa pastoralis* et quelques écrits secondaires nous fourniront des textes importants, le grand Albert de Bolstaedt, le maître de S. Thomas d'Aquin, S. Bonaventure, le célèbre docteur franciscain, puis Henri de Gand, le solennel, qui traite plus d'une question d'ordre économique dans ses *Quodlibeta*, et bien d'autres. Nous avons aussi à consulter les écrits et les prédications mystiques et populaires ; ils présentent souvent un haut intérêt ; sans doute on ne peut toujours y voir l'exactitude et la netteté de la doctrine ; chez quelques uns il y a des exagérations, des entraînements ; mais on peut y trouver des données pleines d'intérêt sur les faits et les idées.

Mystiques et prédicateurs s'attachaient à la réforme des mœurs, à l'application de la doctrine. Ils ont exercé une influence, non seulement par l'action des grands fondateurs d'ordre, mais par celle de bien des écrivains et orateurs, St Bernard, une foule de disciples de St François d'Assise et de St Dominique, Thomas de Cantimpré, Etienne de Bourbon, plus tard Thomas à Kempis, Jean Tauler, Jean Ruysbroeck, Gérard Groot et les frères de la vie commune, et bien d'autres vrais réformateurs de la vie sociale et morale. Peut-être est-ce là pour nous une faiblesse, une cause d'erreur dans l'appréciation. Les théories émanent trop de théologiens, de religieux, de mystiques, trop peu de gens d'affaires ou de politiciens. Nous sommes tentés ainsi de voir les choses trop en idéal et c'est, au point de vue des faits une réserve que la sagesse loyale nous force à faire au début d'une telle étude. Certes, on ne s'imaginera pas que tout le monde suivait ces pieuses exhortations, mais c'est beaucoup déjà que la doctrine soit telle, répandue, active, et que tout l'enseignement doctrinal, à des degrés divers, ait la même tendance morale.

Cependant nous avons aussi quelques écrivains profanes ; parmi les philosophes, tous ne sont pas dans l'orthodoxie religieuse ou dans le giron scolastique ; puis il y a, nous l'avons dit, des légistes, quelques politiciens, qui, au point de vue de l'histoire, doivent être étudiés.

Au xiv^e siècle, le commerce s'active, l'échange

se développe, la vie économique s'intensifie en ses diverses manifestations ; on s'occupe davantage des questions qui les concernent. Les articles qui y sont relatifs se gonflent ; des *tractatus* spéciaux se font jour ; l'analyse des idées devient plus attentive ; des points nouveaux surgissent et sont discutés. Les traités sur l'usure, la monnaie, les rentes, fournissent de nombreuses ressources à l'économiste historien. Au ^{xiv}^e siècle nous trouvons au premier rang pour la netteté de leurs idées en cette matière, Henri de Langenstein, un des organisateurs de l'Université de Vienne, Jehan Buridan qui fut recteur de celle de Paris, l'évêque Nicole Oresme, inspirateur de Charles V, puis vers le ^{xv}^e siècle, l'archevêque S. Antonin de Florence, peu connu des philosophes, mais qui mérite ici une mention spéciale.

A côté des théologiens et des philosophes, le droit canon, la législation ecclésiastique nous offrent une mine précieuse sur les idées économiques. Le *Corpus Juris Canonici* est une source de premier ordre pour de graves questions ; il faut y joindre les canonistes autorisés parmi lesquels citons encore Raymond de Pennafort et plus tard Hostiensis.

Le jurisconsultes profanes ont aussi leur importance, soit les romanistes, surtout l'école de Bartole et des Baldi, soit ceux qui écrivirent les premiers sur les coutumes comme Philippe de Beaumanoir ; chez eux d'ailleurs, il y a bien peu d'idées théoriques, mais des explications intéressantes sur les applications pratiques, soit dans les dissertations *quaestiones*, soit dans les consultations *consilia*.

A côté de cette vaste littérature théologique et juridique, les écrits politiques nous offrent une autre source non moins féconde, mais moins sûre. La politique était dès lors une science distincte, bien qu'encore un peu informe. De bonne heure des traités spéciaux définissent l'éducation et le régime des princes, leurs devoirs et les principes du bon gouvernement ; souvent ils émanent de théologiens et de philosophes ; plus tard au xiv^e siècle surtout, au milieu des querelles entre la couronne de France et la Papauté, la littérature politique devient abondante et traite avec une vigueur souvent acerbe les questions les plus palpitantes et les plus curieuses du droit public et de l'administration générale.

Les hommes politiques et les historiens s'éloignent plus encore des doctrines, ils émettent des considérations où les soucis pratiques de l'opportunité ont plus de part que les systèmes et ils jugent les circonstances plus que les principes.

Ils se séparent souvent de la doctrine commune, et il faut les consulter avec précaution, car ces légistes sont loin d'être théologiens, mais ils contiennent parfois des renseignements précieux.

Citons l'avocat Pierre du Bois, Philippe de Mai-sières et Raoul de Prelles en France, Sercambi et Carafa en Italie, puis les financiers comme Enguer-rand de Marigny, les monnayeurs, les marchands comme Balducci Pegolotti, les historiens comme Vil-lani, plus tard Guicciardini en Italie, Joinville et autres en France. Nous leur emprunterons bien des

renseignements et des réflexions que nous mettrons à profit.

Quelques hommes enfin écrivent comme l'encyclopédie des connaissances de leur temps, des sortes de manuels de l'époque : Vincent de Beauvais est un des plus connus.

Il faut citer aussi des dissidents d'une nature toute spéciale qui nous intéressent ici. Signalons d'abord certains hommes qui devaient bouleverser l'Église par leur théorie sur la pauvreté, exagérant l'œuvre si populaire et si féconde de S. François d'Assise. Les écrits des Vaudois et des Albigeois, les erreurs des sectes qui désolèrent l'Église du moyen-âge, nous fournissent bien des aperçus sur la science sociale de l'époque.

Les théories sociales du communisme et du socialisme trouvent là des précurseurs. On en trouve d'autres traces encore dans quelques poètes, qui se font en quelque sorte les chantres des luttes sociales. Jean de Meung dans le Roman de la Rose, Jacques van Maerlant aux Pays-Bas se font les apôtres d'une sorte de communisme. Tous les poètes d'ailleurs ne sont point ainsi, notamment l'illustre Dante aussi philosophe que poète.

Nous avons indiqué les sources principales des deux grands siècles.

Nous ne nous bornerons pas sans doute à citer les sources contemporaines ; les théologiens et juristes des siècles suivants, plus d'une fois, reprennent l'histoire des controverses qu'ils exposent. Chez les grands

canonistes de l'ancien régime, chez Molina, Lessius, Azor, de Lugo, Lambertini (pape Benoît XIV), etc., nous trouverons bien des renseignements rétrospectifs. Il en est de même chez les économistes et les jurisconsultes, tels que Scaccia, Raphaël de Turri et bien d'autres. Nous ne les citerons ici que comme sources historiques, tout en gardant l'espoir de poursuivre un jour cette histoire des idées économiques aux époques de la renaissance et de l'ancien régime.

Il nous reste à indiquer notre procédé.

Deux méthodes s'offraient à nous : l'une prenant les auteurs un à un et résumant, critiquant leur système ; l'autre présentant l'ensemble des idées de l'époque, en les groupant sous les rubriques de la science moderne. Nous avons suivi ce dernier système. Le moyen-âge n'a pas d'économistes proprement dits ; chez un grand nombre il n'y a que des idées éparses, qui se rattachent à un fond de doctrine commune ; il n'y a guère qu'un petit nombre de théories économiques personnelles. Pour cette raison, nous avons préféré un exposé didactique qui nous obligera toutefois à marquer les divergences de certains écrivains. Cependant il nous a paru utile, pour faciliter les recherches, de faire précéder notre étude d'une liste des *principaux* auteurs cités avec quelques indications bio-bibliographiques sur chacun d'eux.

Il ne s'agit pas bien entendu d'indiquer ici *tous* nos auteurs du Moyen-âge, mais *les plus marquants*

à notre point de vue, en indiquant le trait essentiel qui s'y rapporte (1). On en trouvera dans le corps du volume bien d'autres encore.

PHILOSOPHES, THÉOLOGIENS ET CANONISTES.

ALBERT dit LE GRAND, comte de Bollstadt, (1193-1280) dominicain, évêque de Ratisbonne, maître de St-Thomas d'Aquin.

Opera. Lugdini, 1651, tome IV. *Ethic.* lib. X (2).

S. BONAVENTURE, Jean de Fidanza, (1221-1274), frère-mineur, évêque d'Albano, cardinal.

Centiloquium q. compendium theologiae dicitur. — *De paupertate Christi. Apologie pauperum.* Opera. ed. Moguntiae 1609.

S. THOMAS D'AQUIN (1226-1274) trop connu pour qu'il soit utile d'en faire la notice à notre point de vue économique. Outre les sources générales : T. Fornari, *Delle teorie economiche nelle provincie Napolitane dal sec. XIII al 1734*, Milano, 1882. — F. Hettinger, *Thomas von Aquin und die Europäische Civilisation*, Frankfurt a. Mein. 1880. — N. Thoemes, *Divi Thomae Aquinatis opera et praecepta quid valeant ad res ecclesiasticas, politicas, sociales.* Berolini 1875. — J. Baumann, *die Staatslehre des h. Thomas von Aquino.* Leipzig, 1873, etc. et d'autres monographies citées dans le texte.

Summa theologica, ed. Bar-le-Duc.

Summa contra Gentiles, id.

Pour les autres traités, l'édition de Parme des *Opera* (*De regimine principum. De usuris*, etc.).

S. RAYMOND DE PENNAFORT († 1238), dominicain catalan, premier codificateur du droit canon.

Summa pastoralis (*libellus pastoralis de cura et officio archidiaconi*), publié dans le catalogue des manuscrits des départements t. I. 1849 d'après un manuscrit de Laon. — Cf. L. Delisle. *Étude sur la condition des classes agricoles en Normandie.* Evreux 1851. p. 203.

(1) Sur tous les auteurs cités, on peut consulter le *Répertoire historique des Sources du Moyen-âge* de l'abbé Ulysse Chevallier.

(2) Nous indiquons pour chaque auteur l'édition dont nous nous sommes servis, pour les citations.

ROBERT DE COURÇON, évêque de Paris 1215, cardinal. — *Histoire littéraire de la France*, t. XVII.

Summa M. Roberti de Chorcon. Bibl. Nat. Paris. fonds latin, n° 14524.

La Porte du Theil. *Mémoire sur la vie du Cardinal legat Robert de Courçon*. Notices et extraits de manuscrits de la Bibliothèque Nationale, Paris an IX.

HOSTIENSIS, HENRICUS, de Segusia (Suse en Piémont), évêque d'Embrun (1255), puis cardinal-évêque d'Ostie d'où lui vient son nom.

Aurea Summa, ed. 1612.

Lectura sive apparatus super quinque libros Decretalium, ed. 1512.

GUILLAUME DURANT, évêque de Mende (1237-1296) élève d'Hostiensis, dit le *Speculator*. — Leclerc, *Histoire littéraire de la France*, t. XVI.

Speculum Juris, ed. Francofurti 1612.

HENRI DE GAND (1217-1293), dit Goethals (?), doctor sollemnis, archidiacre de Tournay.

Huet. *Recherches historiques et critiques sur la vie, les ouvrages et les doctrines d'Henri de Gand*, Bruxelles, 1838. — Schwartz. *Henri de Gand et ses historiens*. Mem. Acad. roy. de Belgique. in-8°, t. X. — Ehrle. *Recherches critiques sur la biographie d'Henri de Gand*, Tournay, 1887. — H. de la Haye, *Nouvelles recherches sur Henri de Gand*. Messenger des sciences historiques. Gand, 1886-87. — A. Wauters, dans le Bull. comm. roy. hist. Belg. 1888 p. 178. — N. de Pauw. *Note sur le vrai nom du doctor Sollemnis*, Ibid. — M. de Wulf, *Études sur Henri de Gand*. Mem. acad. roy. Belg. 1894.

Quodlibeta ed. f° S. d. (a. 1518).

JEAN BURIDAN, né en Artois, recteur de l'Université de Paris en 1328, disciple d'Occam.

Franck. *Dictionnaire philosophique*, à ce nom. — *Ethic. lib. V*, ed. Paris. Pontet le preux 1513. — *Quæstiones super octo libros politic.* ARISTOT., ed. Paris, Jehan Petit, 1531.

DURAND DE ST-POURÇAIN, dominicain, évêque de Meaux (1326). *Decisiones in libr. sententiarum*, ed. Paris, de Roigny, 1550.

GILLES DE ROME, aussi appelé Aegidius Colonna, de l'illustre

famille de ce nom (1247-1316). — *Histoire littéraire de la France*, t. XXVIII, — précepteur de Philippe le Bel. et archevêque de Bourges.

Les Gallicans revendiquèrent longtemps Gilles de Rome en lui attribuant le célèbre traité *De utraque potestate* (Goldast), *Monarchia sancti imperii*, t. III). C'est ce livre qui le fait proclamer par M. Paulin Paris, le premier père de l'église gallicane (*Mémoires de l'Institut. Acad. des Inscr.* t. XV, p. 340). Cependant la critique lui a vivement dénié la composition de cet ouvrage, à cause de la contradiction d'opinion qui y existe avec son traité *de la puissance ecclésiastique*. Voir Ch. Jourdain. *Un ouvrage inédit de Gilles de Rome en faveur de la Papauté*, Paris, 1858. — Franck. *Réformateurs et publicistes de l'Europe*, p. 120. Cf. sur le même publiciste : Paul Janet. *Histoire de la science politique*, t. I, p. 439 à 452. — Courbavaux, *Etude sur Gilles de Rome*, Paris, 1857 etc.

ORESME (NICOLE), né à Caen, mort en 1382, évêque de Lisieux, peut à peine être classé parmi les philosophes, mais s'est beaucoup inspiré des traités d'Aristote et a composé surtout le célèbre *Traité des monnaies*, dont nous parlerons très longuement dans le texte, conseiller de Charles V.

Tractatus de origine, natura, jure et mutationibus monetarum, en français : *Petit traictie de la première invention des monnoies*, publiés tous deux et annotés par L. Wolowski, Paris, Guillaumin, 1864.

Une étude de M. G. Roscher, professeur à Leipzig y est jointe sous ce titre : *Un grand économiste français au XIV^e siècle*.

Il a introduit dans la langue plusieurs mots qui sont restés : démocratie, législation, sédition etc. Cf. Paulin Paris *Les manuscrits français de la Bibliothèque du Roi*, t. I, p. 221.

HENRI DE LANGENSTEIN, Henricus de Hassia, (1325-1397), né à Langenstein, de la famille seigneuriale de ce nom, dans la Hesse, professeur, puis vice-chancelier de l'Université de Paris, fut un des organisateurs de l'Université de Vienne.

Tractatus de Contractibus et origine censuum, publié dans l'ed. des *opera* de Gerson, éd, Coloniae 1484, tome IV.

Cf. Stintzing. op. infra cit. p. 539. — Hohoff, *Ein grosser Sozialökonom des XIV Jahrhunderts* dans les *Christlich Sociale Blätter*, Aachen, n° du 20 oct. 1875.

GERSON (JEAN CHARLIER), né a Gerson près de Reims, chancelier de l'Université de Paris (1363-1429).

Tractatus et libri sequentes doctoris consolatorii egregii viri magistri Johannis Gerson... ed. Coloniae 1484.

Le même. *Conclusiones de diversis materiis moralibus utiles valde, posite per magistrum, J. G...* ed. S. l. n. d.

S. ANTONIN DE FLORENCE (1389-1455) Antonin de Forciglioni, archevêque de Florence, *Summa theologica*, éd. Venise 1480.

BERNARDIN DE SIENNE (1380-1444). franciscain, *Quadragesimale S. Bernardini — Le prediche volgari d. S. B. di S. dette nella piazza del Campo l'anno 1427*, ed. L. Banchi, 3 vol., Siena, 1880 88.

Toniolo. *Scolastica ed Umanesimo nelle dottrine economiche al tempo del Rinascimento in Italia*, Pisa, 1886. — Funk, *Ueber die ökonomischen Anschauungen der mittelalterlichen Theologen, Zeitschrift für die Gesamt. Staatswissenschaft*, 1869.

BIEL (GABRIEL), né a Spire, dit le dernier des scolastiques, recteur de l'Université de Tubingen (1485). — *Collectorium sententiarum*.

Janssen op. infra cit. I, p. 107. — W. Roscher, *G. Biel als Nationalökonom*. Berichte der Kg. Sächsischen Gesellschaft, Phil. hist. cl. 13.

PATRIZZI, FRANCISCUS, Patricius de Sienne, né en 1412, mort évêque de Gaète en 1494. Sa vie est peu connue, il semble s'être plus occupé de politique que de philosophie. — *De institutione rei publicæ*, ed Paris, 1569. — Contzen op. infra cit. p. 136.

CAJETAN, Thomas de Vio, dominicain, cardinal, né a Gaète en 1470. *Opuscula aurea de diversis ac curiosissimis materiis*, ed. Paris, 1511 (*de Cambiis; de Monte pietatis; de Lucro; de Eleemosine præcepto etc.*) — *Commentaria in Summam D. Thomæ*, 3 vol. Lugduni, 1587. — Cf. Fornari, op. cit. p. 84.

ENCYCLOPÉDISTE.

VINCENT DE BEAUVAIS, dominicain, mort en 1264, encyclopédiste. *Bibliotheca mundi seu speculi majoris*. Vincentii Burgundi præsulis bellovacensis, ord. prædicat. theologi ac doctoris eximii, ed. Duaci 1624, comprenant trois parties : le *Speculum doctrinae*, le *Speculum naturale* et le *Speculum historiale*. — *Histoire littéraire de la France*, t. XVII.

JURISCONSULTES ET LÉGISTES.

BARTOLE DE SAXOFERRATO, (1313-1359), qui a donné son nom à une école romaniste, *Opera*. Venise 1615.

V. Savigny. Op. infra cit. pour cet écrivain et les suivants. — Glasson, *Histoire du Droit et des institutions de la France*, t. IV, p. 218.

BALDUS DE UBALDIS, de Perouse (1327(?) - 1400), jurisconsulte très renommé.

Consilia, ed. Francofurti 1589.

PAUL DE CASTRO († 1437), jurisconsulte, élève de Baldus.

P. C. In Codicem. Lugduni 1565.

Consilia, Francofurti 1582.

PHILIPPE DE BEAUMANOIR, bailli de Clermont puis sénéchal de Saintonge en 1288, rédacteur des *Coutumes du Beauvoisis*.

Ed. du comte Bègnot. *Société de l'histoire de France*. Paris 1842.

PIERRE DU BOIS, membre des États de 1302, légiste.

Nat. de Wailly, Acad. des Insc. et B. L. t. 18, 1855. Bibl. École des Chartes 1847. — E. Boutaric, *Pierre du Bois, légiste du XIV^e siècle, sa vie, ses œuvres et ses doctrines*, 1864.

PHILIPPE DE MAIZIÈRES, né en Picardie en 1327, jurisconsulte, chancelier de Chypre, conseiller de Charles V.

V. Brants, *Philippe de Maizières*. Louvain, 1880.

Le songe du vieil Pèlerin (1389), 2 vol. insert. Bibl. Nat. de Paris, n° 3007, 5 et 6 du supplément français.

NÉGOCIANT.

BALDUCCI PEGOLOTTI, employé de l'illustre maison financière des Bardi de Florence ; sa présence est signalée en Angleterre en 1317. Son *Manuel du marchand* est d'une grande importance. Cf. Peruzzi. *Storia de commercio et di Banchieri di Firenze*. Firenze 1868.

Heyd. *Histoire du Commerce du Levant au Moyen-âge*, t. I, p. XVII.

§ 2. *Les principales sources modernes.*

Il est juste, à cette indication des sources anciennes, de joindre un aperçu de celles que nous offre l'éru-

dition moderne ; nous le ferons très sommairement, nous réservant d'indiquer nos auteurs au fur et à mesure des sujets.

Rendons dès l'abord hommage à l'Italie. C'est au pays qui vit naître l'économie politique et lui donna le plus de grands noms anciens, que nous devons aussi le plus riche contingent de travaux sur l'histoire des doctrines économiques. L'histoire des doctrines économiques en Italie publiée par le comte Pecchio, et la grande collection des économistes italiens réunie par le baron de Custodi, ne commencent guère qu'au ^{xv}^e siècle, et l'étude des doctrines occupe peu de place dans les travaux du comte Cibrario ; mais depuis lors, on a remonté plus haut, aux sources mêmes de la science économique, avant sa naissance à titre de science distincte. L'honneur de cet élan scientifique revient en grande partie au prof. Luigi Cossa, de l'Université de Pavie. Parmi les travaux de cette jeune école historique, il faut signaler les remarquables mémoires de Vito Cusumano, G. Ricca-Salerno, G. Toniolo, A. Loria, T. Fornari, A. Sinigaglia et U. Gobbi, la plupart disciples du Dr Cossa. Ajoutons-y les études sur l'histoire du commerce et des banques de Lattes, Perruzzi, etc.

L'Allemagne ne s'est pas désintéressée de cette importante étude. La littérature historique de l'économie politique devait s'enrichir grâce à l'élan général donné à ces sortes d'études par l'école néo-historique et par les travaux de W. Roscher, l'illustre profes-

seur de Leipzig. Elle n'est cependant pas très abondante. J. Kautz ne consacre que peu de pages à l'économie du moyen-âge; Roscher lui-même en parle peu. H. Contzen y a consacré une série d'études spéciales; divers auteurs ont publié des monographies justement estimées.

Les doctrines économiques du moyen-âge, celles des théologiens et des canonistes, ont été l'objet de deux travaux d'ensemble fort importants mais conçus dans un esprit très différent. L'un fait partie de la magistrale histoire du peuple allemand, du Dr Janssen; l'autre est l'œuvre du professeur protestant W. Endemann étudiant les principes des docteurs *utriusque juris*.

Il faudrait joindre à ces indications les études portant sur des points spéciaux, notamment sur l'usure, par Neuman, Funk, le P. Lehmkuhl et autres, sur le droit commercial par Lastig, Goldschmidt, Silberschmidt etc.; les travaux remarquables publiés par les savants allemands sur l'histoire du travail: ils contiennent des indications précieuses sur les principes qui réglaient l'industrie, tels sont les ouvrages de Lujo Brentano, de Schanz, de Schönborg etc. Il est clair d'ailleurs que les travaux déjà anciens, mais toujours importants de Savigny et de Stintzing sur la littérature du moyen-âge sont d'un grand secours.

En France les travaux de cette nature sont moins considérables. On ne peut guère signaler que les ouvrages de Ch. Jourdain. Dans les autres œuvres

françaises sur le moyen-âge, l'étude des doctrines n'occupe qu'une place assez minime ; on a fait plutôt l'histoire des institutions et des mœurs que celle des idées. Blanqui et Paul Janet parlent peu du moyen-âge ; les autres œuvres françaises renferment beaucoup d'observations éparses sur la doctrine, telles sont surtout l'histoire des classes ouvrières de Levasseur, celle des finances de Vuitry, celle des foires de Bourquelot, celle du commerce de Pigeonneau et divers autres ouvrages de Wolowski, Lecoy de la Marche, de Mas Latrie, Faigniez, Franck, L. Delisle, Germain, Claudio Jannet etc. que nous citerons au cours de ce travail.

En Angleterre, on s'est occupé de l'histoire des doctrines économiques anciennes. M. Cunningham y jette de la lumière, ainsi que Thorold Rogers ; et dans les derniers temps, M. Ashley y a consacré des chapitres intéressants de son *Economic history*.

L'attention est donc déjà portée de ce côté ; nous aidant des recherches de nos devanciers et de l'étude directe des sources, nous nous permettons de croire qu'il peut y avoir intérêt à dégager un tableau d'ensemble des doctrines économiques de cette grande époque. Nous rappelons encore une fois, pour éviter le reproche de certaines omissions, que nous ne faisons que l'exposé des *doctrines*, non celui de la *vie* économique.

Nous donnons ici la liste de quelques ouvrages *généraux* relatifs à *tout* l'ensemble de notre sujet afin de pouvoir les citer en abrégé aux divers chapitres.

sans, bien entendu, que la citation emporte la moindre idée d'adhésion. Nous suivons, dans chaque langue l'ordre alphabétique des auteurs. Une foule d'autres monographies de grande valeur trouveront leur place dans les notes au fur et à mesure des sujets qu'elles concernent :

CONTZEN, *Geschichte der volkswirthschaftlichen Litteratur im Mittelalter*, 2 éd., Berlin, 1872.

COSTA-ROSETTI. S. J. *Allgemeine Grundlagen der Nationaloekonomie im Geiste der Scholastik*, Freiburg i Breisgau, 1888.

ENDEMANN. *Die nationalökonomischen Grundsätze der Canonistischen Lehre*, Iena, 1863.

Le même. *Studien in der romanisch-kanonistischen Wirtschafts und Rechtslehre*, Berlin, 1874-1883, 2 vol.

J. JANSSEN. *Geschichte des Deutschen Volkes*. I. *Die allgemeinen Zustände des deutschen Volkes beim Ausgang des Mittelalters*, Freiburg i/Breisgau 1878.

Traduction française par Heinrich, Paris, Plon. 1887.

V. INAMA STERNEGG. *Deutsche Wirtschaftsgeschichte*, Leipzig, 1879-1891, 2 vol.

J. KAUTZ. *Die Geschichtliche Entwicklung der Nationalökonomie und ihre Litteratur*, Wien, 1860.

KARL LAMPRECHT. *Deutsches Wirtschaftsleben im Mittelalter*, 4 vol., Leipzig, 1886.

W. ROSCHER. *Geschichte der Nationalökonomik in Deutschland*. München, 1874.

SAVIGNY (F. C. von) *Geschichte des Römischen Rechts im Mittelalter*, t. V, (xiii^e siècle) et VI (xiv^e siècle).

R. STINTZING. *Geschichte der populären Litteratur des Römisch-canonistischen Rechts im Deutschland*, Leipzig, 1867.

A. WEISS. Ord. praed. *Apologie des Christenthums vom Standpunkt der Sittenlehre*. Soziale Frage, Freiburg i/Breisgau. 1892.

BLANQUI. *Histoire de l'économie politique en Europe*. Paris, 1837.

A. ESPINAS. *Histoire des doctrines économiques*, Paris. s. d.

AD. FRANCK. *Réformateurs et publicistes de l'Europe*, t. 1, Paris 1864.

CH. JOURDAIN. *Mémoires sur les commencements de l'économie politique dans les écoles du moyen-âge*. — (Mém. acad. Inscr. et B. L. t. 28), Paris, 1874.

L. CIBRARIO. *Dell'Economia politica nel Medio Evo*. — Torino, 1839. Traduction française de Wolowski.

L. COSSA. *Introduzione allo Studio dell'Economia politica*. Milano, 1892.

Le même *Di alcuni Studii recente Sulle teorie economiche nel Medio Evo*, 1876.

V. CUSUMANO. *Dell'Economia politica nel Medio Evo*, Bologna, 1876.

T. FORNARI. *Delle teorie economiche nelle province Napolitane dal secolo XII al 1734*, Milano, 1882-1888, 2 vol.

G. PECCHIO. *Storia dell'economia publica in Italia*, Lugano. 1829, traduction française par Gallois, Paris, 1830.

W. J. ASHLEY. *An introduction to english economic history and theory*, 2 part. London, 1892-1893.

W. CUNNINGHAM. *The growth of english industry and commerce during the early and middle ages*, Cambridge, 1890.

J. K. INGRAM. *A history of political economy*, Edinburgh. 1888, traduction française de Varigny, Paris, 1893.

CHAPITRE III.

LE PRINCIPE MORAL ET LA VRAIE NATURE DE LA RICHESSE. — L'ACQUISITION DES BIENS MATÉRIELS.

C'est la loi permanente, c'est le caractère essentiel des doctrines du moyen-âge de faire dériver de la loi morale les règles de l'activité économique.

Pour exposer cette doctrine, nous suivrons le plus grand des docteurs scolastiques. C'est dans les œuvres de saint Thomas d'Aquin que nous en chercherons les éléments. Pour le détail de nos recherches nous invoquerons d'autres écrivains, mais pour en fixer le principe, nous ne pouvons mieux faire que de nous en rapporter aux écrits du grand docteur (1).

L'homme a une fin à réaliser, fin qui lui est assignée par la nature et par la loi de Dieu. Il est donc induit par la loi naturelle et divine à régler sa conduite toute entière et l'usage qu'il fait de toutes choses, en vue de cette fin. Il y a une loi qui préside à ses relations avec les autres êtres, qu'ils soient ses semblables, ou qu'ils soient purement corporels. Dieu, créateur des choses, est leur souverain-maitre,

(1) Encyclique pontificale *Aeterni Patris* du Pape Léon XIII, en date du 4 août 1879. — F. Hettinger, *Thomas von Aquin und die europäische Civilisation*. Frankfurt am Main 1880. — T. Fornari, op. cit.

mais il a disposé divers biens en vue d'entretenir l'homme ; celui-ci peut donc s'en servir pour son utilité (1), il est appelé à les dominer ; ils lui sont même nécessaires pour accomplir sa destinée, car ce n'est que par leur usage qu'il peut se nourrir et pourvoir à toutes les nécessités de la vie. Les biens matériels sont donc bons en tant qu'ils s'adaptent à la fin de l'homme. C'est de cette utilité que vient leur mérite ; leur possession n'est donc qu'un bien relatif et secondaire (2).

Est-il donc permis de chercher la richesse, ou plus exactement, les biens matériels ? La richesse est un moyen utile en lui-même d'accomplir la destinée de l'homme, et en particulier de soutenir la famille, la maison. Or il est non seulement licite, mais louable de veiller à la conservation du bien de la famille ; cette vigilance quant aux intérêts de la *domus*, implique la recherche de ses moyens d'existence. La prévoyance, l'économie, est donc une branche de la vertu de prudence qui recherche les moyens et les applique à leur fin (3).

(1) S. Thomas d'Aquin. *Summ. theol.* 2^a 2^{ae}, q. 66, art. 1.

(2) S. Thomas d'Aquin. *Summa philosophic. contra Gentiles.* lib. I, cap. 133. Exteriores divitiae sunt necessariae ad bonum virtutis, quum per eas sustentemus corpus et aliis subveniamus. Oportet autem quod ea quae sunt ad finem ex fine bonitatem accipiant. Necesse est ergo quod exteriores divitiae sint aliquod bonum hominis, non tamen principale, sed secundarium.

(3) *Summ. theolog.* 2^a 2^{ae}, q. 50, art. 3. OEconomia est species prudentiae... Divitiae comparantur ad oeconomicam non sicut finis ultimus, sed sicut instrumenta quaedam. Finis autem ultimus œco-

Le soin de sa vie, et la recherche des moyens d'y subvenir est d'ailleurs une nécessité pour l'homme ; il ne peut dépendre de lui de renoncer à la vie et à ses moyens.

Il faut, dans une société bien constituée, une certaine quantité de biens, dont l'usage est nécessaire à l'exercice de la vertu (1).

C'est à tort sans doute qu'on accuserait le grand scolastique de condamner les biens matériels, il se borne à leur assigner leur fin, leur but, leur mesure. De là découlera d'ailleurs toute la théorie sur la propriété, l'acquisition et l'usage des fortunes.

La possession des biens matériels est donc une chose utile et raisonnable si elle est dirigée vers le bien. Mais pour que la richesse reste telle, pour qu'elle soit un bien, il faut qu'elle conserve avec la fin de l'homme la relation qui la légitime. Il faut que de moyen, elle ne devienne pas un but ; car alors elle absorberait la vie et les facultés de l'homme aux

nomicae est totum bene vivere secundum domesticam conversationem.

Cf. V. Cusumano op. cit. p. 18.

Cf. Vincent de Beauvais, *Speculum doctrinale*, lib. VII, cap. I, t. II, f° 557 : *Practica quidem scientia est*, dit-il suivant Richard de S. Victor, *quae recte vivendi modum ac disciplinae formam secundum virtutum institutionem disponit. Et haec dividetur intres scilicet. Ethicam id est moralem et oeconomicam id est dispensativam et politicam id est civilem : Prima quidem est solitaria quae mores instituit et ad singulos pertinet. Secunda est privata quae familiam desponit et ad patrem familiam pertinet. Tertia publica quae urbes regit et haec pertinet ad urbium rectores.*

(1) Cf. S. Thomas d'Aquin. *De regimine principum*, I, cap. XV.

dépens de sa fin véritable. Il faut en travaillant même avec vigilance et activité aux biens d'ici-bas ne pas perdre de vue le but moral auquel tout doit tendre.

Le travail, le soin, la prévoyance en matière d'intérêts matériels sont donc légitimes et bons mais ne peuvent écarter de la préoccupation principale de l'homme. Nous verrons bientôt quelle est la mesure de cette recherche. La pauvreté volontaire est un conseil, mais n'est pas la condition générale (1).

La recherche des biens extérieurs, est par sa nature même, dominée par la morale; de même l'usage des biens acquis doit être réglé par cette même loi (2).

Or l'homme est un être social : la recherche et l'usage de ses biens temporels le mettent en contact constant avec ses semblables. Il ne pourrait en effet ni les acquérir ni en jouir sans leur aide. Ces rapports de l'homme avec ses semblables sont déterminés par la loi divine : celle de la justice. La justice doit donc présider aux rapports des hommes entre eux spécialement dans les points relatifs aux intérêts matériels. La justice, prise ici dans le sens général de conformité à la loi naturelle et divine, comprenant à la fois la stricte justice et la charité, cette justice quand elle est observée fait remplir par chacun les devoirs de sa position et de son rang ; elle maintient

(1) *Summ. C. Gent.* lib. 3, cap. 133.

(2) Nicolaus Thoemes. *Divi Thomae Aquinatis opera et praecepta quid valeant ad res ecclesiasticas, politicas, sociales*, Bero-
lini, 1875.

l'ordre dans la société ; et l'ordre c'est la paix et la prospérité, *Opus justitiae pax* (1).

Suffit-il de ne blesser la justice envers le prochain ni dans l'acquisition ni dans l'usage de son bien ? La loi divine n'impose-t-elle pas au possesseur de la richesse un devoir absolu envers Dieu ? Oui, les biens matériels sont faits pour l'humanité ; des raisons que nous exposerons, en motivent l'appropriation individuelle. Ceux qui les recueillent ont donc le devoir de remplir le rôle que la Providence leur confie. Ils ont le devoir de faire bon usage de leurs richesses et d'en communiquer les bienfaits ainsi que nous l'expliquerons bientôt.

L'homme accomplissant son devoir dans l'ordre économique envers Dieu et ses semblables sera, *juste*. Si chacun observait la loi, la société ne serait jamais troublée. La fidélité de tous à la loi supprimerait en effet toutes les causes de discorde. Cette fidélité parfaite étant le produit essentiel d'un commun et même amour de la fin suprême, réunirait toutes les volontés dans un accord parfait de but et de désirs. La charité ou l'amour de la fin harmonise toutes les volontés ; elle réalise donc la perfection sociale par la pratique de la justice et le règne de la concorde.

Telle est donc la loi souveraine qui doit réaliser la paix sociale. Pas de paix sociale et partant pas de prospérité sans l'observation de l'ordre divin.

(1) *Summ. C. Gent.* lib. 3, cap. 128. Lex divina sic homines ad invicem ordinat ut unusquisque suum ordinem teneat, quod est homines pacem habere ad invicem : pax enim nihil aliud est quam ordinata concordia, ut Augustinus dicit.

Le lecteur ne sera pas surpris de nous voir ébaucher si sommairement cette grande doctrine dont la portée est incalculable. Nous devrions, pour la développer à son mérite, faire un exposé complet de toute la science sociale. Nous y devons revenir plus d'une fois, mais il fallait la placer ici en vedette. Bornons-nous à faire remarquer l'influence nécessaire qu'elle devait exercer sur la société.

Chacun, on devait en être convaincu, avait été placé au rang qu'il occupait par la volonté sage et éclairée de la Providence divine. Ce rang impliquait un rôle à jouer ; une série de droits à exercer et partant des devoirs à remplir. On devait être intimement pénétré de la responsabilité incombant à chacun, responsabilité proportionnelle à son rôle, à son rang, à sa richesse, à ses dignités. Chacun aussi se tenait à ce rang, en remplissait consciencieusement et pour Dieu les devoirs et lui en rapportait les honneurs comme les misères. Le devoir était l'idée dominante dans la vie sociale, dans l'ordre privé et dans l'ordre public ; la société et les individus ne pouvaient chercher à s'élever, à s'enrichir que dans la mesure et par les voies droites et licites. L'empire de cette doctrine morale a tiré du chaos de la barbarie notre puissante civilisation occidentale. Elle représente l'idée supérieure qui préside à la science médiévale.

Subordonner l'ordre économique à l'ordre moral, soumettre l'activité industrielle de l'homme à la considération du but final et général de tout son

être, est un principe qui a sur toutes les parties de la science de la richesse une influence aisée à comprendre. Les lois économiques, dont nous avons dit la nature (1), sont la codification de l'activité matérielle d'une sorte d'*homo economicus* ; d'un être qui n'ayant en vue que la richesse produit tout ce qu'il peut, fait circuler son produit comme il peut, et consomme le mieux qu'il peut. L'intérêt seul préside à son action. Or les intérêts légitimes sont harmoniques, mais les intérêts égoïstes sont antagonistes. Le malaise et la désorganisation peuvent seuls résulter de leur brutale application. Il faut que la loi morale détermine le vrai caractère de la production et du travail ; qu'elle établisse la loi des contrats ; qu'elle règle l'usage et la consommation ; et tout cela en précisant la vraie notion de la richesse elle-même.

La richesse n'est qu'un moyen de mieux réaliser la fin de la société et des individus.

Les études suivantes nous montreront l'application de ce principe aux diverses parties de la science économique.

Les penseurs anciens, parfois aussi, nous l'avons déjà montré (2), avaient appliqué dans leurs théories la subordination de l'économie à la morale. Mais la morale antique était bien différente de celle du christianisme. Après avoir exposé la loi morale, divine,

(1) *Lois et méthodes de l'économie politique*, 2^e éd. Louv. 1887.

(2) Notre étude sur : *Xénophon économiste*, Louvain, 1881.

les docteurs scolastiques pouvaient, devaient même se ranger à la théorie d'Aristote sur l'économie et la chrématistique. Ils la développent longuement dans leurs nombreux commentaires sur les écrits du Philosophe.

C'est donc bien à tort, répétons-le, qu'on accuse le moyen-âge, de condamner les biens matériels ; il se borne à leur assigner leur vrai rôle et leur mesure.

Comme le remarque encore Vincent de Beauvais, ceux qui ont et ceux qui n'ont pas la foi, doivent user également des choses nécessaires à cette vie mortelle, mais la fin de cet usage est fort différent, ainsi que les règles qui y président (1). L'homme est la fin de la richesse, laquelle est ordonnée à son usage, mais l'homme lui-même a une loi, une fin supérieure, à laquelle il est ordonné (2).

Toute la *question* de S. Thomas d'Aquin sur l'*Avarice* pourrait être ici reproduite en commentaire de cette doctrine. En voici la conclusion : *Avaritia peccatum est, quo quis supra debitum modum cupit acquirere vel retinere divitias*. Et le commentaire en est lumineux. *L'appetitus rerum exteriorum est homini naturalis*. Mais il doit être maintenu dans les limites rationnelles pour ne pas dégénérer en *amor*

(1) Vincent Bellovac. Spec. doctrin., cap. 3, f° 558.

(2) Quaeruntur enim hujusmodi divitiae ad sustentandam naturam hominis ; et ideo non possunt esse ultimus finis, sed magis ordinantur ad hominem sicut ad finem. *Summ. theol.* 1^a, 2^{ae}, q. 2, a: 1, — Cf. De Reg. Princip. XV. — Cf. Cusumano. op. et loc. cit. p. 18.

immoderatus habendi (1). L'homme peut légitimement s'occuper de ses biens temporels, mais il doit le faire modérément (2).

De ce qui précède on peut conclure que l'intérêt personnel n'est nullement condamné, mais réglé par la loi de la fin. C'est là dessus que repose toute la morale économique. Le moyen-âge ne distinguait pas entre la science économique et sa pratique, il prenait l'activité économique de l'homme complet, donc moral et social (3). De là, l'obligation de soumettre à cette loi, toute l'activité économique. Dans l'ordre de l'acquisition des biens, il y a des procédés qui paraissent à ce point de vue plus dangereux, mener plus aisément à l'excès, à l'usure telle que nous l'expliquerons plus loin. Aussi voyons nous faire la

(1) *Summ. theol.*, 2^o, 2^{ae}, q. 118 a. 1. — Cf. Ghino Valenti Lavoro produttivo e Speculazione. Roma 1890. Saggio V. Tommaso d'Aquino, p. 312 sq. Voici le texte remarquable de S. Thomas sur l'avarice et la mesure des biens : « In quibuscunque bonum consistit in debita mensura... Bona autem exteriora habent rationem utilium ad finem... Unde necesse est quod bonum hominis circa ea consistat in quadam mensura, dum scilicet homo secundum aliquam mensuram quaerit habere exteriores divitias, prout sunt necessariae ad vitam ejus secundum suam conditionem. (In excessu avaritia)... Avaritia potest importare immoderantiam circa res exteriores dupliciter...

(2) *Summ. theol.* 1^a, 2^{oe}, q. CVIII, art. 3 ad. 5.

(3) Il y a lieu, dit entre autres très nettement un économiste connu, N. G. Pierson, de distinguer la science (lehre), de l'art (politik). Dans la première on ne tient compte que de l'intérêt, on se demande comment agit la liberté ; dans la seconde, on tient compte de tout, on se demande comment il faut régler les choses. *Werkring en methode der Staathuishoudkunde.*

distinction entre les modes d'acquérir, et se défier de ceux qui, comme le commerce, prêtent facilement à l'appât d'un lucre indéfini.

A cette thèse générale de l'acquisition se rattache celle de la propriété elle-même, de la richesse privée qui demande une étude à part, de là découlent toutes les théories sur l'ordre industriel. — De là aussi découle la doctrine sur l'usage de la richesse et les devoirs qu'elle entraîne, et que nous développerons plus loin ; elle enseignera à se servir généreusement de son bien, libéralement. L'homme peut donc se servir des biens extérieurs que Dieu lui donne, mais il doit le faire pour l'ordre de la fin et non s'y attacher et s'y asservir lui-même (1) ; il peut les acquérir, les posséder, mais il ne doit pas s'y attacher ; il ne doit pas les poursuivre avec âpreté, inquiétude, ni chercher à s'enrichir outre mesure. Il tombe alors aisément dans l'abus, dans l'avarice. Il doit aussi se servir convenablement de ses biens. Il y a là des restrictions morales et importantes. Elles forment un *ensemble* qu'on ne peut disjoindre

(1) Cf. S. Antonin de Florence, Summ. tit. 1, cap. 3. Ordo quidem congruus est quando divitiae sunt virorum, non autem quando viri sunt divitiarum ; quem ordinem pervertit avaritia. Cette idée de l'asservissement aux richesses est exprimée dans un récit de la vie de S. Romaric, que rapporte le c^{te} de Montalembert, *Les moines d'Occident*, t. VI, p. 54. — "... Cernis hunc argenteum ; quantos iste dudum servos habuit, quantosque deinceps habiturus est. Et tu velis, nolis, nunc servus suus es... Et de même ibid p. 70 parlant d'un riche châtelain généreux : " Divitiis nimirum abundavit, et eas liberaliter, non ut earum servus, set ut dominus, tractavit. "

pour bien comprendre la doctrine. Le moyen-âge permet l'usage des biens temporels, leur recherche rationnelle et modérée; l'économie est pour lui non la science de la *richesse* dans le sens vulgaire d'opulence, mais le moyen de se procurer une somme de biens utiles pour vivre convenablement suivant sa condition et sa vocation dans la société humaine.

Cette question de mesure dans la recherche des biens demande un examen plus attentif.

L'esprit du moyen-âge n'est certes pas favorable au désir du lucre *in infinitum*; non seulement il est blâmé de le poursuivre *pour lui-même*, et par des moyens illicites, mais il est recommandé d'être modéré dans sa recherche même. Le but n'est pas de s'enrichir, de devenir opulent, mais de pourvoir convenablement à ses besoins suivant sa condition. Il ne faut donc pas viser à l'opulence. Certes les auteurs ne disent pas qu'on ne peut que gagner sa vie, mais, au delà surtout, il faut avoir la prudence et la modération (1); on peut certes chercher à avoir plus pour certaines intentions utiles, secourir les indigents etc., mais il ne faut pas chercher à thé-

(1) Entre autres S. Thomas, *Summ. theol.* 2^a 2^{oe}, q. 77, art. 4, corp. — H. de Langenstein. *De contractibus* loc. cit. part. I, cap. 12. Ce dernier indique en parlant des bénéfices d'un *laborator*, qu'il peut chercher à avoir une provision raisonnable pour les nécessités prochaines, et aussi à laisser ses enfants de quoi se suffire convenablement tout en travaillant, mais non chercher à s'enrichir abondamment, si on a assez et à laisser ses enfants dans l'opulence. S. Antonin loc. cit., cap. 2, donne aussi des exemples, toujours *Servato modo et statu personae*.

sauriser et à augmenter sans cesse ses biens. Il y a là tout un sentiment de mesure, une raison qu'il est difficile de préciser, mais qui imprègne les notions de la fortune au moyen-âge et diminue l'âpreté de la lutte pour le bien-être. Avec plus ou moins de sévérité, on retrouve partout la lutte contre l'avarice, la cupidité, source de tout mal (1).

Ce souci de la modération dans les désirs s'explique et par la nécessité de certains biens temporels et par les dangers que présente la richesse pour la vertu. La misère est non seulement une cause de souffrance, mais peut-être un danger de péché, de vol etc. (2). La fortune est une entrave au bien spirituel pour diverses causes. (3) Pauvres et riches ont leurs souffrances morales. Sans doute, les uns ont le devoir difficile de bien se servir de leur richesse, les autres celui de la patience, mais il est clair que même au moyen-âge la pratique n'était pas toujours celle de la haute vertu, malgré de très éclatants exemples. L'opinion publique appréciait la fortune, et les leçons nombreuses contre l'avarice et la cupidité en sont bien une preuve assez vraisemblable.

(1) *Radix omnium malorum est cupiditas* i. e. *avaritia*. S. Paul, ep. ad. Timothée I. 6. Cf. Innocent III. *De contemptu mundi* lib. II, cap. 2 et sq. Antonin de Florence, *Summ. I*, cap. 2. Sur l'avarice, *per modum predicationis*.

(2) S. Bonaventure. *De paupertate Christi*, t. VII, p. 361.

(3) S. Thomas, *Summ. theol.* 2^a 2^{ae} q. 186, art. 3 où il indique comment : difficile est charitatem inter divitias servare : unde Dominus dicit (Matth. XIX) quod dives difficile intrabit in regnum coelorum...

Le grand Pape Innocent III a écrit quelques lignes qui, quoique générales, ne peuvent être fausses pour son temps, *de miseria divitis et pauperis* (1). Bien de passages du second livre *de contemptu mundi* sont consacrés aux maux de l'avarice et de la cupidité (2).

Il est naturel qu'il en soit ainsi. La possession et la recherche de certains biens sont nécessaires mais la richesse entraîne facilement et ses devoirs sont difficiles à bien remplir (3).

Que signifie la modération dans le gain ? Ce que les docteurs voulaient sans doute, c'est qu'on n'accumulât pas indéfiniment *pour soi*, pour sa jouissance personnelle. On pouvait bien faire une provision raisonnable par les nécessités prochaines, préparer l'établissement de ses enfants, leur avenir, etc. (4). Le lucre pouvait être expliqué aussi par une inten-

(1) *De contemptu mundi*, lib. I, cap. 16. *Pauperes premuntur inedia... vilescunt, tabescunt, spernuntur et confunduntur... Deum causatur iniquum quod non recte dividat; proximum criminatur malignum quod non plene subveniat. Indignatur, murmurat, deprecatur... Proh pudor secundum fortunam existimatur persona cum potius secundum personam æstimanda sit fortuna. Tam bonus reputatur quam dives, tam malus quam pauper, cum potius tam dives sit reputandus quam bonus tam pauper quam malus. Dives autem a superfluitate resolvitur, et jactantia effrenatur, currit ad libitum et corrumpitur ad illicitum. Etiam fiunt instrumenta poenarum, quæ fuerant instrumenta culparum. Labor in acquirendo, timor in possidendo, dolor in amittendo mentem ejus semper fatigat, sollicitat et affligit...* ed. *Patrol. lat.* Migne, t. 217, p. 709.

(2) Ibid. p. 718 et suiv.

(3) S. Thomas d'Aquin, *Summ. theol.* 2^a 2^{ae}, q. 188, art. 7.

(4) Sources cités *suprà*.

tion de bien général en rapport avec la situation de chacun ; ils nous citent l'aumône, les dons au service du culte.

Un autre motif pouvait-il encore justifier un lucre ? pouvait-on aggrandir sa situation ? y avait-il aussi un motif suffisant de service public ?

St Thomas indique le service de l'approvisionnement comme une explication légitime du lucre du marchand. Le Cardinal Cajetan, le commentateur autorisé de St Thomas expliquant le texte cité *de avaritiâ* (1) se demande s'il est donc interdit de vouloir changer sa condition par l'accumulation de biens superflus pour vivre selon l'état où on se trouve ; et il admet que chacun puisse vouloir amener soi et les siens à une participation à la félicité humaine dont tout homme est capable, et les délivrer de la nécessité des travaux mécaniques et commerciaux. Quant à ceux qui ont des aptitudes spéciales, il admet aussi qu'ils puissent se procurer le moyen de faire ce que ces qualités impliquent et d'en remplir les fonctions, d'en soutenir la condition, sans d'ailleurs le faire par vaine gloire, ni chercher à s'élever à l'infini. Il cite comme exemple l'acquisition d'un *dominium* quand ils ont les qualités pour diriger et commander. Cette interprétation est remarquable, et si nous la citons ici, c'est qu'elle est de nature à jeter une vive lumière sur la vraie portée des idées médiévales. Un bien général politique, économique

(1) *Commentar.* Ed. Lugduni, t. III, p. 397.

à réaliser peut donc expliquer l'accumulation des ressources ; ce bien à poursuivre, quand l'intéressé en est capable, peut, semble-t-il, comporter une interprétation différente, plus large, industrielle même en certains cas. Mais le but et l'usage doivent toujours s'inspirer des règles précitées, se justifier par la finalité même des biens temporels, non par la vaine ambition de s'agrandir ou de s'enrichir. En tout cela, même dans cette extension permise, il demeure conforme à l'esprit de l'époque, que, comme parle Langenstein (1), le bon travailleur, voulant plaire à Dieu, ne doit pas seulement songer à son avancement ou profit, mais à l'utilité du prochain, à l'utilité commune.

Si on ne doit pas chercher à s'enrichir indéfiniment, il se peut cependant qu'on soit riche, opulent ; l'opulence n'est pas blâmée en elle-même, mais il est dit de ne pas y attacher son cœur, et de s'en servir bien, en communiquant ses bienfaits notamment par l'aumône, la libéralité.

Quelle est donc dans cette théorie la place de la pauvreté volontaire ? Nous pourrions ne pas en parler dans une étude sur les idées économiques, mais elle tient de si près à la vie sociale du moyen-âge, elle a été si vivement débattue (2), qu'il faut en

(1) *De contractibus* op. et loc. cit. 1^a pars, cap. 12. Debet ergo verus laborator Deo placere cupiens ad illa non respicere nec solum attendere ad profectum suum ex operibus quæ facit vel rebus quæ procurat, sed etiam respicere debet ad utilitatem proximorum et communem.

(2) Voir la remarquable étude de S. Bonaventure sur les ordres

dire un mot. La pauvreté fait partie des conseils, non des préceptes ; elle n'est pas imposée à tous (1), elle est nécessaire à l'état religieux, mais il n'est pas impossible d'être parfait sans pauvreté ou dépouillement des biens extérieurs ; ce dépouillement est un moyen d'acquérir la perfection, mais n'est pas la perfection elle-même. La possession et la recherche de certains biens sont nécessaires et n'excluent pas la perfection ; l'abondance des biens est une entrave, non un obstacle absolu, comme le prouve l'exemple d'Abraham. On peut donc avoir des biens et en user modérément comme d'un instrument approprié de la vie active. Cela est permis non seulement au commun des fidèles, mais à d'autres, tels que les évêques par exemple, dont l'état a pour but le gouvernement, ce qui est de la vie active, dans laquelle beaucoup de choses doivent se faire au moyen des richesses temporelles. Il est même remarquable de citer à ce propos l'étude de S. Thomas d'Aquin, sur les rapports entre la perfection religieuse et le degré de pauvreté volontaire. Elle réfute notamment une erreur que nous rencontrerons plus tard et qui exclut au nom de l'Evangile, toute propriété même *collective* des religieux (2).

mendiants. Nous ne pouvons ici exposer cette longue question qui sortirait absolument de notre sujet. *Opera*, t. VI, p. 358. De paupertate quantum ad abrenunciationem, passim.

(1) L'importante distinction du précepte et du conseil est lumineusement établie dans la *Summ. theol.* 1^a 2^{ae}, q. 108, art. 4.

(2) Sur tout ceci *Summ. theol.*, 2^a 2^{ae} q. 185, art. 6, 186, art. 3.

Cette pauvreté volontaire et religieuse, a joué un grand rôle social ; elle a beaucoup contribué à remédier aux abus et aux discordes. Au ^{xii}^e siècle par exemple, de graves abus s'étaient répandus. A bien des égards, ce siècle est une période lamentable, et on peut y trouver une explication des erreurs quasi socialistes des beghards et autres, dont nous reparlerons. C'est alors aussi que surgirent les grands héros de la pauvreté évangélique, dans les ordres nouveaux qui se fondèrent sous des statuts divers, les Frères-Prêcheurs et les Frères-Mineurs. En Italie surtout, les luttes des classes sociales étaient très violentes ; leur apostolat, leurs exemples furent de grands éléments de pacification et de rapprochement. Les fondateurs furent un gentilhomme, Dominique de Guzman et le fils d'un riche marchand, François Bernardone, d'Assise (1).

François d'Assise fut le héros de la pauvreté, sans toutefois se livrer à des attaques contre ceux qui vivent dans la vie active et séculière. Il pratique et fait pratiquer seulement la perfection de la pauvreté. Nous ne faisons que signaler ce grand rôle, sans entrer ici dans la controverse si longue de la Règle et du Testament du Saint Fondateur qui sort de notre sujet. Certes, il n'apporta dans l'Eglise rien d'absolument nouveau, mais il releva puissamment la dignité du travail et celle des humbles.

(1) Cf. la lettre encyclique de Léon XIII sur le Tiers-Ordre franciscain *Auspicato*.

Ce relèvement de la dignité du travail et cette pauvreté n'impliquent nullement la lutte violente contre les riches, mais la diffusion des vertus et de la réforme sociale (1). Il ne faut pas chercher chez le saint d'Assise l'esprit de violence ; ce serait lui faire injure, de le représenter comme une sorte de tribun révolté.

Sans exiger la pauvreté parfaite, les mystiques et les prédicateurs exhortent à la vie pieuse et dévote, au détachement sans aller jusqu'aux privations intégrales de la vie religieuse. Les mystiques, aussi les propagateurs de la vie spirituelle, exercèrent une grande influence sur leur siècle en prêchant contre la vanité du monde, protestant contre les abus de la vie. Nous reverrons plus loin, surtout en parlant de l'usage des biens, cette influence pratique ; certes, il pouvait y avoir là des idées et des expressions dépassant la doctrine proprement dite, mais, en fait, cette influence exerçait une action vigoureuse, fustigeant les abus, prêchant la réforme, entraînant à la spiritualité (2).

Certes, on s'occupait au moyen-âge des intérêts temporels légitimes, certes on permettait de le faire, mais mesure y était mise, non toujours dans les faits, car il y eut de grands abus, mais dans la

(1) Cf. *Les frères-mineurs, le tiers ordre franciscain et le capitalisme*, Marseille 1894 et à la suite une lettre remarquable du P. Jenner.

(2) A. Auger. *Etude sur les mystiques des Pays-Bas*, Bruxelles, Mém. de l'Académie royale, t. XLVI, 1892.

doctrine très générale. Celle-ci, malgré les écarts possibles de la pratique, est toujours dans l'acquisition des biens, comme dans toute l'économie, dominée par les plus hautes considérations de la finalité morale.

Nous ne prétendons pas soutenir que tout le monde se conformait à ces règles et vivait dans cet esprit, ni même que tout le monde remplit son strict et simple devoir. Il y avait des abus, des vices au moyen-âge ; il y avait des avarés, des fripons, des usuriers, mais n'est-ce pas déjà une constatation remarquable que de voir les doctrines enseignées, prêchant la morale et la finalité spirituelle des biens de la terre.

La doctrine admet donc, suivant la condition de chacun, la fortune bien acquise et bien employée, comme nous le verrons plus loin encore, avec les tempéraments nécessaires sur cet emploi et les devoirs de l'aumône qui rétablissent l'équilibre social et maintiennent la paix dans la justice et la charité mutuelle. On a de la sollicitude pour le bien-être public ; on s'occupe des masses. Non seulement c'est œuvre de miséricorde, mais c'est œuvre sociale. Le prince doit s'occuper du bien de tous ; le *bonum commune* doit être son souci, son objectif. Il est intéressant de voir comment S. Thomas d'Aquin entend cette mission de l'Etat et examine les éléments de la prospérité publique (1). Dans toute société

(1) Après avoir fait ressortir la subordination de la fin de la société.

bien constituée il faut avoir certaine somme de biens extérieurs dont l'usage est requis pour l'exercice de la vertu. L'Etat, le prince, a le devoir de veiller au bien général, matériel aussi ; en divers cas, celui de disette par exemple, ces devoirs peuvent présenter un caractère d'urgence qui fait conseiller aux auteurs de l'époque des mesures très énergiques (1).

Les devoirs du prince ont été examinés par les auteurs de l'époque en bien des écrits, pleins de conseils moraux ; leur étude se rapporte plutôt à l'histoire du Droit public, mais nous y trouvons

à la fin morale de l'individu, S. Thomas d'Aquin expose ainsi la fin propre et immédiate de la société civile et la sphère de l'action sociale : « Rex legem divinam edoctus, ad hoc praeceptum studium debet intendere qualiter multitudo sibi subdita bene vivat ; quod quidem studium in tria dividitur : ut primo quidem in subjecta multitudo bonam vitam instituat, secundo ut institutam conservet, tertio ut conservatam ad meliora promoveat.

Ad bonam autem unius hominis vitam duo requiruntur : unum principale, quod est operatio secundum virtutem (virtus enim est quâ bene vivitur) ; aliud est secundarium et quasi instrumentale, scilicet corporalium bonorum sufficientia quorum usus est necessarius ad actum virtutis. Ipsa tamen hominis unitas per naturam causatur : multitudinis autem unitas quae pax dicitur per regentis industriam est procuranda. Sic igitur ad bonam vitam multitudinis instituendam tria requiruntur. Primo quidem ut multitudo in unitate pacis constituatur. Secundo ut multitudo vinculo pacis unita dirigatur ad bene agendum. .. Tertio vero requiritur ut per regentis industriam necessariorum ad bene vivendum adsit sufficiens copia. Sic igitur bona vita per regis officium in multitudo constituta consequens ut ad ejus conservationem intendat. (*De regimine principum* I, 15). »

(1) Voir par exemple les mesures conseillées par Henri de Langenstein, *De contractibus*, loc. cit. f° 188. Il n'admet pas d'excuse à l'inaction des pouvoirs publics.

cette pensée élevée que le prince doit poursuivre le bien général avant le sien propre. C'est là, dit Oresme, le conseiller de Charles V de France, c'est là ce qui distingue le tyran du roi, et il rappelle cette parole de Cassiodore : *Disciplina imperandi est amare quod multis expedit* (1).

Nous croyons inutile d'insister encore sur la haute portée sociale de ces considérations qui mettent en lumière la *finalité morale des biens* et leur vrai but social. La pauvreté et la richesse doivent être appréciées à ce point de vue, avec les devoirs qui s'y rattachent (2). Dans les chapitres suivants nous aurons à en exposer plus d'une application.

(1) N. Oresme, *De origine... Monetarum*, cap. 25... Tyrannus plus diligit et plus quærit proprium bonum quam commune. — Rex autem e contrario, utilitati privatæ publicam præfert et super omnia, post Deum et animam suam, diligit bonum et libertatem publicam subditorum.

(2) S. Thomas d'Aquin. *Summ. Contra Gentiles*, lib. III, c. 134 : Neque divitiæ neque paupertas neque aliud exteriorum est secundum se hominis bonum sed solum secundum quod ordinantur ad bonum rationis...

CHAPITRE IV.

LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE ET L'INÉGALITÉ SOCIALE.

Un homme peut-il posséder quelque chose en propre, non seulement de ce que lui est nécessaire pour l'usage, mais des choses productrices elles-mêmes. Dieu a le souverain domaine des choses, nous l'avons dit, l'homme peut s'en servir, mais dans quelle mesure peut-il se les approprier, s'approprier la terre, les instruments. C'est la question de la propriété privée posée dans toute sa netteté. Les docteurs du moyen-âge admettent la propriété privée, et il est intéressant d'analyser leur opinion.

Les choses matérielles sont destinées au service de l'homme ; sa dignité et les nécessités de son existence démontrent, autant que la parole divine, son domaine sur tous les êtres de la création. Mais comment est organisée cette domination de l'homme sur la terre ? Le domaine est-il confus et commun, ou personnel et approprié, c'est la question essentielle. Le débat d'Aristote contre les partisans de la communauté des biens, et peut-être les passions humaines qui susciterent dès le moyen-âge des idées égalitaires, firent entrer ce point dans l'ordre obligé des études. Nous allons retrouver dans la solution qu'y donne saint Thomas d'Aquin et dans les expli-

cations dont il l'accompagne, l'influence des hautes doctrines morales dont nous avons établi la prépondérance scientifique (1).

La terre est soumise au domaine confus et négatif de l'humanité ; l'homme doit se servir des agents naturels pour assurer sa subsistance et faciliter l'exercice de ses devoirs. C'est là un droit essentiel, car il est indispensable à l'accomplissement des destinées humaines. L'homme est donc de droit naturel l'usager des biens de la création. C'est là un droit nécessaire découlant immédiatement de l'analyse de la nature humaine (2). Ce droit appartient à l'humanité qui ne pourrait y renoncer sans renoncer à l'existence même, comme le droit de se nourrir appartient à tout individu.

Mais ce domaine général de l'humanité sur la terre qui découle de la nature même, par voie de conséquence immédiate et nécessaire, demeurera-t-il à l'état de communauté ? Tous les hommes jouiront-ils en commun des biens terrestres ? Non ; sans doute la nature de ces biens ne les attribue qu'à l'humanité collective ; ils ne sont pas faits pour des individus déterminés mais pour l'utilité de l'espèce (1). Cependant il y a

(1) Sur l'ensemble voir le récent commentaire de G. J. Waffelaert. *Principes généraux de la science sociale*, Bruges, 1894, p. 124 et suiv. Cf. *le sermon sur la propriété* de Mgr de Ketteler, évêque de Mayence (1848) dans ses *Œuvres choisies*, ed. Decurtins. Bâle 1892.

(2) Buridan, *Quaest. sup. libr. politic.* lib. 2, q. 2, de rerum divisionibus.

(3) Buridan. *Ibid.* Natura producit ad succurrendum humanae indigentiae, et non isti solum, vel illi

des considérations qui, basées sur la nature humaine, rendent nécessaires à la société l'appropriation individuelle. Les considérations qu'invoquent ici les docteurs scolastiques contre la communauté des biens, sont celles d'Aristote. Chacun travaille mieux à la production de ce que lui est exclusivement réservé que de ce qui doit être réparti dans la communauté. On se borne à faire ce qui concerne son propre bien et on fuit le travail pour le reste. Le travail donc manquerait de son aiguillon. — Puis, l'ordre est mieux observé quand chacun a son bien à gouverner. — Enfin, la société serait troublée et divisée dans le régime de communauté, car les plus forts usurperaient le bien commun, et on sait que l'indivision donne lieu à de fréquentes contestations. Au contraire dans le régime de l'appropriation, chacun est assuré du sien. — Ce dernier régime, de par ces diverses considérations est donc éminemment convenable à la société humaine, et est basé sur la nature elle-même (1).

Mais comment se fera cette appropriation ? Comment se partagera le bien de l'humanité ? Ici la philosophie ne répond pas. Rien dans la nature ne détermine les propriétaires, ni le détail de leurs droits etc. Il convient, on l'a dit, que dans la société humaine les biens soient répartis entre ses membres ; mais rien n'indique comment doit se faire cette

(2) Buridan, Ibid. — S. Thomas d'Aquin, *Summ. theol.* 2^a 2^{ae}. q. 66. art. 2, corp. M. S. Deploige a commenté ce passage : *La théorie thomiste de la propriété*, Revue néo-scolastique, Louvain, 1895.

répartition. Qu'il y ait donc appropriation, c'est le vœu de la nature, mais qu'elle se fasse de telle ou telle manière, c'est ce que rien en elle ne détermine avec précision.

Il résulte de cette doctrine que les biens sont faits pour l'humanité, mais que son intérêt naturel et rationnel exige que leur propriété soit confiée à des particuliers. Telle est la loi, telles sont les convenances de l'espèce.

La propriété privée découle donc de convenances naturelles à l'espèce humaine. Elle est parfaitement juste, parfaitement conforme au droit naturel. Elle est de *droit des gens* qui signifie ici le droit naturel développé et appliqué dans ses conséquences, par l'intelligence humaine, et spécial à la race humaine(1). Est-ce à dire qu'une société déterminée où la propriété n'existerait pas serait dans un état contre-nature ? Distinguons. Un gouvernement ne pourrait s'opposer au développement régulier de la richesse privée, et de l'appropriation individuelle. Il agirait contre les intérêts vitaux de la société (2). Mais en fait, une

(1) *Proprietas possessionum non est contra jus naturale, sed juri naturali superradditur per adinventionem rationis humanae.* S. Thomas d'Aquin, *Summ. theol.* 2^a 2^{ae}, q. 66, art. 2 ad 1 Cf. q. 57, art. 3 Corp. S. Thomas d'Aquin, *Summ. theol.* 2^a 2^{ae}, q. 57, art. 3. Sur le *jus gentium*, voir la remarquable doctrine de Suarez, *De legibus*, lib. II, ch. 17 et suiv., notamment ch. 17, n° 9 et 18, n° 8, les explications du Card. Cajetan. *Comment.* sur les textes cités de S. Thomas et la savante explication de Liberatore, *Principii de Economia politica*, Rome, 1889, p. 158.

(2) Buridan, *Ibid.* in fine.

société pourrait exister avec des formes très diverses de propriété. Le droit d'appropriation résulte de la nature même, le fait est universel mais ses développements sont relatifs, contingents. Les sociétés suivent ici la loi du progrès et celles des circonstances ; toutes les sociétés n'ont pas un même régime de propriété à toutes les époques de leur histoire.

Il y a enfin des détails dans l'organisation de la propriété, qui sont de droit purement positif et local, et qui n'ont guère de rapport avec le principe de l'appropriation.

Résumons en cette matière les idées qui sont celles de S. Thomas. Le domaine de l'humanité sur les biens de la terre est de droit naturel. — L'appropriation des biens dans la société résulte de la nature, est de droit des gens, dans le sens indiqué. — Le degré et le développement de l'appropriation sont des applications de ces principes du droit des gens. — Le détail de l'organisation de la propriété est du droit positif. — La portée de ces termes et de ces principes est maintenant aisée à saisir.

Nous avons ainsi sommairement exposé dans leur ensemble les théories qui déterminent d'après l'éminent docteur le caractère naturel et le droit de la propriété privée.

La propriété est donc naturelle, légitime, nécessaire et le vol sévèrement interdit.

Il est intéressant de pénétrer maintenant, en suivant encore S. Thomas, dans le caractère même de la propriété.

La propriété privée ne blesse-t-elle pas la justice? N'enlève-t-elle pas à la communauté et aux autres membres de la société la part à laquelle ils ont droit?

Les biens de la terre sont destinés au soutien de l'humanité, et partant aux besoins de ses membres. Cette destination, nous l'avons dit, est de droit naturel. Le régime de la propriété privée ne peut donc déroger au droit général de l'humanité.

Il faut distinguer ici entre la juste possession des biens et leur usage légitime. La propriété individuelle est chose non seulement permise mais nécessaire dans la vie sociale. Maintenant, si l'on demande en quoi il faut faire consister l'usage des biens, il y a d'autres considérations à invoquer.

Le propriétaire doit faire servir ses biens non seulement à lui-même, mais aussi aux autres. Il ne peut l'oublier. Certes il a des droits sur les choses, il a une « potestas procurandi et dispensandi » qui lui est attribuée dans l'ordre social (1). Mais,

(1) S. Thomas d'Aquin. *Summ. theol.* 2^a 2^{ae}, q. 66, art. 2, concl. Circa rem exteriorem duo competunt homini, quorum unum est potestas procurandi et dispensandi et quantum ad hoc licitum est quod homo propria possideat. Et est necessarium ad humanam vitam propter tria. . Aliud vero quod competit homini circa res exteriores, est usus ipsarum. Et quantum ad hoc non debet homo habere res exteriores ut proprias sed ut communes, ut scilicet de facili aliquis eas communicet in necessitate aliorum. Unde apost. dicit primae ad Tim. ult. : Divitibus hujus seculi precipe facile tribuere, communicare. Cf. le texte de la *Summ. theol.* q. 32 art. 5 ad 2. Tous ces textes sont à lire et méditer. Reproduisons seulement ce dernier : Bona temporalia quae homini divinitus conferuntur, ejus quidem sunt quantum ad proprietatem; sed quantum ad usum non solum debent

quant à l'usage des biens, le propriétaire ne doit pas tenir les choses pour privées, mais pour communes, de telle sorte qu'il en fasse facilement part aux autres, dans leurs nécessités ; c'est la communication des avantages naturels de l'appropriation. Ces devoirs, on y insiste avec énergie (1). Il peut s'en servir pour lui-même mais, après avoir satisfait à son usage légitime, il doit du surplus aider les autres. Il doit se servir raisonnablement de ce qu'il possède, et nous verrons plus loin en détail les règles qui président à l'emploi des richesses. La propriété est organisée en vue de l'utilité de la vie humaine ; il faut donc user des choses suivant l'ordre de la raison (2). Le bon usage des biens, la loi morale de la charité, le précepte de l'aumône, voilà la condition morale des bienfaits de la propriété. Droit et devoir sont dans la vie sociale deux termes inséparables ; ce n'est que par leur union que la société sera prospère.

On ne peut oublier la destination des choses à entretenir l'humanité ; la propriété ne peut y faire obstacle. C'est aux propriétaires à veiller à ce service par un bon emploi, une sage dispensation de

esse ejus, sed aliorum qui ex eis sustentari possunt ex eo quod ei superfluit. — Cf. Waeffelaert, ouvrage cité p. 132 et suiv. et Cajetan, Comment. à ces deux textes.

(1) Ibid. ad 3, Cum dicit Ambrosius ; « Nemo proprium dicat quod est commune, » loquitur de proprietate quantum ad usum ; unde subdit : « Plus quam sufficeret sumptui, violenter obtentum est. »

(2) Nous exposerons plus loin les règles relatives à l'usage rationnel des biens : la tempérance, la libéralité, l'aumône, etc. Nous ne posons ici que les idées générales.

leurs biens, et en général, c'est à eux à juger du moyen de subvenir aux nécessiteux. S'il y avait cependant cas évident d'extrême nécessité, le patient pourrait, sans être taxé de vol, pourvoir à un besoin personnel, instant et urgent sur les choses superflues d'autrui qui se trouvent à sa portée. Cette exception n'est qu'une confirmation de la thèse (1).

Ces règles quant à l'usage des biens, nous les reverrons plus loin en détail ; c'est ce qu'on appelle de nos jours « la consommation de la richesse. » Certes le propriétaire peut se servir raisonnablement de ses biens pour lui-même, pour vivre suivant son rang, mais du superflu il doit subvenir aux besoins des pauvres.

Telle est la loi de la propriété qui constitue un droit naturel, qui doit être respectée, mais qui implique de graves devoirs.

Dans ces derniers temps on a repris, en y insistant, ces théories si élevées. Peut-être y a-t-on souvent voulu chercher plus de précision que ne le comportait l'époque où écrivaient les docteurs. Plusieurs de ces questions soulevées aujourd'hui ne l'étaient que bien moins alors et leur étude, n'appelait pas alors la même exactitude et attention d'analyse. En tous cas, ce serait fort à tort, on l'a vu, qu'on y chercherait des arguments contre la propriété elle-même, considérée comme institution non seulement

(1) Sur les conditions d'exercice de ce droit S. Thomas, *ibid* art. 7, Cf. S. Bonaventure, *Apologie pauperum*, resp. 4^{ae}, caput I, operum t. VI, p. 421.

conforme à la nature, mais nécessaire à la prospérité sociale (1).

Nous verrons les docteurs combattre les théories exagérées, qui prétendent exclure toute richesse privée. Il ne s'agit encore une fois que de régler l'usage des biens et de préciser la nature scientifique et morale du droit, qui a des devoirs corrélatifs.

L'inégalité des biens résulte de cette doctrine à la fois économique, sociale et morale.

En ce monde les pauvres sont mêlés aux riches, l'inégalité existe dans la vie sociale. Les riches ont des devoirs de situation ; il faut donc aussi chercher à les en pénétrer, et on n'y manquait pas ; leur influence et leurs exemples sont considérables, leurs devoirs sont difficiles, leur mission pleine de responsabilités. Sans doute les riches ne valent pas mieux que les pauvres, mais ils ont investis par un fait légitime d'une fonction sociale, et il convient, dit S. Bonaventure (2) de tenir compte de leur fonction dans la société. Nous avons indiqué l'économie sociale de cette inégalité. La doctrine même que nous avons exposée en fournit la haute interprétation. C'est l'explication qui repose tout entière sur les dogmes de la vie future. Saint Thomas d'Aquin rap-

(1) A. Weiss, *Apologie des Christenthums vom Standpunkte der sitte und Cultur*. — Sociale Frage. 1^o theil, p. 277 sq. 2^e ed., Friburg, 1892, etc.

(2) Opera, tome VII, p. 338. Determinationes quæstionum, circa Regulam.

pelle les textes des anciens pères de l'Église (1), et les docteurs du xiv^e siècle dans les chaires de leurs Universités expliquent, par les trésors de l'autre vie et les devoirs du secours mutuel, les inégalités de la vie présente (2). Là était la grande force des doctrines sociales du moyen-âge, elles n'excluaient point d'ailleurs le développement du bien-être public, mais fournissaient le remède aux douloureuses impatiences, comme l'arme providentielle contre l'égoïsme.

Nous sommes loin de prétendre que la société du moyen-âge ait été parfaite. Mais il est certain que la propriété s'est répandue, par esprit d'ordre moral, en une grande abondance de largesses. Nous sommes loin de transformer en idylle charitable la vie des seigneurs féodaux, mais il suffit d'ouvrir nos cartulaires, d'étudier le rôle de nos moines, puis juger de l'esprit de devoir qui dominait alors la propriété (3).

Cet aperçu qui n'est qu'un historique des doctrines, ne peut s'étendre sur les conséquences qu'elles comportent. Il suffit de les signaler. Faut-il ajouter qu'elles sont fort éloignées du communisme ou du

(1) *Summ. theol.* 2^a 2^{ae} q. 66 art. 2 ad. 2, citant S. Basile : Cur tu abundas, ille vero mendicat, nisi ut tu bonæ dispensationis merita consequaris, ille vero patientiæ præmiis coronetur.

(2) Henri de Langenstein op. et loc. cit. examinant, pourquoi il y a des inégalités dans la cité.

(3) C^{te} de Montalembert, *Les moines d'Occident*, t. VI finit. — Contzen, ouvrage cité, p. 83 et suiv.

socialisme ? Les docteurs s'attachent à démontrer les avantages de la propriété privée pour la société et les inconvénients de la communauté (1).

La propriété privée est donc à la fois légitime, utile, bienfaisante. Le règne souverain de la loi morale assure en même temps la paix entre les hommes et la sécurité de leur existence matérielle. Impossible de méconnaître de bonne foi la grandeur de ces doctrines.

Le droit civil organise le détail de la propriété ; bien que le droit naturel permette d'acquérir des propriétés, ce n'est pas la nature qui en règle directement la distribution et l'organisation. Il y a une foule de costumes particulières. Les considérations d'intérêt social peuvent amener ici des conséquences très variées. Il y a des devoirs divers que précise la loi positive au nom de la justice légale. Il faut que dans la communauté de la vie civile, il y ait des

(1) S. Thomas d'Aquin, loc. cit. et liv. III (contesté), ch. 9, du *De regimine principum ad regem Cypri*, ed. Parme, t. XVI, p. 277. *Comment. ad Politic.* ibid. t. XXI, p. 410. — Buridan, Op. et loc. cit.

Nous n'avons pas à parler ici du soi-disant communisme des Pères d'Eglise ; des auteurs cependant, même très sérieux, persistent à méconnaître sa portée exacte : aussi sans entrer dans la bibliographie de la question, voulons-nous signaler au lecteur : Thonissen, *Le communisme et l'Eglise primitive*, Revue catholique de Louvain, 1861. — F. Desjacques, *L'économie politique chez les saints Pères*, dans les études religieuses de la Compagnie de Jésus, Lyon, 1878. — Freppel, *Clément d'Alexandrie*, Paris, 1855, leçons 9 et 10. — Edmond Le Blant, *La richesse et le christianisme aux âges de la persécution*, Revue archéologique, Paris, avril 1880, p. 230, etc. — Tollemer, *Des origines de la charité catholique*, 3^e éd. p. 462 sq.

rapports entre les hommes. Tous les devoirs ne sont pas sanctionnés par la loi civile. Les devoirs de la propriété ne le sont certes pas tous.

L'étude de S. Thomas d'Aquin sur la loi ancienne du peuple de Dieu (1) est pleine de données remarquables. Il est vrai que la loi judaïque procédait de l'autorité directe de Dieu dans la théocratie, mais il y expose le mérite des lois hébraïques pourvoyant à l'usage des biens et à certains droits sur la propriété privée de chacun, au profit du prochain. On y voit clairement que le régime de la propriété ne doit pas être nécessairement le même partout ; il faut qu'il y ait communication mutuelle entre les hommes ; il y en a de volontaires et de nécessaires ; il y a des contrats, il y a des concessions gratuites et la loi ancienne en a même disposé quelques-unes au profit des pauvres, de manière à ce que la paix n'en soit pas troublée.

La législation du moyen-âge sur le régime féodal présente aussi de très grandes différences avec les autres régimes historiques connus.

Nous n'avons point à aborder ici cette question d'ordre légal. Dans les écoles juridiques s'analysait le concept de la propriété suivant le droit légal positif. Le Droit Romain s'y affirmait, en dehors de la question morale, en dehors du point de vue des devoirs sociaux et charitables. Cette loi positive organise le droit de disposer de la chose de la façon la plus absolue, sous la réserve des servitudes légales

(1) *Summ. theol.* 1^a 2^{ae} q. 185, art. 2.

et des restrictions imposées dans l'intérêt public par la loi ou le droit d'autrui. La fameuse définition, qui n'est pas romaine : *Jus utendi et abutendi*, exprime cette notion. Le mot *abuti* ne signifie pas, sans doute, *abuser* dans le sens français du mot ; il signifie consommer, disposer, même jusqu'à l'anéantissement de la chose ; il est en effet des choses qui ne peuvent s'employer qu'en les détruisant (1) comme des provisions de bouche. Les Romains n'ont pas proclamé le droit à l'*abus*, mais en réalité leur droit civil implique celui de détruire la chose, de la dénaturer, d'en faire tel usage que l'on veut tant qu'aucune loi d'ordre public ne vient l'interdire ou qu'on ne se heurte pas au droit égal d'un tiers, *quatenus juris ratio patitur* (2). C'est la notion de la propriété purement

(1) Cf. Mainz. Cours de Droit Romain. Bruxelles, 1876, t. I, pp. 692 et 814. Cf. Digest. loi 5 § 1, lib. VII, tit. 5... Pecuniae ususfructus, vel aliarum rerum quae in abusu consistunt... quae in absumptione sunt.

(2) Le premier auteur de cette formule n'est pas connu. Pothier la donne comme définition vulgaire « Dominum vulgo definitur jus utendi et abutendi re suâ quatenus juris ratio patitur » sans s'expliquer sur son origine. Il ajoute plus loin « Plenum (dominium) dicitur in quo facultas de re disponendi, eam amissam vindicandi, conjungitur cum facultate percipiendi omnem ex re utilitatem. Pandectes ad lib. XLI, tit. I, de acquirendo rerum dominio, loi 1. Ed. Paris, 1822, t. 16, p. 524. Cf. le même auteur : *Traité du domaine de propriété*, Paris 1772, t. 1, init. Les lois romaines ne contiennent pas la définition proprement dite du domaine de propriété : la formule citée a donné lieu à des interprétations ; c'est en définitive le sens de l'art. 544 du Code civil Napoléon. Dans les lois romaines mêmes on trouve peu d'indications de la notion même du droit, c'est ainsi qu'on cite le texte assez vague et indirect qui proclame « Suae

légale. Ce droit légal comporte des restrictions d'ordre public, il est égal et réciproque, mais il est sans doute très étendu (1). Nous n'avons pas à analyser ici l'histoire *juridique* du concept de la propriété (2). On sait que les idées romaines envahirent aussi le droit coutumier et que bien des écrivains mêlèrent les principes des divers droits. Les théologiens d'ailleurs, on l'a vu déjà, proclamaient les devoirs moraux des riches (3) et nous reviendrons sur ce dernier sujet en nous occupant de l'usage de

quisque rei moderator atque arbiter » par opposition au mandataire. Cod. l. 21, lib. IV, tit. 35. Parmi les romanistes du moyen-âge, il n'y a guère de définitions bien explicites ; celles qu'on a, répondent à la même idée. Bartole de Saxoferrato ad Digest. lib. XLI, tit. 2, loi 17, définit le dominium : Jus perfecte disponendi de re corporali nisi lege prohibetur, Opera, ed. Venise 1615. — Cf. Baldus de Perusia, ad. Codic. loi 3, lib. V, tit. 9.

(1) C'est la notion du droit légal, en dehors des devoirs moraux qui peuvent le compléter. Ce droit légal est très absolu. Même des philosophes païens, malgré leurs graves erreurs, admettaient des devoirs de bienfaisance. Tel est le cas de Cicéron, de Officiis lib. I, cap. 7, où il prescrit : *ut communibus utatur pro communibus, privatus ut suis* ; plus loin, il parle de bienfaisance et de libéralité, sans avoir sans doute, faut-il le dire, les grandes doctrines de la charité chrétienne.

(2) L'ancien droit impliquait, dit-on, plus de restrictions de droit et d'usage — Sur l'ancien droit germanique. V. Janssen, ouvrage cité — Langenthal, *Geschichte der deutsche Landwirtschaft*. Jena 1855, liv. 3, p. 90. Cf. Lamprecht. op. cit. t. I, 2, p. 1242, etc. Mais le développement de cette idée exigerait une étude spéciale d'histoire juridique, étrangère à notre sujet.

(3) S. Thomas rencontre l'objection du droit absolu « Cuilibet licet re suâ uti et eam retinere. » Il y répond par le texte cité plus haut sur la propriété et l'usage des biens temporels. 2^a 2^{ae}, q. 32, art. 5 (2 et ad 2). — Cf. plus loin.

la fortune. Certes ils admettaient aussi qu'on imposât légalement, au nom du *bonum commune*, certains devoirs, qu'on réprimât les abus. Qui pourrait le contester? (1) Il importait d'indiquer ce point, mais ce n'est pas là de l'économie politique proprement dite et nous ne pourrions sous peine de nous étendre outre mesure, pénétrer dans ce nouvel ordre de recherches.

La propriété privée, la richesse individuelle est parfaitement admise, reconnue au moyen-âge comme nécessaire en fait, légitime en droit. Mais y a-t-il des aperçus sur l'organisation économique de la propriété privée? Ce n'est pas du tout ici le lieu d'examiner ce qu'elle fut au moyen-âge, mais on se figure trop souvent que la féodalité fut un régime de grande concentration de la richesse. Il y eut de grands domaines féodaux sans doute, mais sous forme féodale, il y eut souvent aussi de petites propriétés.

On sait qu'aux *xiii^e* et *xiv^e* siècles, à côté des grands domaines féodaux grevés de lourdes charges sociales et politiques, il y avait beaucoup de petits exploitants, dont le titre était peut-être dissimulé sous une qualification féodale, mais qui n'en constituaient pas moins une division remarquable de l'occupation foncière (2). Il est difficile d'en fixer la

(1) Théorie générale de S. Thomas d'Aquin, *Summ. theol.* 1^a 2^{ae} q. 96 Cf. les textes cités sur la loi hébraïque.

(2) Thorold Rogers. *History of agriculture and prices*, t. III, init. — Brants, *Hist. des classes rurales*, Bruxelles 1880. — Rameau de S. Père, *Histoire de la propriété en Europe*. Bulletin du Comité de travaux hist. et scient. Section économiq. Paris 1885. — Bianchi.

moyenne. Les périodes de division et de concentration de la propriété foncière dans les divers pays sont l'objet d'une étude à part qu'il est impossible d'aborder ici. Il y eut une période de grande diffusion des petites tenures quasi-libres ; il y eut des périodes d'absorption à la suite d'appauvrissements publics et aussi par des abus. Il est impossible d'exposer ici l'histoire de ces développements. On trouve rarement des aperçus théoriques sur les formes de la propriété ; seules, les règles ecclésiastiques et canoniques sur les biens d'église donnent une idée de cette gestion particulière, plus spéciale, trop spéciale à ce titre pour être considérée comme théorie économique de la propriété. En réalité, il y avait de riches domaines féodaux à qui on prêchait et imposait des devoirs (1) dont nous reparlerons plus tard ; il y avait aussi de petits propriétaires ou tenanciers plus ou moins libres dont le nombre et la prospérité ont été très variables. Dans l'ordre de la propriété mobilière, il y eut aussi de très grandes fortunes, et dès le XIII^e siècle le commerce eut ses grands seigneurs, magistrats, patriciens de ville, rivalisant avec les féodaux, de fortune, d'influence et souvent de luxe et d'éclat. Le commerce favorisait ces fortunes mobilières. Les artisans étaient nombreux aussi, et vivaient de leur métier souvent

La proprietà fondiaria e le classi rurali nel medio Evo. — Beaune.
La condition des Biens. Droit coutumier, Paris 1886. p. 315 sq.

(1) Sur la politique des Papes quant aux latifundia d'Italie, cf.
G. Ardant. *Papes et Paysans*, Paris, Gaume, 1891.

prospère. Nous verrons bientôt la politique suivie parfois par les corporations pour y maintenir une certaine égalité. Mais une statistique de la distribution des fortunes, déjà difficile à dresser par nos contemporains, malgré nos procédés et nos renseignements, est presque impossible pour le passé. Ce n'est d'ailleurs pas notre objet. Mais il serait intéressant de savoir ce que pensaient de ce point les auteurs du temps. Or nous avons fort peu de données à cet égard. Elles sont absolument insuffisantes pour en faire une thèse.

S. Thomas ne s'en explique guère, bien qu'il semble peu favorable aux *latifundia* (1).

Dans les écrivains italiens on trouve souvent des considérations sur les inconvénients de la trop grande inégalité des biens (2), mais ils s'inspirent de considérations politiques qu'on peut regarder comme spéciales aux démocraties italiennes. C'est ainsi au xv^e siècle, que Francesco Patrizzi s'étend longuement sur cette considération (3). C'est même une des raisons pour lesquelles il combat l'usure. Et au xiv^e siècle le chroniqueur G. Villani s'élève avec indignation contre les accumulations de richesses de ces spéculateurs qui asservissent par leur usure la pauvre population (4).

(1) *Summ. theol.* 1^a 2^{ae}, q. 105, art. 2 ad 3. Cf. Kautz., op. et loc. cit.

(2) Cusumano, *Econ. pol. del medio Evo*, p. 21.

(3) *De instit. reip.* lib. VI, tit. 3.

(4) *Cronaca*, lib. XII, LV.

Un auteur bien connu, Christine de Pisan, reproduit la théorie d'Aristote sur l'importance sociale des classes moyennes pour éviter les discordes et les luttes entre les classes extrêmes de pauvres et de riches (1).

La politique corporative présente de l'intérêt, au point de vue de la protection qu'elle accorde à ses membres ; nous en verrons la preuve plus loin, en étudiant le régime de l'industrie ; elle cherche parfois, par diverses mesures, à maintenir une certaine égalité de concurrence entre ses membres. Mais c'est là un point spécial de l'organisation industrielle.

Sans doute la modération est bien conforme à l'esprit de la doctrine, mais nous ne trouvons pas dans les auteurs de théorie générale sur ce sujet. N'oublions pas d'ailleurs qu'il faut tenir compte, pour l'application, de la situation économique de l'époque et des formes industrielles. Nous avons signalé leurs principes sur le droit de la propriété privée et sur les devoirs qui s'y joignent, première et importante application de la nature même de la richesse. Ils insistent surtout, on le sait déjà, sur l'usage des biens et expliquent la libéralité, la magnificence même, que nous étudierons plus loin. Nous signalerons bientôt la grande importance donnée par l'opinion des esprits élevés d'alors à la grande loi du travail. Cette doctrine d'ailleurs n'exclut pas

(1) Christine de Pisan, née à Venise, en 1363. fille de Thomas, astrologue de Charles V, *Le livre des faits et bonnes mœurs, du sage Roi Charles V*, 3^e partie, chap. 7.

la richesse mais l'opulence oisive et délicate qui engendre le vice. Ce ne sont là que des applications de la finalité des biens de ce monde.

On ne peut, de ces idées éparses, conclure à une théorie d'ensemble. L'esprit des écrivains du moyen-âge semble bien peu favorable aux situations opulentes qui ne s'expliquent point par des services publics et sociaux, il est hostile à la vie oisive et délicate, il prêche les devoirs du travail, le bon emploi des biens, il est désireux de voir procurer le *bonum commune*, mais une théorie sur la meilleure répartition des fortunes n'est nulle part exposée directement au point de vue économique.

CHAPITRE V.

LA THÉORIE DE LA VALEUR ET DES ÉCHANGES.

Pour bien se rendre compte des idées économiques, il faut préciser la théorie de la valeur. Sans entrer ici dans les multiples systèmes de nos jours, nous ferons remarquer qu'on distinguait chez les *classiques*, l'*utilité directe* ou *valeur en usage* et la *valeur en échange*, celle-ci appréciée surtout au point de vue du marché. Les auteurs du moyen-âge connaissaient évidemment la première; ils n'ont pas méconnu la seconde, loin de là, mais leur analyse ne s'est précisée qu'à mesure que les échanges devenaient plus fréquents, plus importants. La notion de *valeur en échange* d'ailleurs devient plus distincte de l'*utilité directe* par l'habitude même des échanges et l'influence qu'ils exercent sur l'estimation des choses. Nous indiquerons plus tard la théorie morale du *juste prix* imposant comme règle de justice l'équivalence des prestations dans les contrats à titre onéreux. Mais cette notion domine l'analyse scientifique de la valeur; ce qu'il faut voir ici, c'est précisément suivant quels éléments s'estimait l'équivalence à l'époque du moyen-âge, quelle était la *base* de l'*æstimatio* du juste prix dans les contrats. Là est la théorie économique. Chez St Thomas d'Aquin, le

principe du juste prix est exprimé et commenté, nous le verrons plus loin, mais il n'y a point de vraie analyse de la valeur ; on peut bien y trouver épars quelques éléments, mais ce n'est pas un ensemble ; on trouve les variations reconnues par la *diversitas loci vel temporis*, les frais et travaux, *labor* ; la *rareté des choses* ; l'appréciation d'ensemble, *æstimatio* qui couvre le tout, mais sans préciser. (1). — Ce n'est que chez les auteurs du xiv^e siècle que nous trouvons une théorie systématique de la valeur et du prix, notamment chez Jean Buridan et Henri de Langenstein.

Buridan, recteur de Paris, a exposé la doctrine des valeurs avec une clarté qui lui vaudra ici plus d'une citation. La valeur d'une chose, dit-il, ne doit pas se mesurer à sa dignité intrinsèque, à son degré de perfection, car alors toute chose organisée, une mouche, vaudrait plus que toute chose inanimée ; il faut tenir compte des besoins de l'homme, et apprécier les choses d'après leur rapport avec ce besoin (2). La bonté d'une chose doit en effet

(1) *Summ. theol.* 2^a 2^{ae}, q. 77 passim. C'est à tort, nous paraît-il, qu'on a voulu, avec les quelques textes du grand docteur, édifier une théorie se rapprochant d'un système moderne. Cf. Hohoff. *Die Werthlehre der h. Thomas von Aquino*, dans le *Monatschrift f. Christliche Social Reform*, Wien, S. Polten 1893.

(2) Jehan Buridan, recteur de l'université de Paris en 1327. *Valor rei non debet attendi secundum dignitatem rei, sed solum secundum indigentiam humanam*. Voir ce texte et ceux qui suivent dans les commentaires sur l'*Ethique*, liv. 5, Q. XV et XVI, fol. CV et CVI.

se mesurer d'après le but auquel elle est destinée. Or la fin des biens extérieurs est de satisfaire aux besoins de l'homme, *supplementum indigentiae humanae*. La valeur du *supplementum* doit donc se mesurer d'après le besoin qu'il peut satisfaire et d'après l'intensité de ce besoin. Ce besoin d'ailleurs il ne faut pas l'apprécier dans le chef d'un particulier, mais de tous ceux qui sont à même de se procurer la chose. C'est donc l'usage propre de la chose, son applicabilité aux besoins de l'homme qui fait sa valeur. Toute chose a en outre un usage commun, celui de s'échanger, ou de se vendre. C'est évidemment la valeur qui fait la loi de cette transaction. Mais ce contrat dont nous examinerons plus tard les règles, ne peut avoir d'autre but que de se procurer d'autres choses utiles. L'argent en effet, qui est l'intermédiaire du contrat ne constitue pas par lui-même une richesse. Ce n'est au moins qu'une richesse artificielle, accidentelle dont toute la valeur est dans l'*usus communis* : la commutabilité (1).

Il y a une valeur commune, moyenne. « La valeur d'une chose, dit Buridan, ne se détermine pas d'après le besoin de tel ou tel particulier, mais

(1) *Distinction de l'usus proprius et communis*. Quaest. super octo libros politicorum Aristotelis, ed. Paris, Jehan Petit, 1531, liv. 1, q. 12, fol. XVII « Usus rei possessae est duplex. Quidam est proprius ad quem talis res possessa ordinatur proprie ; alius communis qui non est proprius illius rei, imo convenit cuilibet alteri : ut commutatio equi est usus communis equi, proprius autem usus ejus est equitare.

d'après celui de la communauté des personnes entre lesquelles l'échange est possible (1). » Or cet ensemble de personnes, ce cercle d'échange, c'est-ce que nous appelons aujourd'hui le marché. Mais ce besoin lui-même a-t-il des éléments appréciables ? Buridan déguisait sous une explication assez curieuse la loi de la valeur ; l'utilité et la rareté sont évidemment ses éléments et il les apprécie. C'est d'après l'utilité que la valeur se règle, dit-il, mais la mesure de l'utilité c'est le besoin ; or le besoin est plus grand là où la chose manque, et par conséquent son prix s'y élève. C'est ainsi, dit-il, par exemple, que si la récolte du vin est mauvaise, il renchérit ; et de même les vins sont plus chers, là où il ne croît pas de vignes (2). C'est d'après ces éléments que se fixe le prix du marché ; « prout communiter in foro venditur, » dit déjà Raymond de Pennafort (3).

Langenstein part aussi de l'*indigentia*, base de la valeur et la définit : le manque des choses qui sont nécessaires ou utiles à l'homme de quelque façon (4). Mais cette *indigentia* qui n'est que l'utilité est elle-

(1) *Ethicorum*, lib. V, q. XVI. *Indigentia istius vel illius hominis non mensurat valorem, sed indigentia communitatis eorum que inter se commutare possunt. C'est la notion exacte du marché économique.*

(2) Ce texte est reproduit par Jourdain, *L'économie politique au moyen-âge*, p. 27.

(3) *Summa*, éd. Vérone 1744, liv. II, tit. 7, p. 711.

(4) *De contractibus* loc. cit. 1^a pars. chap. X. *Indigentia dicit carentiam rerum cum necessitate vel pertinentia earum ad naturam, vel statum aut artem vel officium hominis.*

même affectée par la *rareté*, c'est ce qu'il exprime avec beaucoup de netteté, en disant que la quantité d'*indigentia* doit s'estimer en fonction de l'abondance ou de la rareté des choses (1). Certes l'auteur admet que l'État par mesure de police détermine les prix ; il croit aisé de préciser ce rapport en vue de la taxe, mais pour certains objets il ajoute un autre facteur, *les frais de production* ce qui repose sur la nécessité où sont les gens de vivre de leur métier. Voilà sa théorie générale sur laquelle nous reviendrons à propos de la fixation des prix.

Au XIV^e siècle, on le voit, les divers éléments de la valeur se dégagent : utilité, rareté, ce que nous appelons aujourd'hui l'offre et la demande, puis les frais de production dans l'ordre industriel.

Chez S. Antonin, nous retrouvons les mêmes éléments. Les choses, dit-il, ont une valeur usuelle, distincte de leur bonté intrinsèque, et c'est d'elle qu'il faut tenir compte puisqu'on les envisage au point de vue de l'usage des hommes. Cette valeur usuelle dépend de trois facteurs essentiels : *Virtuositas*, c'est l'utilité directe, c'est ainsi qu'un bon pain de froment vaut plus qu'un pain de seigle. — *Raritas*, qui est la difficulté de se procurer la chose et c'est ainsi que le blé devient plus cher en temps de disette, et que les quatre éléments, l'air, l'eau, etc., sont

(1) *Quantitas indigentiae communis in ordine ad multitudinem vel paucitatem rerum.* C'est donc à tort que M. Cusumano, op. cit., p. 43, croit que le Cardinal Cajetan ad Summam D. Thomae 2^a 2^{ae}, q. 77, *fu primo ad illustrare l'influenza di questa legge.*

partout estimés moins que l'or bien qu'ils soient plus utiles à la vie. — *Placibilitas*, l'idée qu'on a de l'avantage d'une chose, c'est ainsi qu'un ornement est plus estimé qu'un autre (1) et Bernardin de Sienne parle à peu près de même, en ajoutant la considération des frais de production (2). Nous examinerons bientôt avec plus de détails l'influence qu'il fallait reconnaître à ce dernier élément.

Ainsi que nous l'avons dit déjà, on considère surtout les valeurs dans leurs rapports avec les besoins de l'homme, mais si pour certaines matières cette considération peut paraître restreinte, il n'en faudrait pas conclure que les bases mêmes de la théorie des valeurs fussent erronées ; au contraire, elles sont aussi nettement dégagées que le permet le développement économique, et les modifications de la valeur d'échange ne sont pas inconnues (3).

La valeur, mesurée par le besoin de l'homme, influencée par des circonstances diverses, se traduit en pratique par l'appréciation moyenne du milieu

(1) *Summ. theol.* vol. 2, tit. 1, cap. 16.

(2) Res potest plus vel minus valere tribus modis ; primo secundum suam virtutem ; secundo modo, secundum suam caritatem (exemple de l'eau), tertio modo propter suam placibilitatem et affectionem. Et ailleurs : primo observat quemdam naturalem ordinem utilium rerum, secundo observat quemdam communem cursum copiae et inopiae, tertio observat periculum et industriam rerum seu obsequiorum. Dans l'*industria* il fait rentrer le capital nécessaire à créer la chose. Cité par J. Funck. *Zins und Wucher*, p. 153.

(3) A Loria. *La teoria del valore negli economisti italiani-Archivio juridico*, Bologna, 1882. Cf. Cusumano. *Economia politica del medio evo*. Ibid. 1876, p. 41 sq.

social, du marché ; c'est la *communis aestimatio* des canonistes (1) qui peut s'adapter à bien des éléments divers, et qui n'a ni précision ni fixité absolue, et se trouve supérieure à toute analyse économique de la valeur. L'utilité, les frais de production, la rareté, l'offre et la demande figurent dans les éléments de l'estimation du juste prix, c'est-à-dire en somme de la valeur d'échange du produit.

La valeur d'échange, par les divers éléments qui la composent, est peu précise, *in quâdam aestimatione consistit* dit S. Thomas d'Aquin, et ne peut être fixée d'une façon absolue (2) ; d'où la notion admise par les canonistes d'un *justum pretium summum, medium et infimum* et la possibilité de discuter sur les prix (3).

(1) Costa Rosetti Allg. Grundlagen ch. XV.

(2) S. Thomas, quæst. cit.

(3) Nous reprendrons la notion du *juste prix* à propos des échanges.

CHAPITRE VI.

LE TRAVAIL ET L'ORGANISATION INDUSTRIELLE.

§ 1. *La loi du travail.*

Le travail est un devoir de l'humanité. La loi a été bien des fois formulée : *In sudore vultus tui resceris pane* (1). *Labores manuum tuarum manducabis* (2). Enfin la parole de l'apôtre : *Si quis non vult operari, nec manducet* (3). Le travail est donc un précepte de la loi divine imposé à l'humanité. L'homme, en effet, ne peut vivre sans travail; le travail est pour lui l'arme providentielle qui doit lui servir dans la lutte pour l'existence. Le travail seul peut faire subsister l'humanité, il est donc obligatoire comme la vie elle-même. L'homme qui ne peut renoncer à la vie, ni à la nourriture, ne peut non plus renoncer au travail qui la lui procure (4). Le travail ordonné à

(1) *Genèse III*, 19.

(2) *Psaume 127*, 2.

(3) Saint Paul, 2^e ep. ad Thessalon. III, 10.

(4) Saint Thomas d'Aquin, *Summ. theolog.* 2^a 2^{ae} q. 187 art. 3.

Secundum quod labor manualis ordinatur ad victum querendum, cadit sub necessitate praecepti, prout est necessarius ad talem finem : quod enim ordinatur ad finem, a fine necessitatem habet, ut scilicet in tantum sit necessarium in quantum finis sine eo esse non potest. Et ideo qui non habet aliunde unde vivere possit, tenetur manibus operari cujuscumque sit conditionis.

une telle fin, selon l'expression scolastique, emprunte à cette fin même un caractère de dignité dont on a bien des fois signalé l'influence sur les habitudes sociales.

Comment interpréter la loi du travail ; faut-il imposer l'obligation du travail personnel et corporel à chaque membre de l'humanité ? Evidemment non. Ce n'est pas dans la doctrine toute morale des docteurs du moyen-âge qu'on restreindra l'activité à la production matérielle. Le travail manuel a pour but de pourvoir aux besoins de l'existence ; or tout homme est obligé d'assurer sa propre vie, car sans cela il ne pourrait accomplir sa fin. C'est donc là pour lui une obligation absolue, s'il n'a pas d'autres ressources, quelle que soit sa condition sociale. Mais par travail il faut entendre tout office qui permette à l'homme de gagner sa vie licitement ; il n'a pas le droit de mourir de faim, mais il peut choisir tel moyen honnête qu'il préfère pour s'assurer le pain quotidien (1). Il est nécessaire d'ailleurs que les professions soient diverses. Les lois générales de l'humanité comme la loi du travail ne doivent pas s'appliquer strictement à chaque individu. Il suffit qu'une partie de l'humanité s'applique aux œuvres manuelles ; il faut en effet qu'il y ait des ouvriers, des agriculteurs, des juges, des docteurs. Sans cela la société ne pourrait subsister.

(1) Ibid. Sub labore manuali intelliguntur omnia humana officia. ex quibus homines licitè victum lucrantur.

De même que dans la société des abeilles, les fonctions se trouvent réparties entre les membres de la tribu, de même doit-il en être dans les cités des hommes. Les besoins en effet sont multiples ; un seul homme ne pourrait suffire à y satisfaire. Il faut de toute nécessité que les membres de l'humanité se divisent entre les travaux divers.

La société humaine n'a pas seulement besoin de choses temporelles ; il lui faut aussi des biens spirituels. Il est donc nécessaire au bien de l'humanité que certains hommes s'occupent de ces travaux d'ordre supérieur ; et pour le bien faire, ils doivent être débarrassés des soucis de la vie matérielle (1).

Cette distribution des hommes entre les carrières diverses se fait conformément à la vocation et aux aptitudes de chacun, sous l'action de la Providence divine. Ceux qui se dévouent aux intérêts supérieurs de l'humanité sont assurés de leur existence soit par leur bien particulier, soit par les secours de la communauté.

Il n'y a donc pas pour l'homme d'obligation de se livrer aux travaux manuels, quand il a la certitude de l'existence soit par sa fortune, soit par d'autres ressources honnêtes. Est-ce à dire qu'il

(1) Saint Thomas. *ibid.* et *Summ. C. Gent.* lib. 3. cap. 134. Quia enim multa necessaria sunt ad hominis vitam... necessarium est per diversos diversa fieri, puta ut quidam sint agricultores... et sic de aliis, et quia vita hominum non solum indiget corporalibus, sed magis spiritualibus, necessarium est etiam ut quidam vacent spiritualibus rebus ad meliorationem aliorum, quos oportet a cura temporalium absolutos esse.

puisse se borner à jouir de la vie ? Non pas (1) ; il doit diriger sa vie en vue de sa fin, se préserver de l'oisiveté, faire bon emploi de son activité et de ses biens.

La doctrine prêche le travail, et proscriit l'oisiveté. Il ne s'agit donc pas bien entendu de traiter d'oisifs ceux qui remplissent des missions élevées de l'ordre religieux, moral et social ; il s'agit de ceux qui cherchent des moyens de vivre sans rien faire d'utile, soit comme nous venons de le dire, en cherchant des lucres illicites, soit aussi en s'arrogeant des missions, et exploitant la crédulité et la générosité publique. C'est ainsi qu'Alain de Lille et l'archevêque Henri de Cologne combattent de ce chef avec énergie les sectes vaudoises et leurs congénères (2). Ce système leur paraît ainsi une très-condamnable exploitation « ut ventrem sine labore repleant » comme s'exprime encore avec vigueur un auteur du xv^e siècle, qui fait valoir le mérite de ceux qui subviennent vaillamment à leurs besoins et à ceux de la société (3). Mais, tel n'est évidemment

(1) Saint Thomas, *ibid.* *C. Gent.* lib. 3, cap. 135.

(2) Nous citerons ces textes dans notre chapitre sur ces sectes.

(3) Joh. Wasmodi de Homburg, *Tractatus contra haereticos Bekards* etc., manuscrit de Francfort, publié par Doellinger, *Beiträge zur Sektengeschichte der Mittelalter*, t. II, p. 406 : « Dic cur laboratores, artifices, et conjugatos grossos et imperfectos reputant, qui cum laboribus suis se et pueros et pauperes nutriunt, ecclesiae et membris subveniunt, onera aliorum portant... ? »

Ceci ne concerne évidemment que ceux qui font de la mendicité le moyen de vivre sans travail sous les dehors de la vertu et en réalité par cupidité ou paresse, non ceux qui le font par humilité

pas le cas de ceux qui font le travail de la prière et de l'esprit, et sont soutenus par leurs frères riches.

La loi du travail a une importance essentielle dans l'économie du moyen-âge.

Le travail, l'*industria*, est la source de la richesse, le facteur indispensable de la production (1). C'est l'effort de l'industrie, qui détermine la production et on ne peut s'emparer du fruit du travail d'autrui. La vie oisive était blâmée non seulement pour ses dangers mais parce que les oisifs étaient censés souvent vouloir éviter un travail réel, et s'enrichir injustement du travail d'autrui (2).

ou perfection chrétienne et font le *grand travail spirituel*. Voir la défense de la mendicité religieuse dans les remarquables traités de S. Bonaventure *De paupertate Christi* et *Apologiae pauperum* et les savantes considérations de S. Thomas d'Aquin, *Summ. theol.* 2^a 2^{ae}, q. 187, art. 4, sur le droit de vivre d'aumônes. Nous y reviendrons à propos de l'aumône.

(1) Signalons encore à l'attention les textes curieux et frappants réunis sur ce point par J. Janssen, dans sa remarquable *Geschichte des deutschen Volkes seit dem Ausgang des Mittelalters*, Freiburg im Brisgau, t. I, p. 398. La puissance productive du travail est clairement indiqué da. Rollevinck (1502) ; et sa portée morale, son action sociale, est expliquée d'une manière inattendue dans *Ein cristlich Ermanung*. Mais c'est déjà là du xvi^e siècle. Le texte cité de Langenstein sur le devoir du travail et son mérite, est digne d'une lecture sérieuse, bien qu'il fasse qu'exprimer la doctrine générale de son siècle. Cf. Endemann, *Grundsätze* cités plus haut. Nous reverrons tous ces principes à propos du capital.

(2) Est ergo contra naturam hominis ut sine labore velit vivere ut fit in usuris. Gerson. *De contractib.*, pars I, cons. 13. — Langenstein parle de l'usure et ceteris innumeris modis et acquirendi ingeniis iniquis quibus plurimi filiorum Adam nisi sunt et adhuc nituntur in ocio divitiis abundare, ed. Coloniae p. 185.

Nous retrouverons ces mêmes principes à propos de la rémunération du travail dans les articles suivants.

Le travail est un titre de profit ; celui de l'artisan comme celui du fonctionnaire mérite une récompense. Les uns, dit Henri de Langenstein (1), par ce travail manuel, se procurent, à eux et aux autres, à la sueur de leur visage, ce qui est nécessaire à la vie : tels sont les cultivateurs, les ouvriers, les marchands ; les autres assujettis à des devoirs, entourés de considération, méritent vraiment d'être nourris par leurs frères : tels sont ceux qui dirigent la commune... »

Il y a lieu de distinguer des travaux d'ordre différent ; tous méritent des rémunérations, mais elles sont différentes, celle des fonctionnaires et des professions libérales ; celle des ouvriers qui louent leur travail ; celle des industriels, etc., voire des marchands qui rendent un service et peuvent être, par un profit indemnisés de leurs peines. Ces matières diverses demandent à être examinées séparément ; il faut reconnaître que les idées sont bien éparses et que ce n'est pas sans peine qu'on parvient à en faire un ensemble. Quelques principes généraux ; l'usage qui les commente et les applique, voilà presque tout, mais il vaut la peine cependant d'en saisir la notion scientifique. Toute peine mérite salaire, il y a là une sorte de règle qu'il faut interpréter.

(1) Cité par Janssen, op. cit. trad. 393.

§ 2. *Les divers ordres de la production et des travaux.*

Nous avons déjà constaté que la loi de la division des professions était reconnue par les auteurs du moyen-âge ; elle était d'ailleurs aussi connue dans l'antiquité (1). Henri de Langenstein en particulier, après avoir indiqué la grande distinction en travail corporel, civil, spirituel, fait remarquer que le travail corporel s'est trouvé allégé dans la société par l'invention de divers instruments et l'emploi des animaux. De même il fut allégé par le partage des services ; au lieu que chacun se procurât tout ce dont il a besoin, l'un fit de l'élevage, l'autre de l'agriculture, l'autre des industries diverses, et de cette façon le poids du labeur, divisé, devint moins pénible. De cette façon, grâce aux échanges, chacun peut, *laboribus divisis*, se mieux procurer ce dont il a besoin en chaque genre (2).

Parmi les travaux d'ordre matériel ou industriel, tous ne sont pas d'égale importance. Il y a une curieuse échelle de hiérarchie professionnelle.

L'industrie est approuvée, elle fournit aux besoins de l'humanité. Là est la raison de l'activité industrielle.

Ces considérations devaient aboutir nécessairement au classement des industries en un certain ordre de dignité ; cette hiérarchie devait trouver sa base dans le rapport plus ou moins direct que le produit obtenu, le but réalisé pouvait avoir avec le

(1) Notre étude déjà citée sur *Xénophon économiste*.

(2) Op. et loc. cit.

bien général. Ce rapport lui-même doit être considéré d'après l'état économique de l'époque.

L'industrie humaine, suivant la théorie d'Aristote, était divisée en deux parties, l'*ars possessiva*, et l'*ars pecuniativa*. La première a pour but direct de procurer à celui qui l'exerce la jouissance des richesses naturelles, de celles qui sont applicables immédiatement aux besoins de la vie ; le second a pour résultat de lui procurer les richesses artificielles, les *pecuniae*, de l'argent. Les industries dites *possessivae*, sont immédiatement utiles à l'individu, à la famille, à la société. Procurant des richesses naturelles, elles sont aussi les plus naturelles, donc les plus dignes. Mais toutes les autres ne doivent pas être méprisées. Les arts naturels sont les vrais arts économiques, mais les arts qui procurent les richesses artificielles sont aussi estimables, en tant qu'ils servent la vraie économie nationale. La *commutatio*, les échanges et le *cambium*, le change, par exemple, étant nécessaires au bien général, sont bons comme *ordonnés au but* de la vraie économie. Il peut en être de même du commerce, *mercatura*. Pour apprécier donc un art industriel, il faut examiner son rapport avec le bien général (1).

Voilà donc le critère général auquel s'apprécie la valeur économique, morale et sociale d'un art

(1) Aristote, *Politique*, I, 5, 6, 7. — Ces chapitres sont commentés par Faber Stapulensis, *Commentaire de la politique*, éd. Paris. Henri Etienne 1510 et surtout très longuement par S. Thomas d'Aquin, *Politicorum seu de rebus civilibus*, lib. I, lect. 6 à 9.

industriel. Toute entreprise qui ne peut s'expliquer que par l'esprit de spéculation, la passion indéfinie du lucre, sans retour vers le bien réel de la famille ou du public, est blâmée. Il faut pour être bonne que l'entreprise soit ordonnée au bien réel de l'individu, du ménage ou de la communauté, qu'une raison approuvée en détermine la cause finale.

A ce critère il faut donc juger toutes les industries, et opérer leur classement, s'inspirant encore une fois de la seule vraie méthode, qui juge les lois et les idées d'après les circonstances et les milieux sociaux.

Au sommet de la hiérarchie industrielle, dans l'ordre de la dignité, se placent évidemment les arts procurant les vraies richesses, les richesses naturelles ; les *artes possessivae vel acquisitivae*. Ce sont ceux-là que les princes doivent encourager avant tout dans leurs États, tant pour le bien général que pour le bien particulier de leurs sujets (1).

Quels sont donc les *artes possessivae* qui méritent ainsi les premières faveurs du politique comme du particulier ? Nous en trouvons l'énumération suivante chez Buridan (2). Le premier, dit-il, est le travail de la terre, la culture du blé et de la vigne, l'agriculture, en un mot, comprenant le pâturage, le labourage et la chasse. Puis vient l'industrie qui subvient, dans ses divers métiers, aux besoins de la vie corporelle, comme l'architecture, etc. Nous citons

(1) S. Thomas d'Aquin, *De regimine principum*, lib. II, cap. 5 et 6.

(2) *Quaest. sup. libr. politic.* lib. II, q. 2, p. 28.

ensuite l'administration, et enfin la richesse des deniers, de l'argent. Mais ceci est de la *pecuniativa* subordonnée à la vraie économie. La *pecuniativa* elle-même, qui poursuit la richesse artificielle, est aussi multiple ; Gilles de Rome l'a décomposée (1). Elle comprend, d'après lui, plusieurs *artes*, depuis le premier, l'échange et la vente, qui par son but est *quasi naturalis*, jusqu'au dernier et pire, simplement détestable, l'usure.

Déterminons nettement, d'après les idées de nos auteurs, avant de passer aux détails, la raison de supériorité des arts dits naturels. Toute activité doit être subordonnée au but de la vie, avoir en vue l'accomplissement du devoir individuel ou social par l'emploi des moyens qui y sont nécessaires ou utiles. C'est le degré de nécessité ou d'utilité qui constitue donc le mérite hiérarchique d'une industrie. Or les richesses naturelles sont par elles-mêmes utiles, et directement ordonnées au bien de l'humanité, comme des individus. La poursuite de ces richesses est donc naturelle, car elle a pour but de vivre, de faire vivre le ménage et la société. Chercher à se les procurer, c'est donc rester dans l'ordre. Mais si au lieu de chercher les richesses naturelles qui serviront à bien vivre dans le ménage, selon son rang, on poursuit l'argent pour s'enrichir, on se précipite vers la satisfaction de désirs immodérés et indéfinis. Quand on cherche la richesse

(1) *De regimine principis*, lib. II, 3^a pars, cap. 10.

naturelle en vue du bien, on est limité par ce but même; on a une fin réelle et morale; quand on poursuit l'argent pour lui-même, on vit comme on peut, on cherche à satisfaire sa concupiscence qui va à l'infini, on n'a plus de but moral, de fin morale, on nuit à la fois à soi-même et à la société (1).

Partant de ces principes, l'agriculture est naturellement la première et la plus honorable des industries par elle-même (2). Cela ne veut pas dire que les hommes qui s'occupent d'autres travaux soient moins bons ou moins honnêtes; non, il faut qu'il y ait des ouvriers pour tous les travaux de la société; tous font leur devoir, et partant ont du mérite et de l'honneur; mais au point de vue théorique, au point de vue gouvernemental, l'agriculture est la première des industries nationales, celle qui mérite le plus les encouragements du prince. Et en effet, elle est ordonnée directement au premier besoin de l'homme, l'alimentation, c'est l'art naturel par excellence. Il devait donc avoir nécessairement le premier rang dans la hiérarchie industrielle.

Cette supériorité de l'agriculture, de même que son motif, sont souvent et clairement énoncés chez

(1) S. Thomas d'Aquin, *Politic.* loc. cit. éd. de Parme, t. XXI, p. 391 : « Prima abusio est, quod homines, propter hoc, quod non habent rectum studium bonae vitae, intendunt ad acquirendum pecunias ad infinitum..., quia concupiscentia hominum tendit in infinitum... » — Gilles de Rome, loc. cit. cap. 8 : « Quod cives et multo magis reges non debent infinitas possessiones appetere. » Cf. Baumann, Ouvrage cité, p. 149.

(2) Endemann, *Grundsätze* p. 172.

les écrivains anciens ; la dignité rurale est chantée par les poètes ; le peuple des campagnes est considéré comme le plus vertueux, sa profession comme la plus élevée parmi les industries, *dignissimum inter omnia mechanica officium*, car elle a été instituée directement de Dieu, et son œuvre est celle que réclame le plus impérieusement la nature elle-même (1). L'importance prépondérante qu'avait dans l'ordre politique et social la richesse foncière, la propriété du sol, rejaillissait d'ailleurs sur l'agriculture elle-même. La fortune mobilière, sans être inconnue, était loin encore, cela est aisé à concevoir, de l'importance qu'elle acquit aux siècles suivants. Pour toutes ces raisons, la supériorité de l'agriculture ne faisait pas un pli ; elle était admise par tous les écrivains.

Le même principe qui met l'agriculture à la tête des industries nous explique la défaveur relative qui frappa le négoce, le change, etc. Ces *arts* sont en effet des branches de la *pecuniativa*. Ils ne sont bons que pour autant qu'ils servent le vrai bien économique, qu'ils soient les intermédiaires pour l'entretien et le développement de la richesse naturelle. Il faut, nous l'avons vu, que le bien domestique ou national (2) donne une cause suffisante au lucre qui, même s'il est justifié, n'acquiert jamais

(1) Rolewinck, *De regimine rusticorum* ; — J. Janssen, ouvrage cité, t. I, p. 281 ; — V. Brants, *Histoire des classes rurales*, p. 92 ; — Buridan, loc. cit. etc.

(2) S. Thomas d'Aquin, *Summa theol.* 2^a 2^{ae}, q. 77, art. 4, corp.

cependant la dignité des grandes industries productives. Nous reverrons bientôt en détail la théorie des auteurs sur le commerce et le change, il nous suffit en ce moment d'avoir déterminé la hiérarchie des arts industriels, au point de vue de l'*Économie*.

§ 3. *La condition sociale du travail. Esclavage. Servage. Liberté civile.*

Le travail purement manuel ne sera généralement l'œuvre que de ceux qui en ont besoin pour vivre. Ce n'est pas là une infériorité morale, car en le faisant ils accomplissent un devoir, et remplissent une fonction sociale. Le travail au contraire revêt une haute dignité. Mais la société est ainsi constituée que l'inégalité des conditions y est essentielle, et qu'il faut que les uns commandent et que les autres obéissent.

Mais qui donc doit obéir, et qui commander ? Cette question est de la plus haute importance. Il importe de savoir si les auteurs du moyen-âge et en particulier S. Thomas d'Aquin, ont approuvé l'esclavage (1).

La doctrine de l'égalité naturelle et religieuse des

(1) L'affirmative est soutenue notamment en France par MM. Ad. Franck, *Réformateurs et publicistes de l'Europe*. Paris 1864, p. 85 et suiv. et Paul Janet. *Histoire de la science politique dans ses rapports avec la morale*, Paris 1872, t. I, p. 411. La question a été reprise par un auteur distingué dans une étude encore inachevée : Mgr. S. Talamo, *Il concetto della Schiavitù secondo Aristotile e S. Tommaso*, dans l'*Accademia Romana di S. Tommaso* Rome. Befani, t. I, 1881 et suiv.

hommes entre eux dominait nécessairement toutes les opinions. Il ne pouvait donc être question d'une inégalité essentielle ou naturelle justifiant *a priori* l'institution de l'esclavage antique. L'esclavage, *servitus*, dont il est question dans l'œuvre des docteurs, n'est qu'une forme d'organisation du travail, de soumission du travailleur au maître. Admettre l'opinion contraire serait contredire toute la doctrine chrétienne qui faisait le fond de la scolastique. Ce serait même se heurter aux textes les plus formels des auteurs du moyen-âge. Ce n'est que par le corps et non par l'esprit que l'homme peut être *servus*, dit S. Thomas (1) et Rathier de Lobbes, dont nous avons rapporté ailleurs les paroles, rappelle énergiquement au maître la co-servitude qui le lie à son serf, devant Dieu (2). « Quand on recommande aux hommes de

(1) Homo servus alterius secundum corpus, non autem secundum mentem. *Summ. theol.* 2^a 2^{ae}, q. 104, art. 5, cap. et ad. 2.

(2) *Ratherii opera*, éd. Vérone, 1765. *Agonisticum seu proologia*. tit. X, XIII, XIV. Nous avons rapporté ces textes tout au long dans notre *Essai historique sur la condition des classes rurales en Belgique*, Brux. 1880, p. 76. Rathier y rappelle notamment « omnes a Deo natura aequales conditos sed inaequalitate morum faciente, aliis alios suppositos, ut plerumque aliqui dominantur etiam melioribus. » Il dit au seigneur : « Memento te, servum unum habere Dominum, et ideo te esse conservum ; vide ne superponas ei (servo) aliquod quod ferre non possit... » Rathier (921-974), évêque de Liège et de Vérone, fut l'une des gloires de l'école de Lobbes dont il fut abbé. Il traça dans le livre cité les règles de morale des divers états pour le combat de la vie. Voir notre mémoire cité — Vos, *Histoire de Lobbes*, t. II, p. 85. — L. de H. Rathier, évêque de Liège et de Vérone dans la *Revue Belge*, Liège 1835, p. 171. Cf. aussi S. Bernard, *Opera*, t. I, col. 576, 1034.

s'aimer les uns les autres, de se regarder comme des frères, et quand on fonde cet amour sur la raison sublime que les hommes sont les enfants de Dieu, comment supposer que l'un puisse faire de l'autre son esclave, sa propriété, un vil instrument. Comment supposer qu'il puisse enlever son semblable à la fin suprême qui lui est proposée à lui-même ? » L'auteur auquel nous empruntons ces paroles (1) accuse cependant les docteurs scolastiques de restaurer et de défendre par des arguments divers cette plaie sociale de l'esclavage.

La loi du travail, que nous avons exposée, donnait au travailleur une dignité morale et sociale inconnue du monde ancien.

La proclamation vigoureuse de l'égalité devant Dieu, de la dignité humaine, de la loi du travail assurait l'affranchissement progressif qui caractérise le moyen-âge et qu'aucun historien ne conteste ; les travailleurs s'émancipent sous l'influence de ces grands enseignements, c'est l'esprit de la doctrine, c'est l'avis unanime des historiens (2).

C'est la doctrine fondée sur la dignité et la fraternité humaines qui a détruit l'esclavage (3).

(1) Franck, Op. et loc. cit. Cf. E. Nys. *Les théories politiques et le droit international en France*, Paris 1891, p. 12.

(2) Voir entre autres les faits et les témoignages rassemblés par Laforêt, *Études sur la civilisation européenne*. — Ch. Périn, *La richesse dans les sociétés chrétiennes*, liv. II, chap. XI, Le travail affranchi par l'Église. — Wallon, *Histoire de l'esclavage*, passim. — Paul Allard, *Esclaves, serfs et mainmortables* et bien d'autres.

(3) S. Paul, I Cor. XII, 13. — Galat. III, 28. In Christo Jesu non est servus neque liber.

Au moyen-âge, aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, elle règne et les innombrables affranchissements motivés par le sentiment religieux le prouvent assez.

Cependant on a prétendu trouver chez certains docteurs du moyen-âge une approbation de la servitude. L'accusation est étrange mais dans cet aperçu des théories économiques nous devons l'aborder de front.

Est-il vrai que saint Thomas d'Aquin et son continuateur (Tolomeo de Lucques?) du *de regimine principum*, est-il vrai que Gilles de Rome, Buridan et les autres publicistes de cette époque aient soutenu l'esclavage ?

Tout d'abord remarquons qu'au ^{xiii}^e siècle il ne pouvait plus être question de l'esclavage dans le sens absolu et païen de ce mot. Les progrès sociaux, sous l'action chrétienne avaient déjà émancipé peu à peu les classes populaires. Il ne peut donc être question que du servage, condition rude et humble encore, mais que l'Eglise cherchait à adoucir par ses conseils et ses exemples ou d'une sorte de servitude théorique, examinée en philosophie, sous la réserve des limites nécessaires.

L'égalité sociale est impossible (1) mais il y a diverses sortes de subordinations. L'autorité de l'homme sur l'homme peut être seulement directive et qui alors pourrait en contester la nécessité pour le bien géné-

(1) Cf. les remarques de S. Thomas sur la nécessité de l'inégalité dans les *Comment. sur la Polit. Arist.* où il distingue l'*inégalité absolue* de l'*inégalité relative* qui est indispensable.

ral dans la vie sociale ; mais il y a aussi une subordination toute faite pour celui qui domine, qui fait céder le bien du sujet à celui du maître, c'est là une situation douloureuse qui ne se peut concevoir que comme une peine et une conséquence du péché (1). C'est ainsi que s'en exprime S. Thomas d'Aquin. Et certes ce n'est pas là un éloge de la servitude !

Dans d'autres passages encore, parlant de l'obéissance du *servus* au *dominus*, il en limite l'étendue et les droits (2).

L'état de soumission, résultat de la loi positive, ne peut porter atteinte à la loi naturelle ou divine, ni limiter les droits naturels nécessaires. A cet égard le grand docteur apporte aux pouvoirs des maîtres de sévères restrictions. La liberté personnelle peut être restreinte, sans doute, mais la loi naturelle y met d'infranchissables limites (3).

Telle est la théorie philosophique. Où peut-on voir là une défense de l'esclavage ? Loin d'être une apologie de la servitude, elle repose au contraire sur la thèse de la liberté de droit naturel général et nécessaire, auquel ne peuvent porter atteinte les institutions civiles, résultant de circonstances sociales particulières (4).

(1) *Summ. theol.*, 1^a pars, q. 96, art. 4, corp.

(2) Ibid. 2^a 2^{ae} q. 104, art. 5, corp. Cf. P. Allard, ouv. cit.

(3) *Summ. théol.* Suppl. q. 52, art. 2. Quantum ad naturalia, omnes sunt pares.

(4) Cf. *Summ. theol.* 1^a 2^{ae}, q. 94, art. 5. ad. 3. — 2^a 2^{ae}, q. 57, art. 3, ad. 3. — T. Fornari, op. cit. p. 37.

Dans la mesure permise par la loi naturelle, cette subordination du *servus* au *dominus* admise par le droit civil, n'est pas interdite ; sans doute, on limite les droits des *domini* mais on recommande l'obéissance aux *servi*, on ne prêche pas la révolte. D'autre part, nous le verrons, on travaille à encourager l'affranchissement ; c'était le vrai moyen de le réaliser sûrement pour le bien général : on l'a démontré bien des fois.

Un genre de soumission personnelle, tel que le servage, ne devait pas être condamné d'une manière intégrale et immédiate. Certes, c'est une condition inférieure d'organisation économique et de hiérarchie. Elle est issue de circonstances historiques et sociales que nous ne pouvons analyser ici. Il fallait la modifier et l'améliorer avec prudence d'après l'ensemble de la situation. Sous la forme de servage existait encore, en plusieurs endroits au ^{xiii}^e siècle, un régime même rigoureux de contrainte. Il n'y avait pas moyen de le faire disparaître brusquement, mais pièce à pièce, en réprimant les abus, et préparant l'avènement de la liberté civile.

Buridan, Gilles de Rome ont-ils défendu l'esclavage ? Faut-il appliquer à l'esclavage absolu ce qu'ils disent de la servitude (1) ? On ne peut-

(1) Buridan. *Questiones super octo libros politic Aristot.* lib. 1, q. 6, *De servis factis a natura* ; q. 7, *De servitute jure contracta*, éd. cit. fol. VII à X. — Gilles de Rome (Egidius Colonna Romanus), *De regimine principum*, éd. Venise, 1498, lib. 2, pars 3a, cap. XIII et sq.

semble-t-il, faire abstraction de la doctrine générale de la morale chrétienne qui domine leur époque. L'influence du Stagyrte a donné seule à leurs expressions une exagération qu'ils ne pouvaient professer. Les chapitres de Gilles de Rome et de Buridan où ils se demandent s'il existe une servitude de droit naturel, et s'il y a des hommes que la nature destine à la servitude, ne sont que des commentaires des premiers chapitres de la Politique d'Aristote. Nous reconnaissons sans peine qu'ils se sont laissés entraîner par les théories du Stagyrte. Mais nous croyons aussi que le fond de leur pensée n'excusait ni le droit de vie et de mort, ni les droits absolus des maîtres de l'antiquité.

Les auteurs chrétiens, tels notamment le pape Innocent III, nous l'avons dit, proclament toujours bien haut la liberté de nature comme l'égalité devant Dieu et déplorent les misères de la servitude (1).

Ce serait sortir de notre cadre que d'examiner ici les idées répandues sur le servage lui-même et sur la liberté civile. Il est remarquable que la question d'opportunité de l'émancipation n'apparaisse guère dans les dissertations théoriques. Pour avoir des idées à ce sujet, il faudrait en chercher la trace dans les textes épars de quelques préambules de lois ou de chartes, ou aussi dans des

(1) *De contemptu mundi*, lib. I, cap. 17. *De miseria servorum et dominorum* : O extrema conditio servitutis : Natura liberos genuit, sed fortuna servos constituit. Cf. Balmès, *Protestantisme et catholicisme*, t. I, ch. 19.

poèmes qu'on ne peut d'ailleurs considérer comme des théories enseignées, mais qui reflètent l'état d'âme de certains groupes de la population. Mais, il est intéressant de constater sous l'empire de quelles idées les seigneurs émancipaient leurs serfs. L'Eglise inspira l'émancipation prudente et progressive, le texte des chartes le démontre ; il nous sera permis de reproduire ici les lignes suivantes d'un autre ouvrage, en y ajoutant quelques textes caractéristiques.

« Le texte des chartes nous révèle l'empire d'une double influence : celle de l'idée religieuse, celle de l'idée économique. Il semble, à vrai dire, que dans la plupart des cas, les seigneurs n'agirent que sous l'action unique d'une pensée religieuse. C'est pour le salut de leur âme, le repos de celle de leurs ancêtres, la rémission de leurs péchés, en réparation des maux qu'ils ont causés aux tenanciers, qu'ils leur donnent la liberté (1). Les théories économiques étaient-elles trop peu comprises ? Les motifs de piété (*pietatis intuitus*) devaient-ils intervenir et étaient-ils réellement les principaux ? A coup sûr, les seigneurs n'avaient pas conscience du mouvement qui s'opérait dans la société, mais ils constataient que l'ancien

(1) Thierry d'Alsace (1140), *Mole peccaminum suorum se considerans*. — Gauthier d'Avesnes (1196). — Henri de Rumigny (1215), *Tam pro salute anime mee quam antecessorum meorum*. — Godescalc de Montigny (1233) affranchit ses sujets « en retour des maux que lui et ses ancêtres leur ont causés. » Wauters, *Libertés communales*, preuves. — Marguerite de Flandre (1252), « *intuitu pietatis et ut Dominus a servitute peccati nos liberet, et tradat perpetuae libertati*. » Warnkönig, *Histoire de Flandre*, t. 1, p. 559.

état de choses était nuisible à leurs intérêts et qu'à force de défendre leurs droits, ils finiraient par en perdre l'objet. Mais cette conviction n'était pas dans tous les esprits. Beaucoup firent un vrai sacrifice en modérant leurs *exactions* ; d'autres voulurent sanctifier par l'intention religieuse un acte que leur intérêt même leur dictait ; quelques-uns enfin proclamèrent dans leurs chartes qu'ils agissaient sous la pression des circonstances économiques. Les gens de mortemain, disent-ils, ne travaillent pas, disant que c'est pour autrui et non pour eux qu'ils se donnent la peine, ils abandonnent les *villæ* et les terres, les dépeuplent et en diminuent la valeur et le revenu. Mus par ces considérations, ils les dégrèvent et les affranchissent (1). Ces textes suffisent à démontrer que les avantages économiques des affranchissements étaient au moins vaguement compris (2). »

(1) Guillaume de Hollande : Mieris, *Charterboeck*, t. II, p. 303. — Enguerrand de Coucy (1368) : Taillar, *Mém. Sur l'affranchissement des communes*, p. 217. — Jean d'Avèsmes (1295) : Devillers, *Cartulaire... du comte de Hainaut*, t. II, p. 279. — Hugues de Vienne (1347) cité dans Dareste, *Histoire des classes agricoles en France*, p. 225.

(2) *Essai historique sur la condition des classes rurales en Belgique*. Mém. cour. acad. roy. de Belgique 1880, p. 59 et suiv. Cf. Aug. Thierry. *Essai sur l'histoire du Tiers-Etat*, p. 87. — Dareste de la Chavanne. *Histoire des classes agricoles en France*, p. 228. « Cil de Mortemain, dit Hugues de Vienne, archevêque de Besançon dans une charte de 1347, negligent de travailler en disant qu'ils travaillent pour autrui, et pour cette cause, ils gastent le lour et ne leur chaut que leur demouroit, et se ils etaient certains que demourait à leurs prochains, ils travailleroient et acquerroient de grand cuer. » — Item, divers autres quoique moins expressifs.

Ces considérations prouvent que certains seigneurs appréciaient l'influence qu'exercent chez ceux qui en sont capables la liberté et la responsabilité personnelles. Ils y rappellent d'ailleurs aussi l'égalité de nature, argument invoqué dans les chartes, mais dont il ne faut pas exagérer les conclusions sociales (3).

Parmi les jurisconsultes nous trouvons par exemple Philippe de Beaumanoir décrivant l'état des serfs, ses sources ainsi que les coutumes qui régissent leur état. Il en fait connaître la situation pénible ; il expose l'origine de l'inégalité entre les hommes, et les sources de la servitude. La coutume de Beauvoisis qu'il décrit est, dit-il, plus « courtoise » qu'en autres pays ; les serfs peuvent acquérir, commercer, user de leur gain à volonté, sauf à payer leurs redevances. Et c'est bien heureux, dit le jurisconsulte, car ils ont assez de peine à acquérir, et d'ailleurs le seigneur lui-même y gagne, car s'il prend trop, on ne le paie plus, et le serf ne produit plus que ce qu'il faut pour sa vie et celle des siens. N'est-ce pas encore un curieux aperçu de l'action de la liberté civile et de l'intérêt sur l'activité du travail (2). D'ailleurs, il voit une « grant ammosne »

(1) Ordonnance de Louis le Hutin, 3 juillet 1315 : comme selon le droit de nature, chacun doit naitre franc...

(2) Philippe de Beaumanoir, *Coutumes de Beauvoisis*, éd. citée, t. II, p. 237 : « Encore par nostre coustume pot li sers perdre et gaaignier, par marceandise, et se pot vivre de ce qu'il a largement a se volenté que ses sires ne l'en pot ni ne doit contraindre. Et tant poent il bien avoir de segnorie en lor cozes, qu'ils acquierent a grief paine et a grant travail. Et li Seigneur meisme n'i font se

du sire dans l'émancipation. La taille à merci est bien en effet une situation terrible, mais on sait que la condition des classes rurales en bien des endroits, se releva de bonne heure. Cette démonstration n'est pas à faire ici (1). Parfois même les intéressés n'envisageaient pas sans certain effroi l'émancipation qui, en leur donnant la liberté civile, leur en donnait les charges. On sait le but fiscal de l'ordonnance de Louis le Hutin qui voulait créer des contribuables pour les frais de la guerre de Flandre et le roi lui-même prévint le cas où les affranchis méconnaîtraient les bénéfices de leur liberté.

Il ne s'agit pas de dire qu'il n'y eût point de souf-

gagner non Et si dist on un proverbe que cil qui a une fois escorche, deus ne trois ne tont ; dont il apert, es pais où on prent çaseun jor le lor, qu'ils ne voelent gaagner fors tant comme il convient çascun jor a la soustenance d'au et de lor mesnie.

(1) Le servage, l'état du taillable et corvéable, souvent personnellement exposé en fait aux rigueurs de son chef, était certes situation dure, que l'Église atténua, qui se releva assez tôt, surtout en France et dans nos provinces, mais dont il ne faut pas contester l'infériorité. Beaumanoir, à l'endroit cite, explique cette très pénible condition ; mais des améliorations notables se produisent de bonne heure, surtout aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles. La taille à merci disparaît, les tenures libres se constituent. Voir à cet égard ce que nous avons dit plus haut de la petite propriété ; et aussi le livre très remarquable et savant de M. Paul Allard, *Esclaves, Juifs et Mainmortables*, Paris, 1894 qui essaye, dit-il, de se tenir « à égale distance des apologies sans raison et des attaques sans justice. » En Normandie le servage avait disparu de très bonne heure. L. Delisle, *Essai sur la condition des classes rurales en Normandie*. Cf. l'ouvrage déjà cité de Darèste de la Chavanne : *Histoire des classes agricoles en France*.

frances et d'exactions. Il y en eut sans doute (1) ; il y en eut dans les domaines féodaux, que les seigneurs-avouent eux-mêmes d'ailleurs ; il y en eut de la part des rois de France aussi, qui à certaines époques exagérèrent leurs redevances financières et provoquèrent des réactions. C'est à ces moments de réaction violente qu'on voit surgir les théories de l'égalité sociale. Elles apparaissent aussi dans les luttes communales.

Les idées d'égalité sociale se retrouvent sous une forme virulente, excessive, révolutionnaire même, chez certains groupes démocratiques. Nous verrons, en parlant des sectes dissidentes, quelques-unes de leurs idées. Dans la poussée démocratique du moyen-âge, le mouvement plébéien des communes, les révoltes rurales, on en trouve bien des traces. La lutte pour l'émancipation, légitime et heureuse, est souvent mêlée de violences déplorables qu'expliquaient parfois, sans les justifier, de réels abus (2). Alors s'élevaient, contre les patriciens des villes et les gentilshommes, ces cris de révolte qui se retrouvent parfois dans la littérature, mais qui ont en somme peu d'expressions écrites. Les chefs populaires de ce temps ne publiaient guère leurs discours et les chroniqueurs ne sont pas d'une impartialité très pure. Mais c'est dans certains écrits littéraires qu'on en

(1) Ibid. et Flach. *Origines de l'ancienne France*, p. 450, etc. et le texte qu'il cite de Pierre le vénérable, abbé de Cluny au xii^e siècle.

(2) Tableau très noir de Siméon Luce. *Histoire de la Jacquerie d'après des documents inédits*, Paris, Durand 1859.

trouve les traits les plus remarquables, récriminant contre les excès de divers genres et attaquant ceux qui s'y livrent (1). L'autorité, la propriété, l'inégalité sociale y sont attaquées par entraînement contre les abus de certaines classes de la population. Nous n'avons pas à faire l'histoire des guerres de paysans, des *Jacqueries*, des mouvements populaires du moyen-âge. En Belgique, les œuvres du poète flamand Jacques de Maerlant contiennent à cet égard les textes les plus hardis et les plus expressifs (2). Rien d'étonnant d'ailleurs à ce qu'apparaissent de telles idées. Les théories malsaines surgissent dans les

(1) Baudrillard, *Histoire du luxe*, t. III, p. 308. Luxe et démagogie.

(2) Maerlant se plaint des exactions et des abus des riches, il parle d'égalité et attaque la propriété avec un étrange pessimisme :

Gheve elken man
Wat dat syn is metten rechte
Wedert here syn of knechte

Want God maecte van der aerde
Alle die menscheit van ere waerde

(*Heimlicheid der Heimlichen*, v. 1824-1832.)

Of dat volc al comen si
Van den eersten Adame
Twi is deen edel, dander vri
Die derde eyghyn man daer bi
Wanen quam dese name ?
(*Wapene Martyn*, v. 470.)

Twe worde in die werelt syn
Dats allene myn ende syn
Mocht men die verdriven
Pays en vrede bleven fyn
Het ware al vri, niemen eyghen
Mannen metten wiven
(*Leven van S. Franciscus*,
v. 612).

Cf. Notre *Histoire des classes rurales*, p. 84. — J. te Winkel, *Maerlants werken beschouwd als spiegel van de dertiende eeuw*, Leiden, 1877.

esprits faux et aventureux, comme les auteurs du *Roman de la Rose* (1), ou dans les esprits aigris et révoltés de malheureux plus à plaindre encore qu'à punir, ou chez des ambitieux qui s'en font un tremplin politique et un instrument de succès, ou enfin chez des hommes sincères, mécontents des abus réels, mais emportés dans leur zèle de progrès à des exagérations et à des erreurs funestes. Il y en eut au moyen-âge, comme en tout temps, de ces diverses catégories. Les sectes nous en donneront encore des exemples. Parmi les politiciens on en trouverait d'autres qui échappent ici à notre analyse. Mais les plus sérieux adversaires des abus furent les réformateurs religieux, les prédicateurs et les docteurs, insistant sur les devoirs des riches comme nous l'avons indiqué plus haut et aussi les exemples des religieux, des pauvres volontaires.

Les textes cités de Rathier, de S. Bernard, d'Innocent III peuvent se compléter par bien d'autres et par les exemples et les remontrances des moines qui furent les protecteurs du peuple (2). Les textes des chartes prouvent assez clairement que l'Eglise encourageait l'émancipation et le faisait efficacement. On a fait remarquer avec raison combien la progressive

(1) Guillaume de Lorris et Jean de Meung. — Voir les notices qui leurs sont consacrées dans l'*Histoire littéraire de la France*. Il est remarquable que Heins van Aken, traducteur flamand du roman de *La Rose*, en a supprimé les passages les plus violents. Cf. Van der Kindere, *Siècle des Artevelde*, p. 142.

(2) Voir les remarquables textes groupés par le comte de Montalembert, *Les moines d'Occident*, t. VI, p. 129 et suiv.

émancipation devait être plus féconde que ne l'eût été celle résultant brusquement d'une grande Jacquerie et d'un mouvement populaire ou des utopies de l'égalité sociale. Il ne s'agissait donc pas de proclamer la théorie de l'*injustice* du servage, mais de l'améliorer pratiquement, et de l'émanciper progressivement; c'est ce qui s'est fait en réalité (1).

Avec une régularité, une patience tenace et sagement progressive, Papes, conciles, docteurs, institutions, améliorèrent l'état social des serfs, au nom de leur dignité humaine et chrétienne (2). Un pape du XII^e siècle Pascal II proteste même contre le nom de *servi* donné encore aux *famuli* de l'Eglise (3). Mais ce n'est pas l'histoire de l'émancipation des serfs et de l'influence de l'Eglise que nous avons à faire ici. Elle a été faite tant de fois (4). Nous ne faisons que l'histoire des *théories économiques*, et à ce titre, nous n'avons qu'à examiner ce seul point : *a-t-on compris le rapport existant entre la liberté et l'activité du travail ?* Mais on a accusé certains auteurs de

(1) Balmès, loc. cit., développe cette pensée avec de hautes considérations. Allard, op. cit.

(2) Voir entre autres les textes groupés par Albert Du Boys; *L'influence sociale des conciles*, Paris 1869, ch. 3 et suiv. Hettinger, *Apologie du christianisme*, t. v. p. 284. Le moyen-âge, dit ce dernier, nous a laissé environ 300 décrets de conciles, définitions synodales, ordonnances pontificales, en faveur des serfs.

(3) Thomassin, *Discipline de l'Eglise*, t. II, p. 477, *famuli Ecclesie* qui apud vos *servi* vulgo improprie nuncupantur.

(4) Systématiquement nous nous abstenons ici de toute indication de faits et même de sources sur les actes et la politique des affranchissements qui sortent de notre sujet.

notre période de défendre l'esclavage ; et nous ne pouvions laisser cette accusation sans examen, bien que l'erreur de quelques auteurs ne puisse en aucun cas contrebalancer ce grand mouvement social.

L'Eglise procura ainsi le progrès dans l'ordre et la paix ; avec une persistance énergique, ses représentants ont travaillé à améliorer le sort des serfs, ont même préparé la disparition du servage, l'ont réalisé de bonne heure en bien des pays, mieux que par les cris révolutionnaires de ceux qui déformaient les doctrines dans les luttes sociales. Tout n'est pas de proclamer la liberté des gens, il faut qu'ils soient armés et aptes à s'en servir. Et cela doit se faire avec sagesse par une préparation et une organisation.

Nous avons parlé du servage, c'est-à-dire des campagnes. Dans les villes s'affirmait la fière autonomie des communes et du travail des corps de métiers, libres et prospères. Nous n'avons pas à en décrire le développement. Ce serait faire de l'histoire sociale et civile, même celle du régime politique, et étendre outre mesure une étude des *théories économiques*. Le souci du bien populaire est loin d'ailleurs d'être passé sous silence dans les écrits politiques, mais on agit alors plus qu'on n'écrit. Jean de Salisbury par exemple y insiste comme une condition essentielle du bien de l'Etat. Voulez-vous que l'Etat soit brillant de santé et de force, dit-il (1), il faut

(1) *Polycrat.* VI, 20. Cf. Deminuid, *Jean de Salisbury* († 1180), Paris 1873, p. 114.

que les membres supérieurs se dévouent aux membres inférieurs, et que ceux-ci les payent de retour, qu'il y ait entre eux échange de bons offices et que chacun se persuade que le meilleur moyen de ménager ses intérêts est de pourvoir à ceux d'autrui.

Ce souci du bien général de la communauté inspire les conseils de bien des écrivains. Plus tard on y insistera encore, mais sans qu'il y ait sur cette question de la liberté civile, une théorie qui soit à citer au point de vue spécial, qui nous occupe ici, de l'activité industrielle ou de l'économie nationale.

§ 4. *L'entreprise industrielle et la rémunération du travail.*

Les diverses sortes de travaux méritent une rémunération ; elle est méritée par tout genre de travail utile et honorable. Mais comment vont se fixer le contrat de travail et la rémunération de celui-ci. Les théories sont bien pauvres ; à cet égard nous serons donc forcément courts ; tout est dans la coutume, mais la coutume est riche et a été souvent exposée. N'oublions pas que le moyen-âge des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles est l'ère de la petite industrie ; patrons et ouvriers y vivent ensemble, peu différents entre eux, presque de la même vie. C'est la petite industrie locale, domestique, née de l'étroitesse même du marché, entretenue, nous le verrons, par les règlements. La différenciation entre les classes commence à peine à se faire, nous le constaterons ; toute la vie économique s'en ressent. Travail et capital sont

côte à côte, et le capital n'est pas bien lourd ; l'instrument de production était souvent propriété de l'artisan ; le travail était autonome dans cette « catégorie » sociale. Certes il y aussi des ouvriers, mais à l'origine peu distincts, ils ne verront que peu à peu leur condition se différencier. Aussi la coutume corporative soignait assez leurs intérêts pour qu'ils ne songeassent guère à les discuter ; le débat était souvent dispute de famille. Cette situation était pacifiée encore par la solidarité chrétienne des parties. Tel était le régime général ; il faut s'en pénétrer pour se rendre compte de ce qui va suivre.

Personne ne songera à s'étonner de ne pas trouver ici l'analyse de l'organisation professionnelle du moyen-âge. Notre but, clairement défini, est d'exposer les théories économiques des auteurs de l'époque. Le régime corporatif, avec son esprit fraternel et religieux, son système d'association de métier, de monopole, de capacité, de garanties, de secours mutuels et de charité constitue une très remarquable organisation sociale de l'industrie et du travail. On peut y voir une foule d'applications des principes moraux et des opportunités économiques de ces siècles ; on peut en commenter l'esprit ; on peut aussi en dégager la signification économique et la portée ; mais les auteurs du temps n'en ont point fait le commentaire, l'exposé des motifs scientifique. On n'en trouve que des fragments dans les considérations éparses des règlements, des ordonnances, de quelques manuels professionnels. Ce régime qui

a donné de la force et de la sécurité à l'industrie médiévale, à la hiérarchie de ses membres, est né de la coutume, imprégnée des sentiments de l'époque, et déterminée ainsi par ses besoins et ses intérêts. Il n'a pas été constitué systématiquement.

Lorsque en France, sous Louis IX, le prévôt des marchands, Etienne Boyleau, rédigea le livre des métiers, il ne fit qu'une rédaction de coutumes.

Le régime même du monopole corporatif, l'exclusion de la concurrence extérieure, ne sont énoncés nulle part dans la littérature du temps.

Nous ne pouvons donc nous en occuper ici, en examiner ni le mécanisme ni les résultats économiques et sociaux. Au surplus ce régime a été bien des fois décrit et commenté à notre époque par les historiens et les économistes. Nous nous exposerions en reprenant le même travail, à faire besogne superflue, sans rien ajouter à leurs études, déjà fort complètes (1). Aussi bien n'est-ce pas là de la *théorie*,

(1) Ce sujet, qui sort totalement d'une étude des *théories*, a été souvent déjà traité par des auteurs d'opinions très diverses. Sur l'ensemble nous n'indiquons que les ouvrages les plus importants, toute réserve faite sur les idées qu'ils émettent,

Ouvrages publiés en France :

DEPPING, *Le livre des métiers d'Etienne Boyleau*, dans les *Documents sur l'histoire de France*. Paris 1837.

LEVASSEUR, *Histoire des classes ouvrières en France avant 1789*, Paris, 1859.

HUBERT VALLEROUX, *Les corporations d'arts et métiers*, Paris, 1885.

HYP. BLANC. *Les corporations de métiers*, Paris 1888.

G. FAGNIEZ, *Etudes sur l'industrie et la classe ouvrière à Paris au XIII^e et XIV^e siècles*, Paris, 1877.

et par conséquent ce n'est point notre sujet. Nous le rappelons, non pas qu'il y ait lieu de l'expliquer ici, mais parce que, pour comprendre la vraie signification de ce qui va suivre, pour saisir le travail au moyen âge, la théorie seule ne suffit pas. Nous invi-

C. DE RIBBE, *Les corporations ouvrières de l'ancien régime en Provence*, 1865.

MARC SAUREL, *Essai historique sur la législation industrielle de la France* (Revue d'Economie politique), 1892.

En Allemagne :

J. JANSSEN, *Geschichte des deutschen Volkes*, Fribourg i/B., t. I.

G. SCHANZ, *Zur Geschichte der deutschen Gesellen Verbände*. Leipzig 1870.

L. BRENTANO, *Die Arbeitergilden der Gegenwart*, t. I, Leipzig. 1871.

G. SCHÖNBERG, *Zur Wirtschaftlichen Bedeutung des deutschen Zunfthwesens*, Berlin, 1868.

K. VON ROHRSCHEIDT, dans les *Conrads Jahrbücher für Nat OEk und St.*, 1893.

En Angleterre :

G. HOWELL, *Le passé et l'avenir des Trades-Unions*, trad. Lecour. Paris, 1892.

J. THOROLD-ROGERS. *Interprétation économique de l'histoire*. trad. Castelot, Paris, 1892.

RILEY (Henri-Thomas), *Memorials of London and London life in the XIIIth, XIVth and XVth centuries*, being a series of extracts local social and political from the Early archives of the City of London. A. D. 1276-1419, ed. Cambridge, London 1868.

ASHLEY, *Economic history*, London, 1892-1893.

En Belgique :

L. VANDERKINDERE, *Le siècle des Artevelde*, Bruxelles, 1879.

PRINS, *La démocratie et le régime parlementaire*, 1887.

E. MAHAIM, *Les syndicats professionnels*, Bruxelles, 1893.

G. CRUTZEN, *Le système corporatif dans les Pays-Bas*, Gand, 1888.

G. KURTH, *Les corporations ouvrières au moyen-âge*, Bruxelles, 1892.

tons ceux qui nous lisent, et y trouvent les *théories* clairsemées des auteurs, de ne pas oublier qu'il y a une *coutume reçue* qui supplée à la théorie, et que cette coutume est riche en leçons précieuses, que nos *théories* doivent se placer dans le cadre corporatif.

Le décrire c'est faire l'histoire du régime du travail, nous n'y emprunterons que ce qu'il faut pour comprendre la théorie. En réalité la coutume corporative, réglant le régime du travail et les rapports des parties, suffisait alors aux besoins et la controverse théorique ne s'est guère produite sur les questions du travail.

I. LES PROFITS DE L'ENTREPRENEUR-ARTISAN.

L'entreprise industrielle donne un gain légitime. Ce profit a-t-il une limite ? L'idée de la rémunération du travail est affirmée partout ; elle est générale et concerne tout travailleur et non pas seulement celui qui loue son travail ! Mais ce profit résulte en somme du prix de vente de l'objet fabriqué. Ici la question devrait se dégager de la théorie du juste prix. Celui qui revend une chose peut notamment la faire payer plus qu'il ne l'a achetée, s'il y a fait un changement qui constitue un titre de profit. Quiconque rend un service en est ainsi rémunéré (1). Cela est vrai du marchand et *a fortiori* de l'industriel. La pratique corporative visait à assurer au producteur de quoi

(1) Endemann, *Studien in der Rom. Canonist. Wirtschafts und Rechtslehre*, t. II, p. 43 sq.

vivre convenablement en fixant les prix de vente. Mais quel est le prix de vente à fixer ? Il est clair que le prix de vente ne dépend pas toujours d'une détermination fixe, et il peut en résulter des profits plus ou moins élevés. Sans doute, la modération était la règle générale, et franchement on n'en voit guère de plus positive. La question est posée explicitement par S. Antonin de Florence (1); il s'en rapporte à une appréciation équitable d'après le travail, l'intelligence, la coutume du pays, le risque etc.

Nous avons vu sur cette matière le texte expressif, de Henri de Langenstein, où il analyse d'une façon remarquable les théories de la valeur *justus rerum valor*, mais nous avons réservé le facteur spécial de frais de production (2). Pour lui la valeur dépend bien de l'*indigentia* influencée elle-même par l'abondance des choses. Mais cette considération n'est pas la seule à envisager dans la détermination du prix du vente. L'Etat, tenant compte de la nécessité pour paysans et artisans de vivre, peut fixer un prix légal, point trop élevé toutefois, car les ouvriers doivent eux aussi acheter, pour vivre, ce qui leur est nécessaire. Nous y reviendrons plus loin à propos des prix. Mais le producteur, comment doit ou peut-il fixer son juste prix de vente et la valeur de son travail, à défaut de règlement public ? Il peut

(1) Nous le citons d'après G. Valenti, *Lavoro produttivo*, p. 364. Nous n'avons pas retrouvé le texte dans la *Summa*, sans doute à cause d'une indication incomplète.

(2) Voir plus haut, p. 72.

le fixer *raisonnablement* de manière à se rémunérer de son travail et de ses impenses, pourvoir à ses besoins et avoir de quoi aussi faire quelque aumône et dépense pieuse, mais non de façon à pécher par avarice. Tout cela en s'inspirant du désir de pourvoir à la fois à la vie présente et à la vie future (1).

Il est à remarquer qu'il s'agit dans un prix rémunérateur, de salaire du travail, impenses etc. du producteur : le capital est relativement peu de chose au moyen-âge, on le sait, et la mise de capital, comprise, si l'on veut, dans les impenses, entre nécessairement pour peu de chose aussi dans cette estimation (2).

En dehors de ces textes trop rares, il y a un système, une théorie parfois *exprimée*, mais plutôt *pratiquée* qu'il est intéressant de dégager, et que nous voulons au moins indiquer, car elle est caractéristique de certaines dispositions corporatives. Le maître a, en plus de l'ouvrier, à s'indemniser de ses frais de capitaliste-entrepreneur. Comment cela s'estime-t-il ? Dans notre vie moderne, le prix du marché est fort variable ; n'oublions pas qu'il y a, alors, des tarifs de prix. Le système ancien a pour but d'assurer la vie de l'artisan-maître de métier ; le quasi-monopole permet de poursuivre ce résultat. On cherche parfois à y égaliser les conditions de la concurrence, et toujours à assurer un prix rémuné-

(1) *De contractibus*, caput X, et XI.

(2) Cf. A. Loria, *Analysi della proprieta capitalista*, Torino 1889, t. II, p. 169, qui utilise les conclusions au point de vue d'une thèse spéciale que nous ne pouvons discuter ici.

rateur convenable (1). Tout cela se tient, et cette idée, poussée à l'excès, amènera plus tard les abus du monopole corporatif (2). Comment s'y prenait-on pour que les maîtres pussent vivre et, même parfois d'après certains textes, vivre de la même condition (3) ? On cherchait à procurer de bonnes conditions de vente, on limitait les apprentis, on tarifait la vente. Sur quelles bases ? Evidemment on tenait compte du prix de revient, mais comment estimait-on le *lucré* ou *profit* convenable ? Ici encore les éléments font bien défaut, car que faut-il pour que le maître ait de quoi vivre suivant sa condition ? On a si peu de chiffres et ils disent si peu de chose (4) ! La journée de travail du patron est payée un peu plus que celle du compagnon ; dans le prix de l'*unité* du produit, sa part est parfois supérieure, parfois égale, parfois inférieure à celle du salaire. N'oublions pas le caractère

(1) Sur ce caractère, voir Schönberg, op. cit. qui dégage fort nettement certains principes du droit corporatif. Les mêmes mesures n'existent pas partout. Item Faigniez op. cit. Cf. Ahsley, op. cit. Cf. plus loin la théorie de la fixation du prix légal.

(2) Des abus se sont produits même au moyen-âge. Ainsi en France, en 1351, on déroge au monopole des métiers, en vue d'abaisser les prix par la concurrence. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières* t. I, p. 393 sq.

(3) « Der eine Meister solle sich ebenso gut ernähren als der andere » dit une maxime des tisserands de Francfort s/M de 1377 citée par Schanz, op. cit. p. 11. — Forderung der Standesgemässen Gewinn am Einzelstück, dit Schönberg, op. cit. p. 63.

(4) Boulangers de Bale, 1256 : De una pistura speltae... duo solidi panificibus, unus pro lucro, alter pro sumptibus quos in pistando faciunt super crescunt, cité par Schoenberg, p. 67. Cf. divers textes dans les autres auteurs cités plus haut.

de la petite industrie et la modicité du capital engagé (1); il s'agit d'ailleurs, remarquons-le, de la part du capital et du travail dans l'*unité* produite. Tout cela est fixé dans bien des statuts. Il faut se placer sous l'angle voulu, pour l'apprécier exactement.

Quelle base de calcul prenait-on pour fixer le prix de vente? Si on fixait le prix de manière à remunerer le producteur, on ne voulait pas qu'il pût rançonner le consommateur. Nous avons dit bien souvent que le lucre devait être *modéré, raisonnable*. On peut vendre les choses à leur valeur, mais il est clair qu'*en pratique* la valeur des objets fabriqués dépend en grande partie des frais de production. Surtout dans un régime dont la concurrence est exclue par un monopole plus ou moins sévère, quand on fixe un prix de vente, il est tout naturel de le faire dépendre surtout des frais de production, quitte, pour d'autres objets à recourir à d'autres éléments d'estimation. Il n'en résulte nullement que la valeur dépende uniquement et directement des seuls frais de production et surtout du travail. Ces frais sont dans la pratique la norme de la fixation des prix du vente, dans la grande majorité des cas, surtout dans

(1) Cette proportion est variable, mais il apparaît clairement qu'en général à cette époque le maître n'a pas beaucoup plus que le compagnon. Loria *Analyse della proprietà capitalista*, t. II, p. 160 en a réuni une série d'exemples curieux dont il se sert d'ailleurs pour édifier un système que nous n'avons pas à examiner ici. Il y a parfois égalité de salaire, parfois une différence variable. Voir aussi beaucoup de chiffres pour la Belgique dans Vanderkindere, *Siècle des Artevelde*, p. 117. — Cf. Schanz, op. cit. p. 47.

un marché peu étendu, où la concurrence est limitée ; en outre ils peuvent être, par raison d'ordre public, la base d'une taxation garantissant à la fois le producteur et le consommateur contre des oscillations désastreuses. Le vendeur peut en principe se faire rémunérer de ses peines. Il est bon qu'il en soit ainsi, socialement utile et c'est la base des tarifications ; nulle part il n'est dit que ce soit là *mesure objective de la valeur* ; mais que le travail et les frais sont un titre suffisant de rémunération pour fixer *un juste prix* de vente des objets. On a cru pouvoir conclure de là que le moyen-âge voyait dans le travail la mesure de la valeur. Cette conclusion est exagérée. On admet parfaitement que cet élément entre dans le prix de vente, sans heurter le juste prix, *quasi stipendium laboris* (1), mais ce n'est nullement la mesure ou la loi générale de la valeur, ainsi que nous l'avons exposé plus haut. On admet qu'on puisse élever son prix de vente pour se rémunérer d'un travail ; nous avons vu qu'on garantissait même cette rémunération par des règlements. Robert de Courçon, par exemple (2), indique même une proportion de ce chef pour les marchands ; mais de là à en faire la limite de la valeur, il y a très loin. Certains auteurs,

(1) S. Thom. Aq., *Summ. theol.* 2^a 2^{ae} q. 77, art. 4, corp. et ad l.

(2) *Summa*, loc. cit. q. X, § 19, f^o 51. « Mercator debet attendere cursum venditionis secundum statum temporis et terrae et laborem quem circa mercaturam impendit. Etsi valet merces sua decem solidos et estimative credat quod pro labore suo debeat recipere duodecim denarios potest pro undecim vendere sine juramento et fraude. »

Dans Scot par exemple, ayant soutenu que les marchands ne pouvaient faire sur leur opération d'autre bénéfice que l'indemnité de leur travail et de leurs frais sans égard aux autres oscillations de valeur, est combattu par les canonistes les plus autorisés, au nom de l'opinion commune (1). On peut considérer le prix de revient de vente comme contenant légitimement le prix du travail, mais il est aisé de constater la portée exacte de cette notion. Les frais de production constituent donc *un* des éléments légitimes du juste prix ; ils sont non la *mesure* de la valeur (2), mais un facteur souvent influent de sa détermination (3).

Pourrait-on artificiellement élever une valeur courante pour la maintenir au niveau des prix rémunérateurs (4). Dans un but d'intérêt général, le pou-

(1) Molina, *De justitia et jure*. De contractib. disput. 348. Item de Lugo. *De just. et jure*, disp. 26, s. 4. Cf. Costa Rosetti, *Synopsis Philosophiae moralis*, Innsbruck 1883, p. 751 sq. et surtout la dissertation du même auteur, *Allgemeine Grundlagen der Nationalökonomie im Geiste der Scholastik*, Freiburg 1888, p. 93.

(2) C'est ainsi que nous croyons aussi devoir interpréter le texte suivant de Durand de S. Pourçain, *Decision. in libr. sentent.* éd. Paris, de Roigny, 1550. Il examine la nature de la vente, et son objet propre, à propos de la simonie, lib. IV, dist. 25, q. 3. « Labor operantis, dit-il (p. 315, n° 10), nunquam cadit sub venditione, sed solum opus... Emens non emit plus propter laborem, sed propter fructum operis ad quem nihil facit labor operantis. »

(3) Cf. Ashley, *Economic history*, I. p. 138 sq.

(4) Ant. Flor. *Summ.* t. II, tit. 1, cap. 16, § 2, ad. 5... Sed si pactum faciunt mercatores in simul quod certo precio vendant merces suas, et non minus, non tam per hoc intendentes se conservare indemnes, cum justum precium ponunt mercibus secundum valorem

voir public peut le faire. Les intéressés peuvent-ils le faire eux-mêmes, peuvent-ils agir sur les prix ? C'est la question même du monopole, dont nous reparlerons. Elle est clairement tranchée quand il s'agit de faire de gros profits ; en est-il de même quand il ne s'agit que d'éviter une perte ? La question est indiquée par S. Antonin de Florence. Il est juste, dit le vénérable auteur, que marchands et artisans gagnent un profit de leur labeur et soient indemnisés ; il reconnaît aussi qu'il serait désirable que les marchands pussent savoir à quoi s'en tenir sur le bénéfice qu'ils peuvent prélever, et que l'évêque le fixât comme le propose Hostiensis, mais cela n'est presque nulle part en usage. Si les marchands s'entendent pour fixer un prix, *non pas pour se préserver d'une perte, mais pour faire un lucre immodéré* ils deviennent monopolistes, ce qui est illicite.

Le régime corporatif tout en admettant le profit, et une certaine concurrence intérieure, cherche cependant, par diverses mesures, à éviter tout ce qui peut nuire à la situation des membres de la corporation. Nous avons déjà signalé ce souci qui se traduit de diverses façons, l'exclusion des forains, la limitation des apprentis, la défense des associations qui pourraient amener la rupture de l'égalité. Il y a même à cet égard des prescriptions très variées ; elles n'ont point partout la même portée. Il est clair que des inégalités se produisaient encore,

illius temporis, quam lucra immoderata querentes ex nimietate precii, pessimè faciunt.

malgré tout, à cause des différences d'aptitude, de chance, mais il y avait là parfois une pratique que MM. Schoenberg et Fagniez ont mise en lumière d'une manière remarquable. Il y eut aussi, surtout à certaine époque, tendance marquée avec excès à limiter le nombre des maîtres. Mais sur tous ces points la théorie est muette. Tout ce système est dans la vie corporative, dans les faits plus que dans la théorie. Nous ne pouvons donc ici que la signaler avec l'intérêt qu'elle comporte au point de vue des mœurs économiques, et comme un symptôme de l'esprit public. Il ne faut pas croire cependant que l'esprit d'*entreprise* ne se manifeste pas. Sans doute, diverses mesures convergent vers le maintien de l'indépendance du petit producteur, mais la lutte se produit ; quand le marché le permet, l'entreprise tend à se constituer, le *capitalisme* à se former en concentrant l'opération. Encore une fois, ceci serait sortir de l'histoire des idées, mais il est intéressant de signaler le phénomène ; la fabrique collective, organisée par une classe de commerçants entrepreneurs dominant une production à domicile, tend à se substituer à l'organisation corporative autonome. La lutte même se produit en divers endroits, cela se fait en dépit des prescriptions corporatives ; c'est l'histoire presque universelle de la différenciation industrielle dont nous trouvons partout de curieux épisodes. Nous ne pouvons ici que les indiquer ; si au moyen-âge il y a plus de travailleurs que d'entrepreneurs capitalistes, là aussi déjà on sent une transfor-

mation qui se prépare au moins dans les faits (1), sous l'influence des modifications commerciales externes.

C'est à mesure que s'opère cette transformation, que se marque aussi la différenciation entre maîtres et ouvriers, leurs intérêts se distinguent, sans aller toutefois jusqu'à l'hostilité, mais impliquant cependant des grèves, des conflits, tranchés souvent pacifiquement par les juridictions locales. Alors se forment aussi les compagnonages (2). C'est une autre ère, celle de la fin du moyen-âge et des débuts de la renaissance.

II. LE SALAIRE DE L'OUVRIER.

Le travail se fait sans doute en accomplissement de la loi, mais il est ordonné d'une manière immédiate à l'entretien de la vie. Le travailleur a donc droit à une rémunération temporelle. Ce salaire, *merces*, est même le but direct de l'activité de l'ouvrier qui s'emploie ou se loue au service d'autrui (3). L'homme en servitude n'a pas un vrai salaire ; il doit être nourri et entretenu par son maître. Donnez-leur ce qu'il leur faut, et puis réclamez leurs services,

(1) Cf. Schmoller, *Die geschichtliche Entwicklung der Unternehmung*, dans son *Jarhbuch f. Gesetzgebung* t. XIV, 1890, 4 heft. — Eugen Nübling, *Ulms Baumwollweberei im Mittelalter*, Leipzig, 1890.

(2) G. Schanz, *Zur geschichte der deutschen Gesellenverbände im Mittelalter*, Leipzig 1876. — Bruno Schoenlank, *Soziale Kämpfe vor dreihundert Jahren. Altnürnbergische Studien*, Leipzig, 1894. — Janssen, *Geschichte des deutschen Volks*, t. I. — Levasseur, *Histoire des classes ouvrières en France*, 1^e partie, Paris, 1859.

(3) Gilles de Rome, *Op. cit.*, cap. XV.

dit un manuel du XIII^e siècle (1) ; mais n'oubliez jamais que leur âme est indépendante. Et nous avons reproduit ailleurs ce grave conseil de ne pas surcharger les serviteurs, en souvenir de la dignité de leur nature. L'ouvrier qui loue ses services a en vue le prix dont on le paie ; c'est son gagne-pain ; et il ne faut pas en retarder le paiement. L'énergie du travail dépend de ce prix (2). Les données des écrivains du moyen-âge sont rares sur le régime du travail, et cependant on sait combien il était florissant dans l'admirable organisation des corporations de métiers. Les faits ici encore précédaient de fort loin l'analyse scientifique. L'action économique résultant des principes chrétiens, s'organisait par l'usage, avant que l'analyse s'y appliquât ; la législation, la coutume, inspirée par le développement spontané des institutions, n'était pas précédée des considérations de la science.

Le salaire, *merces*, est le prix de location du travail (3).

(1) *Le livre du Trésor*, de Brunetto Latini, éd. P. Chabaille, dans la collection des *Documents inédits sur l'histoire de France* 1863. Maître du Dante qui parle de lui dans la *Divine Comédie* (Enfer, Chant XV), B. Latini de Florence (1230-1294), composa en français une sorte d'encyclopédie assez dépourvue d'ordre, mais qui reflète néanmoins les idées de son temps. Nous aurons encore l'occasion de le citer. Voir liv. II, part. II, chap. 99, p. 442.

(2) Bernardin de Sienne, cité par J. Funk, op. cit. p. 142. — Gabriel Biel, le dernier des Scolastiques, recteur de l'Université de Tubingue (1485). *Collectorium sententiarum*, q. 10. Cf. H. Contzen, op. cit., p. 185.

(3) S. Thomas d'Aquin. *Summ. theol.* 1^a 2^{ae} q. 105, art. 2. Sicut aliquis mercenarius locat operas suas, ita etiam aliqui locant domum

Le principe qui y domine est celui du juste prix des services.

Ce principe de la *merces* (1), est très net chez S. Thomas d'Aquin ; il formule le juste prix dans son application au salaire.

Mais d'après quoi fixer ce juste prix du salaire ?

On n'est point sans quelques indications, mais si rares ! Il en est si peu même chez les moralistes, chez les canonistes. A peine une distinction entre les *operae liberales* et *illiberales* ; puis une phrase générale sur le juste prix de ces contrats (2).

Par ci par là, un exposé un peu plus long appliquant ces théories du juste prix, surtout chez certains canonistes plus récents, Lugo, Molina. Mais au moyen-âge, point, à nos recherches du moins. La coutume réglait cela à la campagne, de même en ville dans la corporation, et on ne dissertait pas. C'est par hasard, hors des livres de doctrine qu'on apprend quelque chose sur la forme des salaires, grâce à de vieux comptes ou à des chroniques. Il faut descendre

vel quaecunque ejusmodi... Ad 6 dicendum quod mercenarii qui locant operas suas, pauperes sunt, de laboribus suis victum quærentes quotidianum, et ideo lex [vetus] provide ordinavit ut statim est merces solveretur ne victus eis deficeret.

(1) *Summ. theol.* 2^a 2^{ae} q. 114, art. 1. Id enim merces dicitur quod alicui recompensatur pro retributione operis vel laboris quasi quoddam pretium ipsius. Unde sicut reddere justum pretium pro re accepta ab aliquo, est actus justitiæ ; ita etiam recompensare mercedem operis vel laboris, est actus justitiæ. Justitia autem æqualitas quaedam est...

(2) Par exemple Robert de Courçon, *Summa*, q. X, de locatione operarum, § 19 mscrt cité. f° 51.

plusieurs siècles pour arriver à des théories économiques sur ce point.

Résumons ce que nous avons trouvé.

Henri de Langenstein, auquel plus d'une fois nous avons déjà eu recours, s'occupe de l'estimation des travaux à faire, et de ce que peut en conscience réclamer un *laborator* pour les choses qu'il fait ou qu'il procure. Il répond qu'il pourrait bien se rendre compte de la valeur de ces choses sur le marché ; mais que s'il veut faire un calcul spécial, « *consideret pro quanto res suas vendendo statum suum continuare possit et se in ipso competenter nutrire et secundum hoc impensis et laboribus rationabiliter estimatis mensuret et precium operum.* » Il ne doit pas même s'en tenir strictement à cela, et peut chercher à avoir de quoi faire quelque aumône etc. Mais ces lignes ne concernent-elles pas le marché de l'artisan-entrepreneur (1787 code civil) plutôt que le salaire ? En tout cas on pourrait inférer une analogie (1). Nous verrons d'ailleurs que pour les artisans la coutume du moyen-âge n'est pas douteuse.

La justice en matière de salaire est invoquée et expliquée à un autre point de vue à la fin du xiv^e siècle, par S. Antonin, qui dans sa ville épiscopale de Florence, assistait, dit-il, à des artifices d'ava-

(1) De contractibus l^a pars, cap. XII. Ce qui pourrait faire pencher pour l'appliquer aux ouvriers, c'est qu'il emploie le mot *laborator* tandis que pour les artisans il emploie au chap. précédent le mot *artifices*. — *Laborator* peut être aussi pris pour le mot générale.

rice frauduleuse pour réduire le salaire des ouvriers tisserands. Il y expose que le salaire se stipule tantôt en argent, tantôt en nature, qu'on ne paie pas au terme, qu'on paie en fausse monnaie, qu'on paie le salaire-argent en marchandises inutiles ; ou le salaire-nature en surfaisant le prix, tous artifices destinés à exploiter les pauvres gens et qu'il blâme vivement. Il dit notamment aussi — bien que le texte ne soit pas fort clair — que si on donne à l'ouvrier comme salaire en nature des marchandises de valeur réduite, de façon à ce qu'il n'ait pas ainsi le salaire réputé convenable suivant l'estimation commune (1), et qu'il ait dû accepter par pauvreté ce salaire réduit pour se nourrir lui et sa famille, l'employeur est obligé de suppléer plus ou moins, car l'ouvrier mérite son salaire en justice, et on heurterait l'égalité de justice de même qu'en matière de vente où on ne peut acheter en dessous du juste prix aux dépens du vendeur nécessaire. Ces textes bien qu'écrits en termes assez peu clairs, sont cependant expressifs ; ils insistent sur l'idée de justice dans la prestation du salaire, et condamnent les artifices variés que l'on poursuit encore aujourd'hui sous le nom de *Truck-System* (2).

(1) *Debitum lucrum de labore secundum communem estimationem.* — *Congrua merces laboris.* Voir tous ces détails : *Summ. theol.* tit. I, cap. 17, § 7 et sq.

(2) Voici plusieurs citations curieuses : S. Anton. Florent. *Summ. theol.* tit. I, cap. XVII, § 7 : *In solutionis diminutione et tarditate fit fraus seu damnum, quando non solvitur laboranti pro opere suo termino debito ; quod faciunt multi non tam ex impotentia quam ex*

Mais quelle est cette *merces congrua*, etc.? C'est ici qu'à part l'aperçu cité de Langenstein, les textes anciens font défaut, car nous nous limitons à eux sans recourir à ceux des siècles suivants qu'on peut invoquer dans les études non historiques, tels que ceux de Molina, Lugo et autres.

avaricia... aliqui etiam dant eis falsas monetas pro bonis: aliqui eis subtrahunt de debito diversis viis. Sed quid...

§ 8. Si on a stipulé un salaire *en argent*... Cum quis conducitur ad aliquod opus, si promittit sibi dare pecuniam, non debet illi dare victualia vel pannum vel alias res nisi in quantum velit ipse conductus sua sponte: vel nisi alio modo non possit sibi solvere ex defectu pecuniae, sed tunc si ille non indiget usu illius rei puta panni sed vendere ut habeat pecuniam pro aliis rebus emendis, illud damnum quod inde sustinet in minus vendendo debet conductor resarciri ex quo pactum fuit de pecunia et involuntarius alias res recepit.

Mais si on a stipulé *en nature*, d'après le prix probable et qu'il est moindre... il y a diverses combinaisons qui sans être toujours injustes sont peu recommandables. Nota tamen quia si ex hoc non accipit textor (l'ouvrier tisseur) debitum lucrum de labore suo secundum communem estimationem, sed diminutum... sed quia pauper est et debet eum accipere etiam mino minus ut se et familiam sustentet, tunc utique setariolus sibi tenetur dare supplementum usque... quia sicut dignus est operarius mercede sua ex debito justice, ita et conveniente mercede alias esset contra equalitatem justicia: sicut in contractu emptionis et venditionis est injusticia et peccatum cum res emitur minus justo precio ex necessitate venditoris. Sed si quantitas reputatur congrua merces laboris videtur posse illud et si turpiter inventum admitti. Verum quia talia communiter inventa sunt ad decipiendum et opprimendum pauperes, ideo inducendi sunt setarioli et retagliatores quod abstineant a talibus et ex factis hujus fraudibus satisfaciant levis vel pauperibus erogant si non gravaverunt notabiliter textores. Et idem dicendum de aliis conducentibus laborentes ad alia artificia et exercitia. Sed de setariolis et textoribus dictum est quia hujusmodi multum Florentie practicatur.

Pour se rendre compte de cette *estimatio communis*, il faut donc recourir aux faits, aux usages. Que répondent ceux-ci ? On sait aussi combien conjecturales sont les appréciations de valeurs anciennes en fonction du salaire nominal, du prix des denrées et du pouvoir de l'argent. Groupons quelques indices. Ils concernent et des ouvriers ruraux et des ouvriers-compagnons de corps de métiers. Il est vrai que pour ces derniers le monopole était favorable en limitant singulièrement la concurrence des maîtres, cette concurrence existait cependant et les patrons de métiers avaient aussi parfois maille à partir avec leurs ouvriers.

Il semble résulter de l'ensemble des données que le salaire suffisait normalement à la vie du travailleur. Nous avons trouvé la citation d'un texte curieux dans ce sens, dans un règlement minier de 1300 (1) ; d'autres indications peuvent s'y joindre, d'où il semble bien résulter que la vie matérielle de l'ouvrier était satisfaisante à cette époque, sauf aux époques de crise, fréquentes, où naturellement tout le monde souffrait beaucoup des guerres et des ruines.

Que représentait le salaire d'alors ? C'est ce qu'il est bien difficile de déterminer et nous ne faisons ici qu'une étude des *idées* et non de la *vie* économique. N'oublions pas qu'une grande partie du salaire se

(1) Ita etiam esse consideratio pietatis, ut pauperibus laboratoribus tale precium computetur de quo valeant et sustentari ne propter defectum alimentorum, necesse cogantur rapere aliena. Cité par L. Verkauf, *Gesetzgebung der Bergarbeiter in Deutschland*. Nous n'avons pu contrôler l'exactitude de ce texte.

payait en nature, que souvent aussi le compagnon de métier, avait chez son maître, table et logis. Rappelons aussi que le salaire du compagnon diffère parfois peu de celui du maître, ce qui est significatif. Il paraît d'après les chiffres recueillis que la rémunération du travail était bien suffisante à la vie. Les données réunies à ce sujet par divers écrivains sont remarquables. Citons par exemple un extrait d'*Eyn chrislich Ermanung* donné par Jaussen (1) : « Sache, compagnon, qu'une dépense exagérée pour tes habits ne te convient pas... Ne dis pas : Je gagne un bon salaire, je peux bien me le permettre, car ton âme ne peut se le permettre... Il est juste que tu reçoives un bon salaire, tu dois être bien nourri ; tu peux, si tu le veux, avoir trois ou quatre habillements... mais souviens-toi que la prodigalité te dérobe ton âme... » Nous nous sommes convaincus, dit M. Van der Kindere (2), parlant des artisans du xiv^e siècle, que leur vie matérielle était satisfaisante. Dans les années de paix, alors que l'industrie était prospère, leur gain normal suffisait pour leur procurer le bien-être d'alors. Les exemples qu'il donne prouvent que les salaires étaient élevés relativement aux objets de première nécessité. Il y a longtemps que Leber a constaté que ceux-ci étaient relativement beaucoup moins chers que les objets de luxe, en comparaison des prix de nos

(1) *Geschichte des deutschen Volkes*, I, p. 340. -- Notons que l'écrit cité est de 1513.

(2) *Le siècle des Artevelde*. Bruxelles, 1879, p. 133.

jours⁽¹⁾. Des conclusions analogues sont acceptées par M. Dareste de la Chavanne pour les classes agricoles en France ⁽²⁾, et M. Siméon Luce apporte des faits remarquables quant au taux élevé du salaire des mineurs du Lyonnais et du Beaujolais au xv^e siècle⁽³⁾.

Les exigences des ouvriers en certains endroits prouvent que leur ordinaire était très convenable. Il est vrai que ces textes se rapportent en partie au xv^e, même au xvi^e siècle ; il y en a aussi de plus anciens mais on est pauvre de renseignements. On sait combien il est malaisé de faire l'estime du prix d'autrefois et de se faire une idée du pouvoir comparatif de l'argent et du salaire aux diverses époques ⁽⁴⁾.

Il ne faut sans doute pas en conclure que tout le monde est dans l'abondance. Il y a des époques de disette, de guerre, de désordre et de souffrance. Il y a aussi des artisans dans le besoin, il y en a qui ont de la peine à se suffire. Fagniez croit même que les chômages et les rabais étaient assez fréquents et la concurrence des bras à Paris effective, bien qu'il se déclare dépourvu de preuves suffisantes pour risquer une appréciation. Il ne faut pas oublier d'ailleurs que

(1) Leber, *Essai sur l'appréciation de la fortune privée au moyen-âge*, 1847.

(2) *Histoire des classes agricoles en France*, Paris, 1858, p. 527.

(3) *La France pendant la guerre de cent ans*, Paris, Hachette, 1890, p. 363.

(4) Sur l'estimation des salaires aux diverses époques et les conclusions. Cf. en France, P. Beauregard, *Essai sur la théorie des salaires*, Paris, 1887, et en Allemagne Lamprecht, *ouvr. cité*, t. II, p. 604 et suiv.

la plupart des indications que nous possédons concernent la catégorie des *compagnons* de métiers (1). Il y avait assurément des gens qui avaient de la peine à vivre, il y en avait même parmi les patrons, mais il s'agit de l'impression générale qui se dégage des documents qu'on possède jusqu'à ce jour sur la pratique des salaires.

On peut donc considérer comme établi qu'on appliquait au salaire la règle de justice du juste prix des contrats ; qu'on n'admet pas les altérations de salaire ; que le juste prix comme en matière de vente repose sur l'égalité approximative des prestations ; que l'opinion commune appréciait cette égalité ; qu'en fait le salaire des ouvriers du moyen-âge suffisait d'ordinaire convenablement à leur entretien, bien qu'il y eût aussi alors une certaine concurrence tendant à les réduire ; oui, les indications manquent de précision suffisante, mais les institutions corporatives donnaient aux compagnons des garanties de fixité et sans doute on tâchait là aussi que chacun vive de son travail, appliquant un principe que nous avons signalé.

Il importe de faire remarquer aussi que le régime corporatif assurait aux membres une série de *subventions* et de secours dont il est difficile de calculer le montant, mais dont il est impossible de méconnaître l'importance.

(1) Hubert Valleroux, *Les corporations d'arts et métiers*, Paris, 1885, p. 45. Le compagnon du métier privilégié avait nécessairement une meilleure situation, un gagne-pain plus sûr ; mais il y a aussi des indications pour d'autres ouvriers, notamment pour les ouvriers des campagnes.

Pas de théorie sur l'organisation du travail. Certes on connaît le travail à la journée, celui à la pièce, à l'entreprise ou *convenance* mais les théoriciens ne s'en occupent guère et ne donnent pas leur avis sur cette question. De fréquents débats surgissent dans les métiers; nous y retrouvons bien des questions analogues à celles de nos jours, mais la théorie ne présente nulle part un système défini, et pour traiter cette question il nous faudrait faire l'histoire même du travail(1).

Les règlements déterminent le mode d'organisation du travail. On a bien souvent analysé les statuts corporatifs; on y trouve bien des mesures et sur le paiement des salaires, sur le travail à la journée ou à la tâche, sur les heures du travail, sur le travail des enfants et des apprentis, toutes destinées à protéger les ouvriers et à empêcher les abus de la concurrence.

Des conflits surgissent aussi; ils nécessitent parfois soit des arbitrages, soit l'intervention des autorités publiques. Mais ces arrangements sont facilités par les institutions corporatives. Il y a des taxations de salaire (2) dans les métiers et aussi dans la loi, il y a des *maxima*, comme ce fut le cas en Angleterre, après la grande peste qui diminua le nombre des bras et rendit l'industrie très difficile.

(1) Voir les sources citées sur l'ensemble, notamment Schanz, Fagniez. Cf. aussi *Le menagier de Paris*, traité de morale et d'économie domestique composé à la fin du xiv^e siècle par un bourgeois de Paris, éd. Pichon (Société des bibliophiles français). 1847, t. II, p. 53. — Quelques détails intéressants dans Rochard, *Mahaut, comtesse d'Artois*, Paris 1877. p. 260, etc.

(2) Schanz, op. cit. — La réglementation anglaise présente des considérants intéressants; ils sont rapportés dans les *Memorials of*

La concurrence exerçait une certaine action sur le travail. Le fait ne peut être douteux. Il y avait des cas où malgré l'organisation corporative ou bien en dehors d'elle, l'adaptation du travail au marché n'était pas exacte, mais l'esprit de l'époque et l'organisation restrictive du monopole ne comportaient pas les effets d'une concurrence extrême, « sans prêter d'ailleurs, comme l'insinue M. Fagniez⁽²⁾, aux fabricants du moyen-âge, un désintéressement supérieur à la nature humaine. » La stabilité devait résulter, en temps normal, de l'ensemble du système.

A partir du ^{xv}^e siècle surtout, des divergences se produisent dans les intérêts ⁽³⁾ et l'exemple cité par S. Antonin prouve aussi que l'avarice portait les patrons à diminuer les salaires. L'entente n'existait pas toujours entre patrons et ouvriers. La lutte pour l'élévation des salaires se manifeste ; et la corporation, si elle fournit le moyen de trancher le conflit, ne l'évite pas toujours. A mesure que le maître devient plus distinct de l'ouvrier, qu'une classe ouvrière se forme, ce fait s'explique mieux et le compagnonage donnait force à l'ouvrier. Nous avons bien des exemples de ces conflits. Ces contestations ne prouvent pas l'insuffisance du salaire. Nous n'avons d'ailleurs que peu de renseignements sur

London and London life cités plus haut. Dans une pétition adressée à Édouard III en 1350 les maîtres demandent une règle des salaires disant qu'ils ont moins de profit et que le public y perd.

(1) Faigniez, op. cit. p. 87.

(2) Sur l'ensemble Schanz, et Schoenlank, ouvrages cités.

les *idées*, les théories régnautes sur les conflits de ce genre. On sait les procédés du gouvernement mettant des taxes de salaires en Angleterre; on a en France aussi des mesures réglementaires. En Allemagne les municipalités intervenaient et pratiquaient un arrangement etc. Ces conflits sont parfois assez vifs, surtout vers le xv^e siècle. On signale aussi des sortes de grèves antérieures, mais bien peu et dont on connaît mal l'histoire (1). La coalition, ayant pour objet d'arriver par la contrainte à élever le prix du salaire, était mal vue par les jurisconsultes qui la réprouvent à divers titres. Beaumanoir (2) s'élève contre les gens qui conviennent de ne travailler qu'à un prix plus élevé et menacent de sévir contre ceux qui ne tiendraient pas parole. Il déclare cette convention contraire à l'ordre public; jamais à ce compte un ouvrage ne se ferait à bon marché et on se ferait dans chaque métier payer toujours plus que de raison. De même en est-il de Jehan Boutillier (3), qui s'élève contre ceux qui s'efforcent en une ville ou pays de faire assemblée de gens, disant qu'il leur faut avoir tel gain de leur métier; il les argue du crime de monopole, et veut leur appliquer la loi romaine *De Monopoliis*. Mais nous

(1) Ibid. Dès le xiv^e siècle en Angleterre, V. Ashley, II, p. 103 sq. Cf. L. Smith, *Les coalitions et les grèves d'après l'histoire et l'économie politique*, Paris, 1885. — C. Renault, *Histoire des grèves*, Paris, 1807, etc.

(2) *Coutumes du Beauvoisis*, ch. 30, n. 62, ed. Beugnot, t. I, p. 429.

(3) Jurisconsulte, né peut-être à Tournai où il fut lieutenant du grand bailli vers 1392. Cité par Smith, op. cit.

croions qu'il s'agit là plutôt de coalition d'*artisans*. C'est bien semble-t-il l'opinion de M. Fagniez qui en cite des exemples (1). Les règlements municipaux, corporatifs, royaux, et les arbitrages avaient pour but d'ordonner la question des salaires, sans l'intervention de coalitions de lutte ou de les apaiser le cas échéant (2).

L'ouvrier de la corporation avait organisation et protection, mais il n'était pas privé de droits et des moyens de les faire valoir, et il y trouvait des avantages précieux.

L'esprit religieux de confraternité et de charité qui régnait surtout dans les corporations au XIII^e siècle facilitait la solution des difficultés. La décadence plus ou moins rapide de cet esprit dans les siècles suivants a été une des causes principales des conflits qui ont surgi, bien que le mécanisme lui-même offrit encore des moyens favorables à leur apaisement.

III. LES PROFESSIONS LIBÉRALES.

Nous n'en dirons que deux mots, car elles sortent en réalité de notre sujet.

Nous l'avons vu, il y a des travaux d'ordres divers. Leur utilité n'est pas contestée assurément, mais il s'agit de les examiner ici au point de vue

(1) Op. cité p. 118, 119.

(2) Ashley, op. cit. t. II, p 103 sq. cite un passage remarquable des *Memorials* montrant l'autorité des gardiens des *Crafts* pour faire respecter l'ordre et finir les *grèves* qui ne portent pas leur nom moderne mais sont fort bien décrites.

économique. Certaines choses par leur nature sont hors du commerce, notamment les choses spirituelles, et l'infraction à cette règle constitue le péché de simonie. Nous n'avons pas à examiner la question au point de vue du clergé, mais certains auteurs s'avisent de défendre aux avocats etc. de vendre leurs services, sous prétexte qu'ils sont de nature spirituelle.

Robert de Courçon est très sévère à leur égard, et il est peu probable que son avis fût pratiqué dans sa rigueur ; il ne leur permet de recevoir des rémunérations modérées que s'il n'ont pas d'ailleurs de quoi se suffire et encore sans en faire contrat, mais il reconnaît d'autre part, que les clients doivent leur attribuer des indemnités convenables(1). La valeur de ces services, dit un économiste italien, Nifo, ne peut guère se mesurer en monnaie ; ils ont cependant droit à une rémunération mais on ne voit pas souvent trafiquer du savoir comme d'une marchandise.

S. Thomas rencontre cette idée et fait valoir qu'ils ne sont pas obligés par leur fonction de distribuer leurs conseils, qu'on ne peut leur reprocher de vendre *la vérité* ou *la science*, car ils ne font que louer le libre concours de leur travail et il leur est permis d'en recevoir un prix modéré(2).

(1) A. Nifo (1493). Fornari, op. cit. p. 107 sq.

(2) *Summ. theol.*, 2^a 2^{ae} q. c. art. 3 ad 3. — Cf. q. LXXI, art. 4. *Licet advocatis pro patrocinio suo in aliorum causis exhibito, pecuniam moderate suscipere secundum personae conditionem et regionis consuetudinem.*

CHAPITRE VII.

LE CAPITAL, SON RÔLE ET SA MISE EN VALEUR.

Toute la question du capital au moyen-âge est dominée par la grande théorie de l'usure ; nous allons donc d'abord l'exposer au point de vue économique, en la rattachant aux principes généraux, et examiner les divers modes de mise en valeur des richesses au moyen-âge.

§ 1. *La doctrine de l'usura.*

I. LES PRINCIPES ET LEUR INTERPRÉTATION.

La théorie de l'usure domine en quelque sorte la vie économique du moyen-âge. Nous exposons la théorie, et il ne peut entrer dans notre plan d'exposer le développement même de la législation canonique. Tout le monde est d'accord pour reconnaître que la pratique de l'usure sous toutes les formes est prohibée sévèrement, et s'entend de tout accroissement non justifié au principal d'une dette : *Quidquid sorti accedit*.

Ces principes trouvent leur consécration dans une série de textes du droit canonique, dans des

décrets de conciles et dans des constitutions pontificales. Nous n'avons pas à refaire cette histoire ; mais à analyser l'idée économique et sociale qu'elle révèle. L'histoire elle-même est cependant curieuse et instructive ; on la trouvera par exemple, en grand détail d'érudition, dans les études du professeur Funk, de l'Université de Tubingen (1). D'après lui, l'acte le plus important se trouve dans le décret du concile de Vienne de 1311 (2), mais bien des conciles particuliers s'en occupent et organisent contre l'usure des pénalités de divers genres. Les scolastiques ont ensuite commenté la défense de l'*usura*, et y ont joint des considérations à la fois économiques et juridiques (3).

On ne s'imaginera pas que nous allons exposer ici la grande controverse de l'usure (4) qui a provoqué

(1) F. X. Funk, *Zinsgesetzgebung in Mittelalter*, dans les *Tubinger Universitaets Schriften*, 1876.

(2) Clement. unic. *de usuris*, lib. V, tit. V, § 2, Clement V. in Concilio Viennensi "Sane si quis in illum errorem inciderit, ut pertinaciter adfirmare proesumat, exercere usuras non esse peccatum : decernimus eum velut haereticum puniendum, locorum nihilominus ordinariis et haereticae praevitatis inquisitoribus districtius injungentes ut contra eos quos de errore hujus modidiffamatos invenerint aut suspectos, tanquam contra diffamatos, vel suspectos de hoeresi procedere non omittant. "

(3) Les textes canoniques se trouvent au Décret de Gratien, pars I, causa 14, et aux Décrétales de Grégoire IX (1234) liv. V, tit. 19, et Clementine unic. § ult. (décret du Concile de Vienne en 1311). — Il faut y joindre, dans les temps modernes, l'encyclique *Vix pervenit* du Pape Benoît XIV (Lambertini) de 1745.

(4) S. Carrière, *De contractibus*, n° 1111 donne une bibliographie détaillée. Elle augmente encore chaque année.

et suscite encore de nos jours des discussions saines. Nous inclinant devant l'Autorité suprême qui garde le dépôt de la vérité morale, nous nous bornons à examiner ici au point de vue historique et économique l'état de cette question. Quelle que soit l'interprétation de la matière dans la vie moderne, on ne peut contester les rapports intimes que présente son application avec le *moment* historique du moyen-âge. Le travail, nous l'avons dit, était considéré comme le titre lucratif essentiel. Mais il y a des richesses qui ont un usage par elles-mêmes ; d'autres au contraire dont tout l'usage consiste dans leur consommation, de telle façon qu'on ne puisse les employer qu'en les détruisant. Au nombre des premières se trouvent par exemples les maisons, les animaux etc. On peut donc percevoir un prix de celui à qui on les loue, ce prix représente leur usage même. Il en est autrement de l'argent. Que peut-on faire de l'argent, quel service peut-on en tirer sans le dépenser ? Aucun ! Donc tout l'usage est dans la consommation même de la chose ; on ne peut en garder la propriété en le prêtant ou le louant, car celui qui le reçoit en prêt ou en location ne peut s'en servir sans le dépenser, donc doit en être propriétaire.

Qu'est-ce que cet argent, si ce n'est un moyen d'échange, dont l'emploi, la dépense, donnera, d'après les cas des résultats plus ou moins utiles, si celui qui le possède est prudent, actif, intelligent. Si cet argent est bien employé, il deviendra un capital, on

en tirera peut-être un profit, mais ce profit sortira de l'habileté de celui qui en fait l'usage, et par conséquent ce profit est à lui, c'est le fruit, la rémunération de son activité.

On voit en quelle mesure on peut dire que le système repose sur la théorie dite de la *stérilité de l'argent*. Tirer du profit de l'argent était certes très possible; on en a plus d'une preuve; mais ce n'était pas le cas général. L'argent servait à la consommation, s'amassait en réserves, mais l'industrie n'avait pas l'activité qu'elle eut plus tard. Encore dans la théorie économique de nos jours on qualifie de capital, la richesse produite employée à une opération productive nouvelle; cette destination étant très répandue aujourd'hui, la notion du capital s'est étendue; mais alors n'était capital que le capital en acte. L'échange lui-même n'était qu'un instrument d'échange consommable. Toute la question repose donc sur la distinction entre la monnaie-métal et le capital actif et exploité; le développement auquel nous assisterons confirmera, pensons-nous, cette appréciation souvent énoncée (1).

(1) J. Funk, op. cit. p. 146 à 149. S. Antonin de Florence exprime très clairement la productivité du capital, dans le sens expliqué plus haut : « Pecunia ex se sola minime est lucrosa, nec valet se ipsam multiplicare, sed ex industria mercantium fit per eorum mercationes lucrosa. » Bernardin de Sienne, son contemporain est beaucoup plus explicite, il perçoit une sorte de capital virtuel et énonce comme suit la nature du capital : « Pecunia... non solum habet rationem simplicis pecuniae vel rei, sed etiam ultra hoc quandam

Le fonds pécuniaire n'a par lui-même aucune force productive, aucune utilité actuelle ; il lui faut l'application de l'homme pour réaliser quelque utilité. La terre, les choses corporelles, ont toujours leur utilité immédiate et continuelle, elles ont leur usage par elles-mêmes ; un fonds de réserve n'a pas d'utilité, d'usage permanent. On ne peut que le consommer, à moins que le travail ne vienne l'exploiter (1).

Telle est la théorie du moyen-âge. L'argent, disent les auteurs, est stérile, on ne peut donc vendre son produit ; ce serait vendre ce qui n'existe pas (2). Mais ont-ils dit qu'il était impossible de tirer un bénéfice d'une somme, d'un fonds ? Non pas. Ils admettent fort bien qu'on puisse *de pecunia lucrari*. Mais ce *lucrum* ne sort pas de la *pecunia* ; il résulte de l'application du travail au fonds. Le travail peut donc faire produire un bénéfice à l'argent (3). Mais,

secundum rationem lucrosi, quam communiter capitale vocamus — cité *ibid.*

Cf. sous réserves, Th. v. Inama Sternegg, *Das Zeitalter des Credits*, Prag., 1881, p. 9, etc., Arnold, *Zur Geschichte des Eigenthums*, p. 92, etc.

(1) De là la justification du loyer, et du prix de location compensant l'usage. L'argent par lui-même n'ayant pas d'usage distinct de la consommation ne peut se louer. « Locatio proprie convenit rei ejus usus potest separari a substantia, sequitur quod pecunia secundum rei veritatem non est locabilis. » Buridan, *op. cit.* lib. 1, q. 12.

(2) Venditur id quod non est. S. Thomas d'Aquin, *Summ. theol.* 2^a 2^{ae} q. 78, art. 1, corp.

(3) Gilles de Rome reprenant l'argument de la stérilité de l'argent, lib. 2, pars 3^a cap. XI. ajoute ces explications qui nous

dira-t-on, ce système est en opposition avec l'interdiction du prêt; pas du tout, l'argent n'est productif qu'avec le secours du travail, celui donc qui donne en *mutuum* un fonds d'argent non exploité donne une chose improductive. Si l'emprunteur exploite par son travail la somme prêtée, elle sera productive entre ses mains, mais le prêteur ne peut raisonnablement prétendre à un droit sur ce produit puisque le travail s'opère par un autre sur un fonds qui n'appartient plus au prêteur. L'emprunteur maître de la somme en vertu du contrat doit en rendre l'équivalent en vertu de ce même contrat. Dans l'intervalle il s'est servi de la somme donnée, et a bénéficié de ses opérations. Quel droit le prêteur aurait-il à ce lucre? Aucun, évidemment; il s'enrichirait de la sueur d'autrui. Le propriétaire du

montreront la vraie portée de la théorie et de la stérilité : *In usura usus rapitur et usurpatur... quia concedendo usum denarii concedit substantiam ejus, concedendo vero substantiam non ulterius spectat ad ipsum usus ejus; quare si de usu pensionem accipiat, vendit quod non est suum vel accipit pensionem de eo quod non spectat ad ipsum.* Ce texte démontre que Gilles de Rome admettait que l'*usus* de l'argent pût produire une *pensio*, bien que l'état naturel de l'argent dans sa substance fût évidemment improductif. Il est certain que la productivité de l'argent, par l'action du travail était comprise au moyen-âge. On peut de *pecunia lucrari*, S. Thomas, *Summ. theol.* 2^a 2^{ae} q. 78, art. 2 ad 5. Cela est d'ailleurs évident, car les auteurs ne pouvaient se refuser à constater les profits du commerce, *mercatores de pecunia sua lucrari soliti*. Enfin l'auteur de l'opuscule *De usuris* attribué à S. Thomas d'Aquin, aux chap. 11, 12 et 14 prouve parfaitement qu'il connaît et apprécie la fécondité du capital marchand.

fonds au lieu de recourir au *mutuum*, pourrait l'exploiter lui-même ; *lucrari de pecuniâ* par sa propre industrie. Il ferait très bien, pourvu que son industrie soit honorable. Il aura donc un bénéfice. Mais ce travail qu'il applique au fonds, il pourrait l'appliquer aussi par intermédiaires, par ses serviteurs, ou par des travailleurs *ex conducto*. Le bénéfice lui demeurerait naturellement acquis ; car le fonds lui appartient toujours, il ne fait pas de gain illégitime, car ce travail loué, il le paie. Ce travail loué peut être rémunéré par une part des bénéfices du travail. Le cas est le même. C'est une sorte de contrat de société. Ce contrat au lieu d'être unilatéral, peut être réciproque ; les deux parties peuvent apporter fonds et travail, et procéder à une division équitable des bénéfices. C'est le contrat complet de société. Toutes ces formes d'exploitation du fonds, et de perception de bénéfice sont parfaitement licites (1). Elles se sont toutes rencontrées ; les contrats de

(1) L'auteur de l'opuscule cité *De usuris* démontre la licéité d'un de ces contrats d'une façon qui confirme admirablement notre thèse. Cap. 11. De his quae committuntur bonae fidei aliorum ad lucrum quaestio est... (si) ita sit commissio quod non transeat dominium... potest sperari lucrum sine vitio usurae, quia tunc commissum est pecunia vel res alio sicut servo et ministro qui de re domini negotiantur ad utilitatem domini sui ; et ideo committens potest sperare lucrum, sicut ex re sua, et sic non accedit sorti nec possidetur sine justo titulo, quia sicut rei propriae partem recipit, non tamen partum numismatis ex numismate immediate, sed partum ipsarum rerum quae per numismata sua sunt acquisitae justa commutatione. S. Thomae, *Opera* éd. de Parme 1864, t. XVII, p. 420.

louage de travail, de comende, et de société sont très fréquents dans la vie commerciale du moyen-âge. Il est donc certain, répétons-le, que les profits étaient licites dans l'industrie et le commerce, mais ces profits devaient provenir d'un titre légitime.

Le point de vue qui domine l'appréciation des modes d'emploi du capital est celui-ci : y a-t-il un travail fait par le propriétaire du fonds, une opération productive faite par lui ou en son nom, qui justifie sa perception de bénéfices ?

Le fonds de consommation improductif ne pouvait donner lieu à la perception d'un revenu, aucun titre ne l'eût expliqué (1).

Les notions que nous venons d'exposer ont à nos yeux une importance très grande pour apprécier sous leur vrai jour les théories du moyen âge. Cet exposé nous préserve d'attribuer, comme on l'a fait trop souvent, la doctrine du moyen-âge à l'ignorance des théories économiques ; cette doctrine n'est au contraire qu'une adaptation d'idées générales très justes à une situation économique déterminée. Avec des conclusions assez variées quant aux temps actuels, ces aperçus historiques ont été développés par divers auteurs avec très grand intérêt ; ils servent d'ailleurs, par des voies diverses, à expliquer aussi les transformations du régime (2).

(1) Ce point et divers autres sont fort bien expliqués par A. Lehmkuhl, S. J., *Zins und Wucher vor dem Richterstuhle der Kirche und der Vernunft* dans les *Stimmen aus Maria-Laach*, 1879, Heft. 3, 4, 5.

(2) Nous citons spécialement encore deux théologiens allemands :

L'interdiction d'un lucre quelconque était la conséquence de cette situation. Par la restitution de la somme prêtée, le prêteur était indemnisé, l'égalité établie entre les parties contractantes. Tout ce qui s'y ajoutait était usuraire. Les juriconsultes comme les théologiens moralistes enseignèrent cette doctrine qui est une des pierres angulaires de l'économie du moyen-âge. C'est l'époque dominante de la scolastique et de l'école juridique des bartolistes qui en subit l'ascendant dans ses idées comme dans sa méthode. Or à toute cette époque, du XII^e au XV^e siècle surtout, non seulement l'enseignement sur l'usure est général et le seul orthodoxe, mais on multiplie les arguments destinés à le consolider non seulement en fait ou en droit positif, mais en droit divin et en droit naturel. Non seulement, ce qui n'est pas douteux, le prêt à intérêt direct était interdit par la loi canonique, mais on démontre qu'il l'est par le droit naturel. Or ce sont ces arguments qu'il faut étudier pour apprécier la situation exacte des faits et des doctrines.

L'analyse plus intime des principaux arguments

le Dr Funk, professeur à l'Université de Tubingue : *Zins und Wucher*, Tubingue, 1868 et P. Albrecht Weiss, dominicain, *Apologie des Christenthums. Sociale Frage*, t. II, p. 417.

Le protestant Dr Endemann a recueilli beaucoup de précieuses données de littérature historique dans ses *Studien in der Rom. Can. Wirtschafts und Rechtslehre*, mais il est peu favorable au moyen-âge, et explique les modifications d'application, bien à tort, comme des capitulations de doctrine!

Cf. Ashley, *Economic history*, vol. I, part. 2, p. 427 etc.

va, croyons-nous, contribuer à éclairer plus nettement cette situation.

Ces arguments soit de droit divin, de droit canonique, de droit civil, nous croyons inutile à notre plan d'examiner ceux de droit divin positif ou de droit civil, nous exposerons ceux qui sont intrinsèques ou absolus.

1. Il faut égalité entre les parties, or dans l'usure cette égalité est rompue.

S. Thomas expose très nettement ce point de vue, qui est celui de la JUSTICE (1). « Celui, dit-il, qui prête sans y être tenu, peut en accepter le dédommagement, mais rien exiger de plus. Or il est dédommagé suivant l'égalité de justice, si on lui rend ce qu'il a prêté. Si donc il exige davantage pour l'usufruit d'une chose qui n'a d'autre usage que la consommation même de sa substance, il exige le prix d'une chose qui n'existe pas. Ce qui est une exaction injuste. » Certes, il y a des circonstances extrinsèques qui peuvent modifier ce dédommagement, mais telle est la situation normale du prêt en lui-même. On comprend dès lors qu'on ne puisse rien accepter au dessus du capital, *quidquid accedit sorti, dicitur usura*.

2. L'usure est contraire à la justice, puisqu'elle fait payer ce qui n'appartient pas au prêteur ; à savoir le temps, ce point de vue se retrouve aussi dans la question des ventes à délai de paiement.

(1) S. Thomas, *Summ. theol* , 2^a 2^{ae} q. 78, art. 1 ad 5.

L'idée que la chose future ne vaille pas la chose présente ne leur paraît pas admissible, à moins qu'il n'y ait danger de ne pas être remboursé. Et de fait, dans l'absence de cas spéciaux, il faut reconnaître que *le temps, le délai*, étaient tout à fait indifférents dans l'économie d'alors, dès qu'on était sûr des fonds (1).

3. On exploite le travail d'autrui, son industrie. Le capital ne produit rien sans l'industrie. Or on a transféré la propriété de la chose, et on veut encore se faire payer sur les fruits qu'elle produit, *sans travail et sans risque* ! Cet argument est très fréquent ; c'est un profit extorqué. Cet argument, que nous avons exposé déjà, revient sans cesse ; c'est l'idée fondamentale que l'argent par lui-même est inerte et que l'industrie seule le met en mouvement ; que cette industrie pour profiter à quelqu'un doit s'appliquer à une chose que lui appartient, qui est sous sa responsabilité, sous ses risques, à *sa* chose enfin qui produit ou produit pour lui (2). Pour que le profit soit légitime il faut que la chose même soit à moi, ou me soit due, sinon je ne puis en tirer profit, car ce profit résulte de l'industrie, de l'effort d'autrui,

(1) Ce point de vue est vivement combattu par E. von Böhm-Bawerk, *Kapital und Kapitalzins*, t. I., Innsbruck, 1884. On sait que cet auteur prétend légitimer tout l'intérêt par la différence de valeur des choses présentes et futures : ce point de vue est exclusif.

(2) Duns Scot, *In sent.* IV, dist. XV, q. 4, ^o 40. — S. Antonin de Flor., *Summ. theol.* t. II, tit. II, cap. 6 et les théologiens cités dans Funk, *op. cit.*, p. 158 sq.

sans compensation pour lui. C'est un lucre *extra corpus rei praeter naturam* (1).

Le Dante aussi condamne cet art de s'enrichir qui s'écarte de la nature, qui ne développe pas les dons de Dieu à la race humaine, et le fait en des termes philosophiques souvent commentés (2).

Rien dans tout ce qui précède ne peut nous sur-

(1) *Usura est incrementum quod praeter naturam accedit ex extrinseca obligatione*, dit Andrea Rampino da Isernia juriste napolitain (1220-1316) cité par Fornari, op. cit. t. I, p. 51.

(2) Dante, *Inferno*, canto XI, 95 à 111.

En voici une traduction : « Reviens encore un peu en arrière, lui dis-je, d'où vient que l'usure offense la bonté divine ? Tranche ce nœud.

L'étudie, enseigne et non pas seulement en un endroit, comme la nature prend sa source

Dans l'intellect divin ; et si tu consultes bien la Physique, tu trouveras sans tourner beaucoup de pages

Que notre art, autant qu'il peut, suit la nature, comme un disciple son maître, si bien que l'art est comme petit-fils de Dieu.

De ces deux (sources), si tu te rappelles bien la Genèse, il convient que les gens prennent la vie et progressent

Et l'usurier prend une autre voie et méprise la nature en elle-même et dans l'art qui la suit, puisqu'il place ailleurs son espoir. »

Les commentateurs se sont occupés de ce texte ; les plus anciens, les plus proches de la pensée de l'époque, expliquent que les voies de la nature pour s'enrichir sont la multiplication des fruits, des animaux ; les voies de l'art sont celles du travail qui est la loi et se fait dans l'effort et le risque, tandis que l'usurier dédaigne ces voies, ne possède pas de choses productives et ne travaille pas, et veut gagner néanmoins et ainsi offense la nature et Dieu. On peut consulter les curieux commentaires de Jacopo della Lana (xiv^e siècle), de Benvenuto da Imola qui copie le précédent, de Stefano Talice de Ricaldone (xv^e siècle) etc. groupés par Ghino Valenti, *Lavaro productivo et speculazione*, p. 329 et suiv.

prendre, d'après les explications données au début de ce chapitre (1). S. Antonin de Florence lui-même nous dit : Le prêteur ne perd rien, sauf cas spéciaux, seulement il ne gagne pas ; s'il avait gardé son argent *in capsà*, il en eût été de même. Il est vrai qu'il eût pu en faire aussi un profit s'il eût fait des affaires, mais alors ce profit était subordonné au péril, qui n'existe pas dans le prêt. Et cependant certes S. Antonin n'est pas de ceux qui nient la productivité du capital (2).

Mais il y a bien des moyens de faire fructifier son argent, quitte à le faire sortir de la *capsa*. On peut acheter des choses productives dont le produit appartient au propriétaire, on peut faire des affaires diverses, un métier lucratif ; on peut aussi s'associer, confier son fonds à exploiter à d'autres quitte à ne pas leur infliger des conditions injustes qui pourraient à leur tour, devenir usuraires, en excluant le péril et gardant le profit (3). Ce mode légitime de s'enrichir, demande plus d'effort, expose à des risques, mais il est honnête et il faut que le lucre soit juste avant d'être sûr (4). Nous en reparlerons bientôt.

(1) Loc. cit.

(2) Il emploie le mot *capital*.

(3) Toutes les convenances qui sont faites en telle manière que le créancier ne peut perdre, et si peut gagner par le contrat, sont justes, dit Philippe de Beaumanoir, *Coutumes de Beauvoisis*, t. II. p. 482.

(4) Voici un texte curieux extrait du *Carmen de Varietate fortunæ Antonii Astesani primi ducales astensium secretarii*, se

La lutte contre l'usure n'est pas seulement vigoureuse dans les écrits des docteurs et les actes des conciles (1). L'opinion publique lui est très hostile, et l'hostilité populaire se manifeste souvent avec âpreté et violence, mais là n'est pas l'objet spécial de nos études.

Il ne faut pas croire assurément que ces règles concernant le prêt et l'usure fussent exactement observées en pratique. Les plaintes contre les usuriers, les sévérités réitérées des conciles particuliers, les écrits des polémistes, les témoignages directs le prouvent assez. Surtout dans le monde des affaires, il semble que les pratiques usuraires furent fréquentes, tantôt ouvertes, plus souvent au contraire dissimulées sous forme d'une majoration future du capital prêté, etc. Il n'est certes pas surprenant qu'il y eût peine à maintenir, en présence de l'élan du gain souvent immodéré, la rigueur des lois ecclésiastiques. Dans les régions commerciales il en était ainsi et les lois locales n'étaient pas partout opposées à la pratique du prêt à intérêt (2). Dans les accusa-

lamentant de l'usure régnante. *Hinc multi Astenses locupletes atque potentes Mercaturæ artem deseruere bonam usurisque suos cœperunt subdere nummos. Et tutum justo præposuere lucro.*

(1) Voir encore le *Bonum universale* de Thomas de Cantimpré dominicain belge du XIII^e siècle, liv. II, ch. 21, 26, etc.

(2) Bourquelot, *Mémoire sur les foires de Champagne*, loc. cit. p. 119 sq. — Servais, *Emprunts publics sous S. Louis*. Bibl. Ecole des chartes, t. 19, p. 113. — Muratori, *Antiquitates italicæ Mediæ Ovi.* diss. XVI, t. 1 col. 888 sq. On recourait à toutes sortes de procédés pour éluder les lois sur l'usure.

tions des chroniqueurs profanes il y a parfois peut-être des exagérations, confusion de l'*interesse* et de l'*usura*, mais cette notion même, on le verra, ne s'est dégagée que peu à peu, et elle a insensiblement donné aux principes relatifs au prêt des applications nouvelles. Mais nous n'avons pas à faire l'histoire du prêt lui-même, mais seulement des théories et des interprétations qu'on en a faites au cours des siècles médiévaux. Ces interprétations ne sont, répétons-le, que l'application des doctrines à la situation réelle, situation qui, elle-même, se transformait lentement. Objectivement, nous avons constaté leur existence et leur signification.

Nous avouons que nous sommes surpris des attaques qu'ont rencontrées ces théories. Elles ont été, au début de notre civilisation économique, la sauvegarde de la sécurité et de l'honnêteté financières. Les considérations qui vont suivre vont achever, espérons-le, de montrer la logique conformité de ces principes et de leurs solutions pratiques.

II. LES TITRES D'« INTERESSE » ET L'APPLICATION DES PRINCIPES.

Nous avons exposé les raisons qui excluaient la perception d'un *revenu ex ipso mutuo*; mais on admettait que des circonstances extrinsèques peuvent justifier une *indemnité*; c'est cette indemnité qui porte le nom d'*interesse* très distinct de l'*usura*. La théorie qui la développe est bien une des plus remarquables de l'histoire économique, mais elle est obscure dans sa marche

progressive et discutée encore aujourd'hui. Ces *titres*, comme le rappelle dans l'Encyclique *Vix pervenit* de 1745, le savant pape Benoît XIV sont la condition nécessaire de la légitimité d'une perception (1). La doctrine en reconnaît surtout trois : le *damnum emergens* ; le *lucrum cessans* ; le *periculum sortis* (2). Ces trois titres sont ceux qu'il nous importe surtout de connaître au point de vue de l'histoire économique (3). Le titre du *lucrum cessans* est celui qui joue ici le rôle principal. Il est très malaisé d'en connaître l'origine. Le *mutuum* devait être gratuit de sa nature, mais on admet cependant qu'il ne devait pas porter préjudice au prêteur. S'il y avait donc un dommage résultant du prêt, accidentellement, il pouvait s'en faire dédommager, c'était justice, voilà le principe, le point de départ tel que l'indique S. Thomas d'Aquin en termes très nets (4). C'est le sens même du mot *interesse* très distinct de *usura*.

Il fallait naturellement que le *mutuum* fût la cause

(1) Cf. Card. Lambertini, pape Benoît XIV, *De synodo diocoesana* lib. X, cap. 5.

(2) On a beaucoup contracté la valeur du *titulus legis* ou titre légal. Il n'a pas de caractère économique et nous n'avons pas à le discuter. Voir les motifs exposés par Reiffenstuel, *Jus canonicum*, t. VI, p. 426 et suiv.

(3) Voir un court aperçu du développement *historique* de ces titres par le Cardinal d'Annibale, *Summula theologiae moralis*, Mediolani, 1882, t. II, p. 394 et surtout Funk, op. et loc. cit.

(4) Cf. Opusc. *de Usuris*, cap. VII. — Buridan. *Ethic.* IV, q. 6, *Sum. theol.*, 2^a 2^{ae}, q. 78, art. 2, ad. 1. Hoc non est vendere usum pecuniae sed damnum vitare.

même du dommage, et c'était la chose à apprécier d'après les circonstances.

La signification de l'*interesse*, ou compensation du dommage ne tarda pas à s'étendre, et il est instructif d'en suivre la trame. Du *damnum emergens* allait dériver le *lucrum cessans* (1). Le *damnum* est déterminé par un exemple tel que celui-ci : Je prête une somme que je destinais à réparer un bâtiment qui par là devient inhabitable : je suis privé de l'usage de mon bâtiment, voilà une perte positive. Mais jusqu'où s'étend le titre de ce dommage, l'*interesse* ?

Le *damnum* devait être distingué du *lucrum*. Et cette distinction peut-être aisée en théorie, pouvait dans la pratique l'être beaucoup moins (2). Les jurisconsultes, dans leurs commentaires sur l'*interesse* se livrèrent à ce sujet à diverses considérations qui ne furent pas sans influence sur la pratique. Deux textes du Droit romain y prêtaient. Il faut bien recon-

(1) Les titres se sont développés en sortant l'un de l'autre par une sorte d'analyse : *Tres proecipui sunt*, dit Lugo, : qui tres comprehendi possunt sub uno damni emergentis : nam periculum et cessatio lucri aliqua damna sunt... *De just. et jur. disp.* 25, sect. 6.

(2) Endemann, *Studien*, II, 269.

(3) *Digeste*, Loi 2 § 8, XIII, 4. — Code L. un. VII, 47.

Voici le premier : « In hanc arbitramur, quod interfuit, veniet et quidem ultra legitimum modum usurarum. Quid, si merces solebat comparare, an et lucri ratio habeatur, non solius damni ? Puto et lucri habendam rationem. »

Le second est une constitution de Justinien qui tranche la controverse dans ce sens, pour le cas où il ne s'agit point d'une *quantitas certa*.

Ces deux textes ont donné lieu aux commentaires des juriscôn-

naître que malgré la différence qu'ils affirment entre les deux notions, elles se compénètrent facilement. Ces jurisconsultes, imprégnés des doctrines canoniques, exercèrent naturellement de l'influence. La privation d'un bénéfice doit-elle être comprise dans l'*interesse* ? S. Thomas (1) ouvre la porte à cette interprétation extensive. Les jurisconsultes et la coutume l'étendront encore bien que lentement. C'est à Paul de Castro qu'on attribue souvent la détermination du titre (2) qui fut développé par les canonistes. Mais les cas demeurèrent très contestés.

La perte devait être certaine ; il y a des cas, où cela était assez facile à prouver ; mais, surtout pour les marchands, on était défiant de ce titre ; leurs profits étaient bien aléatoires et on craignait la

sultes qui y ont exposé leurs théories sur l'étendue et les conditions de l'*interesse*. Voir entre autres Baldus, *Consilia*, t. I, consil. 182, f° 48 sq. *An ille qui impedit lucrum dicitur inferre damnum* et essai de définition et distinction. — Paul de Castro, *De Dig. vet. tit. cit.* t. I, f° 256. — *In Codic. de Usur.*, l. 15, f° 227.

(1) Funk, loc. cit. p. 79, s'en réfère aussi au texte de S. Thomas, 2^a 2^{ae}, q. 62, art. 4 corp., qui est en effet caractéristique. Le voici : *Ille qui detinet pecuniam creditoris ultra terminum præfixum videtur eum damnificari in toto eo quod lucrari de pecunia posset...* Il admet une certaine indemnité, mais non *ex æquo* quia minus est habere aliquid virtute quam habere actu... et qui habet pecuniam nondum habet lucrum in actu, sed solum in virtute, et... potest multipliciter impediri. — *Contra Mastrofini*, discussion sur l'usure, Lyon, 1834, p. 281.

(2) Voir entre autres Mastrofini, op. cit. p. 381. — D'Annibale, op. et loc. cit. — J. Devoti, *Instit. Canonic.*, éd. Gand, 1830, t. II, p. 253 etc. et récemment P. Baugas, *Du prêt à intérêt*, Paris, 1889, p. 29, etc.

fraude. Le Cardinal Hostiensis⁽¹⁾ admet franchement le titre et l'applique même aux marchands, avec de grandes précautions ; son avis cependant sur ce point, fut loin d'être admis pour tous ses contemporains.

Il n'est pas sans intérêt d'assister à son origine et à ses interprétations chez les divers auteurs. Raymond de Pennafort soutient encore toute la rigueur de la prohibition ; l'analyse subtile avec laquelle il démêle toutes les ruses des usuriers, dans sa *Somme pastorale*, est restée célèbre dans l'histoire économique⁽²⁾. S. Thomas entra dans l'ordre dominicain au moment du plus grand éclat de Raymond. Cependant dans sa *Somme théologique*, il soulève la question du *lucrum cessans*, qui sans doute avait déjà quelques hardis défenseurs. La discussion ou plutôt le doute subsista parmi les docteurs pendant tout le xiv^e siècle. Le *processus* ici ne fut pas rapide. Cependant on peut suivre dans plusieurs auteurs le mouvement des faits et partant celui des idées. L'usure est évidemment illicite, dit Jean Buridan, quand le prêteur ne s'y livre qu'en

(1) Decret. *De Usuris*, t. II, p. 298.

(2) Voir l'analyse qu'en donne M. Léop. Delisle, *Étude sur la condition des classes agricoles en Normandie*, Evreux, 1851, p. 203. La *somme pastorale* (*libellus pastoralis de cura et officio archidiaconi*) a été publiée pour la première fois en 1849, d'après un msert de la bibliothèque de Laon, dans le *Catalogue des manuscrits des départements*, t. I, p. 592 et suiv. Le passage relatif aux usuriers, p. 621.

vue du lucre qu'il se fait payer pour s'enrichir et sans éprouver de dommage ; mais s'il y a un dommage il en est autrement. Puis il donne un exemple de *damnum emergens*. Il semble même à quelques-uns, reprend-t-il ensuite, que les changeurs et les marchands qui, chaque jour, font du bénéfice de leurs fonds par les échanges, puissent réclamer une usure de leur capital. En effet, il y a pour eux perte certaine à confier leur argent à autrui. Ils ne peuvent cependant, même d'après ces auteurs, réclamer plus qu'ils ne gagnent eux-mêmes par leurs opérations ordinaires. Pour que cela leur soit permis, il faut d'ailleurs que le prêteur ne soit pas très riche et qu'il ait besoin de son fonds pour soutenir sa vie et son rang. On voit avec quelles précautions et restrictions les partisans du *lucrum cessans* émettaient leur opinion. Buridan cependant le rejette encore ; ces bénéfices sont blâmables en eux-mêmes, dit-il, et l'opinion ne fait pas de telles distinctions (1). Langenstein ne l'admet pas davantage (2) que Robert de Courçon (3). Chez tous se voit clairement la crainte de donner des prétextes faciles aux exactions usuraires.

Les jurisconsultes travaillaient à fixer la nature du *lucrum cessans*. Gilles de Rome n'en parle pas. Durand de Saint Pourçain appuie sur la rétribu-

(1) *Ethicorum* lib. IV, q. 6, fol. 75. Secundum veritatem turpia, et secundum opinionem nihil differt.

(2) *De Contractibus*, cap. 23.

(3) *Summa*, 9, XI.

tion du travail son projet de banque dont nous reparlerons plus loin, Raoul de Prellès et Philippe de Maizières n'en traitent pas la question. Leur attention est dirigée vers la question tout actuelle alors de la tolérance légale de l'usure, sur laquelle d'ailleurs, ils étaient assez divisés. Seul peut-être Jean Gerson, avait sur l'usure des doctrines, qui sans doute cadraient fort peu avec l'opinion commune. Presque tout contrat usuraire peut, d'après lui, changer de nature par l'intention pieuse des contractants ; par exemple, si le prêteur demandait des intérêts compensatoires dans un prêt fait pour secourir son prochain, alors qu'en son âme et conscience il eût préféré garder le capital que de recevoir ces intérêts, il ferait chose licite, à cause de son intention louable (1).

On voit qu'aux XIII^e et XIV^e siècles le titre du *lucrum cessans* est sujet à bien des réserves dans l'opinion commune des auteurs. Comment les concilier ? Quelle en est la vraie portée à cette époque ? Le capital n'avait pas encore pris en général le caractère productif, l'emploi des fonds d'épargne n'était pas assez assuré ni assez certain pour le reconnaître même à un commerçant, habitué à bénéficier sur tous ses fonds. Certes on peut trouver dans S. Thomas les éléments de la doctrine du lucre cessant.

(1) Jean Gerson, chancelier de l'Université de Paris (1392) a réuni en une sorte de manuel des « Conclusiones de diversis materiis moralibus utiles valde. » Omnis fere contractus usurarius ex genere, potest, dit-il, per piam intentionem in opus pietatis transferri.

On a pu constater dans quelle mesure, au XIII^e siècle, le principe existe, mais avec bien des restrictions. Buridan interdit nettement les intérêts perçus par le prêteur sous prétexte « que l'argent vaut autant dans les mains d'autrui que dans les siennes (1). »

Peu à peu, ce ne fut que plus tard que la théorie se précisa en détail et se développa. Le caractère éventuel du titre cependant demeure très contesté. On ne peut prendre comme indemnité que le lucre normal approximatif, non un lucre extraordinaire et considérable. C'est le principe que pose en cette matière le cardinal Cajetan qui est encore très prudent dans les applications (2).

L'adhésion du cardinal Cajetan y apporta un appui important, et à partir de ce moment l'opinion se répand fort. Mais de là à déterminer avec précision la mesure et le mode de l'intérêt lui-même, il y avait loin, car il restait à savoir, comment on pouvait estimer, et si même on pouvait estimer d'avance l'intérêt. Celui-ci en effet est un fait, et à ce titre, douteux dans sa réalisation ; il ne se réalise point certainement. Aussi est-il subordonné à une éventualité, plus ou moins appréciable d'avance. L'intérêt demeure sévèrement une indemnité, non un profit. Ce fut là une nouvelle et très longue controverse qui s'ouvre à la fin de notre période. Cer-

(1) Loc. cit. supra. « Quia pecunia sua tantum valeat in manu aliena quam in manu sua... non est licita usura. »

(2) Cajetan, *De usuris et de Lucro*. Opuscula aurea, Paris, 1511, q. 6 init. »

tains écrivains en ont décrit avec assez de détails les phases diverses.

Il semble en effet qu'il y ait dans cette question une distinction importante à faire, qu'on oublie trop souvent, qui explique et concilie les textes de S. Thomas et bien d'autres. La voici : Le *lucrum cessans* fait-il partie de l'indemnité résultant *ex post-facto* de certaines circonstances, et notamment du retard de paiement, de la *mora* ou demeure, ou bien ce *lucrum cessans* peut-il *ab initio* être l'objet d'une convention d'indemnité, d'une stipulation d'*interesse* ? La première question fut résolue affirmativement par les auteurs bien avant la seconde. C'est là aussi la distinction qui résulte des textes cités de S. Thomas d'Aquin ; il considère cette indemnité plus éloignée, comme plus incertaine(1) ; il ne rejette que la stipulation : *in pactum deducere*. Quant aux cas et à la mesure de la restitution du *lucrum cessans*, c'est ce que les jurisconsultes ont discuté. S. Antonin est aussi très prudent dans le cas du *lucrum cessans* (2). Il en est de même des juristes. A cet égard le cardinal Cajetan ne dépasse pas ce que nous venons d'indiquer. Il s'agit du débiteur en

(1) *Summ. theol.* 2^a 2^{ae}, q. 78 art. 2 ad. 1. Potest absque peccato *in pactum deducere* recompensationem damni... *Recompensationem vero damni quod consideratur in hoc quod de pecunia non lucratur, non potest in pactum deducere quia non debet vendere id quod non habet et potest impediri multipliciter ad habendo.* Cf. q. 62 loc. cit. plus haut.

(2) *Summ. theol.* tit. I, cap. 7, § 20.

demeure, et encore n'admet-il pas une pleine compensation (1). A prendre beaucoup plus tard l'opinion de savants éminents, on constate bien que telle a été la marche des questions à résoudre. Le caractère douteux du *lucrum cessans*, qui est un dommage moins prochain, plus aléatoire, modifie les conditions de réparation et rend suspect un pacte qui en stipule la réparation *ab initio* et les conditions mêmes de cette compensation. *Potest multipliciter impedi ab habendo*, dit S. Thomas.

Le doute, la controverse à cet égard ont duré assez longtemps. Peut-on dès le début d'un prêt volontairement consenti, stipuler la réparation des dommages. C'est chose incontestée pour le *damnum* positif; pour le lucre, toujours douteux, il en est autrement. Cette controverse est rapportée par des auteurs plus récents; mais ils signalent la négative, et présentent alors l'affirmative, comme l'opinion commune, ajoutant d'ailleurs certaines conditions encore sévères. C'est ce qu'explique longuement avec sa haute autorité le cardinal de Lugo, s'appuyant sur Molina et Lessius, ses deux illustres devanciers. D'autres débats furent longs et minutieux sur la forme et la mesure de ces stipulations, il s'y agit notamment du mode d'estimation du lucre et du degré de certitude ou de probabilité qu'il doit présenter. Nous ne pouvons les analyser ici, ils excèdent

(1) Loc. cit. Secundum doctores, creditor post moram debitoris potest petere interesse lucri cessantis et il explique la portée : aliquid ad arbitrum sapientum.

notre période et nous n'avons pas à examiner les études ultérieures (1).

Parmi les dommages dont l'*interesse* pouvait fournir la compensation, se trouvent aussi les frais et labeurs du prêteur. Cette théorie que nous avons déjà rencontrée, trouvera une application importante au système du change et des banques, dont nous parlerons plus loin. Nous n'entrerons pas dans l'analyse des autres controverses. Ce que nous avons dit est bien caractéristique de l'histoire du capital. Le titre du *lucrum cessans*, auquel s'est joint celui du *periculum sortis* (2), se sont fort multipliés par le fait. Les circonstances économiques se sont modifiées au point de rendre très fréquent le lucre cessant ; cette transformation de l'état économique explique la perception fréquente de l'*interesse*. D'autres considérations procédant des transformations économiques s'y sont jointes. Le développement pratique des *tituli* a suivi la marche des affaires, l'habitude

(1) Lugo († 1660) *De justitia et jure*, Lugduni 1642, t. II, p. 259 sq. Des controverses à ce sujet ont été rapportées en détail par Honoratus Leotardus, jurisc. et senator Niciensis, *Liber singularis de usuris et contractibus usurariis coercendis*, Lugduni, 1649. Entre autres 982 : an liceat de certa quantitate ab initio pacisci pro eo quod interest ? et Saccia, *Tract. de commerciis et cambio*, Francfort, 1548, p. 166 à consulter sous réserves. Voir tous les mêmes auteurs cités sur l'nécessité de la mise en demeure, *moral debitoris*.

(2) Ce titre du *periculum sortis* a donné lieu à bien des discussions surtout à cause d'un texte canonique, la Const. 19 Decret. Greg., lib. V, tit. 19. Voir à ce sujet Hostiensis sup. lib. decret. ad. h. c. — Gonzalez, *In lib. decret.*, ibid. — Reiffenstuel, *Jus canonicum*, VI, p. 432.

des entreprises, la fréquence des profits, leur caractère plus général, l'extension du capital. Le prêt d'affaires est devenu bien plus fréquent que le prêt de consommation. Rien n'est de nature à établir une contradiction entre les règles pratiques et les principes. Les faits suffisent à expliquer des applications très diverses. Nous n'avons pas ici à interpréter ces applications au temps présent qui donnent lieu à bien des controverses (1).

La théorie que nous venons d'exposer, au lieu d'injures, eût trouvé des éloges si on se fût donné la peine d'en étudier et la vraie signification et les bienfaisants résultats. Elle a préservé les débuts de notre richesse occidentale des abus financiers ; elle a défendu les masses contre les exploitations du crédit, tout en permettant son progrès normal, elle a encouragé des formes directes ou sociales de mise en valeur du fonds, en faire valoir, en commandite, qui présentent de sérieux avantages. On commence à le mieux comprendre.

(1) Sur cette controverse voir entre autres notre ouvrage : *La lutte pour le pain quotidien*, 2^e éd. 1888, p. 106, les ouvrages cités de Weiss, Funk, d'Annibale ; — Ch. Perin, *L'usure*, appendice à *La richesse dans les sociétés chrétiennes*. — Costa Rosetti, *Synopsis phil. mor.*, cit. 728 sq. — Ballerini, *Opus theologicum morale*, éd. Palmieri, t. 3 *De justitia et jure*, 1890, p. 751. — L'abbé Morel, *Le prêt à intérêt ou des causes théologiques du socialisme*, Paris, 1873. — Baron C. de Vogelsang, *Zins und Wucher*, Vienne, 1884. — C. Jannet, *Le capital, la spéculation au XIX^e siècle*, Paris 1892, etc. etc.

JII. DE LA TOLÉRANCE DE L'USURE ET DES INSTITUTIONS DE PRÊT.
MONTS-DE-PIÉTÉ.

Ne faut-il pas emprunter parfois à intérêt ? L'emprunt dans ces conditions est-il licite ? On peut recourir à un homme qui pratique l'usure quand on en a besoin (1). Mais cette question, comme celle de la tolérance de l'usure, mérite une étude plus attentive.

Au xiii^e siècle, la question de la tolérance était résolue d'après les principes généraux. « La loi civile, dit S. Thomas d'Aquin (2), ne peut interdire tous les péchés, à cause de l'imperfection des hommes, car bien des utilités seraient entravées par une trop grande rigueur. C'est par ce principe que la loi humaine a toléré l'usure, non pas qu'elle l'approuve en justice, mais pour ne pas nuire aux intérêts d'un grand nombre. » La pratique législative a présenté de grandes variations. Sans doute la doctrine demeurerait intacte, mais la nécessité morale, la théorie du plus grand bien décidaient de la tolérance passive de l'autorité. Gilles de Rome proclamait l'usure tout simplement détestable, déclarant qu'il ne peut convenir aux princes de tolérer dans leurs Etats ce

(1) S. Thomas, *Summ. theol.* 2^a 2^{ae} q. 78, art. 4. Quamquam nullatenus liceat quemquam ad mutuandum sub usuris inducere : ab eo tamen qui hoc paratus est facere et exercet, mutuum sub usuris accipere illicitum non est, dummodo quis propter suam necessitatem subventionem hoc faciat.

(2) *Summ. theol.*, 2^a 2^{ae}, q. 78, art. 1, corp.

qui est contraire au droit naturel (1). Mais en pratique, il y avait des considérations de diverses natures à faire valoir (2).

On distinguait donc la question de conscience et de législation canonique, de la question pratique et de législation civile. L'opportunité de la tolérance était toute la question, Or, celles-ci dépendait des circonstances. Il ne faut pas, dit Buridan, formuler une interdiction d'où un grand mal pourrait résulter. En est-il ainsi de la prohibition de l'usure ? Cela dépend des circonstances de temps, de lieux et de personnes. Il faut donc qu'en cette matière la loi soit l'œuvre d'hommes sages et prévoyants, ayant l'intuition des choses pratiques (3).

Cette question se rattache à la tolérance des Juifs, dont nous reparlerons plus loin. La nécessité pour beaucoup de gens d'emprunter avait suscité divers projets, non seulement chez ceux qui se plaçaient en dehors du point de vue canonique, mais même

(1) *De regimine principis*, lib. 2, pars 3^a, cap. 11. « Quod usura est simpliciter detestabilis et quod eam decet reges et principes prohibere. »

(2) Nous n'avons pas à examiner ici la question de *législation positive* qui fut très variable, même au moyen-âge.

(3) *Quaest. super libr. politic.* lib. 1, q. XIII. Opportet procedere secundum diversas circunstances locorum et temporum et hominum. C'est le point de vue politique, de législation civile qui domine ici. Le résumé des arguments pour et contre la tolérance se retrouve plus tard énoncé à ce même point de vue par Bacon, *Sermones fideles seu interiora rerum*, ch. 39, éd. Rawley, Londres, 1638, p. 228.

chez des auteurs orthodoxes. Ces projets sortaient de considérations d'ordre tout pratique. On cherchait à pourvoir à des nécessités réelles, sans violer les lois de la conscience ni celles des princes.

Une des plus anciennes idées de ce genre se trouve chez le Dominicain Durand de S. Pourçain, évêque de Meaux en 1326 (1). Il n'admet pas que les simples particuliers fassent du prêt ; mais pourquoi ne le ferait-on par délégation spéciale du Souverain en créant dans chaque cité un office de prêt, moyennant une redevance autorisée par le prince comme salaire du service public. Ainsi le malheureux trouverait à emprunter. Mais ce plan il reconnaît que nulle part on ne l'a encore essayé. Il n'en est pas moins curieux.

Peut-être cette idée n'est-elle pas étrangère à celle émise peu après par un jurisconsulte français de Chypre, Philippe de Maizières, en 1389, dans le curieux écrit intitulé : *Songe du vieil pèlerin*. Ce projet mérite d'être analysé (2).

« Il faut, dit-il, chercher à se débarrasser de l'abominable misère des Juifs. L'Eglise tolère leur résidence en pays chrétiens pour quatre causes ; que ceux-ci se rappellent la Passion ; que les Juifs même se convertissent ; que les chrétiens puissent profiter, quand c'est nécessaire, de l'argent des juifs, et enfin

(1) *Decis in IV lib. Sentent.* lib. III, dist. 37, q. 3.

(2) Nous le reproduisons d'après notre étude de 1880, qui l'a publié pour la première fois.

que les chrétiens n'aient aucune occasion de prêter à usure. »

Mais il y aurait moyen de suppléer au secours des juifs par une organisation que la riche reine (la *Reine Vérité*) enseigne au jeune roi.

« Il faudrait d'abord que le roy attribue à cette œuvre de miséricorde une somme compétente sur le revenu de ses aydes et domaines pour un commencement de prêter à la sainte usure du bon besant de l'Evangile.

» Cette monnaie doit être mise en la main d'un preudomme séculier ou de deux esleux dévots et de bonne vie et qui soient sans femme et sans enfants et sans aucune autre charge, et qui sachent écrire et compter, et soient doubstants Dieu et d'un bon sens moral⁽¹⁾. L'office doncques de cestui preudomme, autorisé de la royale majesté, sera de prester ladite monnaie ès povrez gens de la diocèse ou chastellenie, qui seront en grande nécessité, et sur bon gage, c'est assavoir qui vaille plus que l'argent qu'ils recevront. »

« En supposant même que cette monnaie ne soit pas suffisante à remplacer les Juifs, encore serait-ce grand soulagement pour les gens de tous les états, de trouver qui leur prestât une somme de deniers

(1) Maizières est hostile à la multiplicité des fonctionnaires. Déjà plus haut, en parlant de la réforme des *tresoryes*, il vantait le système de la banque, on *banc de commun* de Venise, où il n'y a qu'un gouverneur, chargé de la direction générale. Liv. II, ch. 14. Msc. cité, t. I, fol. 217.

sur bon gaige, et à la fin de l'année qu'ils auraient tenu la monnaie sans aucune usure, ils rachetassent leurs gaiges, et de leur propre volonté, reconnaissant les grâces et biens de Dieu qu'ils auraient reçu en ladite année de la somme de ladite monnaie... par charité pour les povres gens qui pourraient se trouver dans le même cas,... offriraient franchement et sans aucune contrainte le disme (10%) ou ce qui serait accordé, pour être converti à l'augmentation de la somme primitive donnée par le roy... ainsi la somme croîtrait et on n'aurait besoin en Gaule de Juifs ou de chrétiens usuriers ? »

Après avoir démontré par quelques exemples que c'est là une vraie aumône et non un intérêt usuraire, Maizières reprend le détail de son plan. « Pour soutenir cette sainte pratique et œuvre de miséricorde, faudrait-il frapper une ayde spéciale sur tous les états, qui servît à alimenter la somme à laquelle ils pourraient recourir dans les nécessités.

» Pour empêcher tous les scrupules, il faudra fixer par les Etats, d'accord avec l'Eglise, la somme de l'aumône à faire à Dieu, avant ou après l'emprunt, et que cette offrande soit publiée comme loi ou coutume débonnaire approuvée et enregistrée en la court royale. De manière à ce qu'on puisse en conscience exécuter les débiteurs.

» Il est expédient aussi que le preudomme qui tiendra cet office de prêter et de recevoir les offrandes et aumônes ait sur lui trois visiteurs, notables de la ville ou chastellenie, lesquels verront l'estat du

preudomme et tout son fait quatre fois l'an à petite dépense. »

« Il faut que les gaiges soient suffisants et bien gardés.

» Il faut donner règle aux emprunts des grands seigneurs qui font grande dépense et que les officiers n'oseront exécuter, et ainsi l'argent des povres serait délapidé.

» Faire les statuts en forme authentique et bien rédigés, enregistrés à la chambre des comptes, à la louange de Dieu, confusion des Juifs et chrétiens usuriers : »

Tel est dans son ensemble, sauf quelques coupures sans portée, le projet d'institution de crédit proposé par Philippe de Maizières.

Ainsi qu'on peut le constater, c'est la première idée d'un *mont de piété* et en effet, c'est pour prêter aux pauvres gens que ces combinaisons surgirent.

Plus tard on reprendra des idées analogues pour le prêt commercial. Un personnage politique, moins soucieux d'ailleurs des préceptes canoniques, le célèbre philosophe Fr. Bacon, demandait une organisation analogue pour le prêt commercial et pour le prêt commun, afin de procurer au public la possibilité d'emprunter sans usure, en vue des affaires. Mais ceci sort de l'époque que nous étudions en ce moment. Cependant en fait nous trouvons des tables de prêt ou canges officielles, et il est peu probable qu'elles fussent gratuites ; à la fin du xv^e siècle, nous trouvons cependant des institutions

de ce genre à Nürenberg, prêtant à intérêt modique et dont les profits revenaient à la caisse communale (1). Nous reparlerons plus loin de l'Italie.

Les monts de piété dont le moyen-âge nous fournit donc l'idée, chez deux publicistes de valeur, devait être reprise dans le même but, non en théorie, mais en pratique, d'abord en Italie par les religieux de l'ordre franciscain, notamment Barnabé de Terni, à la fin du xv^e siècle. Ce serait excéder notre cadre que de décrire en détail cette institution, mais elle donna lieu à un débat instructif dans les sphères ecclésiastiques. Les annales franciscaines en contiennent d'intéressants détails (2). L'idée inspiratrice des monts de piété est de procurer aux pauvres gens des prêts non usuraires; dans ce but charitable, on amassa des sommes, et on décida d'en faire des avances sur gages, en faisant payer par l'emprunteur un denier de la livre pour salaire et dépenses de l'établissement. C'est ce dernier point qui souleva la controverse; ce denier n'était-il pas usuraire. Parmi les fondateurs, le frère Bernardin de Feltri insistait sur sa légitimité et sa nécessité, reconnaissant que la gratuité serait plus pieuse, mais que le denier était une condition d'existence, « non enim tantus est ardor hominum. » Cette nouveauté fut fort combattue par les Dominicains, notamment par un de leurs chefs, le cardinal Cajetan, Thomas de Vio,

(1) Janssen, op. cit., p. 384.

(1) Waddingus, *Annales minorum*, éd. Rome 1736, t. XIV, p. 93, t. XV, p. 41 et 152.

dont la vive attaque fut critiquée à son tour par le Franciscain Bernardin de Bustis (1). L'opinion des Minorites prévalut ; les Papes encouragèrent l'institution dont la licéité fut proclamée en 1515 par la bulle *Inter multiplices* de Léon X, au concile de Latran (2).

§ 2. *Les Rentes.*

L'histoire du capital et de son emploi successif présente un aspect curieux au chapitre des rentes. Ce serait nous étendre outre mesure que d'approfondir cette question, mais elle constitue en réalité un des phénomènes les plus intéressants de l'histoire économique. La rente est une forme de revenu ; ne dissimule-t-elle pas une usure prohibée ? est-elle un emploi utile, productif et licite ? sous quelle forme ? autant de controverses souvent vives où s'exerce l'ingéniosité des docteurs, et qui furent tranchées très lentement et avec beaucoup de distinctions, même longtemps après notre période. Rente ou *census* est dit d'une manière générale un revenu annuel ou le droit de percevoir ce revenu. Peut-on se constituer des revenus annuels sur une propriété, un fonds productif soit en se le réservant après un transfert de propriété du fonds lui-même, soit en consignat une somme d'argent par laquelle on

(1) Cajetan, *Opuscula aurea, opusculum de monte pietatis*. — B. de Bustis, *Defensorium montis pietatis*.

(2) Sur l'ensemble, le remarquable volume de M. P. de Decker. *Études sur les monts de piété en Belgique*.

achète le revenu partiel d'une terre qui y est affectée, le peut-on enfin en consignait cette même somme par laquelle une personne s'oblige à un revenu. La rente même enfin est-elle perpétuelle ou rachetable, c'est-à-dire peut-on ou non en rembourser le capital. Il est clair que cette dernière forme devenait fort analogue à un prêt à intérêt, et on prenait des mesures pour en éviter le danger. On peut dire que le crédit s'est manifesté au moyen-âge principalement sous forme de rentes, dont l'usage était d'ailleurs fort sévèrement réglé par les constitutions ecclésiastiques. Mais il y avait ainsi du crédit foncier et il s'est développé suivant les circonstances du temps. De fortes controverses ont occupé les docteurs du moyen-âge sur la licéité de ce contrat de rente et des transactions qui y étaient relatives; elles ne furent tranchées que par points particuliers, et peu à peu. L'attention que les contemporains accordent à cette question des cens et rentes prouve qu'elle répondait à quelque sérieux intérêt pratique. Henri de Gand (1) s'oppose à l'achat des rentes, c'est-à-dire à leur acquisition à titre onéreux. Henri de Langenstein et Gerson s'en occupent également; les papes Martin V, Calixte III, Nicolas V, plus tard Pie V promulguent des décrets (2). L'usage des rentes se

(1) *Quodlib.* I, p. 39.

(2) Sur l'ensemble Card. de Lugo, *De justitia et jure*, t. 2, disp. 27, *De Censibus*. — Reiffenstuel, *Jus canonicum universum*, t. 6, p. 442 sq. — Endemann, II, 103 sq. — Funk, op. et loc. cit. — Stintzing, op. cit. p. 539.

répandait en même temps ; c'était le placement sans usure qu'on cherchait ainsi à pratiquer, *lucrum pecuniarium sine usuraria pravitare* comme s'exprime le juriste Pierre de Ravenne (1). En réalité le crédit permis prenait cette forme de contrat très avantageuse au débiteur, on l'a fait observer à bon droit (2).

Certains auteurs d'ailleurs sont antipathiques à la constitution des rentes pour une raison qu'il est intéressant de relever ; c'est que ce mode d'opérations, augmentant le nombre des oisifs, est défavorable à la cité. Deux docteurs du xiv^e siècle, Henri de Langenstein (3) et son collègue et ami Henri de Hoyta (4) s'en expriment ainsi : « vivre de ses rentes » pour employer le mot moderne, ne leur agréé que pour ceux qui rendent service par des travaux d'un autre ordre, ceux qui servent le culte, ceux qui sont infirmes ou impotents, pour subvenir aux services publics et à ceux de l'hospitalité et non ceux qui n'ont d'autre but que vivre en rien faisant, ce qui est nuisible à l'État. Cet aperçu est curieux et rappelle l'attention sur la grande loi du travail personnel.

(1) Cité par Janssen op. cit. trad. p. 399.

(2) W. Arnold, *Gesch. des Eigenthums in den deutschen Städte*, Basel, 1861, p. 89, 222 etc. avec des réserves sur diverses appréciations de l'auteur.

(3) Langenstein, op. cit. 2^a pars cap. 2. *De his quos censibus vivere expediebat*. Cf. Roscher, op. cit. p. 19.

(4) Henri de Hoyta ou Oyta, né dans cette localité de la Frise occidentale, professeur à Paris, Prague et Vienne, ami et contemporain de Langenstein.

Tractatus de contractibus et redditibus dans la même édition de Gerson f^o 245. — Cf. Stintzing, op. cit. p. 359.

§ 3. *Le contrat de société* (1).

La société est un mode de faire valoir son argent, quand on ne possède point par soi-même de ressources suffisantes. Le contrat de société était d'autant plus répandu, que le prêt à intérêt était prohibé. Cette interdiction avait cependant pour résultat d'exclure certaines formes de sociétés qui n'eussent été considérées en réalité que comme des prêts. Toute forme de société par actions ne se trouvait cependant point bannie. Il est intéressant de voir comment le droit du moyen-âge organisa la société sans compromettre par des stipulations déclarées usuraires, le rapport du profit aux risques de l'associé.

L'union entre le *risque* et le *profit*, voilà le principe dominant du régime de l'époque (2) clairement indiqué dans le texte fort court de S. Thomas d'Aquin (3). Ce principe se conciliait fort bien avec l'organisation de diverses espèces de sociétés. Parmi

(1) Sur l'ensemble, avec certaines réserves, l'histoire de O. Gierke, professeur à Breslau, *Das Deutsche Genossenschaftsrecht*, 3 vol., Berlin, 1868-1881.

(2) Ce principe était aussi celui des jurisconsultes. Au témoignage d'Hostiensis et de Baldus. « Ubi non est periculi communicatio, ibi non est societas. » Bald. *Cons.* vol. 3., cons. 453, f° 120. De même Paul de Castro : Societas in qua lucrum est commune, sed non periculum sortis, non est licita. *Consilia*, pars secunda, cons. LV.

(3) *Summ. theolog.* 2^a 2^{ae}, q. 78, art. 2 ad 5 : « Ille qui committit pecuniam suam mercatori vel artifici per modum societatis cujusdam, non transfert dominium pecuniæ suæ in illum, sed remanet ejus : ita quod cum periculo ipsius mercator de eo negotiatur

celles-ci il faut en distinguer deux importantes : la société proprement dite, qui trouvait dans la communauté, la *compagnie*, sa réalisation totale et le contrat de commende dont nous nous attacherons plus loin à définir le caractère spécial (1).

I. LA SOCIÉTÉ.

La société proprement dite est le contrat par lequel deux personnes s'unissent en vue d'une entreprise. La société dans sa notion première, impliquait la responsabilité des associés. La société comportait de la part de chaque contractant un apport en capital ou en industrie et des parts proportionnées au profit de l'entreprise comme à ses pertes éventuelles. Chaque associé engageait la communauté. La société était très fréquente soit pour un objet déterminé, soit pour l'ensemble des opérations d'une maison. Les sociétés de tous biens n'étaient pas rares.

Au moyen-âge la vie de famille était interse, et la famille était considérée comme la véritable

vel artifex operatur, et ideo sic licite potest partem lucri inde provenientis expetere tanquam de re sua.

Cf. Endemann, *Studien* etc. t. I, p. 367. — Janssen, *Geschichte* etc., t. I, p. 406, note 6.

Inquirendum, dit Raymond de Pennafort, est utrum exerceat *usuram nomine societatis palliatam* sicut cum quis tradit pecuniam alicui negotiatori tali conditione quod sit socius in lucro non in damno. Op. et loc. cit. p. 621.

(1) Voir surtout d'après les sources les plus complètes : L. Goldsmith, *Handbuch des Handelsrechts*, I *Geschichtliche literarische Einleitung*, Stuttgart, 1891, p. 254 et suiv.

unité économique. Il en résultait que les frères restaient souvent en communauté de vie et d'affaires.

La fréquence de ce régime avait pour conséquence qu'il était aisément présumé ; dans plusieurs régions le fait de demeurer ensemble pendant un certain temps emportait communauté de biens. Cela était presque général pour les frères, mais s'étendait même aux étrangers.

Le fait de vivre en communauté pendant an et jour, en mêlant ses meubles, même sans convention, valait contrat dans quelques provinces. Cependant cette présomption en ville était évidemment exorbitante, aussi y est-elle restreinte. Il y a des cas de société présumée, mais les jurisconsultes prêchent la prudence.

Les communautés de ce genre étaient fréquentes et nombreuses à la campagne. C'étaient des sociétés *taisibles* dont les anciens jurisconsultes parlent souvent et décrivent la curieuse organisation. Philippe de Beaumanoir et Guy Coquille en ont notamment indiqué pour la France les traits remarquables et exposé la raison d'être économique (3).

Mais pour être moins fréquentes, les sociétés fraternelles n'en existaient pas moins en ville et on en trouve bien des traces, dans l'organisation de la

(3) Philippe de Beaumanoir († 1273) *Coutumes de Beauvoisis*, éd. Beugnot, I, p. 305. — Guy Coquille (1523) *Coutumes du Nivernais*, chap. 22, art. 1. — M. Dareste de la Chavanne, dans l'*Histoire des classes agricoles en France*, p. 231 et suiv. expose longuement la curieuse institution des sociétés taisibles.

Societas duorum fratrum (1) à laquelle les jurisconsultes attachent une haute importance. La plupart des grandes maisons commerciales étaient des maisons de famille. L'histoire des *consorterie* et des *compagnie* italiennes en offre entre autres de remarquables et curieux exemples (2). Ce système, bien différent de celui consacré aujourd'hui par l'art. 815 c. c. présumait donc la société dans la communauté prolongée. Il favorisait pour le commerce, comme pour l'industrie et la propriété foncière la tradition familiale et l'intégrité patrimoniale, sans cependant entraver la possibilité des partages et des circulations nécessaires.

En dehors de la société de tous biens ou de tout lucre, il y avait de fréquentes associations partielles, *uniui mercantiae* etc. toutes fondées sur l'idée exprimée plus haut comme principe général de l'association économique.

Il est clair que toutes ces sociétés n'étaient point exemptes d'usure, on les en a souvent accusées, bien que peut-être plus que de raison, non pas qu'elles fussent usuraires, dans leur constitution même, mais bien des *compagnies* financières de banque faisaient des opérations usuraires en Italie et ailleurs.

(1) Endemann, Ibid. I, 358. — Petrus de Perusio, *De duobus fratribus*. — Franciscus de Porcellinis. de Padoue, *De duobus fratribus*, etc.

(2) Peruzzi, *Storia del commercio... de Firenze*, p. 211, 361 etc. et les auteurs cités à la note précédente.

2. LA COMENDE.

La comende est d'une autre nature. Bien qu'elle soit devenue une sorte de société et ait produit la commandite moderne, elle peut avoir été à l'origine un contrat réel. Mais dans la pratique commerciale elle nous apparaît sous la notion habituelle de la société. Nous n'entrerons pas ici dans cette controverse sur la nature originelle de la comende dont les détails varient dans les divers statuts commerciaux d'Italie et des autres villes maritimes. Les types s'échelonnent depuis le louage de travail jusqu'à la forme complète de la société.

La comende était un contrat par lequel une personne remettait à une autre des capitaux par lesquels celles-ci, soit en son nom, soit au nom du commendator, faisait affaire à l'étranger, et était rémunéré par une part de bénéfices, part, d'ailleurs variable, sans doute d'après la nature des risques de l'entrepreneur, le quart, la moitié.

Ce contrat se distinguait du louage d'ouvrage, où il était question d'une somme fixe, de la société qui suppose un capital commun et social.

Les jurisconsultes parlent peu de la *comenda*, qui se trouve plutôt dans les coutumes maritimes, mais s'y trouve partout quoique avec des variétés, et la théorie complète est malaisée à dégager.

La comende est le vrai contrat commercial du moyen-âge ; on le trouve partout, dans les Assises de Jérusalem, le Consulat de la mer, les Statuts de

Marseille, de Gènes, de Montpellier, de Pise, de l'Orient latin et aussi dans les Etats du Nord (1).

Il suppléait au prêt à intérêt qui était interdit. Le comendator maître du capital avait en principe le risque, bien qu'il eût recours contre son comendataire ; mais il ne put jamais être question de le rendre responsable vis-à-vis des tiers qui l'ignoraient, au delà de la somme accomendée.

C'est par cette porte que la responsabilité limitée pénétra dans le régime des sociétés et qu'on voit poindre la société en commandite.

La comende, avons-nous dit, revêtait des formes très diverses dont des auteurs modernes, Endemann, Troplong, Weber, Lastig, Goldschmidt et Willy Silberschmidt se sont occupés avec beaucoup d'érudition. Il nous suffit ici de signaler le caractère économique de ce contrat si répandu.

La licéité du contrat de *comende* provenait toujours du même principe : Le capital ne peut produire que pour celui qui travaille lui-même ou qui fait travailler sous sa responsabilité. Cette dernière condition se trouvait réalisée (2). Il y avait de frè-

(1) Voir les intéressantes données d'Ashley, *Economic history*, vol. I, part. 2, p. 411 sq. ; Goldsmith, *Handbuch*, p. 271.

(2) Cf. Jansen, op. cit. t. I, p. 407, *Ista non est usura, sed divisio lucri industrialis*.

On trouve dans les chartes des types de chacune de ces formes, qui en montrent la filiation et les modifications insensibles. Voici des exemples tous empruntés aux années 1155-1156 : a) Ego profiteor me accepisce a te... libras CXXVII quas debeo portare laboratum ad tuam fortunam in reditu capitale, et proficuum tuum esse

quents contrats de ce genre ; Pierre de Ravenne le recommande et c'est bien à celà que semble faire illusion S. Thomas dans le texte que nous avons cité.

debet exceptis VII bizanciis quos mihi debeo habere *pro conducto*. Voilà une forme bien rapprochée du louage d'ouvrage ; ce contrat portait le nom spécial d'*implicita*. b) ... me accepisse a te *in societatem* libras quas debeo portare laboratum et de proficuo quod ibi Deus dederit, debeo habere quartam et redditum debeo mittere in tua potestate... La forme seule est changée : le fond du contrat reste, la forme se rapproche de la commandite. c) Commande : Ego accepi *in commendacionem*... même clause qu'au contrat précédent. Cette similitude est concluante. d) R et F contraxerunt societatem in quam ipse R posuit libras L et F XXV. Hanc pecuniam debet portare F et profectuum quod Deus dederit per medium dividere... C'est le contrat mutuel de société de personnes et de capitaux. Ces textes sont extraits des *Historiae patriae monumenta*, éd. Cibrario etc. t. II *Chartarum*, n^{os} 261, 243, 301, 257. Ils ont été reproduits et commentés par G. Lastig. *Entwickelungswege und Quellen des Handelsrechts*, Stuttgart, 1877, p. 31. Cf. L. Cibrario, *Della economia politica del medio evo*, Turin, 1862, t. III, p. 281. — Pardessus, *Lois maritimes*, t. IV, p. 255, 527.

Les mots *ad laborandum, ex causa laborandi et negociandi* etc. reviennent toujours. Troplong, *Introd. au traité du contrat de société*. — Weber, *Zur Geschichte der Handelsgesellschaften*. — Goldsmith, op. et loc. cit. — Willy Silberschmidt, *Die Commenda in ihrer frühesten Entwicklung bis zum XIII Jahrhundert*, Wurzburg, 1884. — Frignet, *Histoire de l'association commerciale*, p. 113. — Endemann, op. et loc. cit. — R. de Fresquet, *Essai sur les statuts de Marseille au XIII^e siècle*, Marseille, 1865, p. 141. — *Assises de Jérusalem, Cour des bourgeois*, ch. 41-45, etc.

CHAPITRE VIII.

LES ÉCHANGES ET LA CIRCULATION DES BIENS.

L'homme a des besoins divers auxquels il ne peut satisfaire par lui-même. Il lui faut le secours de ses semblables. Il faut que les hommes s'entre aident dans la vie sociale, qu'il y ait de continuels échanges de services gratuits et non gratuits. Notamment faut-il qu'il y ait des hommes qui s'occupent des divers besoins de la vie matérielle, et qu'ils échangent leurs services. Il est nécessaire qu'un grand nombre d'hommes s'y consacrent, dit Albert le Grand (1). De plus, ajoute Buridan, les diversités locales imposent la division des travaux, c'est ainsi que l'Artois donne du froment à la Gascogne qui lui donnera ses vins. Or pour que la communication des services puisse se faire parmi les hommes, il faut qu'il y ait un échange des produits. Pour l'entretien de la vie humaine il y a donc un nombre multiple d'échanges sur les choses destinées aux besoins de l'homme (2).

(1) Albert-le-Grand, *Ethicorum* libri X, lib. 6, tract. 2, cap. 9. *Opera*, Lugduni, 1651, t. IV, p. 201.

(2) Buridan, *Ethicorum* lib. 5, q. XV. Ad humanam sustentationem requiritur bonorum quae in usu humano cadunt, multiplex commutatio.

Nous avons vu (1) que les docteurs du moyen-âge ont compris et exprimé cette vérité que la division du travail n'est qu'une forme de la coopération et de l'association. Mais cette division des services doit produire des relations multiples, des contrats de vente et d'échange. Ces rapports ont besoin d'intermédiaires : la monnaie, le commerce. Enfin leur activité donne naissance au crédit. Ces divers points de la vie pratique, qui tombaient sous l'action directe de la loi morale et sous la surveillance immédiate du pouvoir civil, n'ont pas été négligés par les écrivains du moyen-âge. Nous allons parcourir ces divers points et indiquer rapidement les vues des écrivains des XIII^e et XIV^e siècles.

Les échanges et les contrats ont été inventés pour le bien de l'humanité, de telle façon que chacun s'entre aide dans ses nécessités mutuelles, dit Henri de Langenstein, dans son remarquable traité *De Contractibus* (2), mais pour qu'il en soit ainsi, il faut que la justice et la charité y président, or l'avarice des hommes a détourné les échanges et contrats de leur but, et les a fait servir à rendre les indigents plus indigents encore, en ne cherchant que le profit temporel sans souci du profit éternel.

Les gens cupides et avarés ont introduit (3) une

(1) Voir plus haut p 76 et 81.

(2) Op. et loc. cit. Notamment cap. 1, 2, 3, 8 : quomodo avaritia commutationes jam pervestit in contrarium finis earum, cap. 47 et 48. Cf. S. Thomas d'Aquin, *Sum. theol.* 2^a 2^{ae}, q. 105, art. 2.

(3) Cf. Pape Innocent III, *De Contemptu mundi*, lib. II, cap. 2.

quantité innombrable de contrats iniques et usuraire, en matière de vente, de location, de prêt, dont il est impossible de faire une théorie générale, tant sont variées et ingénieuses les inventions dans leur art d'abuser de la faiblesse et de la naïveté des pauvres gens. Tous veulent tirer profit de leur argent par des ventes, des achats, des prêts de toute nature, tandis que bien peu s'efforcent avec le même art d'acquérir les biens éternels. C'est cette justice, cette charité mutuelle, ce bon ordre que les docteurs cherchent à maintenir dans les contrats, avec une vigueur et une unité de vues remarquables que nous allons étudier.

La vie commerciale, les échanges, la circulation étaient peu actifs au début du moyen-âge. Ils ont pris, dans la suite plus de développement. D'abord les fonctions de producteur et de commerçant n'étaient guère distinctes; elles se différencient avec l'augmentation de la population, l'amélioration relative des voies de communication, l'action des pouvoirs publics facilitant les relations, l'action économique des croisades. Les phénomènes économiques de la circulation prennent plus d'intensité; les idées qui les concernent occupent davantage les esprits, au ^{xiv}^e siècle surtout. On ne s'en occupe plus seulement dans des chapitres des traités généraux, mais ces chapitres grossissent, deviennent des dissertations. Il y en a de remarquables sur les contrats, les monnaies, le change que nous aurons à citer. Entre autres, quatre opuscules,

réunis plus tard en une édition commune, constituent d'importantes études, mélanges d'économie, de morale et de droit, dus à des écrivains autorisés et qui méritent une place distinguée dans la littérature de notre sujet. Aux aperçus nombreux et marquants des *summistes*, de Thomas d'Aquin, des grands écrivains connus, il faut joindre ici avec une mention spéciale, la dissertation si caractéristique de Henri de Langenstein, celle de son collègue et ami Henri de Oyta, de Jean Gerson et le traité des monnaies de Nicole Oresme (1).

§ 1. *Les échanges et la monnaie.*

Il faut de multiples échanges. Mais comment peuvent se faire les échanges ? Puisqu'il faut que l'un donne et que l'autre reçoive, il faut trouver une mesure commune des divers objets. Or, nous l'avons vu, la mesure de la valeur des choses est dans les besoins de l'homme. Cette vérité puisée dans un texte d'Aristote, a été exploitée et habilement développée par Albert le Grand et surtout par Buridan, que distingue en toute cette matière une remarquable précision de termes et de conclusions. C'est donc l'importance du besoin auquel

(1) Voir à ces noms divers, les titres et indications y relatives. Cf. R. Stintzing, *Geschichte der populären Litteratur des römisch-kanonischen Rechts in Deutschland*, Leipzig, 1897, p. 539. Les traités spéciaux de ces auteurs sont groupés dans l'édition des *Opera* de Jean Gerson, Colonice, 1484.

peut satisfaire un objet qui fixe sa valeur et en est la mesure. Mais c'est là une mesure idéale qui fixe le rapport des valeurs, mais ne suffit pas à en faciliter l'échange. En effet, le but de l'échange est de se procurer ce dont on a besoin ; il ne s'opère donc pas entre ouvriers de même ordre, ni entre choses du même genre (1). Le cordonnier veut avoir du pain, du blé ; le chanteur ne sera pas content « si on lui rend chanter en retour. » « Voici un pauvre homme, dit Buridan, qui n'a que son travail pour vivre et a besoin de pain, sel, etc., et le riche qui l'emploie n'a que des pierres précieuses. Qu'arrive-t-il ? De même encore j'ai un cheval, et il me faut des chaussures, des vêtements ; je ne donnerai pas mon cheval pour une paire de souliers au cordonnier qui n'en saurait que faire. Comment m'y prendre encore ? Il faut trouver une chose qui serve de mesure commune à la valeur échangée, qui représente l'utilité des choses, et que tout le monde accepte. Cette mesure c'est la monnaie (2). Entre ceux qui *s'entreservent*, dit Brunetto Latini, dans son langage imagé (3),

(1) Albert-le-Grand, op. et loc. cit. *Commutatio non fit ex duobus medicis, sed ex medico et agricola, et universaliter loquendo, commutatio fit ex omnibus alteris artificibus et non æqualibus secundum opera.*

(2) Buridan, op. cit. lib. 5, q. XVII. Ce texte très remarquable est reproduit par M. Ch. Jourdain dans son savant *Mémoire sur les commencements de l'économie politique dans les écoles du moyen-âge*. Mémoires de l'Institut. Académie des Inscr. et B. L. 1874, t. XXVIII, 1^{re} partie, ch. 61, p. 317.

(3) *Livre du trésor*, éd. citée, liv, II, 1^{re} partie, ch. 61, p. 317..

« est une chose commune aimée par cui ils apparuillent et confèrent la marchandise, ce est or et argent. »

Sans doute au moyen-âge, pendant assez longtemps, les services économiques se firent, au moins en partie, en nature, et la circulation monétaire y avait relativement moins d'étendue, mais elle existait cependant et se développa avec les échanges (1).

Les écrivains du moyen-âge ont commenté l'aperçu que donne Aristote du rôle de la monnaie (2). Les idées antérieures à l'époque où l'*Ethique* fut répandue en Europe, ne sont guère que des étymologies sans portée. La monnaie, dit Isidore de Séville, ainsi appelée de *Monere* parce qu'elle prévient les fraudes dans les contrats, contient trois éléments essentiels : le métal, l'effigie et le poids. En l'absence de l'une d'elles, il n'y a plus vraiment de monnaie (3). Ce sont sans doute là des éléments essentiels, mais qui n'ont guère la portée scientifique que leur attribue

(1) On a fait remarquer avec raison que la quantité *monnayée* de métaux précieux était relativement bien moindre au moyen-âge. Les prestations en nature y sont restées longtemps en usage. Les richesses s'accumulaient sous forme de métaux non monnayés, pièces d'orfèvrerie etc. Une petite quantité de monnaie paraissait vite importante. Les réserves, ou trésors, contenaient beaucoup de vaisselle plate, objets d'orfèvrerie etc., c'est une forme d'accumulation en rapport avec une circulation plus restreinte et un régime de *Naturalwirthschaft* plus ou moins complet. Cf. Lamprecht, op. cit. t. II, p. 375 et suiv.

(2) *Ethique*, V, 5. — *Politique* I, 3.

(3) *Etymolog.* liv. XVI, ch. 17. « Metallum, figura, et pondus. » Jourdain, op. et loc. cit. p. 6.

M. Lenormant dans une trop bienveillante traduction (1).

L'idée d'Aristote impliquait déjà que *monnaie n'est pas richesse*, la richesse naturelle étant celle qui sert immédiatement à l'utilité de l'homme, tandis que la monnaie sert seulement d'instrument (2).

Mais que faut-il pour que la monnaie remplisse véritablement son but ? La monnaie est la mesure des valeurs ; elle sert d'intermédiaire, *media mensura*, et en même temps de garantie pour le besoin futur, *fidejussor futurae necessitatis*. Or pour remplir ce but, la monnaie doit elle-même être une valeur. « Il faut, dit encore Buridan (3), que la valeur de la monnaie soit mesurée à l'utilité de l'homme. Alors seulement elle pourra être la mesure des choses échangeables. On saura en effet ainsi, que l'objet qui a tel rapport avec la monnaie a le même rapport aux besoins de l'homme, » vraie mesure philosophique. On aurait donc tort de croire qu'aux yeux des écrivains du moyen-âge, la monnaie soit une création purement légale, qui ne repose sur aucune règle. Non, on comprend très bien que la

(1) *La monnaie dans l'antiquité*, Paris, 1878, t. I, introd. p. xxi.

(2) Voir plus haut, p. 82.

(3) Op. et loc. cit. « Opportet (igitur) quod valor pecunie indigentia humana mensuretur ; quum igitur valor pecunie mensuratus fuerit secundum proportionem ad humanam indigentiam, omnia commutabilia poterunt appreciari secundum proportionem ad pecuniam, qualem enim proportionem habebunt ad humanam indigentium, talem habebunt ad pecuniam : humanæ indigentiae proportionatam. »

monnaie doit avoir sa valeur propre. Aussi, dit Nicole Oresme (1), faut-il choisir une matière qui soit assez abondante pour le besoin des transactions, mais qui ne le soit pas trop, de peur qu'elle ne perde sa valeur. Et même si la matière monétaire venait à devenir trop abondante et à se déprécier, il faudrait la changer. Mais ce sont là déjà auteurs du xiv^e siècle. Cette idée est cependant aussi, mais bien moins nettement exprimée chez S. Thomas d'Aquin. Il reconnaît toutefois que la monnaie, instrument et garantie des échanges, est aussi quelque chose par elle-même *per se* : de l'or et de l'argent (2).

Ce n'est qu'au xiv^e siècle que la théorie de la monnaie prend un sérieux développement. Aux xii^e et xiii^e siècles, la théorie péripatéticienne était tout ce que connaissaient les docteurs. Ils n'y ajoutent guère de développements personnels. Les circonstances n'avaient pas encore donné à cette partie de la science le caractère pratique que lui donnèrent les tentatives de Philippe le Bel. C'est à partir de cette époque que nous voyons donner à l'étude de la loi monétaire une attention spéciale de la part des écrivains. Il y a du xiii^e au xiv^e siècle un progrès notable dans cette partie de la science (3).

(1) Nicole Oresme, évêque de Lisieux (1382), *Traictie de la première invention des monnaies*, éd. Wolowski, Paris, Guillaumin, 1864, ch. 2 et 13.

(2) *Per se aliquid esse potest ; puta, si conflatur, erit aliquid : aurum vel argentum*, *De regimine principum*, liv. 2, ch. 14.

(3) H. Contzen, *Gesch. der Volkswirtschaftl. Litter. im Mittelalt.*, p. 82. — Ch. Jourdain, *op. et loc. cit.* p. 12 et suiv.

Dans l'économie peu compliquée du haut moyen-âge, où les échanges étaient restreints, la qualité intrinsèque de la monnaie pouvait sembler présenter moins d'importance pratique, et le droit de frappe était accompagné de celui de fixer la valeur de la monnaie dans l'échange (1). Ce droit légal n'était guère contesté au prince. Certes de bonne heure, on insistait sur la *bonitas intrinseca*, mais les princes pouvaient céder plus aisément à une erreur plus ou moins intéressée. La théorie du *valor impositus* permettait au prince de fixer le prix nominal de la monnaie et cet usage pouvait devenir élastique (2). Le prince pouvait gâter le système monétaire soit en altérant son poids et son titre, soit en modifiant son cours légal, ce qui était en somme, sous les deux formes, nuisible à la sécurité des transactions (3).

Au XIII^e siècle, dit M. Jourdain, on peut dire sans exagération que les parties élémentaires de la théorie aristotélicienne de la monnaie, étaient passées dans les écoles d'Occident à l'état de lieu commun philosophique. Le rôle de la monnaie, son origine, son caractère d'instrument et de garantie sont généralement connus. La question des mutations moné-

(1) Cf. la théorie de Th. von Inama-Sternegg, *Deutsche Wirthschafts Geschichte*, t. I. p. 202.

(2) V. Endemann, op. cit. t. II, p. 170 sq.

(3) Pour la Belgique voir les sources citées dans notre *Histoire des classes rurales*, p. 158 et Wauters, *Histoire de Jean I^{er}*. — D'autres sont antérieures. voir les exemples cités par Wolowski, introd. au *Traité des monnaies*, de N. Oresme, p. XL.

taires est posée chez S. Thomas d'Aquin. Il reconnaît que les diminutions de poids et de valeur se font au détriment du peuple, *hoc cedit in detrimendum populi* ; mais pourquoi ? il nous le dit : parce que la monnaie est une mesure, que cela reviendrait donc à changer les poids ; ou encore parce que la monnaie est *fidejussor futurae necessitatis*, et qu'ainsi ce *fidejussor*, comme le dit Albert le Grand, n'est pas toujours *certus*. Il nous apprend même que le Pape Innocent III avait réprimandé le roi d'Aragon pour des faits de genre (1).

La doctrine monétaire n'était donc pas arbitraire(2) ; l'extension que prenait sa connaissance, ne fut pas sans doute sans influence sur les hommes du gouvernement de l'époque, et sur la réforme monétaire commencée en 1258 en France par S. Louis IX. La théorie sur la nature intime de la monnaie n'était pas nettement dégagée ; mais on connaissait déjà les inconvénients des changements monétaires. Si, notamment en France, des princes et des seigneurs fixaient légalement la valeur de la monnaie, on insistait sur les qualités nécessaires de la monnaie, et de sa fixité, sans peut-être en bien indiquer la raison économique.

Il serait difficile de ne pas rattacher la sage pra-

(1) S. Thomas d'Aquin, *De regimine principum*, liv. II, ch. 13. Cf. *Comment. ad lib. Politicor. Aristot.*, lib. I, lect. 7, éd. Parme, t. XXI, p. 387.

(2) Cf. en Italie, les doctrines d'Andrea da Isernia, dans Fornari, op. cit. p. 48 sq.

tique du saint roi avec la saine doctrine des docteurs. S. Louis ne songea qu'au bien du peuple. Il s'attacha à faire des monnaies de bon aloi, et exigea que sa monnaie eût cours dans tout le royaume. On était loin encore de l'unité monétaire, car les seigneurs gardaient leur droit, mais c'était une réforme précieuse et un grand progrès (1). Louis IX, rétablit le cours monétaire sur les bases métalliques naturelles, imposa le respect de ses règles aux seigneurs ayant *jus cudendae monetae*, prépara l'avènement de la monnaie royale et facilita les développements du commerce international de la France. On eut bientôt l'occasion de regretter la forte monnaie du bon roi S. Louis ! Philippe le Bel en effet, dès la fin du même siècle, répéta coup sur coup avec un scandaleux éclat une mesure qui, avant lui, n'avait eu que moins d'importance et de gravité. Les conséquences furent désastreuses ; ce fut une calamité publique : *morbus numericus* (2). Ce fut en vain que la papauté

(1) Vuitry, *Etudes sur le système financier de la France*, Paris, 1878, p. 444 et suiv. — Pigeonneau, *Histoire du commerce de la France*, Paris, 1877, p. 274 etc. — Glasson, *Histoire du droit et des institutions de la France*, t. VI, p. 134.

(2) E. Boutaric, *La France sous Philippe-le-Bel*, Paris, 1861. — N. de Wailly, *Mémoire sur les variations de la livre tournois*. Mém. Acad. Inscr. et B. L., t. XXI, 2^e partie. — Vuitry, *Les monnaies sous Philippe-le-Bel*. Acad. Sc. mor. et polit., 1879, t. 112 (vergé). — de Saulcy, *Philippe le Bel a-t-il mérité le surnom de faux monnayeur ?* Bibl. Ecoles des Chartes, 1876, t. 37, p. 143. — P. Clément, *Trois drames historiques. Enquerrand de Marigny*, etc., Paris, 1857.

protesta contre l'abus (1), que la poésie emprunta pour le flétrir, le langage sublime de Dante (2), rien ne fit. C'était en vain aussi que Gilles de Rome avait conseillé à son royal élève l'étude de la doctrine monétaire, si nécessaire, disait-il aux gouvernants. Philippe profita bien mal des leçons économiques de son maître (3). Certes Philippe le Bel avait pour lui une sorte de tradition légale, mais il commit la faute d'en abuser surtout après les exemples de S. Louis et les leçons de l'expérience.

Philippe le Bel, en abandonnant le bon système de S. Louis, a causé des inconvénients qui devinrent plus sensibles, à mesures qu'au ^{xiv}^e siècle, le commerce se répandait (4). C'est ce qui explique aussi les études qui se portèrent dès lors sur ce grave objet.

Malheureusement certains princes furent très obstinés dans leurs erreurs. L'intérêt privé et public réagissait, les prix cherchaient à s'équilibrer, mais c'était souvent lent, et toujours il y avait des souffrances, auxquelles les princes ne parvenaient point à suppléer en fixant des tarifs de prix (5). Ce ne fut

(1) Bulle du Pape Clément V citée par Le Blant, *Traité historique des monnaies de France*, p. 185.

(2) *Paradiso*, canto XIX, v. 118.

(3) Sa doctrine monétaire est exposée au *De regimine principum*, liv. 2, 3^e partie, ch. 9.

(4) Ingram, *Histoire de l'économie politique*, trad. fr., Paris, 1893, p. 52 qui d'ailleurs ne donne pas au moyen-âge l'importance qu'il mérite.

(5) Entre autres, Levasseur, *Hist. des classes ouvrières*, t. I, p. 558 sq.

d'ailleurs pas d'accord unanime que Philippe le Bel recourut à cette funeste mesure. Le financier italien Mouchet (Guide) s'était prononcé contre l'affaiblissement des monnaies, proposée comme ressource pour la guerre (1). On y vint un peu plus tard, et Enguerrand de Marigny, le célèbre légiste alors très puissant, n'y fut sans doute pas étranger (2).

Sous l'action des faits et de la nécessité les penseurs portèrent leur attention sur les détails de la théorie des monnaies, une de celles qui, grâce aux événements, reçut dès lors le plus de lumières. Hommes de robe, financiers ou monnayeurs, docteurs de théologie, publicistes de tous genres, attachent à la question des monnaies une importance trop justifiée. Nous sommes loin, sans doute, de connaître tous les mémoires qui virent le jour, pendant le xiv^e siècle, sur cette grave question. Nous en savons assez pour affirmer que la doctrine monétaire était très développée et très juste. Les travaux des savants et les réclamations populaires parvinrent au moins à un résultat momentané, à la période de réforme trop courte du règne de Charles V, et à l'administration sage et éclairée de Charles VII. Buridan, Nicole Oresme, Philippe de Maizières (3), Jacques

(1) Mémoire anonyme de 1297 cité par Boutaric dans les *Notices et extraits de manuscrits de la Bibliothèque nationale*, etc., t. XX, p. 123, Paris 1865. — Le même, *Philippe-le-Bel*, p. 306.

(2) Ibid. et P. Clément. *Trois drames historiques. Enguerrand de Marigny* etc., Paris, Didier, 1857, p. 25.

(3) V. Brants, *Philippe de Maizières*, Revue catholique de Louvain, 1880, t. II.

Cœur (1), et une foule d'autres plus obscurs, mais non moins méritants, eurent sur la restauration des finances françaises une salubre influence. On a contesté leur action, et notamment celle d'Oresme (2), l'auteur du premier traité s'occupant exclusivement de « l'invention des monnoies. » Sans doute, les doctrines qu'il émet étaient en germe dans les écrits antérieurs, mais il n'y en a pas moins de mérite à avoir exposé le premier et professé l'ensemble de la théorie monétaire. Les œuvres écloses sous l'action des violences royales, partent de ce principe que la monnaie a été créée pour le bien et l'utilité de la communauté ; le prince seul, comme pouvoir public, a le droit de la régler, car il est investi de l'intérêt

(1) P. Clément, *Jacques Cœur et Charles VII*, Paris, 1853, t. I, p. 86.

(2) W. Endemann, *Nationalökonomisch. Grundsätzen d. canonistisch. Lehre*, Iena, 1863, p. 75, note. Nicole Oresme ne fait d'après lui que reproduire les opinions générales de son époque, n'y avait pas grand renom, et ne méritait pas l'honneur qu'ont fait MM. Wolowski et Roscher au prétendu « grand économiste du xiv^e siècle. » Il est vrai que les opinions d'Oresme étaient assez générales dans le monde scientifique de son époque : mais il y a mérite cependant à constituer pour la première fois un traité complet et systématique de la doctrine monétaire, et cela en présence des tendances de la royauté. Oresme d'ailleurs était connu et cité, notamment par Gabriel Biel et d'autres encore. Si les savants éditeurs du *Traité de la première invention des monnaies* ont fait une erreur, elle consiste à représenter leur auteur comme une célébrité jusqu'ici méconnue. Oresme figure dans plusieurs traités des derniers siècles ; et encore est-il vrai de dire qu'on l'avait totalement oublié. Sur les éditions et citations antérieures d'Oresme, voir H. Contzen. op. cit. p. 131.

de la communauté, mais ce droit ne va pas jusqu'à la propriété. Le prince est le régulateur, non le propriétaire de la monnaie. Il ne peut donc y toucher, la modifier que dans l'intérêt de la communauté elle-même. Telle est la doctrine semblable de Buridan et d'Oresme (1). Or, cette réglementation monétaire, quelle doit en être l'idée inspiratrice ? La circulation de l'argent doit être comme une loi et règle invariable. Cette fixité est favorable aux contrats, avait déjà dit S. Thomas d'Aquin. Les variations, explique Oresme, ne font que bouleverser les fortunes, au seul profit des moins honnêtes qui bénéficient sur les différences des espèces (2). Les inconvénients ruineux des mutations n'étaient déjà que trop compris dès le début du XIV^e siècle, on les retrouve exposés au plus fort de la crise, en 1308, avec une liberté digne d'éloges par un membre des Etats de 1302, l'avocat Pierre du Bois (3). Les pertes, dit-il, peuvent être appréciées d'une manière bien sensible. En effet les revenus en argent ne sont pas augmentés, et d'un autre côté les objets nécessaires à la nourriture et aux vêtements sont deux fois plus chers. Quiconque sait transporter hors du royaume trois cents livres, en perd le tiers, parce qu'avant on avait plus d'or et d'argent pour 200 livres

(1) Buridan, *Qucest. sup. 8 libros politic.*, lib. I, q. XI. — Oresme, *op. cit.* ch. 14, 15.

(2) *Ibid.* ch. 19.

(3) Mémoire de M. Natalis de Wailly, *Mémoires de l'Institut. Acad. des Inscr.* t. XVIII, 1855, 2^e partie, p. 469.

qu'aujourd'hui pour 300, pour les étrangers la monnaie noire n'est pas de la monnaie et la France n'a de numéraire qu'autant qu'elle a de l'or et de l'argent. « Or, la monnaie d'or et d'argent, la monnaie sérieuse ne pouvait rester en circulation à côté du billon, érigé par ordonnance au prix des sous et des livres. La bonne monnaie devait être expulsée. Ce sont les étrangers et les changeurs qui profitent seuls de la monnaie réelle, dit encore Oresme⁽¹⁾. Il y a un texte d'un mémoire du xiv^e siècle, émané d'un monnayeur inconnu, qui prouve d'ailleurs que cette loi économique était comprise à merveille. Il est curieux de signaler, comme une ancienne formule de la loi attribuée à Gresham, ce texte qui par des exemples alors récents, démontre le danger de ne pas *ajuster l'or et l'argent*, ce qui fait, selon son énergique expression, que *tantôt l'argent mange l'or, tantôt l'or mange l'argent* (2). La science d'ailleurs garda ce principe. En 1412 l'université en corps représentait à Charles VI, que par les diminutions de titre, « la bonne monnaie est expulsée, car les changes et les Lombars cueillent tout le bon or, et font paiement de nouvelle monnaie (3).

On conserve au Trésor des Chartes une série de mémoires contemporains émanés des principales villes de France ou de simples particuliers, et qui

(1) Op. cit. ch. 18.

(2) E. Boutaric, *La France sous Philippe-le-Bel*, p. 308.

(3) Jourdain, *L'Economie politique au moyen-âge*, mémoire cité, p. 33.

prouvent combien les questions monétaires préoccupaient alors les esprits. La plupart de ces mémoires réclament le retour à la bonne monnaie de S. Louis. Y revenir, disent les villes du midi, serait faire *œuvre de Saint-Esprit* (1).

Il faut donc, nous l'avons vu, maintenir la stabilité monétaire, et se baser pour la constitution des pièces, sur la valeur du métal et son abondance. Le rapport des valeurs des monnaies doit suivre lui aussi les fluctuations du rapport marchand entre l'or et l'argent.

Le traité de Nicole Oresme mérite une analyse plus intime ; c'est un des premiers qui soit consacré *ex professo* à un sujet économique et il exprime des idées très justes, plus justes que celles qui dominèrent longtemps après lui, sous le nom de *Mercantilisme*, plus justes encore que celles qui permettaient de réduire la monnaie en ayant l'air de n'y voir qu'un signe d'échange (2).

Pour s'en faire une idée exacte, il faudrait presque tout citer, car la rédaction de plusieurs chapitres en

(1) M. Natalis de Wailly explique longuement l'histoire curieuse et tristement instructive des variations monétaires, et analyse les mémoires des financiers de l'époque, Pierre l'Auvergnat, Pepe Bonaprise de Florence et autres, *Mémoire sur les variations de la livre tonurois*, Mém. Acad. Inscr. et B. L., t. XXI, 2^e partie, p. 32 suiv. (du tiré à part). — Cf. Le Blant, Ouvrage cité p. 185. — Voir la remarquable lettre des consuls de Montpellier dans Germain, *Histoire du commerce de Montpellier*, 1861, t. I, p. 163.

(2) J.-E. Horn, *L'économie politique avant les démocrates*, Paris, 1867, p. 103.

est très concise. Il expose d'abord la division des produits naturels, la nécessité de l'échange, la difficulté du troc en nature, d'où résulta l'invention de la monnaie qui sert d'instrument à l'échange. La monnaie est dite richesse artificielle, car elle ne peut servir immédiatement aux besoins de l'homme et les anciens citaient avec raison l'histoire du roi Midas qui transformait en or tout ce qu'il touchait et mourut de faim ; mais elle sert à faciliter les échanges. A cette fin elle doit être bien constituée. L'auteur examine en divers chapitres la matière et la forme de la monnaie, puis s'attache surtout à discuter les mutations monétaires dont il développe tous les inconvénients avec beaucoup de talent. Les qualités qu'il requiert surtout de la matière monétaire sont d'être aisément maniable, de renfermer sous un petit volume de quoi représenter plus de marchandises, d'être par conséquent précieuse et rare, d'exister en quantité suffisante. Il préconise l'emploi simultané de l'or et de l'argent, en adaptant leur valeur nominale à leur valeur réelle. Il blâme vivement les modifications du système monétaire ; il les croit nuisibles, même quand elles sont honnêtes parce qu'elles bouleversent les relations économiques, notamment les redevances périodiques ; mais il blâme surtout le prince qui les opère en vue d'un lucre (1). A tous

(1) En Angleterre, cet abus paraît peu fréquent et les inconvénients sont éludés par l'habitude de *peser* la monnaie. Thorold Rogers, *Interprét. économiq. de l'histoire*, trad. p. 173 sq.

les inconvénients cités, il faut joindre les profits des spéculateurs qui gagnent en opérant sur ces mutations, et y font un gain peu recommandable. Le fait bien connu de l'exportation de la bonne monnaie, et de l'importation d'une monnaie faible par spéculation est fort bien décrit par l'auteur ; il signale l'appauvrissement qu'en ressent le pays. De toutes façons, il faut donc blâmer le prince qui recourt à ces procédés ; il ne peut ni en avoir ni en recevoir le droit.

Il admet exceptionnellement que la société elle-même (*communitas*) pourrait, en un cas tout spécial, recourir à une réduction, comme à un mode d'impôt, mais sauf un cas très rare, les inconvénients seraient pires que celui de tout autre impôt spécial (1).

(1) C'est ce qu'on pourrait dire aujourd'hui de l'emploi du papier-monnaie. S'il y a eu de fréquentes et fâcheuses altérations monétaires, il ne semble pas que le moyen-âge ait connu le système du *papier-monnaie*. Il n'en est point question, à notre connaissance, dans les écrivains du temps, comme Oresme, qui certes n'eussent pas manqué, semble-t-il, de le commenter et de l'apprécier. Nous croyons en trouver une preuve indirecte dans la description du système de papier monnaie usité dans les Etats du Grand Khan des Tartares mongoles au ^{xiii}^e siècle par le voyageur et marchand vénitien Marco Polo en 1298, dans son *Livre des diversités et merveilles du monde*. Lui, un marchand italien, cite cet exemple de papier-monnaie comme la découverte de la pierre philosophale ; le khan en fait faire chaque année en si grande quantité, sans qu'il lui en coûte rien, qu'elle paierait, dit-il, tous les trésors du monde. Les gens, ajoute-t-il, l'acceptent en paiement parce qu'ils peuvent l'employer partout comme si c'était de l'or ! Il est curieux de voir un marchand italien vanter la facilité, la légèreté, les mérites enfin des assignats des Mongoles : c'est à peu près inexplicable, mais

Cette doctrine sur la vérité des monnaies est entrée définitivement dans la domaine de la science. Nous ne voulons pas dépasser les limites de l'époque que nous étudions. Partout cependant nous retrouverons avec des variétés bien minimes les doctrines de Nicole Oresme et de ses contemporains, chez Gabriel Biel, qui le suit et le cite, Copernic, Martin de Garratis, François Curtius, Jean d'Aquila, Albert Brunus et bien d'autres (1). Mais si ces auteurs maintiennent le principe de la loyauté et de la fixité monétaires, leurs livres ne constituent en général que des manuels, des résumés, qui n'ajoutent guère à la science, ni une loi, ni une idée nouvelle.

§ 2. *La loi des contrats. — Le juste prix.*

Les choses s'échangent par l'intermédiaire de la monnaie. Mais comment régler les conditions de cet échange ? L'intention des co-contractants est évidemment double ; d'abord ils veulent se procurer la chose dont ils ont besoin ; ensuite, ils veulent placer

prouve en tout cas que le système était inconnu en Europe, car il termine son exposé en souhaitant qu'on l'ait bien compris ! (Liv. II, chap. 22 de la traduction latine.)

(1) Sur ces auteurs, voir H. Contzen, op. cit. p. 162. Leur énumération chronologique est faite par Goldast de Hermensfeld, à la suite du *Catholicon rei monetarie*, Francofurti a/M, 1620, p. 309. Les ouvrages de plusieurs d'entr'eux sont réunis sous le titre : *Tractatus varii atque utiles de monetis*, Cologne, 1574. Copernic a composé aussi un traité des monnaies édité par M. Wolowski à la suite de celui de Nicole Oresme. Cf. Cossa, *Introduzione*, p. 191.

sans perte ce qu'ils donnent en échange. Partant de là, Albert le Grand dit qu'il faut entre les parties une certaine égalité ; mais que cette égalité doit avoir un caractère spécial, celui de la réciprocité, *contrapassum*. La réciprocité, dit-il, est la forme de la justice dans les contrats dits *communicativi*, c'est-à-dire dans ceux où on permute des objets appartenant aux deux contractants. Mais cette réciprocité elle-même doit s'apprécier plutôt par la proportion des services que par une égalité réelle, car l'échange ne peut se faire entre deux objets identiques. Il faut donc que l'objet donné par A, soit à l'*indigentia* de B, comme l'objet rendu par B est à l'*indigentia* de A. Telle est la *figura proportionalitatis* tracée par l'illustre docteur de Ratisbonne.

Comment fixer cette proportion ? L'égalité objective est impossible, on ne peut donner un soulier pour une maison. Il faut comparer les frais et le travail de production. S. Thomas y insiste en termes expressifs (1). Mais pour établir cette proportion, il faut pouvoir établir une comparaison. Le terme en est le besoin, l'*indigentia* humaine, traduite en monnaie, ce qui facilite l'opération sans en changer la nature. Tout cela combiné, s'établit le *justum contrapassum* (2), chacun recevant l'équivalent de ce qu'il donne. En réalité, grâce à l'intervention

(1) Oportet igitur ad hoc quod sit justa commutatio ut tanta calceamenta dentur pro una domo vel pro cibo unius hominis, quantum aedificator vel agricola excedit corcarium in labore et in expensis. *Comment. ad Ethic.* ed. Parme XXI, p. 172.

(2) Albert le Grand, *Ethic.* lib. 5, tract. 2, cap. 5, *Opera*, t. IV,

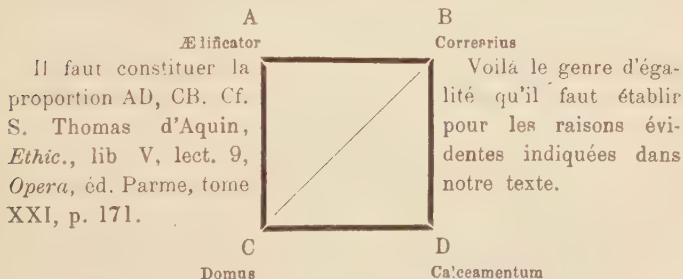
de la monnaie cette réciprocité est aisée à établir (1).

Il faut examiner en détail le règlement qui doit présider à la mesure de ces proportions. Nous avons étudié plus haut les règles relatives à la valeur et à sa fixation ; ainsi que les éléments qui la constituaient.

Cette valeur est aussi sujette à des variations nombreuses dans le temps et l'espace, entre autres par les degrés d'abondance ou de rareté des marchandises, l'offre et la demande des produits (2).

Dans l'étude de la valeur d'échange, la monnaie joue un grand rôle, puisqu'elle est la *mesure* de cette valeur même. Chez les esprits distingués de l'époque le rapport entre la valeur de la matière monétaire et le prix n'est point méconnu, non plus que la

habere oportet ut contrapassum justum non semper ad idem determinetur, sed aliquando ad par. aliquando ad pactum aliquando vero ad judicatum repatiatur. Puis il pose la proportion et la *figura proportionalitatis* qui doit se constituer *per diametrum* et non pas directement.



(1) Voir sur ce raisonnement philosophique S. Thomas d'Aquin. *Summ. theol.* 2^a 2^{ae}, q. 61 art. 4.

(2) Voir plus haut, chap. V.

fluctuation du rapport de l'or et l'argent, ainsi que nous l'avons déjà indiqué. Toute la théorie de Nic. Oresme repose sur cette vraie notion de la monnaie-marchandise qui peut-être n'est pas aussi nette dans tous les esprits, mais domine nécessairement dès que la pratique du change prend quelque importance.

La fixité relative de la valeur des métaux précieux au moyen-âge, fit oublier à cet égard les saines doctrines de Nicole Oresme. Tout le monde voulait de la monnaie loyale, mais on oubliait son caractère marchand ; on oubliait que son titre peut rester pur, et cependant sa valeur baisser et faire hausser les prix. C'est ainsi qu'au xvi^e siècle, lors des premières invasions des métaux précieux, plusieurs écrivains se trompèrent sur le vrai sens de la hausse des prix. Un maître des comptes, M. de Malestroit, l'attribuait encore en 1566, uniquement aux mutations monétaires, et c'est à Jean Bodin que revient l'honneur d'avoir rétabli la vérité des faits. « Je trouve, dit-il dans sa réponse à M. de Malestroit, je trouve que la cherté que nous voyons vient pour trois causes . *La principale et presque seule (que personne jusqu'ici n'a touchée)* est l'abondance de l'or et de l'argent... La principale cause qui enchérit toutes choses, en quelque lieu que ce soit, est l'abondance de ce qui donne estimation et prix aux choses... C'est l'abondance qui cause le mépris (1). »

(1) Jean Bodin, *Réponse aux paradoxes de M. de Malestroit touchant l'enchérissement de toutes choses et des monnaies* (1568). — *Discours sur le rehaussement et la diminution des monnaies*, pour

Y a-t-il un *juste prix* des choses, indépendamment des conventions entre vendeur et acheteur ? Quelle est la règle pratique qui doit y procéder ? Nous avons exposé plus haut les éléments de la théorie des valeurs ; mais la théorie du juste prix a une portée morale plus haute que nous allons examiner.

Le prix courant ou prix du marché se détermine de la manière que l'on sait. Peut-on le modifier ? Est-il permis de vendre une chose au-dessus ou de l'acheter au-dessous de sa valeur ? En principe il faut réciprocité, et il faut s'en tenir à la valeur réelle. C'est en ce sens qu'il faut respecter dans les contrats l'*æqualitas rei*. Le juste prix des choses, dit S. Thomas d'Aquin, n'est pas susceptible d'une détermination précise ; on ne peut donc avoir égard à des différences peu notables. Des circonstances particulières peuvent également, dit le saint docteur, justifier un surcroît de prix. Tel serait le cas du dommage causé au vendeur par la privation de la chose, qu'il consentirait à céder pour satisfaire au désir de l'acheteur (1). Le juste prix oscille aussi comme la valeur elle-même sur laquelle il repose.

C'est la théorie morale du juste prix. Le juste prix ou valeur d'échange est la base de la justice dans les

répondre aux paradoxes de M. de Malestroït (1578). Voir Baudrillard, *Jean Bodin et son temps*, tableau des théories politiques et des idées économiques au xvi^e siècle, Paris, 1853, p. 168.

(1) *Summ. theol.*, 2^a 2^{ae} q. 77, art. 1, corp. Mais il est difficile de préciser cette égalité, *justum pretium rerum non est punctualiter determinatum, sed magis in quadam æstimatione consistit*. Ibid. ad 1.

contrats. Quelle que soit l'analyse théorique de la valeur, le juste prix c'est cette valeur dont nous avons étudié les éléments et les influences, reconnue par une sorte d'*æstimatio* commune sur la marché (1). On ne peut y déroger. Voilà le principe ; on ne peut abuser de la situation d'une des parties pour extorquer des excès de prix ; une sorte d'usure intervient aisément dans ces contrats par des perceptions injustes, rompant l'égalité réciproque, qui fait la justice du contrat.

S. Thomas d'Aquin examine la question fondamentale sous cette rubrique qui contient le système lui-même : *Utrum licite aliquis possit vendere rem plus quam valeat*. Sa réponse est négative : *Secundum se injustum et illicitum*, sauf cas accidentel, et en tenant compte toutefois d'une certaine latitude dans l'estimation du prix (2). De là aussi l'obligation d'agir sans fraude, et de ne pas tromper sur la chose vendue.

Telle est la loi de l'égalité de justice dans les contrats. Il est vrai que la loi humaine n'est pas aussi exigeante ; une constitution romaine prononce la rescission de la vente pour lésion d'outre moitié, mais cette limite n'est là que pour éviter les procès trop

(1) Henri de Gand, Quod lib. XIV, q. 14. Prout communiter venditur in foro... Pretia communiter aestimantur. Cf. chap. V. plus haut.

(2) S. Thomas, 2^a 2^{ae} q. 77, art. 1. Si vel pretium excedat quantitatem valoris, vel e converso, res excedat pretium, tolletur justitiæ aequalitas.

nombreux ; en morale, on ne peut aller jusque là. *Non omne quod licet, honestum est*. La tolérance de la loi n'est point une excuse et il ne faut pas s'en charger la conscience. S. Thomas le dit expressément à ce propos. Henri de Gand parle de même. Le principe : *Res tanti valet quanti vendi potest*, peut être exact en fait, ce n'est pas un droit et on ne peut abuser de la situation de l'acheteur ni du vendeur (1). Cette doctrine sauvegardait la loyauté des contrats, et c'est avec raison que de nos jours on y a rendu honneur (2).

Les opérations de vente et d'achat pouvaient souvent être fort entachées d'abus se rapprochant plus au moins de l'idée d'usure (3) et les questions de la vente et de l'usure sont des questions voisines dans les traités (4).

(1) *Quodlib.* XIV, q. 14, n° 570.

(2) E. de Laveleye, *Éléments d'économie politique*, p. 201. — Cf. notre ouvrage : *Circulation des hommes et des choses*, 2^e éd. p. 21.

(3) Une question importante était celle des ventes à terme. Cette théorie impliquant une foule de distinctions, nous entraînerait trop long. Voir notamment S. Thomas d'Aquin, *Summ. theol.* 2^a 2^{ae}, q. 77. — L'opuscule *De Usuris*, cap. 9 et 10. — Buridan. *Quæst. sup. libr. politic.* lib. II, q. XVI, etc. — Voir les distinctions Ibid. et chez les canonistes. L'animadversion publique confondait les vendeurs à terme et les usuriers proprement dits. Cf. Bourquelot, ouvrage cité t. II, p. 116 et le texte qu'il cite d'Ermenegaus de Béziers. — Rutebœuf fait un mérite aux moines qui « ne vendent blé à terme » éd. Jubinal, t. II, p. 128. Les poètes belges expriment le même sentiment : « Ghi woekers, ghi vercopers met ! Ghi di oec te dage set. » Lodwyk Van Velthem, *Spiegel Historiae*, boek 1, kap. 31, éd. Amsterdam, 1727, p. 43.

(4) *Regula mercatorum*, msert Bibl. nat. Paris, n° 10689, fonds

Il faut donc en principe s'en tenir au prix courant ; ce prix, nous venons de le dire, n'est pas toujours aisé à déterminer avec précision. Le prince ne ferait-il pas chose sage de fixer officiellement le prix des choses et, pour éviter les débats et les procès, de taxer toutes les marchandises ? Les lois du *maximum* n'ont pas été inconnues dans la législation du moyen-âge (1). Les transactions soulèvent des débats qui troublent la société. Mieux vaut que l'avis d'un sage vienne les trancher. Or dans un Etat, nul ne doit être censé plus sage que le législateur. N'a-t-on pas lieu d'être surpris de retrouver de telles idées sous la plume du chancelier Gerson et du professeur Biel (2) ? Comment ces docteurs ne voient-ils pas la contradiction qu'il y a entre cette idée et leur théorie monétaire ? Pourquoi en effet exiger le titre métallique si le prix des choses est susceptible d'être déterminé par une loi ? Fixer la valeur de la mon-

latin f° 30 : Post quæstiones de emptione et venditione sequuntur ille que pertinent ad usuram quia in mercationibus de facili immiscetur usura.

(1) Ad. Blanqui, *Histoire de l'économie politique en Europe*, Paris, 1837, t. I, pp. 162, 241.

(2) J. Gerson : *De contractibus*, prop. 18 (cité par Jourdain : *Op. cit.*, p. 19) : *Justa lege potest institui pretium rerum venalium... ultra quod precium non liceat venditori exigere imo nec emptori dare...* G. Biel : *Collect. sentent.* q. 11 : a un texte identique à celui de Gerson : *cum pretium sit in commutationibus tanquam medium adæquatorium, et difficile est medium illud invenire propter, illud medium accipere oportet prout sapiens determinabit. Nullus autem sapientior censeri legislatore.* H. Contzen, *Op. cit.*, p. 165.

naie, ou la valeur des choses en monnaie, c'est bien la même opération. Buridan lui, l'avait bien remarqué et contestait au prince le droit de dire « qu'un denier vaudrait autant de vin (1). » Certes il y avait au moyen-âge une tendance assez générale, à réclamer la fixation des prix (2); mais plusieurs auteurs réclament que la loi laisse une certaine latitude, une certaine liberté; s'il faut éviter les spéculations, les abus du monopole, il faut ne pas empêcher les différences normales qui peuvent se produire d'après les temps, les lieux (3).

Ne nous hâtons pas trop d'en juger ainsi. Il ne faut pas croire que le moyen-âge se figurât un pouvoir de la loi de *fixer* la valeur des choses. Chez tous, l'analyse n'est pas également complète, mais il est peu croyable que Biel et Gerson n'aient pas connu les idées d'Henri de Langenstein, or chez celui-ci (4) l'analyse paraît bien nette. La valeur de la chose ne dépend en elle-même ni de la volonté des parties, ni d'un décret du gouvernement; ils sont soumis, nous l'avons dit plus haut, à la mesure rationnelle de la valeur *dictamen rationis*. Il admet cependant que la loi fixe un prix normal des produits

(1) *Ethicorum*, lib. V, q. XVII.

(2) J. Janssen : *Gesch. d. deutsch. Volkes*, t. I, p. 410-44. Notes. Textes de Langenstein, de Gerson, d'Antonin de Florence.

(3) Bernardin de Sienne, Antonin de Florence, Duns Scot : aliqua latitudine competente respectu temporum, locorum et personarum. J. Funk, *Op. cit.*, p. 153.

(4) *De Contractibus*, op. et loc. cit. cap. XI.

et il en donne des raisons qui sont le commentaire savant des règlements. Les frais de production pour les produits manufacturés sont un élément légitime de la valeur, c'est d'après cela que le producteur peut légitimement fixer la valeur de son produit et de ses travaux. C'est aussi d'après cela que la loi fixe les prix (1).

Il faut en effet, reconnaît-il, que le producteur industriel ou paysan puisse se suffire et subvenir à ses besoins. Mais le pouvoir public, ajoute-t-il, ne peut se borner à ce point de vue ; il ne peut oublier que les consommateurs qui vivent de leur travail doivent pouvoir acheter aussi les choses nécessaires à leur vie. Il faut donc dans les taxations des prix tendre plutôt à la réduction qu'à l'élévation, dans une juste mesure, et ne pas laisser libre carrière aux instincts de la cupidité. N'est-ce pas là un commentaire tout à fait caractéristique des tarifs et de la manière dont la science les comprenait ?

Si les prix étaient fixés d'autorité, la question était tranchée, mais les prix des choses, s'ils étaient parfois fixés par le prince, l'étaient aussi par les corporations qui tenaient compte d'une foule d'éléments pour assigner un prix convenable aux produits. Dans le régime économique d'alors, cette fixation était peut-être moins malaisée. Les mesures principales destinées à fixer les prix étaient trop souvent hélas ! la conséquence des funestes mutations moné-

(1) Voir *supra*, chap. V, p. 72 et chap. VI, § 4.

taires, auxquelles on refusait de s'adapter et qui causaient tant de bouleversements ; celles des métiers avaient en vue le profit à réaliser, le privilège rendait ces mesures faciles à appliquer, peut-être n'étaient-elles pas toujours exemptes d'exagération, mais elles avaient pour but, nous l'avons dit, de protéger à la fois le producteur et le consommateur. Si le prix est fixé, la marchandise est garantie, loyale et marchande, estampillée par les syndicats corporatifs (1).

Par application des mêmes principes, on ne peut tromper l'acheteur sur la chose vendue, sa mesure (2).
La marchandise doit être loyale.

Le système corporatif, on le sait, veillait à la loyauté des marchandises par de multiples précautions que nous n'avons pas à exposer ici. On protégeait le producteur ; mais on protégeait aussi le consommateur. Au premier le monopole, au second la garantie du produit. C'est le souci d'assurer l'honneur de la corporation et le respect de la loyauté. On ne veut point que les maîtres puissent s'enrichir aux dépens du public, surtout du consommateur peu fortuné, par cupidité, par des moyens illicites. Nous n'avons pas à analyser cette police corporative qui est l'objet de l'histoire du travail (3), mais son principe est remarquable ; il est exprimé par Etienne Boyleau dans le

(1) Cf. supra et Schoenberg, *Bedeutung d. Zunftwesens*, etc.

(2) Voir les considérations et distinction des S. Thomas d'Aquin, *Summ. theol.* 2^a 2^{ae} q. 77, art. 2 et 3.

(3) Voir les sources citées au chap. VI, § 4.

préambule du *Livre des métiers* de Paris, qui veut châtier la « covoitise de vilain gaing (1) ; » il se retrouve encore dans d'autres textes où s'exprime la préoccupation du consommateur pauvre (2). Tout cela c'est de l'application, mais sert à la fois à expliquer et à commenter les principes mêmes du prix.

En présence de ces doctrines, on peut comprendre sans peine que le monopole de spéculation était sévèrement condamné. Hausser les prix d'une manière artificielle était évidemment contraire à la notion du juste prix. Toute spéculation devait être strictement interdite ; et les auteurs insistent sur les graves inconvénients de cet artifice (3) ; il était sévèrement défendu non-seulement en ce qui concerne les choses nécessaires à la vie, mais même pour toute espèce de marchandise. Tel était bien l'accord unanime. Il semble, il est vrai, que certains auteurs, d'une orthodoxie douteuse admettent la licéité éventuelle d'un *accaparement*. Gilles de Rome notamment, indiquant les moyens de s'enrichir, ajoute à l'énumération ordinaire des publicistes, une *via experimentalis* que je serais tenté d'appeler le *système des trucs*. Exemples : acheter d'avance toute une recolte

(1) *Livre des métiers*, éd. Depping citée, initio.

(2) Schoenberg, op. cit., rapporte ce texte des tisserands de Spire (1298) : pro communi necessitate pauperum intendentes, ne decipiat unusquisque proximum suum in vestitu pannorum laneorum.

(3) Funck, *Ibid.* — « Omne quod monopolium sapit. » W. Endemann, op. cit. p. 107.

d'olives, ou tout le fer d'une foire. Celui qui a ainsi accaparé toute la marchandise, est seul à vendre ; il fait le prix à sa guise, et gagne tant qu'il veut. Il est bon, dit notre scrupuleux auteur, d'avoir dans l'esprit quelques ressources de ce genre pour s'en servir à l'occasion, si elles sont licites (1) ! On ne peut argumenter de ces boutades. Surtout on ne transigeait pas sur les spéculations relatives aux denrées alimentaires. Les accapareurs sont des bêtes féroces, dit énergiquement Raymond de Pennafort (2) et bien plus tard Gabriel Biel, qui d'ailleurs est fort tolérant, n'admet pas plus que le docteur du XIII^e siècle, les amas de grains et la hausse des prix. L'intérêt public peut seul, dit il, justifier des réserves de denrées, telles que Joseph en fit en Egypte en prévision de la disette à venir (3).

Langenstein à son tour examinant les causes de la cherté, *caristia*, en signale deux principales, l'insuffisance de la production elle-même, et puis l'accumulation des produits entre les mains de quelques-uns, de telle façon que les autres en sont privés et il conseille des mesures énergiques quand ces

(1) *De regimine principis*, lib. 2. pars 3. cap. 12... « Facere monopoliam i. e. facere venditionem unius, nam quia unus solus vendit, taxat precium pro suæ voluntatis arbitrio; volentem ergo pecuniam acquirere oportet et similia particularia gesta... habere in memoria; ut si occurerit opportunitas per similia gesta, dum tamen illa sint licita, pecuniam lucraretur. »

(2) *Summa*, lib. I, lit. 7, p. 211 : « tanquam nefandas belluas detestandos. »

(3) *Collect. sent.* q. 11.

sortes d'accumulation aboutissent à une disette du grand nombre (1).

§ 3. *Le commerce.*

La notion du commerce était assez restreinte dans le haut moyen-âge. La négociation directe des produits était nécessaire, c'est clair, mais les intermédiaires commerciaux n'avaient pas un rôle distinct et apprécié. Il semble que leur profit soit toujours un peu suspect. Certes ce lucre peut être honnête, S. Thomas d'Aquin le reconnaît expressément, mais il entraîne peu de considération. Ce commerce s'appelait *negociatio* ; ce qui le caractérise, c'est d'*acheter pour revendre dans un but de lucre*. Ce but de lucre était peu estimé ; il semble sans limite, il a besoin d'un motif et S. Thomas (2) admet qu'il n'est pas illicite quand on a pour but de subvenir ainsi à sa famille (3), aux indigents ou de procurer des provisions nécessaires au public.

La plupart des auteurs sont très sévères pour les commerçants. Ce qui caractérise pour eux la spécu-

(1) *De Contractibus*, op. et loc. cit. f^o 187, De causis caristiæ seu penuriæ in policiis.

(2) C'est la doctrine exprimée à la *Summ. theol.* 2^a 2^{ae} q. 77, art. 4. — *Negociatur solum qui ad hoc emit ut carius vendat.*

(3) Loria, *Analysi dela proprieta capitalista*, t. II, p. 168 cite un texte anglais du x^e siècle : *The colloquy of archbishop Alfric* ; le maître demande au marchand : *Vis vendere res tuas hic sicut emisti illic?* — *Nolo*, répond le marchand, *quid tunc mihi proficiet labor meus?* *Sed volo vendere hic carius quam emi illic, ut aliquid lucrum mihi adquiram, unde me pascam et uxorem et filios.*

lation, c'est de vendre une chose plus chère qu'on ne l'a achetée, sans lui avoir fait subir la moindre modification. La pure *negociatio* vendant une chose *immutata* est vue surtout avec défaveur (1). Quelques-uns sont très rigoureux dans leurs appréciations (2). D'autres, au XIII^e siècle déjà, cherchent à expliquer comment ce titre peut s'étendre. Ainsi le fait Henri de Gand. On reconnaît aussi qu'on peut rendre des services en mettant les choses à la portée du consommateur, en la transportant, la faisant venir d'un endroit où elle est moins chère, plus abondante (3). S. Thomas, on l'a vu, sans déclarer la *negociatio* illicite, lui inflige une dépréciation particulière et demande qu'elle ait en vue un but légitime.

Les commerçants, rendant des services, peuvent percevoir un profit légitime ; ils peuvent avoir la rémunération de leur travail, et aussi un profit, qui est un *quasi-stipendium* (4).

(1) Cf. S. Thomas, *ibid.*, art. 4, ad 1. — Cf. Cajetan, *Comment. ad hoc.*

(2) Jean Gerson, *Conclusiones de divers. mat. moralib.* De avaritia : « Vendere rem carius quam empta est, si notabilis sit excessus in lucro, omnibus miseriis, periculis et industriis hinc inde compensatis, est regulariter de se malum, et pejus si propter indigentiam proximi hoc fiat. Et si res vendita ex sua industria meliorem conditionem nullam adepta est, nec in se, nec extrinseca consideratione, ut quod propinquior et ad usum faciliior et similia. »

(3) S. Thomas, *loc. cit.* — Henri de Gand, cité par Jourdain, *op. cit.*, p. 22. — Buridan, *Quæst. sup. libr. polit.*, lib. 2, q. 16. — Bern. de Sienne, cité par Franck, *op. cit.*, p. 142. — Raymond de Pennafort, *Summa*. liv. 2, tit. 8, p. 217. — Durand de S. Pourcain, *Decis. sent.*, lib. III, dist. 37, q. 4 etc.

(4) Voir plus haut chap. 5.

Il n'y a rien de surprenant, pour qui nous a suivis dans l'étude des doctrines du moyen-âge, que la spéculation déplaie, soit suspecte aux docteurs.

Le commerce semblait alors, être moins clairement utile ; cette utilité ne s'est pas manifestée dès l'abord avec netteté. Puis, on y a toujours vu le danger de rechercher le lucre pour lui-même. L'existence des foires et marchés, l'essor du commerce maritime prouvent bien d'ailleurs qu'on ne méconnaissait pas son utilité. Le transport est un service, et selon les expressions de Henri de Gand et de Gerson, augmente l'utilité d'une chose par une modification extrinsèque mais et réelle.

Les dangers du commerce ce sont les fraudes si fréquentes en ces matières, la violation du juste prix, le danger de poursuivre le lucre non pour une fin licite mais dans le seul but de s'enrichir *in immensum*.

A la fin du ^{xiv}^e siècle, S. Antonin de Florence distingue un négoce modéré, licite, juste, et la *negociatio mundana* proprement dite, pleine de vices, et souvent de fraudes (1).

Il ne faut donc pas s'imaginer que tout négoce soit condamné comme illicite. Les diversités de temps et de lieu, qui modifient la valeur des choses, étaient même une source de lucre constatée, mais il faut faire la part des circonstances et des dispositions et procédés des négociants (2).

(1) S. Antonin de Florence, *Sum. theol.*, vol. 2, tit. 1, cap. 16.

(2) Voir parmi les plus récents l'exposé autorisé du cardinal de Lugo, *De justitia et jure*, tome 2, disp. 26, sect. 3.

L'utilité générale du commerce était sans doute moins reconnue au moyen-âge qu'elle ne le fût plus tard, mais on ne peut la regarder que comme proportionnée à la situation du temps. Ne peut-on pas admettre d'ailleurs qu'il demeure vrai qu'un négoce de pure spéculation, ayant pour but le lucre de revendre plus cher et de bénéficier sur les différences des cours, ait besoin d'un titre ou d'une autre fin qui la justifie ? Cette idée n'est-elle pas rationnelle ? on pourra discuter sur les qualités du motif justificatif, mais *en soi*, cette idée n'est-elle pas favorable à une sage économie publique (1) ?

Le commerce est-il une chose d'intérêt public ? Le commerçant rend-il des services ? Il serait injuste de soutenir que le moyen-âge l'ait méconnu. Bien des auteurs en ont justifié les services, les estimant au point de vue de leur temps, et on ne peut les en critiquer (2).

S. Thomas d'Aquin, qui vient de déterminer la licéité des opérations commerciales, s'exprime ailleurs sur le rôle réservé aux marchands dans un Etat (3). Il se place au point de vue du bien national. Il est plus sûr, plus utile et plus digne pour une nation, dit S. Thomas d'Aquin, de tirer de son

(1) Sans en admettre toutes les idées, il y a lieu de renvoyer aux considérations de M. G. Valenti, *Lavoro produttivo e speculazione*, Roma, 1892, *saggio quinto*, p. 317 etc.

(2) M. Espinas en cite plusieurs. *Histoire des doctrines économiques*, Paris, Colin. Il a l'air de les critiquer.

(3) *De regimine principum*, liv. II, ch. 3.

propre sol les éléments de sa subsistance et de sa propriété industrielle. Plus digne, car la nation dépend d'autrui pour ce qui lui manque; plus sûr, car les guerres peuvent entraver les transports qui lui sont destinés. Mais il est difficile de trouver un pays qui ait tout en lui-même, et qui n'ait pas besoin d'importation. Toute société bien constituée a donc besoin d'un certain commerce. Ses propres productions d'ailleurs, finiraient par lui être nuisibles par leur surabondance s'il n'y avait des marchands pour les transporter sur d'autres marchés.

Le rôle du commerce est donc secondaire, mais réel cependant et même important. La perfection de la cité dépend à ce point de vue, de l'abondance des biens, qu'elle trouve en elle-même.

Si S. Thomas est peu favorable aux commerçants étrangers, ce n'est pas seulement à ce point de vue, mais aussi parce qu'il redoute leur mauvaise influence sur le pays.

On remarquera cependant qu'il en apprécie exactement la raison d'utilité et l'avantage d'une importation comme d'une exportation des produits pour le pays.

Le premier élan commercial fut donné par les croisades, qui transformèrent l'économie publique. Des relations s'établirent entre les peuples; les voyages d'outre mer se multiplièrent et les républiques italiennes reçurent un grand développement. Cette période des croisades eut sur toute l'Europe, et sur les coutumes économiques, la plus grande influence.

Cette influence a été signalée par tous les historiens. Notre rôle ici n'est pas de la détailler, mais d'en signaler le fait, qui a donné naissance à des phénomènes nouveaux de monnaie, de commerce, de change, de capital, de crédit (1). Le rôle du commerce fut mieux analysé, mais les abus auxquels il prête ne furent pas méconnus. Il y eut au XIII^e et au XIV^e siècle de grands seigneurs de commerce, qui firent des négoce utiles et des spéculations abusives. Le droit commercial fit de rapides progrès dans les statuts des villes maritimes ; des dissertations spéciales se font jour sur les phénomènes commerciaux et prouvent leur importance croissante. Mais malgré cette influence et cette prospérité, la doctrine demeure, préconise la justice dans les contrats, la prudence dans la manière de s'enrichir, elle continue à protester contre les abus et l'avarice.

Nous trouvons peu de dissertations sur le commerce lui-même (2), bien qu'il se développât beaucoup surtout dans les villes italiennes et le long du

(1) Blanqui, *Histoire de l'économie politique*, Paris, 1837, t. I, p. 184. — Heeren, *Essai sur l'influence politique et sociale des Croisades*, Paris, 1818. — Scherer, *Histoire du commerce*, t. I, p. 150. — F. List, *Die Lehren der Handelspolitischen Geschichte*, Stuttgart, 1877. — Heydt, *Geschichte des Levant-Handels im Mittelalter*, liv. 2. — Rey, *Les colonies franques de Syrie au XII^e et XIII^e siècle*, Paris, 1883. — Prutz, *Culturgeschichte der Kreuzzüge*, Berlin, 1883, etc. etc. — Pigeonneau, *Histoire du commerce de la France*, 1^{re} partie, Paris, 1887.

(2) Sur cette question U. Gobbi, *La concorrenza estera e li antichi economisti italiani*, Milano, 1884 : Fornari, op. et loc. cit.

littoral, et aussi dans les foires. On ne rencontre guère que des idées générales ; les idées commerciales étaient plus dans la pratique que dans la théorie, l'enseignement ou des traités juridiques sur les relations entre commerçants.

Une idée très répandue et très explicable à une époque où les communications étaient lentes et difficiles, faisait au prince un devoir de veiller aux approvisionnements. De là les entraves à l'exportation des grains, l'obligation de vendre, la fixation des prix. La vente des grains était un objet d'administration publique (1) ; c'est le système des approvisionnements de subsistances auquel on a donné le nom de système *annonaire* (2), destiné à empêcher les crises de cherté et de disette. Ces précautions ne sont point surprenantes ; ce n'est qu'avec un service commercial organisé et des voies de transport rapides qu'on peut dire qu'il suffit d'être riche pour ne pas craindre la disette parce qu'on peut toujours acheter.

Ce système a été longtemps prédominant, dans le but de pourvoir à l'alimentation et ainsi à la paix publique ; il a provoqué une série de lois restrictives du commerce des grains (3).

(1) Ex mala administratione crescit caristia, dit Baldus, etc. De même : Ex inordinata administratione..., dit Bartole.

(2) V. Cusumano, *La teoria del commercio dei grani in Italia*, Bologna, 1877, p. 7 sq.

(3) Frédéric II Cap. aux jurés de Sicile « Ita quod metam præctii imponant rebus venalibus quæ ad quotidianum usum et esum hominum civitatis prædictæ necessaria sunt, et semper ante tempus providenda fuerunt » ap. Cusumano, p. 25.

L'idée du système protecteur s'est aussi fait jour. L'*annona* est surtout la protection du consommateur ; ici il s'agit du producteur. Elle se fait jour par exemple à la fin du xiv^e siècle chez l'italien G. Ser-cambi. Mais nous sortirions de notre période, si nous voulions exposer les théories commerciales. La pratique en était très connue, et les institutions en étaient bien appréciées, mais la théorie générale en était assez limitée. C'est au siècle suivant surtout qu'elle se fera jour ; mais elle s'inspirera des idées de plus en plus mercantiles de l'époque. Il ne s'y agit plus seulement d'assurer la paix, la prospérité, la sûreté de l'Etat, il s'agit de gagner, c'est une époque très utilitaire, mais qui se ressent dans son développement des idées d'un régime antérieur. C'est l'ouverture du régime mercantile. Mais ce développement fut plus spontané que raisonné ; il sort des instincts et des faits de l'époque, non des livres et des théories explicites. C'est un mélange de choses nouvelles, d'esprit de lucre, d'intérêt utilitaire, combiné avec les anciennes théories aristotéliques sur les attributions de l'Etat, comprises et appliquées par les grands Etats qui se substituent à l'ancien morcellement politique (1).

La politique économique commerciale dominée par l'idée locale, puis nationale et par des préoccupations fiscales, a une histoire intéressante mais étrangère,

(1) Gobbi, op. cit. — Ingram, *Hist. de l'économie politique*, trad., Paris, p. 54 sq. — Pigeonneau, *Hist. du commerce de la France*, etc. — Espinas, *Hist. des doctrines économiques*, p. 135 sq.

à toute théorie de libre échange ou de protection raisonnée. Dans les alternatives de liberté, de traités de commerce, on agit par opportunité, en législateur pratique, sans système *scientifique*. Ici encore, on peut constater des faits, on ne peut trouver à analyser des vrais théories *scientifiques* (1). Cette étude nous entraînerait à une histoire du commerce, étrangère à notre sujet.

§ 4. *Le contrat et la lettre de change.*

Il est un commerce spécial qui a soulevé pendant quelque temps certaines controverses parmi les docteurs, c'est le commerce des métaux précieux : Le change est-il un commerce licite ? L'économie n'est destinée naturellement qu'à se procurer des choses nécessaires à la vie ; or le change a pour but non de se procurer des choses utiles, mais de se procurer des deniers. Cela est-il permis ? Oui, il y a un *ars pecuniativa*, qui est naturel, parce qu'il est ordonné au bien de la communauté ; or le change est une opération non seulement utile, mais nécessaire au commerce. En effet, il y a des différences entre les monnaies des divers pays, et leur valeur n'est pas identique ; les monnaies varient avec les gouvernements, il faut par conséquent établir un système d'échange des monnaies : *ars numularia* (2).

(1) Imbais de la Tour, *La liberté commerciale au XII^e et XIII^e siècles*. Réforme sociale de Paris, janvier 1895, p. 62.

(2) S. Thomas d'Aquin, *De regimine principum*, lib. II, cap. 13, 14. — Buridan, *Quæst. polit.*, q. XV.

Le change est une opération d'argent nécessaire aux relations commerciales et même aux simples relations de voyage. On peut dans son histoire distinguer diverses phases. Celle où prédomine le change métallique dit *cambium minutum* consistant simplement à permuter une monnaie contre une autre de même valeur, mais d'espèce ou de titre différent. Puis celle où se pratique surtout le contrat de change de place à place le *cambium reale* ; et où commence à se répandre la lettre de change. Enfin celle où les opérations de crédit se compliquent et se centralisent chez les banquiers et dans les grandes foires. Ces périodes ont été distinguées par M. Endemann (1), mais il est clair qu'elles se compèntrent ; l'usage en tout ceci a précédé la théorie et ce n'est que chez les jurisconsultes et canonistes récents qu'on trouve un exposé complet du mécanisme déjà assez moderne des banques de dépôt faisant en même temps le change. Mais dans quelle mesure cette opération est-elle licite et peut elle justifier un bénéfice dans le chef de celui qui contracte ? C'est là une question très discutée. Que le change soit permis en lui-même, cela n'est pas douteux un instant, mais la compensation n'est-elle pas usuraire ?

De là de nombreuses analyses et distinctions sur le point de savoir quelle rémunération est permise. Le change usuraire, ou *usura sub nomine cambii*, n'est pas un vrai change, c'est comme ou l'a appelé

(1) Op. cit. t. I, p. 76 sq.

le *cambium siccum* parce que de sa nature, il est stérile, improductif.

Le change permis qui peut donner lieu à la compensation des peines, risques, etc., est celui qui est ordonné à une fin légitime sans contenir rien d'injuste, tel est notamment l'échange des divers numéraires, le transfert du numéraire sur une autre place. Cette opération est très légitime, elle rend des services (1) et il faut en permettre une rémunération. D'accord sur l'idée générale, il y a seulement controverse sur les procédés et la ligne de démarcation. Elle peut être considérée par Aristote comme peu honorable en elle-même, mais son but qui est un service, la légitime et la rend susceptible de compensation, comme tout autre négoce, d'ailleurs (2). Ces controverses s'expliquaient fort bien, car les changeurs ou cambistes joignaient souvent à leurs opérations le prêt et l'usure.

Le métier de changeur avait une extrême importance à cause de la grande diversité des types

(1) Entre autres Astexanus, *Summa de casibus*, lib. III, tit. 9. *De acte campsoria*.

(2) Thomas de Vio. card. Cajetan, *De Cambiis*, explique cette situation et ajoute : Quum ergo experientia teste pateat quod multa necessaria civitatibus plurimis deessent nisi mercatores essent ; et ipsi non commode possint absque cambiis negocia sua exercere, necessarium et honestum est campsoria in civitatibus esse, non quatenus pure campsoria est, sed quatenus economice politiceque ministra est ut ex dictis patet. Et sic campsores nedum possunt servare se indemnes, sed etiam lucrari et industriae rationem habere, quum negociationi licite et utili rei publice illam apponant.

monétaires (1); et était la source de bénéfices qui devaient être la compensation des peines et des impenses des cambistes. Ces bénéfices et cette importance du rôle de changeur avaient fait sur certaines places considérer leur métier comme office public (2). La table de change dans une foire était une concession seigneuriale ou royale; elle était inféodée, vendue ou louée, et sujette à une réglementation publique et à des charges fiscales (3). Sous Charles VII, en 1438, on interdit même toute opération de change aux personnes non autorisées, pour éviter les fraudes des agents non officiels (4). L'importance et la quantité des affaires traitées par les changeurs leur donnaient une grande habilité financière pratique, et leur influence ne sera certes pas sans importance sur la législation économique (5).

(1) Pour l'Allemagne voir Lamprecht, ouv. cité, t. II, p. 351 et suiv. etc.

(2) F. Bourquelot, ouvrage cité, t. II, p. 127. — Les bénéfices sur le change sont justifiés par le travail des changeurs. Buridan, loc. cit. *accomodando habet laborem et diligentiam* qui valent aliquid. — W. Endemann, ouvrage cité, p. 81.

(3) Ibid. — en Belgique : Ex. Galesloot, *Livre des fiefs de Jean de Brabant*, p. 97. 140. — En Allemagne : Ex. Goldast, *Catholicon rei monetariæ*, p. 276, etc.

(4) P. Clément, *Jacques Cœur et Charles VII*, t. I, p. 90.

(5) Nous n'abordons pas ici l'histoire juridique. Il importe cependant de signaler la formation au xiv^e siècle et surtout au xv^e, de la jurisprudence italienne sur la lettre de change. Voir à ce sujet l'intéressant *Essai historique sur la législation italienne dans ses rapports avec l'industrie et le commerce aux XIII^e, XIV^e et XV^e siècles*, inséré par M. le comte Frédéric Selopis, dans la Revue de législation et de jurisprudence, Paris, 1843, p. 665.

Ce change, le transport réel ou fictif de numéraire, fut imposé de bonne heure par les nécessités commerciales ; la pratique ici précéda encore la théorie ; cependant les marchands avaient assez tôt conçu quelques règles pratiques qui présidaient à leurs opérations monétaires.

Il est assez curieux de relire les conseils de ce genre que donnait à ses contemporains et confrères un banquier italien du ^{xiv}^e siècle. Quand il s'agit de tirer de l'argent d'une place, ou d'en envoyer, dit Balducci Pegolotti de Florence dans son *Manuel du marchand* (1), il faut tenir compte avant tout de l'état du change entre les deux places, change métallique résultant de la rareté des deniers et change commercial résultant des circonstances qui rendent l'argent plus ou moins cher. Il faut se garder d'avoir à payer là où quelque circonstance, telle que les foires, attire tout l'argent de partout. Les marchan-

(1) Balducci Pegolotti était un employé de l'illustre compagnie financière des Bardi de Florence. Sa présence est signalée en Angleterre en 1317. Ce financier enrichit sa patrie d'un Dictionnaire du trafic de son temps : œuvre précieuse pour ses contemporains par ses renseignements et ses conseils ; et pour la postérité par la notion complète et étendue qu'elle donne du mouvement et de l'esprit commercial du ^{xiii}^e siècle. Vrai manuel du marchand florentin, cet écrit rédigé en italien porte le titre de *Divisamenti*. Le manuscrit conservé à la bibliothèque Ricardienne de Florence est une copie de 1475 faite par un membre de la famille financière des Frescobaldi. Cette œuvre importante et les livres cités des Peruzzi ont été analysés avec soin par le commandeur L. F. Peruzzi dans sa remarquable *Storia del commercio et dei banchieri de Firenze dal 1200 al 1345*, Firenze, Cellini, 1868, t. I, p. 154, 272, 513 etc.

diser et les deniers ont ici les mêmes règles. Quand une chose est chère, touchez-la du bout du doigt, quand elle est à vil prix, vous pouvez le faire largement. D'ailleurs, il faut tenir compte aussi de la sécurité des paiements, de leur échéance : telles sont les règles pour qui veut bien faire ses affaires. Ces quelques idées reproduites en traduction libre, sont suivies d'indications souvent curieuses sur le moment où l'argent est le plus cher sur les diverses places de commerce de l'époque, et sur le pair du change entre Florence et les autres villes de commerce. Ces indications, leur principe, les réflexions qui les émaillent et dont nous venons de présenter un échantillon, prouvent qu'il y avait des *truismes* du change et du commerce. Les livres de compte des grandes compagnies financières, et surtout le résultat de leurs entreprises, en sont d'ailleurs des preuves éclatantes et péremptoires.

A côté des tables de change, les nécessités du commerce avaient fait naître de bonne heure le contrat et la lettre de change. Dans les billets du moyen-âge, le change métallique avait, de place à place, une importance bien supérieure à celle d'aujourd'hui ; les contrats stipulaient la valeur relative des monnaies employées. La licéité de ces contrats ne semble pas avoir été l'objet de sérieuses discussions. On a longtemps disserté sur l'origine de la lettre de change. C'est aux Juifs expulsés de France qu'on a longtemps aussi fait remonter l'honneur de son invention. Nous n'entrerons pas dans le détail de cette

controverse. L'opinion que nous venons de signaler n'invoquait d'ailleurs aucun fait à son appui, et l'habileté financière des Juifs est sans doute la seule base qu'elle avait dans l'esprit de ses auteurs, le chroniqueur Villani et Savary. Les lettres de crédit apparaissent de bien bonne heure dans la pratique commerciale du moyen-âge. Les dépôts d'argent et les intermédiaires financiers étaient, nous le verrons, d'un usage assez répandu. Les croisades donnèrent à l'emploi des lettres de transfert une importance exceptionnelle. La nécessité pour les princes comme pour tous les croisés de transporter de fortes sommes d'argent, les forçait de recourir à des institutions qui leur permissent d'en disposer sans se charger des risques et des embarras du numéraire. Des banques nombreuses, ou plutôt des comptoirs des banques européennes, s'installent en Orient, et soldent les lettres de crédit garanties sur les terres des chevaliers croisés. Les ordres du Temple et de l'Hôpital, par leur vaste organisation et leur habileté, furent les principaux caissiers des croisades. Banquiers, marchands, ordres militaires maniaient de l'argent en masse et la pratique des lettres de crédit était non-seulement connue, mais générale parmi les soldats de la Croix. On a réuni dans un travail trop peu connu les textes de ces lettres de crédit, signés des plus grands noms de la noblesse et de l'Eglise de France (1). La lettre de change aussi,

(1) Henri Lavoix, *Monnaies à légendes arabes frappées en Syrie*

rare en Orient, parmi les Croisés, fut de bonne heure usitée dans les relations commerciales.

Le change était la voie de paiement des marchandises ; des lettres de Charles VI la définissent ainsi (1) ; mais sa nature ne se fixa que progressivement. Les jurisconsultes du xiv^e siècle en expliquent les éléments et les formules (2). On les croit usitées aussi aux foires de Champagne et de Lyon (3), mais elles se perfectionnèrent peu à peu. Parmi les exemples qu'on cite, tous ne sont pas de vraies lettres de change ; il y a bien des mandats de paiement dont nous reparlerons et qui ne reposent pas immédiatement sur le contrat de change, mais la nature juridique même de celui-ci n'était pas nettement précisée (4). Les lettres elles-mêmes, sauf celles au porteur, ne circulaient pas sans quelque

par les Croisés, Paris, Baer, 1877. Toute la première partie de cet intéressant travail est consacrée à l'examen de lettres de ce genre, inédites. Cf. Prutz, *Kulturgeschichte der Kreuzzüge*, Berlin, 1883.

(1) 1410 : « Voye de change par laquelle les marchands qui ont besoin de marchandises d'aucuns loingtains pais, baillent leur argent content à autres marchans en ladite ville de Montpellier, moyennant une petite lettre privée par laquelle celui qui reçoit l'argent mande à un autre marchand à Paris... au alieurs que ledit argent soit rendu et payé à celui qui le lui a bailli ou à son commandement » dans Germain, *Hist. du commerce de Montpellier*, t. II, p. 309.

(2) Baldus, *Consilia*, vol. I, cons. 347. — Cf. vol. 2, cons. 190, f^o 46. *Literæ cambii quæ quotidie fiunt per mercatores*.

(3) Bourquelot, *Études sur les foires de Champagne*, loc. cit. p. 103.

(4) Mutuum ? permutatio ? emptio ? transport ? contrat sui generis ? Cf. Daniel Touzaud, *Des effets de commerce*, Paris, 1882, p. 32 sq.

difficulté ; on ne songeait pas aux rapides formes de l'endossement et il fallait des formalités et des garanties de cession (1). On dit que c'est surtout au xvi^e siècle que le système se perfectionna aux grandes foires commerciales. Ce n'est pas ici le lieu d'en exposer le mécanisme qui excède notre période et que des jurisconsultes, B. Straccha (2), Scaccia (3) et Raphaël de Turri ont fait connaître au point de vue commercial et juridique. Pour qui veut apprécier les modes de paiement et le régime commercial de cette époque, le traité de Raphaël de Turri est une source inépuisable de détails précis et intéressants (4). Au surplus cette période est en dehors de notre plan et ces détails nous entraîneraient à faire l'histoire du droit commercial plutôt que celle des doctrines économiques. Mais la nature même des papiers primitifs est controversée ; sont-ce des papiers de crédit et mandats de paiement sur dépôts, etc., sont-ce au contraire de vraies lettres de change, reposant sur une opération commerciale et un contrat de change, *nomine cambii* ? Que cette dernière forme ait dominé dans la suite, soit, mais les premiers billets semblent plutôt des mandats de paiement sur dépôts.

(1) C^{te} Sclopis op. et loc. cit. — Götz, *Allg. Encycl. Ersch. u. Gruber*, art. *Giro*. — Blancard, op. et loc. cit. etc.

(2) Benvenuto Straccha.

(3) Sigismond Scaccia, jurisconsultus Rom., *Tractatus de mercaturis et camb.*, Francfort, 1658.

(4) Raphaël de Turin, jrcs, sénateur de Francfort s/M, *Tractatus de cambiis*, ed. Fr. 1645.

Pour étudier ces transformations il faudrait voir les textes, rassemblés d'après les sources très curieuses des villes italiennes, du midi de la France, de l'Orient latin. Les premiers mandats de paiement sont à *ordre* et même *au porteur*; mais l'ordre devait souvent se donner par procuration, et l'endossement n'apparaît qu'à titre exceptionnel. La traite proprement dite, commerciale, apparaît aussi, bien connue au XIII^e siècle (1) et nous en possédons bien des modèles sans qu'ils aient toutefois la rapidité de circulation des instruments de crédit moderne, et même semble-t-il, des autres billets de l'époque. Mais tout cela prouve assez que le système était connu et plus perfectionné qu'on ne le croit parfois, avec ses traites, et même ses lettres au porteur (2).

(1) Sur l'ensemble de la lettre de change : Bourquelot, *op. cit.*, 2^e partie, p. 103 et suiv. — Endemann, *op. cit.* I, p. 81 et suiv. — Goldsmith, *op. cit.* p. 417 et suiv. — Touzand, *Des effets de commerce*, Paris, 1882. — L. Blancard, *La lettre de change au XIII^e siècle*. — M. de Mas-Latrie, *Commerce et expéditions militaires de la France et de Venise au moyen-âge*, Paris, Imprimerie nationale, 1880, p. 3, 5 à 11, dans les *Mélanges historiques*, choix de documents inédits de la France, t. III.

(2) Titres au porteur et à ordre, par exemple :

Genes 1156 : Nos Amigonus de Curia, Raimundus et Ribaldus fratres accepimus à te Ribaldo Boleto libras CXV de quibus promissimus dare tibi vel tuo certo nuncio per nos vel nostrum missum...

Gènes 1207 : Simon Rubeus bancherius fatetur habuisse l. 34 denariorum Januae pro quibus Winus bancherius ejus frater debet dare in Palermo marcas octo boni argenti illi qui ei dabit hanc cartam.

Marseille 1247 : Ego W. de Sancte Siro, civis Massiliæ confiteor et recognosco vobis G. G. et R. R. Senensibus me habuisse et rece-

Nous ne pouvons ici faire l'historique du papier de transmission etc. Il paraît bien que le billet ou reconnaissance au porteur fût très ancien ; le billet à ordre existait aussi anciennement ; mais la circulation paraît cependant assez limitée pour ce dernier, l'ordre par exemple ne pouvant se donner qu'une fois ; des formalités de preuve pouvant être exigées. Le billet au porteur donnait un moyen de circulation très large, le porteur dans la jurisprudence ancienne étant considéré comme créancier sans preuve. Ce n'est qu'insensiblement que s'étendit la théorie romaine exigeant la preuve de la qualité du porteur, comme ayant droit du créancier. C'est alors peut-être que se généralisa la pratique de la transmission par ordre successif. La lettre de change proprement dite circulait au début moins aisément ; leur analogie ne s'est manifestée que beaucoup plus tard, même dans l'époque moderne (1).

pisce ex causa permutacionis seu cambii a vobis CCXVI l. XIII s...
pro quibus CCXVI l. XIII s. dicte monete promicto vobis per
stipulacionem dare et solvere vobis vel D. P. vel R. B. consociis
vestris *vel cui mandaveritis* c. l. Turonensium apud Parisius in
medio mense aprilis...

Voir aussi les promesses de paiement à terme, en foire, pour vente etc. données par Guillaume Durant, évêque de Mende (1230-1297), élève d'Hostiensis, dans son *Speculum juris*, éd. Francfort. 1612, lib. IV, partic. III, vol. II, p. 345.

(1) Sur les titres au porteur, leurs clauses, leur valeur juridique, leur histoire, et de nombreux exemples, voir la savante étude de M. Henri Brunner, professeur à l'Université de Berlin, « *Les titres au porteur, français, du moyen-âge,* » traduite dans la Nouvelle Revue historique de droit français et étranger, t. X, Paris. Larose, 1886.

§ 5. *La banque.*

Bien que la théorie soit ici fort peu de chose ; il est indispensable de dire *un mot* de la situation, pour permettre de juger l'état général.

Le change, la manipulation des métaux, entraînait d'autres négociations. Les *campsores* ajoutaient souvent à leurs opérations celles de receveurs, et souvent de prêteurs, même d'usuriers. Aussi ce nom de changeur contient-il en réalité toutes les opérations de menues finances en ville et même à la campagne. En fait donc, les diverses négociations étaient groupées. Les mots *canges*, *tables de prêt*, *monts*, *banques*, étaient donc à peu près synonymes. Ce dernier terme est d'un usage plus récent. Cependant il y a des distinctions qui s'établissent d'après l'importance des affaires traitées : le *campsor* est moins que le *bancherius*. Cette terminologie suit le mouvement même des faits économiques (1).

Nous avons dit combien les variétés monétaires rendaient indispensables les services des *campsores* ; ils connaissaient et pouvaient se procurer des monnaies étrangères ou avaient des correspondants ailleurs. Ils étaient souvent groupés en chambre. Ils estimaient la valeur des paiements et on s'en référait à leur estimation (2).

(1) Cf. Endemann, op. cit. I, p. 188 sq. — R. de Turri, loc. ibid. cit., p. 189.

(2) Voir notamment pour la Belgique les exemples dans notre *Hist. des classes rurales*, p. 158, 190. — F. Hénaux, *Les banquiers*

Les païments aux changeurs devaient amener très vite l'habitude des dépôts. C'est ainsi que devait se former la banque de dépôt.

Ces établissements de change, prêts, etc., étaient, nous l'avons dit, parfois officiels, concédés en monopole et surveillés. Nous en avons déjà cité des exemples ; ils étaient très fréquents en Allemagne, en Belgique ; au contraire, en Italie, ils restèrent longtemps libres ce qui prouve l'activité commerciale plus spontanée du peuple italien où peut-être les traditions romaines ne s'étaient pas complètement perdues (1).

Le dépôt chez des banquiers, des changeurs, des particuliers, se retrouve donc dans les mœurs ; c'était par eux aussi que se faisaient les païments. Pour les seigneurs, les princes et même quelques particuliers importants, ce rôle fut notamment rempli en France par les caisses de l'ordre des Templiers, qui recevaient, portaient en compte, conservaient et payaient pour leurs clients. Il remplissait cette office de comptabilité non seulement pour le trésor royal, mais pour bien d'autres, et ce qu'on a conservé de leurs registres est très intéressant ; ils mentionnent la somme reçue et le client au compte duquel elle a été portée. L'usage des dépôts aux ordres religieux

liégeois au XIV^e siècle, Bull. Inst. arch. liégeois, t. III, 1857, p. 313. — G. Jansen, *Les anciennes banques de Tongres*. Ann. acad. arch. Anvers, t. 22, p. 515, 1866, etc.

(3) Ibid. Cf. Jansen, op. cit., t. I, p. 385. — Jannet. *Le crédit populaire et les banques en Italie*, Paris, Larose, 1885 et supra.

était fréquent (1). Pendant les croisades, nous l'avons dit, les intermédiaires d'argent furent nombreux et indispensables; les rois et seigneurs avaient leurs banquiers dont nous avons gardé les noms et diverses pièces. Ces habitudes ne pouvaient se perdre; elles impliquaient les transferts d'argent (2) et les emprunts souvent très larges, dont il est difficile de savoir les conditions. Les finances princières d'ailleurs, pour les domaines et recettes, comme pour les emprunts, recouraient non seulement aux ordres religieux, mais souvent aux prêteurs; ceux ci étaient souvent italiens; il y en avait aussi d'autres (3). Les

(1) Voir le très intéressant mémoire de M. Léopold Delisle, *Opérations financières des Templiers*. Mém. Acad. Insc. et B. L. t. 33, 1888. On ne possède de quelques feuillets de recette du Journal du trésor du temple du 12 mars 1295 au 4 juillet 1296. Exemple : Die Sabatti in vigilia Ramorum Palmarum Frater Johannes (*a reçu*) De preposito Villenove Regis juxta Senonis 169 l. 15 s. 6 d. super ballivum Senonensem per Johannem de Prime. Solvit in turre.

(2) Lavoix, op. cit. — Servais, *Les emprunts publics sous saint Louis*. Bibl. Ecole des Chartes, t. XIX, 4^e série. p. 113 sq.

(3) Ex. en Belgique nombreux textes cités par le Baron de Saint-Genois. *Invent. analyt. des chartes des comtes de Flandre*. Gand, 1843. Argentiers ou banquiers d'Arras, Douai, Lille etc., des sociétés italiennes. L'un d'eux était receveur de Flandre.

On stipule souvent qu'il n'y aura pas d'usures, *cessante omni illicita pactione* ibid. n° 130; les emprunteurs s'engagent à ne se réclamer d'aucune exception, ce qui peut sembler suspect : « exceptioni fori, doli mali, non numerate pecunie seu non tradite, omni privilegio Crucis dato vel dando, omni juris auxilio canonici et civilis. » Ibid. n° 153, année 1271 etc. Il y avait certes bien des opérations usuraires, dissimulées de diverses façons dans la somme du capital. Cf. Lavoix, op. cit. p. 13. — Il y a des paiements en foire de Lagny, Troyes, Bar etc. Cf. cartulaire de Namur, t. II, p. 27. — Bull. comm. roy. hist. Belg., 2 série, t. 4, p. 37.

Papes aussi se servaient de leur intermédiaire pour divers services, pour les recettes et les transferts, pour cela approuver toutes leurs affaires, car elles se livraient à bien des opérations douteuses.

Les banquiers italiens, après les ordres du Temple, servirent aux opérations nécessaires, indispensables du clergé et des Papes. Il en a été ainsi pour les croisades, pour l'Orient latin (1), puis pour les recettes, transports, etc., de la *Chambre apostolique*. Non seulement les princes séculiers y recouraient donc, mais aussi les Pontifes; il y en a une foule d'exemples. Au XIII^e siècle il y a les *mercatores* ou *camposores Camerae apostolicae* à titre officiel, sans qu'on sache les conditions de leur commission. Les Registres des Papes en font souvent mention; ces banquiers obtiennent pour leurs services des privilèges, sans qu'on puisse de ce chef conclure à une approbation de toutes leurs opérations. Les Papes, dans leur grande administration, ont besoin de ressources considérables et devaient bien prendre les moyens sûrs et rapides de se les procurer. L'organisation des banques les leur fournissait (2).

(1) Delisle, op. cit. — De Mas Latrie, Bibl. Ecole des Chartes, 2^e série, t. III, p. 206 (Hospitaliers). — Dr Hans Prutz, *Kulturgeschichte der Kreuzzüge*, Berlin, 1883. — Rey, *Les colonies franques de Syrie aux XII^e et XIII^e siècles*, Paris, 1883. — Henri Lavoix, op. cit. — Gottlob, *Die papstlichen Kreuzzugsteuern des XIII^e Jahrhunderts*.

(2) E. Jordan, *Le Saint-Siège et les banquiers italiens d'après les registres de Clément IV* (1265-1268), mémoire présenté au Congrès des savants catholiques à Bruxelles, 1894. Cf. Servais, op. et loc. cit.

C'est en Italie que le système des banques nous apparaît d'abord au moyen-âge. Il semble même à quelques auteurs et non sans vraisemblance qu'il soit une continuation de celles de l'ancienne Rome⁽¹⁾. Celles-ci en effet, réunissaient les fonctions de banque de dépôt, leurs écritures faisaient foi. Ce sont les contrats dits *littéraux* qui n'étaient autre chose que le crédit au livre, le virement en écriture⁽²⁾. Cet usage a persisté. Dans les souvenirs du moyen-âge italien les banquiers privés font le change et la banque ; on parle à Venise par exemple en même temps des *campsores* (*Rio alli*) et des *bancherin scriptue*. Sans en déterminer l'origine, au xvi^e siècle le fait est proclamé *antichissimo* au Sénat de Venise⁽³⁾. Mais si cela prouve l'existence des dépôts et des livres, le système autrefois était moins simple et rapide qu'aujourd'hui et le virement exigeait, en certain cas, la présence de témoins. C'est le *banco del giro*. Le *Livre de colonnes* de la maison de S. Georges, à Gênes, avait un objet analogue.

Le développement des foires accéléra les procédés de liquidation ; et aux foires de Besançon, créées par Charles V au xvi^e siècle, s'établit un vrai système de *Clearing* dont Raphaël de Turri explique le mécanisme⁽⁴⁾.

Le système des banques de dépôt se répandit

(1) Jannet, op. et loc. cit.

(2) G. Cruchon, *Les banques dans l'antiquité*, Paris, Durand, 1879.

(3) Voir les sources citées plus loin.

(4) Op. cit. disp. 2 prol. p. 107.

aussi ; il fonctionne en Italie peut-être sans interruption depuis l'antiquité. De quand date son progrès ? C'est ce qu'on ne peut préciser exactement, mais certes le grand élan des croisades n'y fut point étranger. Plus tard le grand élan de la découverte du Nouveau-Monde transformera l'économie politique.

Ce que nous exposons ici n'est pas de la doctrine économique du moyen-âge. Nous n'avons guère ici que des faits, et une jurisprudence en formation. Les théologiens, les hommes politiques ne traitent guère encore la question des banques ; ils ne le feront qu'au siècle suivant. Forcément on est réduit à constater la pratique, d'où la théorie s'est formée, tâchant d'en tirer un système, et de juger la pratique au point de vue des principes du droit canon et civil.

C'est ainsi que dans l'ordre économique et financier se présente la question de la liberté des banques, sur laquelle nous reviendrons, et bien d'autres (1).

C'est ainsi que se présente aussi la question de la licéité des opérations des banquiers et des précautions morales qu'ils ont à prendre (2).

C'est ainsi que dans l'ordre juridique se présente toute une jurisprudence, dont nous avons cité les noms les plus en vue. Mais tout cela c'est du xvi^e siècle, et même plus récent encore.

La pratique au contraire dont nous avons esquissé

(1) Discutée en pour et contre par Contarini au Sénat de Venise en séance du 28 octobre 1584.

(2) Card. de Lugo, *op. cit.*, disp. 28, sect. 5. In hac sectione non dicemus quid licitè fiat sed quid fiat de facto, licitè vel illicitè examinaturi postea quid licitum vel illicitum sit.

très rapidement l'indication, est très vivante au moyen-âge. On a refait, avec foule de documents à l'appui, l'histoire des affaires, des relations commerciales, de la comptabilité même des banques italiennes; on a bien des indications sur les autres. L'histoire des grandes familles financières de Florence, les Baldi, les Peruzzi, les Bernardini et bien d'autres (1), celle de la banque de Rialto de Venise (2) de la maison de S.-Georges de Gênes (3) sont instructives déjà pour les XIII^e et XIV^e siècles. De nombreux documents indiquent leurs ramifications et leurs correspondances en Europe, sur place et en foire (4).

Outre ces grandes maisons, plus ou moins puissantes, il y avait une foule de financiers plus modestes, souvent aussi italiens, de l'Italie du Nord, des Lombards surtout, qui souvent prenaient la place des Juifs expulsés (5).

(1) Peruzzi, *Storia del commercio e dei banchieri de Firenze*. 2 vol., Firenze, 1868. — Jordan, mémoire cité.

(2) E. Lattes, *La libertà delle banche a Venezia*, Milano, 1869. — E. Nasse, *Venetiaansche Bankwesen*, *Conrads Jahr. f. Nat. u. Stat.*, 1880.

(3) Prince Wiszniewski, *Histoire de la banque de St-Georges*, Paris, Guillaumin, 1865.

(4) Entre autres Frignet, *Hist. de l'association commerciale*, p. 109 sq — Germain, *Hist. du commerce de Montpellier*, 1861. etc. — ... *Les banquiers et les quatre canges à Liège avant 1468*, Bruxelles, 1881, etc. etc.

(5) Muratori, *Antiq. medii Œvi*, diss. XVI. — Simonet, *Documents pour servir à l'histoire des institutions et de la vie privée en Bourgogne*, Dijon, Rabutot, 1867, p. 465. — Piton, *Les Lombards en France et en Italie*, Paris, Champion, 1892, etc. — Ashley, *Economic history*, t. I, p. 200.

Certes, personne ne croira que cette nombreuse armée de la finance soit indemne d'opérations usuraires. Aux *mutua*, aux dépôts, aux virements, aux opérations de change, se mêlaient sans doute bien des affaires véreuses (1).

Une des questions modernes souvent débattues entre économistes, celles de la liberté des banques, peut trouver dans le régime ancien quelques arguments historiques. Ce n'est pas en vue de la polémique que nous en parlons, car nous restons historiquement objectifs, mais il est curieux de constater les faits. On avait pu croire que la liberté était une idée moderne en cette matière; telle ne paraît pas être la réalité du fait. En théorie la question ne fut guère controversée, mais des essais divers aboutirent à des exposés pleins d'intérêt à la fin du moyen-âge. Les premières fonctions des banques nous apparaissent comme des industries privées. Ni en France, ni en Allemagne on n'aperçoit au moyen-âge guère de vraies banques officielles. En Italie, il y eut dès lors des banques publiques, dont l'histoire est pleine d'intérêt, mais échappe à l'étude des théories économiques. La liberté semble cependant ici pouvoir revendiquer le droit d'ainesse. A cet égard, les documents publiés sur les banques de Venise sont très instructifs. Les *bancherii scriptæ*

(1) Elles étaient dissimulées sous divers faux prétextes qui cachaient l'usure ce que Benoît XIV qualifie de *tegumenta usurse*. Voir toutes les sources citées au cours de de ces deux paragraphes, *passim*.

sont appelés de ce nom, parce qu'ils reçoivent des dépôts qu'ils inscrivent à leurs livres. L'institution de la banque nous y est représentée comme destinée à faciliter singulièrement les rapports des marchands, et la circulation des valeurs. Mais encore faut-il qu'ils n'abusent pas des dépôts, ne les compromettent pas. De très bonne heure, on se préoccupe de cette situation et on cherche à s'assurer des garanties contre ces abus. Au xiv^e siècle on fait une enquête (1) et l'idée de l'intervention publique se fait jour. Des lois successives établissent diverses garanties, cautions etc. Elles s'accroissent de plus en plus, jusqu'à l'établissement du monopole du Banco di Realto. La délibération du Sénat de Venise en 1584, résume en quelque sorte l'historique de cette question dans les intéressants rapports du Sénateur Contarini (2). Il est vrai que le nouveau système ne

(2) Ut inveniatur modus ordo, et Regula in prædictis que sit secundum Deum, honorem nostrum et bonum mercatorum et mercationum. » Ibid., p. 36. — 1403. On parle du « maximo periculo illorum qui habent denarios in banco, sicut patet omnibus. »

(3) Ces discours sont reproduits dans l'ouvrage de M. E. Lattes, p. 118. Voici comment on l'exprime au Sénat concernant le *passé antérieur* ; ajoutons pour être véridique qu'on y fait valoir aussi des arguments contre le système *plus récent* de la réglementation.

E Stato sempre antichissimo, et quasi natural costume de questa nostra città il negociar, e dar compimento alle facende così mercantite, come di ogn'altra sorte, col mezzo dei Banchi de Scritta, per quella commodità et facilità del far li pagamenti, che è necessaria in tanta moltitudine de negocii, de tanta importanza. Ma perché essi Banchi tenuti fin' hora da particolari hanno (come si è visto per chiari esempi) tante volte mancato con grave danno uni-

fut pas non plus sans difficultés, mais nous n'avons qu'à constater ce mouvement d'opinion au moyen-âge, sans empiéter sur les temps de la Renaissance moderne.

versale et molta confusione di tutte le cose, non senza nota del nome veneto appresse l'estere natione; si conviene a quella prudente et paterna cura, che deve havere ogni buon Principe del comodo et beneficio commune della tua citta, proveder, che rimosso il pericolo de tante inconveniente; si continui a negociare con l'istesso comodo et facilita, ma compita sicurtà del danaro et dell' haver de cadauno et con salvezza dell' honor publico, com hanno anco supplicato le mercanti... Prohibition de la liberté, etc.

CHAPITRE IX.

LA POPULATION.

La question de la population ne s'est guère posée au moyen-âge telle que la science la discute aujourd'hui. La crainte de l'excès de la population ne préoccupe pas les publicistes (1). Aristote sur ce point n'a pas fait école, et son passage de la Politique commenté comme les autres, n'a pas eu d'influence sur le reste de la science. On craint, semble-t-il, bien plus le défaut de monde que son excès. Le chiffre des enfants est considéré comme la gloire du ménage et la force de l'Etat. Les familles nombreuses, dit S. Thomas d'Aquin, contribuent à la puissance de la nation et méritent bien de la république (2). Gilles Colonna de Rome démontre longuement les avantages de la fécondité pour la perpétuité, l'esprit de tradition, ainsi que pour la prospérité et le bonheur des familles et

(1) Cf. A. Sinigaglia. *La teoria economica della popolazione in Italia*, dans l'*Archivio Giuridico*, Bologne, 1881.

(2) *De regimine principum*, liv. IV, ch. 9. On sait que les deux derniers livres de ce traité sont sérieusement contestés au saint docteur. "Quae familia plus multiplicatur, in prolem, amplius cedit ad firmamentum politiae. "

de la nation. Les foyers déserts sont même imparfaits, d'après l'expression significative du même auteur (1); car la perpétuité y est impossible, elle ne peut se réaliser parmi les hommes que par la succession des générations. Les enfants issus du père sont comme les continuateurs de sa personne et partant les héritiers naturels de ses biens (2). Il serait cependant erroné de croire que les idées de restriction de la population ne fussent pas antérieures à Malthus. L'antiquité, on le sait, ne ménageait pas les procédés, et Aristote ne dédaignait pas de recourir à des moyens criminels. Ces idées n'avaient pas eu d'écho, au moyen-âge, dans la science, et l'histoire démontre qu'elles y étaient inconnues. Cependant le chiffre des enfants augmente les charges du ménage, et la crainte de ces charges avait sans doute effrayé les esprits que l'habitude du luxe éloignait du sacrifice. Aussi voyons-nous, à partir du x^v^e siècle, les auteurs se préoccuper de ce mouvement, d'une manière incidente encore, mais sérieuse cependant. C'est un symptôme qu'on voit poindre, et dont les gens sérieux s'effrayent ou s'irritent. Francesco Patrizzi de Sienne à la fin du x^v^e siècle, après avoir énuméré les devoirs des parents envers les enfants, ajoute : On ne peut pas en diminuer le nombre, cela est contraire à la nature et Aristote a mal parlé. Il

(1) *De regimine principis*, lib. II, pars 1, cap. 6. Tota illa domus dicitur imperfecta ubi non est pullutatio filiorum.

(2) S. Thomas d'Aquin, *Summ. c. Gent.* lib. III, cap. 123.

ne faut pas autoriser ce qui n'est pas honnête. S'il y a dans la patrie trop peu de place pour s'épanouir, qu'on cherche une autre patrie où la race puisse se propager plus largement (1).

Nous n'avons pas ici à étudier cette histoire. A l'époque où nous nous plaçons, il y a plus encore à lutter en faveur du célibat qu'en faveur de la natalité. Les écrivains sont plus portés à voir dans la fécondité un devoir qu'un danger. Ils vont jusqu'à incriminer le célibat en lui-même et les auteurs ecclésiastiques doivent s'arrêter à justifier les vœux religieux. Au nom de la prudence humaine, de la conservation de l'univers, au nom même des lois divines, certains hommes révoquaient en doute la licéité du célibat volontaire. Cette erreur qui sera reprise par Luther, est combattue avec énergie par les théologiens. S. Thomas d'Aquin a sur ce sujet des pages victorieuses. La multiplication de l'espèce est un devoir de la multitude, dit-il, et non un devoir individuel. Il suffit au bien général qu'un certain nombre d'hommes s'acquittent de ce soin, essentiel à la conservation de sa race ; il ne faut pas que tous le fassent. Au contraire, il importe à l'humanité non-seulement qu'elle se conserve physiquement, mais aussi qu'elle progresse spirituellement. Il est donc conforme à ses intérêts qu'une partie de ses

(1) Franciscus Patricius de Senis. *De institutione reipublicae*, lib. IX, Paris, ed. Œg. Gorbinus, 1569. Lib. IV, tit. 3, p. 98 : lib. V, præm, p. 162.

membres assurent sa perpétuité, et que l'autre s'abstenant des biens sensuels, s'adonne au développement des biens de l'esprit. Le célibat est la meilleure condition de ceux qui veulent élever leur esprit à l'amour et à la contemplation des choses spirituelles et divines. Cette division des vocations est dans les conditions de perfection de la société humaine, c'est en vue de cette perfection que la nature et la Providence ont tout disposé.

Il est donc bon et saint de s'abstenir du mariage, ou de vivre dans la virginité, pour s'occuper des choses divines. Cela est conforme aux intérêts de l'humanité, mais c'est là une vertu qui dépasse la condition générale de l'humanité (1).

Mais le célibat peut-il compromettre la conservation de l'humanité? Le chevalier, représentant du pouvoir laïc, incrimine de ce chef, dans le *Songe du vergier*, le clerc défenseur de l'autorité ecclésiastique (2). Non, répond celui-ci à son adversaire; l'humanité a aujourd'hui assez de membres pour que la vie sociale soit parfaite, et que l'abstention de quelques-uns ne puisse mettre en péril son avenir. La vertu consiste à tenir le juste milieu indiqué par la raison, et à se déterminer, d'après elle, selon les circonstances. Ainsi quand l'humanité était à ses débuts, où si elle se retrouvait dans un état où le

(1) S. Thomas d'Aquin, *Summ. c. Gent.* lib. III, cap. 136. — *Summ. theol.* 2^a 2^{ae}, q. 152, art. 2.

(2) Raoul de Prellès, *Le songe du Vergier*, liv. II, ch. 297. — Goldast, *Monarchia*, t. I, p. 194.

manque d'hommes est absolu, la saine raison déconseillerait le célibat. De même, il pourrait arriver que la multiplication des hommes fût telle, que si elle s'accroissait davantage, la terre fût incapable de les nourrir, et alors l'ordre de la raison et de la nature conseilleraient et même imposeraient l'abstention. Mais, dans les conditions actuelles, où la société est complète et le monde peuplé en suffisance, la raison et la nature permettent et même conseillent la contrainte. Il faut donc tenir ici encore le juste milieu. Vouloir absolument sauvegarder l'intégrité, sans même tenir compte du salut de l'humanité, c'est un excès; vouloir interdire le célibat, en est un autre. Il faut tenir compte des conditions générales de l'humanité. Voilà la règle de la raison et partant de la vertu morale (1).

(1) *Ibid.* ch. 298. Nous avons traduit presque littéralement ce passage trop long à reproduire. Voici le texte de la conclusion : « Et sic bene infertur quod velle frangere integritatem corporis... antequam sit opportunum... tene unum extremum vituperabile. Nolle etiam frangere pro necessitate humani generis solvanda et multiplicanda tempore defectus, tenet aliud extremum, similiter nolle frangere et frangere velle cum circumstantiis debitis tenet medietatem quae est virtus moralis... » Voici maintenant comment l'auteur pose l'hypothèse d'un excès local de population : « Posset et esse tanta multitudo, quod si ulterius exerceret, terra non esset sufficiens ministrare cibum hominibus, propter quod illo tempore naturae vis et ordo permetteret imo juberet continere. » Ce texte, si hypothétique, *posset et esse*, émané d'un publiciste laïc est la seule trace que nous ayons trouvée d'un germe de malthusianisme, dans les siècles que nous étudions. Le corps de l'écrit en restreint d'ailleurs encore la portée.

Ce passage, le seul peut-être où la question de la population soit indiquée, est écrit lui-même, on le voit, dans un esprit bien différent de celui de certains économistes. Il a surtout pour but de démontrer la licéité de la *virginalis abstinencia*, dont les vœux religieux ne sont que la consécration solennelle. On peut cependant y voir des tendances malthusiennes. Nous n'avons pas ici à faire la critique de cette théorie; d'ailleurs les termes de ce discours ne sont pas l'expression de la doctrine du moyen-âge, mais bien plutôt d'opinions personnelles du légiste Raoul de Prellès (1). Nous ne l'avons reproduit qu'à titre de curiosité historique.

Ce qu'il y avait alors de plus important, ce n'était pas tant la théorie économique de la population que la grande doctrine qui présidait à la vie de famille : les principes de l'unité et de l'indissolubilité du lien matrimonial, les devoirs des époux et avant tout celui de la fidélité conjugale (2).

(1) On voit que nous attribuons ici le *Songe du Vergier* à Raoul de Prellès; cette attribution est toute hypothèque et nous n'entendons pas trancher la controverse soutenue entre Raoul de Prellès et Philippe de Maizières, par M. Franck en faveur du premier (p. 208), et M. Paulin Paris, en faveur du second (*Recherches sur le véritable auteur du songe du Verger*, Mémoires de l'Institut. Acad. des Inscr. et B. L. t. XV, p. 336). Sur Raoul de Presles, cf. Lancelot. Mém. de l'Acad. des Inscr. Anc. série t. XIII, p. 660.

(2) Cf. Périn, *La richesse dans les sociétés chrétiennes*, 2 éd. t. I, p. 541 et suiv. — F. Hettinger, *Apologie du christianisme*, trad. Lalobe de Felcourt, Bar-le-due, 1870, t. V, p. 230 et suiv. Sur les chiffres de la population française au moyen-âge, voir le grand ouvrage de M. E. Levasseur, *La population française*, 3 vol. Paris

Nous avons montré ailleurs que les mœurs des familles étaient en rapport avec la doctrine. Les familles étaient nombreuses et leurs chefs en étaient fiers et heureux (1). On ne voit pas qu'à cette époque le nombre des enfants fût considéré comme une charge et un malheur. Au xvi^e siècle encore le chancelier Bacon se moque de ces hommes qui portent leur épouse et leurs enfants au compte de leurs dépenses, qui se réjouissent d'en avoir peu pour paraître plus riches, comme si c'était là une diminution de patrimoine ! (2).

Rousseau, t. I, 1889 ; le calcul de la population de la France au moyen-âge a été l'objet de vives controverses que l'auteur examine. Ce calcul se base pour le xiv^e siècle sur l'état des paroisses et des feux des baillages et sénéchaussées de France, soumis à l'impôt royal, dressé pour l'usage des officiers du roi, vers 1328.

' (1) Notre mémoire cité sur *Les classes rurales en Belgique*, p. 77, 92.

(2) Ouvrage cité, ch. 8, p. 164. „ Quasi divitiarum hoc esse decrementum ! ”

CHAPITRE X.

LA CONSOMMATION ET L'USAGE DE LA RICHESSE.

L'exposé des théories morales et sociales de la richesse serait tout à fait incomplet, si on n'y ajoutait les idées des auteurs sur l'emploi des biens. Nous avons vu que ce bon emploi se commandait par le but même. On voudra bien se rappeler que nous exposons ici la théorie générale et non les faits. Il y en eut certes à cet égard d'innombrables. La théorie sur l'usage de la richesse se trouve dans les traités de morale relatifs aux vertus de tempérance, de prudence et à l'aumône. Sans doute on ne la retrouve guère dans les modernes traités d'économie sociale, mais c'est cependant la loi de l'usage des biens dans l'ordre de leur fin.

Dans un autre ouvrage nous avons exposé la doctrine même de S. Thomas d'Aquin sur cette question d'ensemble. Nous croyons pouvoir y renvoyer le lecteur. C'est la conséquence, au point de vue spécial qui nous occupe, de toute la doctrine sur la fin de la richesse et sur sa nature que nous avons exposée au début. Elle implique et un emploi rationnel des biens et leur usage généreux au profit des autres.

Nous reproduisons donc en quelques mots le résumé que nous avons donné (1) de cette doctrine de l'illustre Thomas d'Aquin (2) ; dans l'exposé de la vertu de *tempérance*, nous trouverons les préceptes qui définissent la sage économie.

Les jouissances de la vie, les biens extérieurs ne sont donnés à l'homme que pour les faire servir à la fin qu'indique la raison. Cette fin est la règle de leur usage, et se trouve toujours elle-même dans quelque nécessité de la vie présente sagement appréciée. Celui qui n'use des biens extérieurs que dans cette mesure a la vertu de tempérance.

Mais comment apprécier cette mesure elle-même.

Il faut avoir égard d'abord aux lois morales, et ne jamais faire un acte qui viole l'honnêteté naturelle, si minime qu'en soit la dépense ; ceci est absolu. De plus, il faut considérer la condition personnelle de chacun, et ne rien faire qui entrave l'accomplissement de son rôle en détruisant sa santé ou ses facultés. Enfin en dehors de ces considérations, l'homme tempérant use des biens extérieurs avec modération, d'après les circonstances. Ceci devient relatif. Il doit consulter ses ressources de fortune, les nécessités de sa situation sociale et de ses fonctions, les circonstances de temps et de lieu et les convenances mêmes de son entourage.

(1) *La lutte pour le pain quotidien*, p. 245.

(2) *Summ. theol.* 2^a 2^{ae} quest. 141, *De temperantia* ; quest. 97, *De liberalitate*.

L'illustre docteur expose d'ailleurs les règles de la vertu de *libéralité*. C'est le bon usage de la fortune privée, par un juste milieu de dépenses, également éloigné des deux vices de prodigalité qui pèche par excès, et d'avarice qui pèche par défaut. Il faut user de son bien *libéralement*, non pas le dépenser sans raison, mais s'en servir utilement pour le bien de tous. La *libéralité* diffère de la *tempérance*. Celle-ci porte sur les jouissances personnelles ; la *libéralité* sur les dépenses faites pour autrui.

Les actes d'intempérance sont des prodigalités, mais toutes les prodigalités ne sont point d'intempérance.

Le saint moraliste engage à faire un généreux usage de sa fortune, mais sans compromettre son existence, ni les moyens de faire du bien dans l'avenir.

En tout ceci, il faut tenir la mesure, la modération. Quant au conseil de donner tous ses biens aux pauvres, c'est la *perfection* et non la *loi commune* (1).

On voit, par ce qui précède, la sage mesure qui doit présider aux dépenses et consommations dans la vie commune. C'est là essentiellement une question de *mesure*. S'il y a des dépenses et jouissances *toujours* condamnées comme *immorales*, il y en a

(1) Cf. S. Bonaventure, *De paupertate Christi*, art. 1, op. t, VII, p. 362. Largitas quæ attenditur secundum officium medium, in largiendo servat modum. Paupertas vero spiritus quæ attenditur secundum officium perfectum tribuit totum etc.

beaucoup dont le mérite dépend de la mesure. Telle dépense exagérée pour l'un ne l'est point pour l'autre : ce n'est point le chiffre mais la proportion qui en détermine le caractère.

L'intention n'est point non plus étrangère à la nature de l'acte. Ceci est d'ordre purement moral, et cependant il faut l'ajouter ici, car si le but d'une dépense est l'amour excessif de soi-même, elle perd son mérite. C'est ainsi que les dépenses considérables ne sont bonnes que quand elles restent dans la mesure, et elles ne resteront dans la mesure que si elles sont inspirées par une vraie notion de ce qu'on se doit à soi-même et par de justes idées morales. C'est ainsi que S. Thomas range la *magnificence* au nombre des vertus (1) ; *faire grand* dans les dépenses du culte, dans celles destinées au bien de la communauté, ou même parfois à son bien personnel, peut être une vertu *quand la mesure est gardée*. Pour apprécier cette mesure, il faut être pénétré de toute la morale chrétienne ; c'est surtout ici que cette influence est capitale. Cette proportion entre l'acte et la fin résulte de la vertu de *prudence*, qui dans l'ordre domestique a le nom spécial d'*économie*.

Concluons qu'une dépense peut être condamnable soit en elle-même, si minime soit elle, parce que son objet est mauvais en soi — soit par sa quantité quand elle dépasse la proportion convenable ; — que toute cette disposition, pour être sage, doit être do-

(1) *Summ. theol.* 2^a 2^{ae} quest. 134, *De magnificentia*.

minée par la raison et sera réalisée par excellence, grâce à la prudence et à l'économie chrétiennes.

Tout cela n'est que la conséquence de ce principe primordial que les biens extérieurs ne sont bons que *dans l'ordre de la fin*.

N'oublions pas que cette doctrine est à mettre en rapport avec l'obligation de l'aumône, de la charité.

Ces principes sur l'usage des biens, sur leur emploi et les devoirs qui résultent de la fortune, sur le devoir de l'aumône, se rattachent à la thèse fondamentale sur la nature même de la fortune et des biens.

Il n'est donc pas étonnant qu'il y ait eu au moyen-âge une énergique campagne contre le luxe, l'avarice, et en général l'intempérance et les excès dans la jouissance des biens temporels (1).

Cette campagne est menée par les auteurs religieux avec une ardeur très marquée, en présence d'abus très réels. Elle est menée aussi dans la littérature profane, soit satirique, soit politique, Elle a une large part dans les réactions des sectes. Mais on ne peut méconnaître que si des abus furent graves, l'Eglise s'efforça de les réprimer et de les réformer même quand ils se produisaient chez ses membres, et c'est pour remédier à ces plaies à la fois sociales et morales qu'Innocent III vit avec bonheur la fondation de l'Ordre de la Pauvreté d'Assise.

(1) Voir l'histoire et les détails de la censure du luxe au moyen-âge dans l'*Histoire du luxe privé et public* de M. Baudrillard, t. III. p. 630 et suiv.

Mais la vanité et la sensualité ont toujours conspiré contre ces doctrines. Sans doute, le moyen-âge a eu de grands exemples de vertu, sans doute il a eu de grands exemples de magnificence civile et religieuse dans le grand art, mais il a eu aussi des abus contre lesquels d'ailleurs la vérité n'a pas désarmé.

Souvent on en a fait la description ; ils sont très réels à certaines époques surtout, mais il y en a toujours eu parmi les hommes ; n'oublions pas que les abus, c'est ce qui se voit souvent le plus, et parce qu'ils s'étalent, font du bruit, et parce qu'on s'y attaque et qu'on se plaint. Il s'en produisait dans les fêtes, dans les costumes, dans les repas, dans tous les genres de jouissances, ils entraînaient l'endurcissement du cœur et des haines sociales. « La richesse, disait au *xvi^e* siècle, Jacques Wimpheling, a de grands périls, comme nous en avons tous les jours la preuve ; elle engendre un luxe exagéré, la sensualité, la débauche, et ce qui est tout aussi désastreux, elle fait naître la cupidité et la soif de posséder des richesses toujours plus grandes (1).

Les prédicateurs sont particulièrement énergiques pour attaquer ces abus soit sous la forme grave de S. Bernard, soit sous la forme anecdotique qu'acclimata le cardinal Jacques de Vitry. L'histoire des sermons et des livres de morale le prouverait. Qu'on n'oublie pas que le sermon avait alors un

(1) Cité par Jansen, *op. cit.* d. 361 de la traduction.

caractère beaucoup plus populaire ; il se faisait un peu partout, dans les écoles et au carrefour, au besoin sur la grande route. S'il prêchait la morale, aussi il fustigeait le vice et par ses exhortations et par les anecdotes dont il était d'usage d'émailler la prédication et cela se faisait, souvent, très rudement. *Cum tangit praedicando, presbyter debet esse durus*, disait le cardinal de Vitry (1). Le luxe, les folles dépenses y sont critiqués avec une vigueur incessante et qui amenaient souvent des repentirs ; les biens mal acquis y étaient aussi attaqués sans pitié, l'usure en particulier. La prédication sous toutes ses formes diverses, encore trop peu connues, ascétique, sévère, ou anecdotique, a eu une influence énorme sur la vie morale et sociale du moyen-âge.

Frères-mineurs de S. François d'Assise, Frères-Prêcheurs de S. Dominique firent la réforme des mœurs et sauvèrent la vertu sociale en répandant dans la foule la notion, la pratique et l'exemple des vertus en la détournant des trompeurs entraînements des faux réformateurs. Certes il y en eut, entraînés par leur zèle, qui allèrent trop loin soit dans leurs protestations, soit dans leurs idées, mais ces exagérations ne doivent pas faire méconnaître les immenses services rendus à l'Eglise et à la société

(1) Sur la prédication au moyen-âge. L'abbé L. Bourgain, *La chaire française au XII^e siècle*, Paris, Palmé 1879. — A Lecoy de la Marche, *La chaire française au moyen-âge, spécialement au XIII^e siècle*, Paris, Didier, 1868. — Le même, *La société au XIII^e siècle*, Paris, Palmé, 1880.

par les humbles et vaillants héros de la parole chrétienne.

Les recueils de sagesse morale prouvent assez cette haute influence. L'exemple, les leçons de haute vertu et de perfection ne sont jamais perdus pour la foule, même si elle ne les suit guère ou ne les imite que de loin. Il en reste toujours une impression bienfaisante. L'*Imitation de Jésus-Christ*, les écrits des mystiques, les exemples et les prédications devaient exercer sur les esprits une action soit immédiate, soit lointaine, mais toujours réelle. Certes, nous ne pouvons ici faire l'histoire morale du moyen-âge, mais par certains points, elle touche de si près à l'histoire économique et sociale qu'on doit en signaler le contact nécessaire et l'action. Ces vrais mystiques dont longtemps on a trop peu connu l'histoire, sont des facteurs puissants de la vie sociale (1).

Nous l'avons dit, on ne prêchait pas seulement la doctrine, on joignait l'anecdote à la loi. La vanité humaine est souvent fustigée avec une verve remarquable. Parmi les critiques les plus curieuses signalons celle d'un écrivain anglais, Jean de Salisbury, qui met à jour, dans le *Polycraticus* les vanités de la cour d'Angleterre; son livre eut beaucoup de succès et ce genre, où d'autres encore se sont

(1) Auger, *Etude sur les mystiques des Pays-Bas*, Brux., 1891.
— Thomas Hamerken de Kempen (a Kempis) (1379-1471) auteur très probable de l'*Imitation*, occupe ici un rang éminent parmi les écrivains.

essayés, n'a guère de plus intéressant exemple (1). Enfin l'illustre poète Dante n'a-t-il pas flagellé le vice de main de maître dans les chants immortels de la Divine comédie.

Les prédicateurs enfin, les moralistes, abondent en exemples, en critiques, en préceptes ; outre le cardinal de Vitry dont nous avons déjà parlé, citons parmi les mystiques, le Belge Thomas de Cantimpré dont le livre, *Bonum universale de apibus*, eut beaucoup d'estime (2) ; puis le recueil d'Etienne de Bourbon sur *Les sept dons du St Esprit* (3) et bien d'autres. Ce n'est pas ici que nous pouvons y insister sous peine de faire une histoire des mœurs, au lieu de celle des doctrines.

N'oublions pas que dans la doctrine et les livres on prêche le devoir, plus qu'on ne décrit le bien qui se fait. A entendre les exhortations on pourrait croire que tout est mauvais, ce serait une erreur de critique. Nous ne faisons pas l'histoire des *faits*, de la vie mais il faut cependant prévenir l'erreur qui ferait considérer comme trop universels, les vices que l'on fustige ; la générosité était souvent large,

(1) Deminuid, *Jean de Salisbury*, Paris Thorin 1873 etc. L'auteur qui connut S. Bernard, vécut à la cour d'Angleterre, sous la protection du chancelier Thomas Becket.

(2) Né en 1201 à Leeuw S. Pierre (Brabant), professeur au couvent des Dominicains de Louvain, puis évêque ; cf. Auger op. cit. — Bormans, Bull. Acad. royale de Belgique, t. XIX, 1, p. 132.

(3) Etienne de Bourbon, de Belleville, s/Saône, dominicain, mort en 1261, éd. Lecoy de la Marche, société histoire de France, 1877. *Tractatus de diversis materiis prædicabilibus*.

l'esprit de devoir souvent et fortement compris et pratiqué (1). Ceci sort de notre cadre, mais constitue cependant une réserve nécessaire pour éviter des conclusions erronées.

S'il est vrai que tout le monde est loin de pratiquer toute la vertu, de même, on peut assurer qu'au moyen-âge, il y en avait de nombreux et riches exemples. S'il y a des excès, parfois graves, qu'on s'est souvent plu à dépeindre et que d'ailleurs il serait puéril de contester, reconnaissons aussi que les leçons de la morale chrétienne n'étaient pas perdues et que de sages avis et de beaux exemples peuvent être cités avec honneur.

Citons quelques exemples privés de ces hautes doctrines morales. Joinville raconte le trait charmant d'une discussion qu'il eut devant Louis IX avec maître Robert de Sorbon ; le saint roi leur conseilla de se vêtir convenablement « car, dit le sage, on se doit parer en vêtements et en armures de telle manière que les prudhommes de ce siècle ne disent pas qu'on en fasse trop, ni les jeunes gens de ce siècle qu'on en fasse trop peu (2). » Nous pourrions chercher à démontrer que les réprimandes, les leçons et les exemples avaient produit des fruits. Encore une fois, ce serait l'histoire des faits. Il est bon cependant de le reconnaître, mais nous l'avons dit déjà,

(1) Citons à titre de renseignement seulement, le livre plein d'intérêt sur une vie seigneuriale de cette époque : *Mahaut, Comtesse d'Artois* (1301-1329) par J. Rochard, Paris, Champion, 1887.

(2) *Histoire de Saint Louis*, ed. Natalis de Wailly, n° 38.

le vice éclate et la vertu domestique n'a pas d'histoire. A la fin du xiv^e siècle, le bourgeois, auteur du *Mesnagier de Paris* (1), parle également des vêtements convenables d'après son état et recommande à sa sœur d'avoir égard « aux facultés et puissances de vous et de moy selon l'estat de vos parens et des miens » d'être « honnestement vestue sans induire nouvelles devises. »

A partir du xv^e siècle nous avons des textes remarquables dans les *livres de raison*; on en a publié de forts importants, fruit de la longue instruction chrétienne (2). Tout cela n'est d'ailleurs que le commentaire des devoirs de la richesse et de la fin sociale des biens temporels. En terminant ainsi cet exposé des idées économiques des docteurs du moyen-âge, nous ne faisons que les ramener à leur point de départ sur la nature et le caractère de la richesse.

Tout n'est pas d'éviter les abus de jouissance. Tout n'est pas de veiller au sort de ceux qui travaillent, il faut qu'une société bien ordonnée pourvoie aussi au sort de ceux qui ne peuvent se suffire

(1) Ed. Paris, 1847, t. I, p. 13.

(2) M. de Ribbe, l'éminent historien des familles de la vieille France, en a cité plusieurs. Empruntons deux textes à *Une famille au XVI^e siècle*, Tours, 1879, p. 48 :

Au xv^e siècle le maréchal de Boucicaut disait : « Si mes enfants sont prudhommes et vaillans, ils auront assés, et si rien ne vaillent, dommaige sera que tant leur demeurera. »

Hurault de Cheverny, chancelier de France, dit au xvi^e siècle : « Pour les biens temporels, j'espère avec l'aide de Dieu leur en laisser assez s'ils sont gens de bien, comme je desire ; et trop, s'ils sont autres, ce que Dieu ne veuille permettre. »

par leur labeur. Nous avons indiqué le principe du devoir d'aumône au début de cette étude (1) L'aumône est de précepte (2), c'est l'expression matérielle de la charité agissante. C'est l'amour du prochain inspirant les œuvres de miséricorde, sous leurs formes diverses, spirituelles et corporelles. Nous n'avons pas à exposer ici les manifestations qu'elle a inspirées au moyen-âge. La charité chrétienne a fait ses merveilles et elle a vraiment contribué à établir la paix dans l'ordre social. Ce serait sortir plus encore de notre cadre que d'exposer le système de l'assistance ; c'est une vaste science à la fois administrative et morale qui demanderait encore des volumes, outre ceux déjà nombreux qui lui ont été consacrés. Bornons-nous ici à signaler ou plutôt à rappeler ce principe de la nécessité de l'aumône, énoncé déjà plus haut, comme élément d'équilibre providentiel dans les inégalités sociales, et sur lequel les docteurs insistent avec sévérité.

Sans doute, à ceux qui n'ont pas de ressources, on dit de chercher à s'en procurer par le travail (1), mais tout le monde n'y réussit point, tout le monde n'est pas en état de le faire ni d'y suffire, à ceux-là les secours sont nécessaires ; ils viennent de ceux qui possèdent. C'est la grande idée du secours charitable dans la vie sociale.

Les devoirs de la charité spirituelle et temporelle

(1) Voir plus haut p. 55 et suiv,

(2) S. Thomas d'Aquin, *Summ. theol.* 2^a 2^{ae}, q. 32 art. 5. *Eleemosynam de superfluo dare et necessitatem patienti est in praecepto.*

(3) Voir plus haut, p. 78.

étaient certes parfois méconnus au moyen-âge, — à quelle époque ne le sont-ils pas ? Les violences de la période féodale et les abus de tous genres sont connus. Mais dans les esprits, il y avait aussi un très vif sentiment de foi et les réparations et les repentirs étaient souvent aussi violents que l'étaient parfois les péchés et les plaisirs (2). Les exemples de vertu sont élevés et nombreux. Si nous faisons l'histoire des mœurs, il y aurait beaucoup à dire pour éclaircir la vie sociale de cette période. L'Eglise rappelait avec vigueur les seigneurs à leurs devoirs ; l'histoire des moines en montre des preuves nombreuses. On insistait sur les leçons du devoir moral et social ; la générosité, la libéralité chrétienne furent souvent remarquables et en faveur des pauvres et en faveur du bien social (3). Comme nous le disions plus haut, nous ne transformons point la vie des seigneurs féodaux en idylle charitable, mais il est certain qu'il y eut alors, sous la pression de la doctrine, un sentiment très puissant des devoirs de la charité, que la générosité y fut grande, *magnifique* ; que l'esprit de la charité est bien l'esprit religieux. Il sortirait de notre cadre de faire ici l'histoire de la charité, c'est vaste, inépuisable ; le moyen-âge y est glorieux et les preuves en sont innombrables (3).

(1) Bougain, *La chaire française au XII^e siècle*, p. 369 et suiv.

(2) Le Comte de Montalembert, *Les Moines d'Occident*, t. VI, en a groupé, entre autres, des exemples frappants.

(3) Mandement sur *l'Eglise et la Civilisation* du Cardinal Pecci, archevêque de Pérouse, en 1877.

Les pages qui précèdent sont bien succinctes et incomplètes. Elles sont loin d'offrir un tableau satisfaisant de l'état de la science économique au moyen-âge. Ce n'est d'ailleurs qu'une simple esquisse que nous proposons d'offrir au public lettré. Elle suffira, espérons-nous, non pas sans doute à faire connaître toute l'économie du moyen-âge, mais cependant à dissiper la grande erreur qui fait de cette période un temps de grossière ignorance. Le lecteur qui a eu le courage de nous suivre dans les citations et les faits que nous lui présentons, aura pu se convaincre que la science économique n'était pas inconnue. Sans doute au ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles la connaissance exacte, l'analyse minutieuse des faits économiques échappait à la plupart des publicistes, l'attention ne s'était pas portée encore sur bien des questions résolues seulement par la pratique et la coutume, mais là où les circonstances ont attiré l'attention des publicistes, on est souvent frappé de la justesse de leurs vues, de la sagacité de leurs observations. La subtilité des docteurs ne s'est pas démentie sur ce point.

Mais si nous avons trouvé dans les auteurs des traits remarquables, nous ne devons jamais oublier que pour apprécier sagement les idées et la législation d'alors, il faut tenir compte des faits, et de

l'état général de la civilisation occidentale. En négligeant ce point de vue, on s'expose volontairement aux erreurs les plus graves. Les économistes reviennent d'ailleurs de plus en plus à l'étude de l'histoire et à l'observation des faits. Aussi commence-t-on à rendre justice au moyen-âge. En se donnant la peine de lire les textes et d'étudier l'état social des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, on peut s'assurer que l'état de la doctrine et de la législation était alors généralement justifié par les circonstances, et ne mérite point les attaques que lui prodiguent parfois les théoriciens. Enfin la science du moyen-âge, malgré des imperfections évidentes, avait ce grand mérite de donner au principe moral sa place éminente et nécessaire dans l'ordre économique. C'est ce principe qui préside à toute la doctrine ; nous avons cherché partout à le faire ressortir. Il constitue en même temps le trait distinctif, le mérite particulier et le grand enseignement des leçons économiques de cette époque.

APPENDICE.

LES JUIFS ET LES SECTES.

§ 1. *Les Juifs.*

La place des Juifs n'est pas très marquée dans l'histoire des doctrines économiques. Depuis des siècles ils s'adonnent au commerce d'argent, mais d'une façon plus pratique que théorique. Il est difficile cependant de ne pas les mentionner dans une esquisse historique du moyen-âge où ils ont laissé une si grande trace. Le sémitisme est aussi ancien que le commerce d'argent ; c'est là le champ d'action et de victoire des Juifs. Ils jouent dans l'économie de cette époque un grand rôle, disons mieux, ils y jouent le même rôle que dans les sociétés modernes mais avec bien moins de sécurité pour leurs personnes et pour leurs biens.

Quelles sont les doctrines économiques des Juifs ? Telle est la seule question qui doive nous occuper spécialement.

Il est malaisé de les préciser, car ils ne les ont guère exprimées. Leurs procédés sont surtout de tradition, d'éducation ; on peut toutefois sans crainte, considérer le lucre comme le but de leur activité. La situation des Juifs au moyen-âge fut très variable.

Ils étaient hors le droit commun ; mais par le fait tantôt ils avaient une grande liberté d'action, tantôt ils étaient l'objet de mesures rigoureuses. Ils se livraient au commerce d'argent ; évidemment toutes leurs opérations n'étaient pas répréhensibles et ils pouvaient s'enrichir honnêtement ; mais l'opinion publique, les ordonnances, des témoignages nombreux et unanimes les représentent comme des *usuriers*, mot qui résumait alors toute rapine financière.

Puisqu'il nous faut ici chercher avant tout la doctrine, observons un fait bizarre : « Les Juifs, auxquels remonte historiquement la défense de l'usure, avaient précisément au moyen-âge le monopole de l'usure (1) » Cette remarque est juste. La prohibition de l'usure remonte à l'Ancien Testament. C'est à ses textes qu'on recourt pour la prohiber. Comment les Juifs se mettaient-ils d'accord avec la loi ?

Ici se pose la question préalable : Quelle est la vraie loi des Juifs ? Est-ce la loi de Moïse ? En pratique le vrai code civil et religieux des Juifs est la vaste compilation des rabbins connue sous le nom de *Talmud*. Le Talmud, recueil des commentaires rabbiniques, contient d'abord la *Mischnah*, ou sentences de Rab. Jouda qui vivait sous Antonin, puis la *Ghemara* ou commentaires des docteurs sur chaque sentence (2).

(1) P. Viollet, *Les établissements de S. Louis*, t. I, p. 255.

(2) Thonissen, *Etudes sur l'histoire du droit criminel des peuples anciens (... Judée)*, Paris, 1869,

L'ancienne loi du Pentateuque, dit-on, défendait aux Juifs de prêter à intérêt à leurs compatriotes ; elle tolérait ou permettait de le faire aux étrangers. Cette interprétation n'est pas unanime ; la loi ancienne doit elle-même être commentée (1) ?

L'importance du Talmud est incontestable ; là est l'esprit de vie judaïque nouvelle. Pour apprécier le sémitisme il faut donc connaître les préceptes talmudiques. Ceci est malaisé. D'abord la rédaction n'a rien d'un texte de loi, ou d'un code ; il y a une foule de commentaires. De plus, il semble que le texte complet soit difficile à connaître, des modifications et suppressions ayant été opérées, au dire de certains auteurs, dans les textes modernes. Le texte du Talmud n'a été traduit que très récemment (2). Longtemps on n'en connut que le texte hébreu. Quelle doctrine économique renferme le Talmud ? A en croire les jurisconsultes israélites, la loi talmudique se montre vis-à-vis de l'usure plus sévère encore que celle de Moïse. Tandis que celle-ci per-

(1) Le texte est interprété de diverses façons. On explique que cette permission n'est qu'une tolérance accordée à cause des maux existants, ob duritiam cordis non quasi licitum ; on dit aussi que les étrangers en question ne sont que les *ennemis* dont ils avaient le droit de prendre les biens par tous moyens. Voir sur ce point S. Thomas, *Summ. theol.* 2^a 2^{ae}, q. 78 art. 1. Cf. de Lugo, *De Just. et Jure*, disp. 25, sect. 2 n. 12. — Reiffenstuel, *Jus canonicum universum*, Paris, 1869, t. VI, p. 423 sq. — Gonzalez, *In Decret.*, t. IV, p. 350 etc.

(2) Rabbinowicz, *Législation civile du Talmud*, Paris, Thorin, 1873-1878. — Moïse Schwab, *Le Talmud de Jérusalem traduit*, Paris, Maissonneuve.

mettait le prêt aux étrangers, il serait défendu par la première sauf en cas de prêt commercial. Il est vrai que pour arriver là, il faut interpréter le texte de la Mischnah (1).

Mais il y a tant de textes dans le Talmud, qui est une collection et renferme même des opinions divergentes. On a pu donc en tirer des citations autorisant et même encourageant la pratique de l'usure, surtout vis-à-vis de l'infidèle (2).

Que les habitudes de prêt fussent ou non une violation de la loi, il n'en est pas moins certain qu'ils les pratiquaient largement. Comment se mettaient-ils d'accord avec leur loi ? Plusieurs ont longtemps attribué la pratique des usures juives à l'exception formulée à l'égard des étrangers. Les auteurs israélites se sont attachés à détruire cette explication. Faut-il en conclure que les Juifs ont pendant des siècles violé sciemment leur code religieux ? On a trouvé une autre explication dans l'hostilité des rabbins contre les chrétiens, permettant contre ceux-ci tous actes de mauvais gré même défendus en général ; l'usure serait de ce nombre comme moyen de ruine. Les preuves à l'appui de cette thèse se trouvent

(1) Rabbinowicz, t. 3, p. xxi. — Franck, *Journal des savants*, 1878, p. 715.

(2) Voir les textes cités par M. Rohling, professeur à l'Université de Prague dans son livre *Le Juif talmudiste*, éd. et trad. Lamargue, Paris, s. d. p. 35 sq. — Cf. *Christianus in talmudo Judæorum sive rabbinicæ doctrinæ de Christianis secreta quæ patere fecit* J. B. Pranaitis, St-Pétersbourg, 1892.

surtout dans les passages du Talmud attaquant les chrétiens, passages dont plusieurs auraient été supprimés depuis longtemps des textes imprimés (1).

Les auteurs israélites protestent contre le reproche d'hostilité haineuse conduisant à l'injustice. Mais il faut reconnaître que dès lors les explications se dérobent. Il est vrai qu'ils disent que des moyens ont été trouvés de tourner les textes pour permettre l'intérêt, mais ils n'en précisent point la nature (2).

Quoi qu'il en soit de l'influence exercée par le Talmud, il est certain que les Juifs avaient, pour une foule de raisons, une situation à part dans le monde du moyen-âge. Je laisse de côté les dissertations écrites par les docteurs ecclésiastiques pour faire la démonstration chrétienne contre eux : ceci sort de notre sujet. Mais, dans l'ordre économique, les Juifs étaient connus surtout comme usuriers. Le commerce d'argent était leur spécialité et le public personnifiait en eux sa haine contre les usuriers. De fait, cette réputation, d'après les témoignages unanimes, était méritée. Partout on les voit livrés à l'usure, et poursuivis comme tels. Les Juifs étaient l'objet de l'animadversion et du mépris public. C'est un fait qui ne peut être contesté (3). Ils l'étaient et comme Juifs, parce que l'on y voyait le peuple déicide, et comme usuriers. Certes, ils

(1) G. des Mousseaux. *Le Juif et le Judaïsme*, 2^e éd., Paris, 1886.

(2) Rabbinowicz, loc. cit., p. xxxiii. — Cf. Baugas, *Le prêt à intérêt*, p. 77.

(3) *Preuves* réunies entre autres par Jansén, op. et loc. cit. de les divers auteurs que nous avons cités.

n'étaient pas seuls livrés à l'usure, mais les chrétiens judaïsants étaient enveloppés dans la même hostilité.

Les Juifs, traités partout comme une race à part, étaient rarement soumis au droit commun. On les trouve presque partout sous la sauvegarde, mais aussi à la merci directe du seigneur, qui est en droit maître de leurs biens (1) et trop souvent y voit une source de revenus. Tantôt ils sont libres, exercent leur métier et s'enrichissent au grand jour ; tantôt au contraire ils sont soumis à des exactions, à des poursuites, à des confiscations. De là les grandes variétés qu'on signale dans leur condition et les alternatives qu'elle subissait, alternatives de fortune et de poursuite.

Un seul gouvernement, cela est incontesté, a constamment agi vis-à-vis d'eux avec une extrême modération, c'est celui des Papes. Non pas que les Juifs y fussent sur le pied du droit commun, ni qu'ils aient échappé à toute répression, mais ils furent toujours ménagés, bien que des mesures spéciales les eussent naturellement atteints dans leurs opérations illicites. Il en est de même dans les États d'Avignon soumis à l'autorité des Papes. On possède à cet égard les textes les plus catégori-

(1) *Etablissements de S. Louis*. — Ducange, *V^o Judæi*. — Lazard, *Les Juifs au XIII^e siècle*, thèse Ecole des chartes, 1887, p. 91. — Saige, *Juifs du Languedoc*, 1^{re} partie, ch. 3, § 2, etc. — Boutaric, *Louis IX et Alphonse de Poitiers*, p. 318. — Siméon Luce, *La France pendant la guerre de cent ans*, Paris, 1890. — Erler, *Archiv. f. Kirchenrecht*, Mainz, 1879, t. 41 etc. — de Decker, *Les monts de piété en Belgique*, p. 163.

ques et les plus décisifs. Le Pape Innocent III les prit sous sa sauvegarde dans une bulle remarquable ; une série d'autres bulles de protection atteste la même vérité (1). Les populations, au contraire, hostiles aux Juifs, s'insurgeaient parfois contre eux et on en retrouve bien des exemples. Les princes usaient à leur égard de procédés divers dont les motifs ne furent pas toujours purs. La question générale de liberté et de tolérance à leur accorder dans les Etats chrétiens était discutée entre les docteurs, mais la politique y donnait des solutions diverses, d'après la conduite des Juifs eux-mêmes. Parfois aussi les expulsions et confiscations se présentent avec un caractère de fiscalité. Rien de plus naturel que d'interdire aux Juifs les actes usuraires, l'accaparement des marchandises, tous actes nuisibles aux habitants du pays, de les forcer aussi à restituer aux chrétiens leurs lucres indus. Mais les dépouiller, les persécuter, confisquer leurs biens légitimes, sont des excès contre lesquels les Papes ont protesté et plusieurs laïques ont élevé la voix. Il y avait d'ailleurs dans la politique des princes vis-à-vis des Juifs, des considérations de divers ordres, dont il ne peut entrer dans notre plan, d'analyser les détails (2).

(1) R. de Maulde, *Les Juifs dans les Etats français du S. Siècle au moyen-âge*, Paris, Champan, 1886. — Jansen, op. et loc. cit. — Lazard, op. cit. — Voir notamment pour Nicolas V. Pastor, *Histoire des papes*, trad., t. II, p. 17.

(2) Vuitry, *Etudes sur le régime financier de la France*, Paris, 1878, p. 315 sq. — Depping, *Les Juifs au moyen-âge*, Paris, 1834.

Soumis à l'arbitraire des seigneurs, exposés à des confiscations, en même temps qu'aux attaques de la population, la situation des Juifs était donc très précaire.

La fiscalité s'exerçait sur eux ; s'ils avaient des périodes de prospérité, d'exactions, ils en avaient aussi de confiscations et de fuite. Parvenaient-ils à sauver leur or en ces moments-là ? Peut-être en partie, grâce aux *papiers* qu'ils employaient ? Leur existence est donc une alternative perpétuelle de richesse et de misère.

La question de savoir si et pourquoi il fallait tolérer les Juifs, était souvent agitée. Les princes l'ont diversément résolue, d'après les opportunités sociales, les abus qu'ils voulaient réprimer, ou les raisons fiscales ; souvent, quand ils les toléraient, ils les grevaient de charges et de redevances et exploitaient leurs aptitudes financières, en leur permettant, contre paiement, d'ouvrir des tables de change ou autres établissements semblables.

Cette question de tolérance est examinée par les auteurs de l'époque, et parmi les raisons pratiques se trouve parfois la nécessité de trouver à emprunter, raison invoquée parmi les hommes politiques(1). Par

(1) Raoul de Prellès, *Songe du Vergier*, 1^e partie, ch. CIV. — Goldast, *Monarchia*, t. I, p. 93, et Philippe de Maizières dans *le Songe du Vieil Pelerin* (voir notre article cité) énumèrent quelques raisons, peut-être pas les meilleures, de la tolérance des Juifs dans le royaume. Une des raisons alléguées est de pouvoir emprunter aux Juifs et d'empêcher ainsi les chrétiens de pratiquer l'usure.

le fait, nous l'avons vu (1), on eût préféré substituer aux Juifs usuriers des institutions de prêts légitimes, comme les *montes* ; et quand les Juifs étaient expulsés, leurs opérations étaient reprises par des Chrétiens, malheureusement trop souvent judaïsants, les Lombards, Cahorsins etc. Nous ne pouvons examiner ici la législation comparée en cette matière ; d'ailleurs en droit, les docteurs préconisaient la distinction entre les Juifs qui vivaient paisibles et ceux qui se livraient à des opérations illicites.

Baldus déclare que les Juifs qui obéissent aux lois ne doivent pas être molestés par les Chrétiens (2). S. Thomas d'Aquin, dans une lettre dont l'authenticité est d'ailleurs contestée, s'occupe de cette question ; il s'adresse à la duchesse de Brabant, Alix de Bourgogne, avec l'autorité que lui donne le souvenir de l'amitié qui le liait au duc Henri III (3). Lui aussi recommande à la princesse belge de punir les Juifs comme usuriers, mais de leur laisser l'usage de leurs biens quand ils sont légitimement acquis.

§ 2. *Les hérésies sociales.*

Les erreurs modernes, qui sous le nom collectif de socialisme attaquent les bases de l'ordre social

(1) Voir plus haut p. 157 et suiv.

(2) *Consilia*, vol. I, f° 89, v° cons. 316.

(3) *De regimine Judæorum*, Œuvres, éd. Parme, t. 26, p. 292.

ont leurs ancêtres au moyen-âge(1), mais sous une forme moins théorique.

On ne les trouve pas enseignées dans les écoles, on n'aperçoit pas de trace du *collectivisme* qui est récent, mais elles sont répandues néanmoins dans la foule, surtout sous la forme des tendances *communistes*, par des prédicateurs ardents ; parfois même quelques-unes de leurs théories, dissimulées sous un mysticisme plus ou moins sincère, pénétrèrent jusqu'aux portes du sanctuaire. En ce temps de foi catholique, les erreurs de tous genres n'apparaissent que sous forme d'hérésies. Et c'est dans l'histoire religieuse des sectes qu'il faut rechercher les ancêtres du socialisme moderne. Il n'est pas sans intérêt de les connaître. Ils revêtent des formes très diverses adaptées à la situation des sociétés d'alors, mais offrant pour l'ordre public un danger grave contre lequel l'Eglise et l'Etat ont dû se défendre et non sans peine. C'est à tort qu'on dédaignerait l'aperçu de ces doctrines sous prétexte que l'idée y était accessoire, que la révolte était le but. Sans doute les sectes étaient liées dans une lutte commune contre l'ordre établi, mais ce n'était pas

(1) Sur l'ensemble : Thonissen, *Le socialisme depuis l'antiquité jusqu'à la constitution française de 1852*, t. II, p. 152. — Hahn, *Geschichte der Ketzer im Mittelalter*. — Sudre, *Histoire du socialisme*. — Ign. von Döllinger, *Beitraege zur Sektengeschichte des Mittelalters*, München, 1890. — E. d'Eichthal, *Socialisme, communisme et collectivisme*, Paris, 1892. — P. Frédéricq, *Corpus documentorum inquisitionis haereticae pravitatis neerlandicae*, Gand 1889,

seulement à l'autorité religieuse qu'elles s'attaquaient. Le schisme était intimement lié à l'hérésie, et n'en était pas le seul but (2), comme à tort on l'a insinué.

Les sectes, qui dès avant le XII^e siècle affligent l'Europe sont de nature diverse, et il est assez malaisé d'en établir le catalogue et la généalogie. Il y en avait une foule, elles pullulèrent sous des noms variés et nous n'avons pas le projet d'en essayer une classification ; mais il est curieux de voir les formes sous lesquelles elles se sont attaquées à l'ordre social.

Pour définir le milieu et expliquer leur attitude, il est bon de rappeler que le XII^e siècle est loin d'être une période de splendeur morale et que de graves abus peuvent y être signalés. Le Pape Léon XIII, dans une encyclique du 17 septembre 1882 destinée à célébrer le 700^e anniversaire de la naissance de S. François d'Assise, marquait cette situation. Au XII^e siècle, bien que la foi fût alors plus profondément que de nos jours enracinée dans les âmes, un trop grand nombre d'hommes étaient asservis aux choses temporelles, convoitaient honneurs et richesses avec frénésie, vivaient dans les plaisirs. Ceux-mêmes qui par leur profession auraient dû être un exemple aux autres n'avaient pas évité ces souillures.

L'erreur multiple des Albigeois en excitant la

(1) P. Fournier, *L'inquisition au XIII^e et au XIV^e siècle*, Bulletin critique d'histoire, etc., Paris, Thorin, n^o du 1^{er} janvier 1882.

foule contre le pouvoir de l'Eglise, avait troublé l'Etat en même temps qu'elle ouvrait la voie à une sorte de socialisme.

Ces traits ajoutent à l'intérêt que présente l'examen des diverses hérésies ; leur point de départ est différent mais souvent elles ont mélangé leurs erreurs au point qu'il soit presque impossible de les distinguer, et qu'au XIII^e siècle on les confond déjà.

Au premier rang de ces hérétiques figurent les Cathares et les Albigeois (1). Leur erreur fondamentale est métaphysique, elle réside dans le dualisme manichéen et se rattache au gnosticisme. Bien des écrivains ont recherché et analysé leurs erreurs. Pour eux *la matière est mauvaise*. Ils réprouvaient ce qui pouvait en étendre le règne. Ils condamnaient le mariage, prêchaient l'abstinence de certains aliments, notamment de la viande et s'attaquaient aux sacrements. Le nom de Cathares, du grec καθάρως, signifie les purs. Ils furent très répandus dans le midi de la France, notamment dans le diocèse d'Albi ; de nombreux écrits et documents s'en occupent.

Les adhérents de la secte se distinguaient en

(1) Pierre de Vaux-Cernay, *Histoire des Albigeois*. — Dom Vaissette, *Hist. du Languedoc*, Paris. 1737. — Saccone, *Summa de Catharis : Disp. inter Cathar. et Pater*, dans Martene et Durand, *Thes. nov. anecd.*, t. V, — Alanus de Insulis, *Contra hæreticos*, dans Migne, *Patrol. lat.*, 210 etc. etc. — C. Schmidt, *Hist. et doctrine de la secte des Cathares ou Albigeois*. — Douais, *Les Albigeois* etc. et les nombreuses études sur l'inquisition et ses documents.

deux catégories ; les parfaits, les initiés, qui avaient reçu le sacrement de la secte, le *consolamentum*, tenus au parfait détachement de la matière, affectaient la pauvreté et une vie austère, et ainsi séduisaient les masses ; mais les simples fidèles ou croyants n'étaient pas tenus à la même rigueur et vivaient à leur guise. On leur a d'ailleurs reproché, même aux parfaits, des erreurs graves de conduite (1).

Ces doctrines avaient eu beaucoup de diffusion ; il y avait eu contre elles de très vigoureuses campagnes. L'Eglise et l'Etat s'en étaient émus. Il est facile de se rendre compte du danger que présentaient ces sectes pour l'ordre social ; ce danger à lui seul déjà suffirait à expliquer la lutte si énergique qu'on entreprit contre elles.

Voisins, alliés des Cathares, souvent confondus avec eux, apparaissent les Vaudois, quoique fort divers d'origine et de doctrines (2). Ils doivent leur nom à un négociant de Lyon, Pierre Valdo, vers 1160. Ce sont des sortes de mystiques indépendants qui se mirent à prêcher, sans mission, prétendant qu'on ne doit obéir à aucun homme, mais seulement à

(1) E. Dulaurier, *Les Albigeois ou les Cathares du midi de la France*, Cabinet historique, Paris, 1880. — Douais, *Les hérétiques du comté de Toulouse*, Cong. scient. cath. Paris, Ricard, 1881.

(2) Hahn, op. cit., II, 298, 386, etc. — Alanus de Insul., op. cit., lib. 2. — Douais, op. cit. — Döllinger, op. cit., t. II, p. 6. — Bernard Gui, *Practica inquisitionis*, Notices et extraits de manuscrits de la Biblioth. nationale de Paris, t. 27, p. 351.

Dieu, que notamment on ne devait obéissance qu'aux prélats menant la vie apostolique. Eux-mêmes semblaient imprégnés de ce désir de réforme qui travaille le XII^e siècle, et s'emparaient de ce sentiment public. Ils se livraient à la prédication et vivaient d'aumônes.

Bien des Vaudois glissèrent sur la pente du Catharisme ; leurs adeptes sont parfois confondus, même dans des documents anciens, et nous n'avons pas ici à examiner les distinctions qui les sépare. Une foule d'autres sectes surgirent à la même époque, ayant de grands traits d'analogie avec les Vaudois, participant aux erreurs cathares, et poursuivis dans une même campagne protectrice de l'ordre social (1).

Un désir très général de réformation, une plainte très vive contre les désordres se manifestait partout. Cette réaction prenait des dehors d'austérité et de pénitence, et se répandait sous une foule de noms dont les *Bégards* d'Allemagne et des Pays-Bas sont parmi les plus célèbres. Partis d'un mysticisme orthodoxe, ils se laissèrent entraîner aux excès et aux erreurs.

(1) Excommunicamus et anathematizamus universos hæreticos Catharos, Patarenos, Pauperes de Lugduno... et alios quibuscunque nominibus censeantur ; facies quidem habentes diversas, sed caudas ad invicem colligatas de vanitate conveniunt in id ipsum, 1231, Grégoire IX à l'archevêque de Trèves, cf. Frédéricq, op. cit. — Cf. Bernard Guy, *Practica inquisitionis*, 1321, cité par Douais, op. et loc. cit. et Léop. Delisle, *Notices et extraits de manuscrits*, t. 27, p. 351.

En même temps que l'erreur se répandait, l'esprit de réforme religieuse s'affirmait aussi, nous le verrons bientôt. Plusieurs de ces sectes n'en étaient que la contrefaçon.

Elles ajoutaient à des erreurs empruntées aux gnostiques ou aux Vaudois, des erreurs spéciales et se répandirent énormément en Europe. Elles s'en prenaient aussi aux biens, aux richesses matérielles (1). Sans insister sur l'attribution de l'idée à une ou l'autre secte, Etienne de Bourbon (2) parle des Pauvres de Lyon, appelés Vaudois, qui condamnent « omnes terrena possidentes. » « Alii communiati dicebantur quia communia omnia dicunt esse debere. » S'en prenant surtout aux richesses de l'Eglise, ils les réprouvaient et lui déniaient le droit de posséder (3) : s'en prenaient aux coutumes fastueuses et allaient jusqu'à nier la propriété et à exclure les riches du salut éternel : « quod nullus dives potest salvari (4), »

(1) L'erreur contre la propriété, attribuée aux *apostoliques*, est ancienne, indiquée déjà par S. Augustin. — Cf. S. Thomas d'Aquin, *Summ. theol.* 2^a 2^{ae}, q. 66, art. 2, *Sed contra*.

(2) E. de Bourbon († 1261) *Tractatus de diversis materiis predicabilibus*, éd. Lecoy de la Marche, Paris, Soc. hist. de France, 1877, n° 342 et suiv.

(3) Rappel des idées d'Arnaud de Brescia. Cf. Vacandard, *Revue des questions historiques*, 1884, t. 35, p. 44. — E. de Bourbon, *Ibid.*, 343, — *Disp. inter Cath. et Pater.* ap. Martène, V, 17.

(4) Hec sunt hereses que fuerant damnatæ contra quosdam de Antverpia. — Wauters, *Bull. comm. roy. hist. Belg.*, 1875, p. 351, 379 (xiii^e siècle).

qu'on peut enlever aux riches, que l'aumône n'a pas de valeur (1).

Ils parcouraient les pays, étonnant par leur extérieur austère, leurs pénitences, séduisant par leurs attaques et vivant de l'aumône publique (2).

Sans préciser ici leurs erreurs, ils se répandaient dans le pays, attirant le peuple à eux, comme au salut.

Il y avait chez un grand nombre en dehors des théories sur le mariage que plusieurs attaquaient, et des théories sur la propriété, certaines idées qui rendaient impossible tout ordre public. Très dangereux à ce point de vue était le règne des parfaits. Les parfaits sont impeccables (3) et seuls ont le droit de commander. A ce prix tout leur est permis et aucune autorité ne peut leur être imposée. Tout supérieur est dépouillé de son autorité par le péché (4).

(1) D. Vaissète. L'aumône ne vaut rien parce que personne ne doit rien posséder. (Les apostoliques ou bonshommes.) Op. cit. p. 2. — Acte de Jean, év. de Strasbourg (1317) ap. Hahn, op. cit. "Dicunt se credere omnia esse communia, unde dicunt furtum eis esse licitum." — Döllinger, op. cit. II, p. 393, art. 19. Hæresis de Sancto Spiritu quod licite et absque timore hominum et peccato possint retinere rem alienam etiam invito domino. — Cf. p. 401.

(2) Leur théorie sur l'aumône et la mendicité est vivement attaquée et condamnée. "In otio victum vindicantes, elemosynas rapiunt quæ infirmis..." Henri, archevêque de Cologne (1306) apud Hahn, op. cit. — Alan. de Insul. op. cit. "Ut in otio vivant, a simplicibus victum emungunt."

(3) Sed forte instabunt, quia scriptum est : Lex non est imposita justo, justos se esse et sine peccato jactantes... Henri, archevêque de Cologne, 1307, ap. Fredericq, *Corp. inq.* p. 150.

(4) Quod bonis prælatis tantum sit obediendum. — Quod tantum apostolorum imitatoribus obediendum est. Alan. Ins., op. cit., II, cap. 5, 6.

Ces idées qui se rencontrent éparses chez les Vaudois, chez les Apôtoli, chez les libres esprits, plus tard chez Huss et Wiclef, sapent non seulement l'ordre religieux mais l'ordre civil par les conséquences qu'on en pouvait déduire (1).

En réalité ces aspects présentaient donc un danger de premier ordre qui justifiait amplement la poursuite dont elles furent l'objet (2).

Tandis que les erreurs des Cathares et des Vaudois surgissaient et se répandaient d'une part, la pauvreté religieuse s'affirmait en face d'elles. Saint François d'Assise et S. Dominique de Guzman signalèrent ce mouvement donnant le noble exemple de la pauvreté volontaire en face des abus du siècle.

Ce grand mouvement de réforme chrétienne eut les effets les plus salutaires. Le zèle de ces deux ordres rendit d'éminents services (3).

Il fut cependant combattu par les uns, dépassé par les autres en de dangereux excès.

Les ordres mendiants, approuvés et soutenus par les Papes, eurent à lutter contre de vigoureux adversaires, même parmi les maîtres en Sorbonne, tels que Guillaume de Saint-Amour. Mais le mouvement vers la pauvreté était bien plus intense et rentre seul dans notre sujet actuel.

Pendant le cours des XIII^e et XIV^e siècles la pau-

(1) Pastor, *Hist. des Papes*, Paris. Plon, 1888, t. II, p. 168 et suiv. et les sources nombreuses qu'il cite.

(2) C'est aussi l'appréciation de Döllinger : *L'Eglise et les Eglises*.

(3) Voir plus haut chap. III, p. 44 et suiv.

vreté volontaire suscita à côté de manifestations puissantes et édifiantes, des excès de zèle dont les origines étaient parfois pieuses, et des erreurs parfois obstinées. Nous en reparlerons bientôt.

Tout cela était une grande cause de trouble et agitait grandement tous les pays. Sous les noms de Cathares, Patarins, Pauvres de Lyon, Arnaldistes etc., tous les hérétiques sont condamnés et poursuivis, tous ensemble sous des faces diverses, unis contre l'ordre établi (1).

Ils furent vigoureusement poursuivis, non seulement dans le midi par la grande croisade contre les Albigeois, mais partout, et les Annales de l'inquisition en sont remplies. Nous n'avons pas ici à faire l'histoire de cette répression. On leur reprochait leur présomption de faux apôtres sans mission, les erreurs qu'ils répandaient, la désorganisation des familles, la mendicité professionnelle ; on leur reprochait aussi une fausse austérité et on les accusait parfois d'abus graves (2).

Plusieurs de ces sectes se rattachaient à un mouvement d'association religieuse et mystique qui à l'origine avait eu d'excellentes intentions mais s'était peu à peu déformé.

L'Europe en était inondée ; l'Allemagne et les Pays-Bas étaient remplis de Bégards et de sectes analogues.

(1) Bulle de Grégoire IX, 1231, ap. Fredericq, *Corpus*, p. 77, etc. etc.

(2) Outre les sources déjà citées passim : Kaltner, *Conrad v. Marburg und die Inquisition in Deutschland*, Prag., 1882.

Dans ces sectes se retrouvait par ci par là à un degré plus ou moins intense l'influence de l'hérésie du *libre esprit* d'Amaury de Bène au début du XIII^e siècle qui à un panthéisme théorique joignait des théories immorales de liberté de vie. Les théories, mais plus encore les pratiques imprégnèrent certains groupes, dans des proportions très inégales et qu'il est difficile de préciser. Si funestes qu'elles fussent, elles ne participent que peu à l'histoire des théories sociales (1).

L'erreur et l'abus côtoyaient ainsi la vertu. Au sein même des ordres religieux, chez les frères mineurs, des dissensions se firent jour ; c'est de l'ordre franciscain, du groupe austère des *spirituels*, que sont sortis ces exaltés, qui sont connus sous le nom de *fraticelles*. Eux aussi s'attaquaient à l'Eglise, pour créer selon eux une Eglise pauvre et vertueuse ; ils furent soutenus au début par des hommes très connus, tels que Michel de Césène et Occam. La question de la propriété et de la pauvreté soulevait alors de grands débats. Les *fraticelles*, parmi lesquels il y avait des noms illustres et des vertus austères, mais qui péchaient par l'excès de leur fanatisme, exerçaient beaucoup d'influence et soutenaient des thèses erronées (2).

(1) H. Haupt, *Beiträge z. Gesch. der secte v. freien Geist und der Beghardenthums*, *Zeitsch. f. Kirchengesch.*, VII, 503. — Wattenbach, *Ueber die Secte der Brueder v. freien Geiste*, Akad. Berlin, 1887 etc. — Auger, op. cit. p. 149, *les Porrellistes en Belgique, la Blommardine* etc.

(2) Cantu, *Les hérétiques d'Italie*, Paris, 1869, discours 6. —

Les bégards des pays du Nord ont aussi une origine pieuse, corporations mystiques de personnes vouées à une vie simple et aux œuvres de bienfaisance, mais où un esprit funeste pénétra bientôt, par l'influence des hérétiques dont ils subirent la contagion (1).¹

L'étude de ces sectes, de leur origine et de leurs ramifications, est loin encore d'être achevée. Elle se rattache à la question à la fois pratique et théorique de la pauvreté, soulevée par les ordres mendiants et notamment par les Frères Mineurs de S. François d'Assise. Après les longs débats pour défendre la pauvreté contre les docteurs de la Sorbonne, notamment G. de S. Amour, ils discutèrent la notion et l'étendue de la pauvreté. Cette controverse se lie aux idées émises dès la fin du XII^e siècle, par l'abbé cistercien Joachim de Fiore, en Calabre, à propos de l'*Evangelium æternum* qui prévoyait l'avènement d'une ère nouvelle de l'Eglise où la mission appartiendrait aux moines (2). Parmi les minorites se formèrent des groupes plus ou moins sévères, entre lesquels il y eut de vifs débats sur l'interprétation et l'observance même des règles du

Waddingus, *Annales minorum*, t. VI, p. 396 et suiv. — Franck, *Réformateurs et publicistes de l'Europe*, Paris, Lévy, 1864. — B. Jungmann, *Dissertationes in hist. ecclesiast.*, VI, 32.

(1) P. Frédéricq, *Corpus documentorum inquisitionis hereticarum pravitatis neerlandicæ*, Gand, 1889. — Auger, *Etude sur les sectes mystiques des Pays-Bas au moyen-âge*, Mém. Acad. Belg. in 8°, 1891.

(2) Sur ce sujet cf. Denifle, *Das Evangelium æternum*, Arch. f. Litt. u. Kirch Gesch., Freiburg, t. I, 1885.

fondateur. Il y eut les frères de communauté et les spirituels. Parmi ceux-ci il y en eut qui soutinrent des thèses réprouvées notamment par le pape Jean XXII (1322) (1). C'est sous le règne de celui-ci que la division prend un caractère plus aigu ; « l'historia septem tribulationum ordinis minorum » d'Angelus de Clarino contient, au point de vue des spirituales, des données curieuses jusqu'à cette date. Après les décisions de Jean XXII, la résistance persiste et des hommes importants, refusent obéissance au Pape. C'est ainsi que se forme, dans cette tendance, la secte des *fraticelles*, dont le nom servit bientôt à désigner tous les dissidents. Le caractère de ces divers groupes, souvent confondus, leurs rapports avec les begards, ne sont encore qu'imparfaitement déterminés, malgré les récentes études (2). Elles constituent néanmoins une des pages les plus curieuses du mouvement des idées sociales au moyen-âge.

Partout aux XIII^e et XIV^e siècles comme au XII^e nous trouvons ces sectes multiples contre lesquelles l'Eglise et l'Etat luttèrent avec vigueur, comme contre une redoutable plaie sociale. Nous avons vu que des erreurs sociales se retrouvent aussi dans la littérature et l'action politique (3).

(1) Jungmann, op. et loc. cit. — Ehrle cit. inf.

beaucoup de documents nouveaux ont été réunis, commentés et même publiés par le P. Ehrle dans l'*Archiv f. Literatur und Kirchen Geschichte des Mittelalters* de Ehrle et Denifle, Fribourg i/B, t. 1 à 4, passim.

(3) Voir plus haut, chap. VI, § 3, les textes de Maerlant etc.

En même temps un travail de réforme morale s'accomplissait. A côté de la répression se perfectionnait l'action des ordres religieux qui eut une si haute influence sur la vie morale et sociale.

L'Eglise catholique dans sa situation d'alors était intimement unie à tout l'ordre social et c'était à elle que s'en prenait d'abord toute opposition. Mais il est aisé de voir que ce genre de doctrine pouvait et devait vite dépasser l'ordre ecclésiastique. Les erreurs des Cathares et des Vaudois entament réellement les bases de la vie sociale. Quand on fut parvenu à peu près à arrêter leur développement, surgissent John Wiclef, en Angleterre, puis Jean Huss, en Bohême qui détruisaient tout gouvernement ; on allait les retrouver dans la guerre des paysans et les partisans du communisme biblique.

Pendant tout le moyen-âge il y eut donc des socialistes, dans le sens général de ce mot ; non pas sans doute des socialistes professant l'idée collectiviste moderne, mais des mécontents sapant les bases de l'ordre établi, les uns par orgueil, les autres par envie, d'autres enfin par une fausse considération des abus et une réaction excessive et inconsidérée. On trouve dans leurs rangs des mystiques illuminés et dévoyés et des ambitieux qui cherchaient dans ces doctrines un prétexte facile pour se soustraire à l'ordre des lois. Dans leur programme, on trouve ici comme toujours quelques griefs fondés contre des abus, mais avec une notion inexacte des remèdes à y apporter.

N'oublions pas, que tout en condamnant les abus et leurs erreurs, on cherchait aussi à ramener la vertu sociale chez ceux qui en oubliaient les devoirs. La vraie pauvreté donnait ses grands exemples. La prédication et l'enseignement des devoirs de la richesse, on l'a vu, constituaient un des points dominants de la théorie économique et sociale d'alors.

29800

